

Les prix du butane et du propane pourraient être libérés

LIRE PAGE 20. L'ARTICLE DE B. DETHOMAS

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

2,50 F

Algérie, 1,30 F; Maroc, 2,30 F; Tunisie, 2,20 F; Allemagne, 1,40 F; Autriche, 1,40 F; Belgique, 1,70 F; Canada, 5,10 F; Côte d'Ivoire, 2,50 F; Danemark, 4,75 F; Espagne, 50 pes.; États-Unis, 40 c.; France, 125 F; Grèce, 85 p.; Italie, 700 L; Japon, 300 p.; Liban, 17 F; Norvège, 4 kr.; Pays-Bas, 1,30 F; Portugal, 35 esc.; Royaume-Uni, 225 F; Suède, 3,75 kr.; Suisse, 1,20 fr.; Tchécoslovaquie, 35 din.

Tarif des abonnements page 2
S. RUE DES ITALIENS
75002 PARIS CEDEX 05
C.C.P. 4307-23 PARIS
Tél. Paris 654572
Tél. : 246-72-23

LA MISÈRE DU TIERS-MONDE LES GRÈVES DANS LA RÉGION DE GDANSK

Les tensions ethniques et sociales s'aggravent en Inde

Un cri d'alarme de la Banque mondiale

Délirium : la troisième décennie pour le développement (1980-90) s'ouvre sur les plus sombres perspectives qui aient jamais menacé le tiers-monde, souligne la Banque mondiale dans son rapport sur le développement dans le monde. De façon très logique, les pays les plus démunis subissent le plus gravement les conséquences de l'inflation mondiale, de la récession dans les États industrialisés et de la hausse des prix du pétrole. L'Asie et surtout l'Afrique du Sud du Sahara sont les régions les plus touchées par le ralentissement de la croissance.

La pauvreté risque ainsi de faire « tache d'huile » d'ici à 1990, note la Banque mondiale. Le bilan est net : à la suite de l'augmentation des prix de l'énergie, un cinquième de la population du tiers-monde peut envisager l'avenir avec moins de pessimisme. Mais, pour les 80 % restants, les prochaines années seront très difficiles, alors même que huit cents millions d'être humains vivent déjà à présent, en état de « pauvreté absolue ».

Face à cette aggravation des périls économiques, aux multiples prolongations sociales et politiques, les États développés sont étrangement absents. A l'Ouest, les nations sont confrontées à une crise économique qui paralyse leur réflexion et les conduit à des attitudes défensives. A l'Est, les bureaucraties au pouvoir cherchent avant tout à préserver les intérêts acquis.

Dérailson. Au moment où les besoins sont les plus urgents, note la Banque mondiale, les moyens manquent et le plus. L'aide publique au développement menace de fléchir encore, tandis que le flux des capitaux privés en direction du tiers-monde va se ralentir. Enfin la tentation protectionniste risque de se faire davantage sentir, alors que les pays du sud du globe doivent accroître leurs exportations, ne serait-ce que pour rembourser leurs dettes.

La montée des dangers risque, une fois encore, de provoquer plus de discours que d'actions, le tiers-monde se prêtant bien, il est vrai, au cynisme comme à l'angélisme. Pour la Banque mondiale les solutions sont relativement claires, et de trois ordres : les pays en développement doivent utiliser au mieux leurs ressources ; les nations industrialisées ont à relancer la croissance, à augmenter leur aide et à libéraliser leurs échanges ; les États exportateurs de pétrole doivent améliorer le « recyclage » des capitaux tirés de la vente du « brut » et éviter des changements brusques de prix.

Il ne s'agit toutefois que de recettes simples, inspirées par le souci de perpétuer un certain modèle, celui qui est en vigueur à l'Ouest et que s'efforcent d'imiter, avec force débâcles, l'Est. Le temps est sans doute venu non plus d'une culpabilité quelconque peu complaisante, mais d'une approche plus réaliste de la question du développement.

Le dialogue Nord-Sud a souvent servi d'ultimatum, alors que les affrontements se multiplient et divisent les différents camps eux-mêmes. Il faut sans doute, aujourd'hui, relativiser ce dialogue et rechercher une meilleure organisation des espaces régionaux. S'il n'est pas question d'oublier les responsabilités des pays riches, c'est fondamentalement aux peuples intéressés de prendre en main leur développement et de trouver, peut-être au prix d'une certaine rupture, les voies de leur identité.

(Lire page 20 l'analyse du rapport de la Banque mondiale.)

Le mouvement continue, malgré la création par le gouvernement polonais d'une commission de négociation

M. Gierak ajourne son voyage en Allemagne fédérale

Le durcissement de la grève dans les ports de la Baltique, à Gdansk, Gdynia et Sopot, dans la soirée du samedi 16 août, à la suite de la constitution d'un comité de grève inter-entreprises, a poussé le bureau politique du parti ouvrier unifié de Pologne à nommer une commission chargée de négocier avec les grévistes. Présidée par le vice-premier ministre, M. Tadeusz Pyka, membre suppléant du bureau politique, elle devait se rendre rapidement à Gdansk. Mais les grévistes refusèrent de négocier tant que ne seront pas rétablies les communications téléphoniques. M. Gierak a également demandé au gouvernement ouest-allemand d'ajourner de quelques jours la visite qu'il devait faire à Hambourg, pour rencontrer le chancelier Schmidt à partir de ce lundi soir.

A Gdansk, où les transports sont en grève, des tracts anonymes circulent. L'un, dans l'intérêt des familles et de la Pologne, évoque « les limites qu'au nom du sens des responsabilités on ne peut dépasser » et affirme que « de nombreuses questions qui n'ont pas encore été résolues peuvent encore l'être, mais dans un atmosphère de sérieux et de calme ». L'autre attaque les dissidents, demande aux ouvriers de reprendre le travail et fait écho aux déclarations de M. Fiszbach. Le premier secrétaire du parti pour la ville avait déclaré dimanche soir : « Les discussions ouvrières se sont transformées en meetings incessants au cours desquels la parole est prise par des gens qui n'ont aucun lien avec les chantiers navals (...). Il reste encore de nombreux problèmes à régler mais la situation économique du pays est telle qu'ils ne pourront pas l'être rapidement ». Évoquant la « mémoire des événements douloureux de 1970 », il a dit : « Nous devons faire preuve de calme et de pondération à l'égard de toute décision, qui peut être prise. Notre devoir patriotique est de tout faire pour que la désorganisation du travail ne s'étende plus ».

Des revendications très politiques

Gdansk. — Pas un milicien, sauf aux carrefours, encore moins des chars, une ville belle et calme, totalement serena, que l'on pourrait traverser en ne s'attendant que de l'absence d'autobus. Cette ville, cette conurbation (Gdansk-Gdynia-Sopot)

De notre envoyé spécial
est pourtant en grève générale, et l'une des crises les plus profondes de l'histoire des démocraties populaires couvre ici. Non pas une explosion violente, vite répressible, mais

une censure massive du pouvoir en place — aussi simple et tranquille que le sont l'évidence et la certitude de la force.

Ne parlez pas de l'augmentation du prix de la viande, cause initiale de la vague de grèves. Ce n'est pas qu'un souvenir, qu'un tout petit élément pas plus important que l'ailaunette qui a mis le feu aux poudres. Il ne s'agit plus d'argent, mais d'une affirmation unanime : « Il faut que ça change ».

Dimanche 17 août, au milieu de la nuit, on propose, après des heures de négociations aux chauffeurs d'autobus de Gdynia 2 100 zlotys d'augmentation, à condition qu'ils reprennent le travail sur-le-champ. Cette somme représente presque la moitié du salaire moyen polonais, disons la valeur de 1 500 F en France. La réponse est catégorique : non. Non, parce qu'il faut d'abord que tout Gdansk obtienne gain de cause, et parce qu'il faut surtout que le pouvoir satisfasse les revendications politiques placées en tête de liste par les ouvriers de toutes les entreprises.

Mais reprenons le fil des événements. Vendredi matin, à l'aube du 15 août, les grévistes du chantier naval Lénine, paralysés depuis la veille, refusent les propositions de leur direction (le Monde daté 18-17 août). A la même heure, les transports en commun s'arrêtent : huit mille des douze mille travailleurs du chantier Commune de Paris, de Gdynia, occupent les lieux de travail, et la plupart des usines débrayent.

BERNARD GUETTA.

(Lire la suite page 3.)

De notre correspondant

New-Delhi. — Dans une ville de trois cent mille habitants, Moradabad, à 160 kilomètres de New-Delhi, l'apocalypse a eu lieu. Un oiseau — animal impur par excellence — provoque, mercredi 12 août, la fureur de cinquante mille musulmans réunis dans la mosquée locale afin d'y célébrer la fin du ramadan (le Monde du 15 août). La foule s'en prend d'abord aux forces de l'ordre avant d'en découdre avec la communauté hindoue de la ville. Bilan de trois jours d'affrontements et de paniques : quelque cent quarante morts. La violence gagne plusieurs autres villes.

PATRICK FRANCIS.

(Lire la suite page 5.)

AU JOUR LE JOUR

En principe, les événements sociaux qui secouent la Pologne en profondeur depuis six semaines ne peuvent être assimilés à un mouvement de grève : dans un pays « socialiste », en effet, la grève est un non-sens puisque le pouvoir est aux travailleurs. Mais, étant donné que quelque chose se nous manifeste manifestement pas rond de Gdansk à Varso-

La vie difficile

vie, faut-il alors en déduire que les travailleurs ne sont pas nécessairement au pouvoir ?

C'est sans doute ce qui rend actuellement la vie difficile aux dirigeants polonais : ils ne savent pas encore si le pouvoir est en grève ou si la grève est au pouvoir.

BERNARD CHAPUIS.

Carnet de route en Afghanistan

Radio-Kaboul a annoncé, le dimanche 17 août, que M. Abdurashid Arzay, ministre de la Justice et membre du comité central du parti populaire démocratique afghan (P.P.D.A.), a été nommé vice-premier ministre tout en conservant ses précédentes attributions.

M. Saleh Mohammad Ziai, ancien ministre de l'Agriculture et de la Santé publique, membre du bureau politique et secrétaire du P.P.D.A., est nommé membre du présidium du Conseil de la révolution.

Radio-Kaboul a confirmé dimanche la nomination au poste d'ambassadeur en République populaire de Mongolie de M. Assadullah Sar-

wari, vice-premier ministre et membre du Khalai.

Nous commençons la publication du carnet de route de M. Bernard Dupaigne, ethnologue, chargé des collections du département Asie au Musée de l'homme, qui vient de passer deux semaines en Afghanistan. Il s'est déjà rendu plusieurs fois dans ce pays et en parle l'une des langues, le persan. Il a sillonné le pays en autocar, de Jalalabad à Hérat, de Kandahar à Mazari-Sharif. Il décrit des scènes de la vie quotidienne et rapporte des propos de campagne de voyage révélateurs de l'état d'esprit d'une population qui ne se résigne pas à l'occupation étrangère.

I. — Des miliciens sans illusions

par BERNARD DUPAIGNE

On s'avoue le pays ; maintenant les Moudjahidins combattent à la fois les Russes et les miliciens. D'ailleurs, reconnaît-il : « Je ne les moudjahidins combattent à la fois pas les Russes, je tire en l'air ».

Mais eux ne le savent pas : — Oui, répond-il simplement. Puis il m'avoue qu'il a été khalaï, mais que, maintenant, il n'est « plus rien du tout ». « En somme, dis-je, tu es milicien le jour et moudjahidin la nuit ? » Il acquiesce tandis que, dans le café, les auditeurs s'esclaffent. Un voisin intervient dans la conversation.

(1) Les deux factions du parti populaire démocratique au pouvoir. M. Babrak Karmal est le chef du Tardam.

« Saïd et moi »

« Le Monde » commence aujourd'hui la publication d'un roman-reportage de Poirot-Delpech

Aujourd'hui

I. — Tout, mais pas ça !

(Lire page 6.)

(Lire la suite page 4.)

POINT

Pétrole bleu ?

Le gouvernement ne pourra pas prétendre être surpris par le mouvement de colère qui secoue la pêche française. Le 10 juin dernier, l'assemblée générale de l'Union des armateurs à la pêche de France évoquait la possibilité de voir, comme en 1975, les marins-pêcheurs bloquer les ports. Mais, le rapport rédigé sous la présidence de M. Christian Brozier, directeur des pêches maritimes au ministère des Transports, pour préparer le VIII^e Plan, demandait que soit « atténué sans délai les effets catastrophiques de l'augmentation des charges dues au gazole avant que les conséquences n'en soient, si cela est encore possible, irréversibles ».

Mais, aider plus qu'on ne le fait actuellement le « gazole pêche » serait contrevenir aux recommandations de la Commission européenne ; ce serait surtout, pour le gouvernement, remettre en cause toute sa politique. M. Raymond Barre a toujours tenu à répercuter la totalité des hausses du pétrole sur son prix de vente pour habituer les entreprises aux nouvelles données économiques mondiales.

Sous les vents de cette rigueur libérale, une partie de la pêche française risque de faire naufrage. Déjà, la France importe plus de poisson qu'elle n'en pêche. Il lui en a coûté en 1979 plus de 3 milliards de devises.

Le président de la République a souhaité que l'agriculture devienne la « pétrole vert de la France ». S'apercevait-on un jour que nos quelques 5 000 kilomètres de côtes pourraient constituer un formidable pétrole bleu ?

Faisant preuve une fois de plus d'imprévoyance, un roulement en congé laisse au seul ministre des transports, responsable de la pêche, le soin de régler — ou de ne pas régler — un conflit qui présente pourtant des aspects à la fois techniques, politiques, financiers et même européens.

La pêche en vacances ? Oui. La vacance du pouvoir ? Non.

● Les marins de La Rochelle décident la grève totale.

● Le port de Saint-Malo bloqué à partir de lundi soir.

(Lire nos informations p. 19.)

L'ORCHESTRE DES JEUNES DE LA C.E.E.

Un Te Deum pour Fontevrauld

Tout a déjà été écrit, ou rien ne le sera jamais, sur le qualité exemplaire de l'Orchestre des Jeunes de la Communauté européenne (« le Monde » daté 2-3 avril 1978 et 10 août 1979) et sur l'originalité d'une entreprise qui, reprenant l'exemple de l'Orchestre mondial des Jeunes musicales, l'a adapté avec bonheur aux neuf pays du Marché commun.

Cent trente musiciens entre quatorze et vingt-trois ans, sélectionnés après audition — le nombre des candidats, on s'en doute, était dix fois plus élevé — travaillent pendant deux semaines à Courchevel dans des conditions exemplaires, sous la direction des chefs d'orchestre les plus prestigieux, avant d'entreprendre une tournée qui les mène de Stuttgart au Festival de Salzbourg et du Festival de Lucerne à celui d'Edimbourg en passant par Belgrade, Stienne, Luxembourg, Amsterdam. Pour l'école française, le 16 août, c'est le cadre austère et grandiose de

l'abbaye de Fontevrauld qui avait été choisi.

Inutile de préciser donc que tout s'est passé au mieux : le Rt. Hon. Edward Heath, président de l'Orchestre, ancien premier ministre britannique et chef d'orchestre à ses heures, a tout d'abord dirigé l'hymne européen, adapté tant bien que mal, et plutôt mal que bien, du fin de la « Neuvième Symphonie », puis, toujours comme d'habitude, une ouverture. Cette fois, c'était celle de « La Flûte enchantée ».

Faut-il louer la discipline de l'Orchestre ou la clarté exceptionnelle de la direction de M. Heath ? Toujours est-il que les grands accords troués de silence et périlleux entre tous, ont été exécutés avec le plus grand ensemble. Tout à côté du programme, M. Heath a mis très courtoisement la place à Claudio Abbado, directeur musical de l'Orchestre depuis ses débuts.

GÉRARD CONDÉ.

(Lire la suite page 13.)

Le Monde

idées

PROVINCIALES

L'Occitanie en cinquante-cinq articles

La loi sur les collectivités locales aurait-elle manqué son but, en maintenant dans les mains de l'Etat central un pouvoir qui lui échappe de toute façon ? Telle est la thèse de Lucien Sfez, pour qui le renouveau de l'Etat doit passer par un renforcement simultané des régions et du centre. Marc Ambroise-Rendu rend compte de deux numéros spéciaux de revues sur l'Occitanie, qui cherchent encore sur quoi fonder son particularisme. Enfin, deux de nos lecteurs commentent et complètent un de nos récents articles sur l'Alsace.

LES vacances sont une bonne occasion de s'intéresser à l'Occitanie. En publiant chacune un numéro spécial sur le sujet, deux revues peuvent aider l'esprit à mieux comprendre ce Midi qui, selon la formule d'Yves Rouquette — occitaniste virulent — devient le « bronze-cul de l'Europe ». Autrement (1) et Aïci (2) offrent à leurs deux cinquante-cinq articles, chroniques, reportages et enquêtes sur l'Occitanie. Autrement, un mobilisé Jean Lacouture et Robert Escarpit, des universitaires comme Pierre Maclouf et Alain Alcouffe, des militants comme Marcel Esquiou et Michel Chadeau, des écrivains comme Jean-Pierre Chabrol, Yves Rouquette et même le célèbre Jean-Baptiste Doumeng, paysan, homme d'affaires international et communiste, natif de Noé (Haute-Garonne). Aïci a été intitulé sa livraison Occitanie, un pays pour demain. Autrement, plus circonspéct, Occitanie. Mais le propos est au fond le même : « Trente millions de citoyens français prennent peu à peu conscience de leur appartenance à une communauté... L'Occitanie a été conquise par les armes du treizième siècle au dix-neuvième siècle, morceau par morceau. On la croyait assimilée : elle se rebâtit sous nos yeux », posent en préambule les rédacteurs de Aïci s'ava.

(1) Autrement, Occitanie, n° 25, juin 1980 (28 p.) : 72, rue de Turbigo, 75003 Paris.
(2) Aïci s'ava, Occitanie : un pays pour demain, supplément à la revue L'Occitanie (20 p.) : BP 9007, 34041, Montpellier Cedex.

aurait pu nous éclairer. Elle ne figure dans aucune des deux publications. Au reste, la nature des textes rassemblés est caractéristique de la démarche occitane : beaucoup de littérature, d'ailleurs fort bien venue, mais de trop rares études vraiment fondées. Devra-t-on une fois encore reprocher aux méditerranéens de trop parler et de n'en point faire assez pour convaincre ? En tout cas, l'ensemble des deux livraisons laisse un arrière-goût de mélanco. Les occitanistes les plus militants sont en proie au doute. Certes, ils constatent que, « sur une carte électorale de la France, l'Occitanie s'individualise nettement : elle se situe toujours beaucoup plus à gauche ». Ils observent que ces résultats ne se calquent pas sur la carte du sous-développement (Marseille vote à gauche, la Lozère à droite) et qu'il faut chercher d'autres explications : « Sans doute la conscience confuse d'un passé

par
MARC AMBROISE-RENDU

distinct », écrit M. Michel Grosclaude dans Aïci s'ava, « d'avoir été un pays conquis, d'une culture et d'une langue qui se perdent, malades devant le centralisme et la sous-développement économique croissant ». Mais cette gauche dans l'union de laquelle les occitanistes avaient placé tous leurs espoirs les a d'abord « récupérés » (« vivre et travailler au pays » est aujourd'hui une revendication reprise par les socialistes et les communistes), puis, par sa défaite de 1978, l'aaba éphémère. Conclusion amère, lucide : « L'occitanisme politique ne peut lier son sort à une victoire de la gauche. » Mais on ne devient pas adulte en un tournemain. Et cela d'autant moins que le particularisme « oc » ne sait sur quel se fonder.

Contradictions

La langue ? Les analystes s'accordent pour penser que, malgré les efforts de l'Institut d'études occitanes et les timides libertés accordées aux enseignants par la loi Deixonne, le parler occitan ne tiendra plus longtemps. L'art ? On cherche en vain, en dehors des livres, de quelques pièces de théâtre et des danses folkloriques, une peinture, une musique, une architecture spécifiquement « oc ». Les hommes ? Les études publiées par les deux revues montrent que l'Occitanie se dépeuple depuis le début du siècle, malgré des injections massives d'immigrés italiens, espagnols, « pieds-noirs », portugais et, maintenant, maghrébins. A l'exception de la Provence, toutes les régions « oc » ont à peine retrouvé en 1975 leurs effectifs de 1851, alors que, dans le même temps, l'ensemble de la population française progressait de 44 %. Peuple clairsemé, mais

aussi vieillissant (17 % de plus de 65 ans contre 14 % dans le reste de l'Hexagone), à la fécondité faible (1,71 au lieu de 1,99 dans les autres régions), comprenant plus d'indactés et de retraités qu'adultes (61 % au lieu de 57 % en moyenne nationale). Pronostic : « Les espoirs de redressement à moyen terme sont faibles ». L'économie ? Celle de l'Occitanie se caractérise par une sous-industrialisation qui, malgré le boom des vingt dernières années, va en s'aggravant. Selon M. Alain Alcouffe, universitaire toulousain, l'exode rural a sévi dans le Midi « avec autant d'acuité que dans le Nord, mais les créations d'emplois dans le secteur industriel y ont été plus réduites. Les industries elles-mêmes sont rarement dynamiques, et elles dépendent de centres de décision situés ailleurs. Quant au tourisme, chance des

pays du soleil, on le tient pour un instrument du « colonialisme ». Le manque d'hommes — souvent par l'exil volontaire des plus entrepreneurs vers Paris — explique peut-être l'espèce d'apathie constatée depuis des décennies dans la vie économique de ces départements peuplés de petits propriétaires exploitants, d'employés et de commerçants. En outre, ces individualistes qui, au siècle dernier, formaient les gros

bataillons des inconnus et des déshérités, sont des « assistés qui se révoltent ». Souvent dressés contre l'Etat, ils imaginent mal comment ils pourraient se passer de lui pour garantir le prix du vin ou pour assurer ces emplois publics si commodes pour caser les enfants. En ce sens, le vote à gauche est un paradoxe. Il serait à la fois refus de l'autorité parisienne et demande de recours à la puissance publique.

Pas d'histoire

A ces contradictions déchirantes s'ajoute l'absence d'une histoire commune. La géographie de l'Occitanie — faisceau de vallées divergentes coupées de massifs montagneux — y a sans doute sa part, mais le fait est là. Les provinces qui, du douzième au dix-neuvième siècle, ont été une à une rattachées à la France n'ont jamais fait front commun. A quelle bataille, même perdue, les « coalisés occitans » pourraient-ils se référer ? Pourtant, les militants ne perdent pas tout à fait l'espoir. Après tout, l'Occitanie n'est pas pauvre. Jean-Baptiste Doumeng affirme que le bas de laine des épargnants du Midi est utilisé à 50 % à Paris et dans d'autres régions françaises. « Le Midi, dit-il, est une des régions potentiellement les plus riches de France. » Elle possède en effet l'énergie hydroélectrique, des bassins houillers, des gisements d'uranium, une agriculture importante étayée sur un système coopératif puissant. Plus de la moitié des agriculteurs qui s'installent choisissent ce tiers-là de l'Hexagone.

L'Occitanie a encore un atout : sa façade méditerranéenne. De son sous-développement relatif, de ses archaïsmes même, de son histoire commune avec les peuples de la Méditerranée, elle pourrait tirer une nouvelle force. « Pourquoi, demande l'ethnologue Jean-Louis Herbert, ne pas comprendre l'Occitanie comme l'avant-poste du profond soulèvement du Sud et du tiers-monde qui caractérise notre siècle ? » Et de prêcher pour une union des peuples méditerranéens non alignés, dans laquelle, à côté des Catalans, des Corses et de beaucoup d'autres, les Occitans joueraient un rôle éminent.

Cette idée originale est-elle réellement mobilisatrice ? Peut-on fonder sur elle un projet de société ? Rien n'est moins sûr, et c'est là que le bât blesse les Occitans. Ils ne peuvent éternellement s'opposer à la « colonisation » parisienne, défendre des « lambeaux de culture ». Or, leur projet politique n'est pas clair. « Ce qui manque au pays d'oc, dit Autrement, c'est un Parlement, un gouvernement et un plan de développement capable de faire le bilan des besoins et des ressources ainsi que des possibilités d'imposer une autre politique. » Voilà qui est bien vague. Les militants disent oui à l'autonomie, non au séparatisme. Ils ne rassurent guère ceux qui étonnent la conquête de toute nouvelle liberté : mais convaincront-ils ceux qui appartiennent à leur mouvance ? Il leur faudrait pour cela répondre à la question essentielle. Une Occitanie autonome, pour quel faire et pour quel mode de vie ?

Les vraies racines du pouvoir

par LUCIEN SFEZ (*)

NOUS sommes en l'an de grâce 1981. Le maire de Brest, soutenu par son conseil municipal à une grande majorité, décide de s'opposer à la politique nucléaire du gouvernement. Il ne va pas opérer sur le mode négatif du refus, de la résistance, des manifestations amères. Il élabore un programme d'incitation à l'utilisation intensive de l'énergie marémotrice et éolienne, à la récupération de chaleur à partir des ordures. Chaque foyer et plusieurs petites et moyennes entreprises disposeront de micro-matériaux leur permettant de consommer leur propre production. Pour ce

faire, il n'a pas besoin des moyens budgétaires de l'Etat. Il lui suffit de s'adresser à des entreprises multinationales, productrices de technologies de pointe, et ravies de l'initiative. Les centrales nucléaires seront bien là. Mais on consommera fort peu leur énergie. Face à cette situation, l'Etat ne peut contre-attaquer. Le maire de Brest ne crée pas d'équipement, il fait seulement un travail d'« agi-prop », pousse les foyers et les entreprises à s'équiper d'appareils, et les met en contact avec les vendeurs. L'E.D.F. n'y pourra rien : chacun a le droit de consommer l'énergie qu'il produit. Et d'ailleurs, vérifiez-vous des escaliers de C.R.S. s'attaquer à des petits appareils protégés par une population locale unanime ? Ce scénario illustre les limites de

la loi portant réforme des collectivités locales, singulièrement muette sur ce type d'activité. Il ne s'agit plus de droit, mais d'économie et de rapports sociaux. Il ne s'agit plus de dire « l'Etat voudrait et devrait décentraliser », il s'agit tout bonnement de reconnaître que la décentralisation est déjà faite, si bien faite qu'elle est parvenue à un véritable éparpillement, à l'insu de l'Etat et des notables locaux. Il ne faut donc pas demander à la loi sur les collectivités locales plus qu'elle ne peut offrir. Elle clarifie leurs compétences et augmente leurs attributions. Elle ordonne de façon nouvelle les rapports de l'Etat avec les institutions locales. Un défaut, pourtant, dans cette logique : les mécanismes budgétaires ne sont pas modifiés, ils demeurent centralisés. On peut supposer cependant qu'un second train de réformes pourrait un jour combler cette lacune.

Le sabre budgétaire

Examinons, en revanche, ce qui échappe à la logique de cette loi, et, semble-t-il, à l'esprit de réforme diyséen. L'existence même de politiques locales en matière d'emploi, de culture, d'éducation, de santé, n'est pas envisagée. Une collectivité pour gérer une école ou un hôpital, mais elle ne pourra gouverner une politique locale ou hospitalière. Par ailleurs, la sensibilité régionaliste est ignorée, qu'elle soit extrême ou modérée. Comme si le local était considéré, d'entrée de jeu, en état de subordination, strictement cantonné dans un rôle de gestion, sans effets de médiation politique. Ne pouvant participer au débat dans des instances régionales, les régions ou groupes seraient des déserts subventionnés, assésés. Or, aujourd'hui, si le gouvernement ne délègue pas la politique, c'est qu'il n'en dispose plus lui-même. Illusions généralistes — à droite comme à gauche — sur les capacités actuelles de l'Etat, en fait, aussi dément que le pouvoir local. Face au capital international qui ne se maîtrise plus lui-même, le gouvernement national est dans la situation des groupes et institutions locales réatant contre Paris. Ironie du retournement : le gouvernement central est devenu lui-même un gouvernement local. Mais ici, circonscription aggravante, il n'y a plus de

centre du tout. Le capital se désstructure et restructure en permanence, en dehors de toutes prévisions. L'administration craque, se corporatise et le service public n'est plus qu'un vain mot. Banques et entreprises sont alignées sur l'international, non sur la nation, qui devient parfois le seul point de résistance sur la carte des opérations planétaires. Alors que faire ? D'abord développer et renforcer les régions, entités plus vastes que les collectivités locales classiques, virtuellement plus puissantes et seules capables d'échapper des politiques. Ensuite renforcer la nation, en finir avec les corporations administratives concurrentielles, renoncer au néolibéralisme disséminateur et qui affaiblit les institutions centrales, retrouver une politique cohérente du service public. Renforcer en même temps les régions et le centre : il s'agit là d'un même mouvement. S'appuyant sur des régions fortes, sur des citoyens participants à tous niveaux à la constitution de leur destin, Paris-La France pourra mieux faire entendre sa voix. Notre maître, Breston, Alsacien, Occitan ou Corse en sera satisfait, lui qui avait donné le branle d'une nouvelle politique. Car ses refus, ses colères ou ses entreprises sont là pour obliger l'Etat à lui prêter attention. Répondre à sa demande, c'est pour l'Etat, se soutenir lui-même.

CORRESPONDANCE

L'Alsace et son histoire

L'article de J.-C. Streicher « L'Alsace écrasée par son histoire » (Le Monde du 24 juillet), nous a valu plusieurs lettres de nos lecteurs. L'un à Mulhouse, les deux autres à Strasbourg et Haguenau ; ils étaient des sortes de super sous-préfets et supervisaient toute l'administration. C'est dire que les relations ces individus avaient, longtemps avant la guerre, avec le régime hitlérien. Une autre assimilation est faite par M. Streicher entre M. Ricklin, un des condamnés de Nancy, et M. Chaban-Delmas. Il y a là un tantinet d'exagération. Ricklin fut en effet président du Parlement d'Alsace-Lorraine, de 1911 à 1914 ; mais c'était en Alsace allemande. Je ne sais pas que l'Alsacien, présidé par M. Chaban-Delmas, ait jamais été dans ce cas. (...)

Après notre libération en 1945, notre presse fut bilingue, sauf toujours le Journal d'Alsace-Lorraine, qui disparut en 1950. Aujourd'hui, la situation est la même. Les Dernières Nouvelles d'Alsace ont une édition entièrement en français, à côté de leur édition bilingue : elles sont de loin plus lues en français. A propos du procès des autonomistes alsaciens à Nancy, M. Streicher oublie de dire qu'à ce même procès furent jugés et

condamnés les sieurs Mourer, Schall et Hauss qui, libérés par les Allemands dès 1940, devinrent Kreisleiters, c'est-à-dire chefs de parti nazi. L'un à Mulhouse, les deux autres à Strasbourg et Haguenau ; ils étaient des sortes de super sous-préfets et supervisaient toute l'administration. C'est dire que les relations ces individus avaient, longtemps avant la guerre, avec le régime hitlérien. Une autre assimilation est faite par M. Streicher entre M. Ricklin, un des condamnés de Nancy, et M. Chaban-Delmas. Il y a là un tantinet d'exagération. Ricklin fut en effet président du Parlement d'Alsace-Lorraine, de 1911 à 1914 ; mais c'était en Alsace allemande. Je ne sais pas que l'Alsacien, présidé par M. Chaban-Delmas, ait jamais été dans ce cas. (...)

La richesse du bilinguisme

Le problème linguistique alsacien a souvent été évoqué sans jamais trouver une solution satisfaisante. J.-C. Streicher a donné un aperçu objectif de cette situation à travers l'histoire. Il nous semble intéressant d'y ajouter quelques données complémentaires. La situation en 1919. — Les Alsaciens ayant fréquemment bénéficié d'un enseignement en allemand. Seules quelques communes francophones dans les Vosges avaient des écoles bilingues. Le fait que les habitants comprennent aussi l'allemand a empêché leur déportation lors de la domination nazie. Tous les Alsaciens, ayant fréquenté les écoles secondaires, avaient de bonnes notions de français. Dans les familles bourgeoises la langue épistolaire était le plus souvent le français, notamment du côté féminin. Les programmes des lycées modernes (sans grec ni latin) prévoyaient le même nombre de leçons hebdomadaires pour les deux langues. Parmi les établissements secondaires, les écoles normales d'instituteurs méritent une mention spéciale. Les élèves sortants avaient des connaissances solides en français. Après le retour de l'Alsace à la France, un stage de six mois ou d'un an « à l'intérieur » habitait les instituteurs à

donner les leçons de français. L'on pourrait donc dire que le système scolaire allemand a facilité largement la tâche de l'administration française. La situation en 1980. — L'existence de nombreuses personnes âgées ne comprenant que peu le français crée en Alsace une situation linguistique unique. Nous avons des quotidiens bilingues comme l'édition allemande des Dernières Nouvelles d'Alsace et le Nouvel Alsacien de Strasbourg, ainsi que des hebdomadaires comme l'Ami du peuple. Tous les journaux publient aussi les programmes de la radio et de la télévision d'Allemagne de l'Ouest et de Suisse. Les candidats aux élections municipales et nationales des tracts bilingues. Beaucoup célèbrent aussi des cultes en allemand. La production littéraire en dialecte est florissante, surtout en ce qui concerne les poèmes et le théâtre. Mais de nouveaux titres en allemand paraissent également. Germain Muller, adjoint au maire de Strasbourg, vient de publier en deux éditions l'une française, l'autre allemande. Rappelant également que l'un des deux Prix Nobel du Haut-Rhin, le professeur Alfred Kastner, a dédié l'an passé à Strasbourg ses Poèmes allemands d'un Euro-

peen français sous le titre : Europe ma patrie. Etre bilingue en Europe est une nécessité pour tous les gens cultivés. En ce qui concerne le bilinguisme franco-allemand, l'Alsace est probablement la région européenne la plus favorisée. La France aurait tout intérêt à conserver et à développer cette richesse intellectuelle. HENRI GACHOT, Professeur à Strasbourg.

Le Monde
Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75117 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. Paris 4587-93

ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE - D.O.M. - T.O.M.
282 F 311 F 441 F 590 F

TOUS PAYS ETRANGERS
PAR VOIE NORMALE
367 F 611 F 836 F 1 230 F

ETRANGER
(par messagerie)
L - BELGIQUE-LUXEMBOURG
234 F 336 F 553 F 729 F
II - SUISSE - TUNISIE
289 F 506 F 721 F 910 F

Par voie aérienne
L'envoi sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de régler tous les numéros propres en espèces d'impression.

Edité par la S.A.R.L. Le Monde.
Général : Jacques Pauvert, directeur de la publication, Jacques Sauvageot.

Imprimerie
du « Monde »
5, rue des Italiens
PARIS-IX
1978

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire n° 57437.

هكذا من الأصل

Le Monde

étranger

EUROPE

Le mécontentement populaire en Pologne

L'épreuve de force entre les grévistes des ports de la Baltique et les autorités polonaises se poursuit. Ce lundi 18 août, vingt-huit chantiers navals et diverses entreprises étaient toujours en grève à Gdansk, Gdynia et Sopot. Les ouvriers des chantiers navals Lénine avaient lancé le mouvement le jeudi 14 août. Ils ont partiellement reçu satisfaction en ce qui concerne certaines revendications matérielles. Après avoir dans un premier temps accepté les propositions de règlement dans l'après-midi du samedi, ils ont en fin de compte décidé de poursuivre le mouvement par solidarité avec les entreprises qui n'ont rien obtenu encore des autorités.

La création d'un comité de grève inter-entreprises (M.S.K.) et les diverses revendications de nature politique présentées ont amené le bureau politique du parti ouvrier unifié polonais, qui siège sans désamper à Varsovie depuis vendredi, à nommer une commission gouvernementale pour examiner les revendications du M.S.K. La commission, qui devrait se rendre rapidement à Gdansk, est présidée par le vice-ministre Tadeusz Pyka, membre sup-

pléant du bureau politique depuis le dernier congrès du parti, en février 1980. Pen connu du public, ce quinquagénaire passe pour un technocrate; il a passé treize ans à Katowice, l'ancien fief de M. Giersek, peu touché par les grèves en cours depuis le début de juillet. De bonnes sources, on apprend d'autre part que le bureau politique aurait décidé d'avancer la date du congrès national des syndicats, prévu initialement pour novembre. Les grévistes revendiquent notamment la dissolution du Conseil central des syndicats et son remplacement par des syndicats libres.

Les communications étaient toujours coupées lundi matin avec Gdansk, ce qui contraindrait les envoyés spéciaux occidentaux présents à retourner tous les jours à Varsovie pour dicter leurs articles. On ne sait quand commenceront les négociations, les grévistes réclamant le rétablissement préalable du téléphone. Tout se passe pour l'instant comme si le comité de grève inter-entreprises commençait à craindre d'élever certaines revendications qui ne laisseraient pas de « porter de sortie » au pouvoir.

De même, du côté du pouvoir, on tente, pour l'instant du moins, d'éviter le recours à la violence.

Les réactions dans le monde communiste commencent à se manifester. Les organes des P.C. tchécoslovaques et est-allemand ont enfin évoqué des « cas d'interruptions temporaires de travail » sans rien dire de leur ampleur. A Paris, M. Charles Fiterman, membre du secrétariat du P.C.F., a déclaré lundi 18 août à France-Inter : « De ce conflit peut sortir un bénéfice pour la Pologne et pour le socialisme. Les difficultés que connaît ce pays sont liées, selon lui, à des problèmes de deux sortes : les retombées de la crise du capitalisme, notamment l'inflation; le développement très rapide du pays au cours des dernières années ». M. Fiterman a remarqué que les conflits en cours ont donné lieu à « une négociation, un débat démocratique », en l'absence de volonté répressive. « Je veux partager », a-t-il ajouté, le sentiment du premier ministre, M. Babuch, « quand il exprime sa confiance dans la capacité de la Pologne à résoudre ses problèmes les plus difficiles de façon autonome ». M. Fiterman

a souhaité enfin que la Pologne trouve une solution de cette manière et « sans violence ».

A Montecatini, M. Giancarlo Pajetta, spécialiste des affaires étrangères du P.C.I., s'est attaché à espérer « une solution rapide », constatant que « le gouvernement et le P.C. polonais n'ont pas condamné les grévistes comme des ennemis, ni méconnu les causes objectives de leur agitation ». « Nous voulons être sûrs que, derrière les frontières des pays socialistes, il y a des responsabilités et ce travail commun grâce auxquels nous pourrions remplir leur devoir dans la liberté et dans la justice », a-t-il ajouté.

La presse italienne a mis dimanche en relief le silence observé par le pape Jean-Paul II. Le « Corriere della Sera » estime qu'il serait dû à la « position très délicate du Saint-Siège », qui doit « assurer la liberté de culte de millions et de millions de catholiques ». Ce silence d'ailleurs va de pair avec la discrétion observée durant son sermon par le prêtre qui a officié durant la messe en plein air devant les chantiers Lénine à Gdansk ainsi qu'avec celui de la hiérarchie polonaise.

Des revendications très politiques

(Suite de la première page.)

Aucune revendication n'est immédiatement formulée : il s'agit, chacun l'explique aujourd'hui, de soutenir « ceux de Lénine » et de s'engouffrer dans la brèche qu'ils ont ouverte, avec le sentiment que l'on peut gagner.

Les comités de grève fleurissent. Ici les directeurs se précipitent pour négocier. Ailleurs, ils se barricadent. Partout deux décisions ouvrières, les premières : interdiction formelle de boire une goutte d'alcool et pas de manifestations de rue, en aucun cas. Le souvenir de décembre 1970 est dans chaque esprit : on ne veut rien casser, encore moins se faire faucher à la mitrailleuse. On veut gagner.

De la revendication à la solidarité

A 17 heures, les discussions reprennent à Lénine avec la direction. Dans la grande salle de conférences, sous l'œil neutre de Vladimir Ilitch en pied, le directeur et quelques sous-directeurs font face à cent dix délégués représentant leurs dix-sept mille camarades. Vingt d'entre eux sont membres du comité de grève et contestataires connus de longue date. Les autres ont été élus dans leurs ateliers et sont novices. Dans les cours, grâce aux haut-parleurs, la base ne perd pas un mot, et les commentaires, la sonorisation marchant dans les deux sens, sont entendus dans la salle des négociations. Constat rapide de désaccord : la direction refuse d'accorder plus de 1200 zlotys et les ouvriers veulent les 2000 demandés. Quelques instants plus tard, l'appel à la raison lancé sur les ondes par le premier ministre n'est même pas écouté (« J'ai autre chose à faire que de réentendre ces bavardages », grommelle un ouvrier).

LES IMPRUDENCES DE M. WOJCIECHOWSKI

Décidément, M. Wojciechowski est trop optimiste. Le directeur de l'agence officielle Interpres, chargée de diffuser des articles sur la Pologne et d'assister les journalistes étrangers, a cru, samedi 18 août, que l'accord avait été conclu à Gdansk et qu'il ne fallait plus téléphoner la nouvelle aux correspondants étrangers à Varsovie. Deux heures plus tard, l'agence de presse officielle PAP annonçait que les grèves continuaient, et Interpres faisait de même un peu plus tard.

M. Wojciechowski avait samedi après-midi le monopole de l'information : les communications téléphoniques et télégraphiques avec Gdansk étaient coupées. Il a sans doute été trompé par l'annonce de l'occupation par le comité de grève des chantiers Lénine de certaines propositions concernant des problèmes matériels. Mais la solidarité avec les autres entreprises de Gdansk-Gdynia-Sopot, qui n'étaient, elles, encore rien obtenues, avait relancé le mouvement général.

M. Wojciechowski s'était déjà distingué le jeudi 14 août en démentant, contre l'évidence, l'information donnée en début d'après-midi par le KOR sur la grève qui venait d'éclater aux chantiers navals Lénine à Gdansk. M. Wojciechowski manqua pour le moins de cette prudence qu'il aime tant prêcher aux journalistes occidentaux.

A.-M. B.

Samedi, 7 heures, nouveau round : le troisième. La direction est dure. Les délégués s'installent tranquillement durant la nuit par la maîtrise sont mal à l'aise. Le comité de grève ne veut pas céder. De dehors on entend scander : « 2000 ! 2000 ! », et aussi le nom de l'homme qui s'est affirmé comme le dirigeant du mouvement : « Walesa ! Walesa ! ». La direction demande une suspension de séance pendant laquelle sera créé le syndicat libre de l'usine — et revient à 11 heures en proposant 1500 zlotys sous condition de la fin immédiate de l'occupation. Contrairement au comité de grève, les délégués d'atelier, dans leur majorité, acceptent. Lech Walesa exige encore une garantie écrite du premier secrétaire de Gdansk que personne ne sera poursuivi par la suite. Le document arrive une heure plus tard. Tout semble fini. Et tout va commencer. Walesa, sortant de la salle de conférences, est follement acclamé par plusieurs milliers d'ouvriers qui ne veulent pas du compromis. On le fait sauter, en l'air en lui criant le traditionnel : « Qu'il vive cent ans ! Cent ans ! ».

Des délégations des autres usines de la ville arrivent sur le chantier. Elles sont nombreuses : « Si vous représentez dix un représentant d'un dépôt de bus, personne n'oblendrait rien ailleurs ». On l'approuve. Walesa prend la parole et, d'une voix douce, cet homme de quarante ans, grosse moustache et bonne bouille, catholique pratiquant, père de six enfants, membre du comité de grève de décembre 1970, licencié après les grèves de 1970, militant de l'opposition depuis, licencié encore pour cela en janvier d'un nouveau poste, réintégré à Lénine jeudi à la demande des ouvriers, cet homme-là donc retourne la situation. « Il faut respecter la démocratie, dit-il, accepter en conséquence le compromis, même s'il n'est pas fameux; mais nous n'avons pas le droit de lâcher l'autre : nous devons continuer la grève par solidarité jusqu'à la victoire de tous. »

Un comité de grève interentreprises

De toutes les autres usines, on vient aux nouvelles : « Fini ? Pas fini ? Est-ce vrai, comme le disent les directeurs, que Lénine n'est plus occupé que par l'opposition ? » Non, sauf à tous ceux qui les accueillent sont devenus militants de l'opposition, ce qui ne serait la plus vraie vérité. Mais pas de temps à perdre : puisque vingt entreprises sont représentées, mettons en place une plate-forme commune que défendra face aux autorités un comité de grève central, le M.S.K.

Il est minuit, il y a là une employée des bus, maigre cinquante-trois ans, de vieux ouvriers burinés, un ingénieur boy-scout, imbattable sur la vie syndicale en Occident, de jeunes ingénieurs — jeunes cadres — et de jeunes ouvriers roses un rien dandy et sérieux comme un pape, dont le portrait orne — évidemment — la grille du chantier.

En trois heures, on arrive à aligner près de vingt revendications « unitaires », qui, satisfaites, signifieraient la fin du régime communiste en Pologne. Elles s'agissent

reelles du monde : garantie du droit comme les choses les plus naturelles : respect des libertés d'opinion, d'expression et de publication; application des conventions internationales ratifiées par Varsovie sur les libertés syndicales; représentation de « tous les courants socio-politiques » dans les élections; « liquidation » des magasins commerciaux et des privilèges de la police et de l'appareil du parti; respect de l'indépendance du pouvoir judiciaire; libre accès des écoles aux médias; débat national sur les moyens de sortir du marasme économique, « afin de rétablir la confiance indispensable » à cette entreprise; exportation seulement des excédents des produits alimentaires; etc. Deux seules revendications quantitatives : les 2000 zlotys, plus l'échelle mobile des salaires.

Les formulations sont claires. Les auteurs en sont ravis et autour d'eux les militants des groupes d'opposition prêtent ses regards concentrés. Lech Walesa tente de faire comprendre que cette liste ne peut être celle des conditions sine qua non à la fin des grèves. On l'écoute : oui c'est vrai, mais on verra; demandons toujours et d'ailleurs c'est bien cela, n'est-ce pas, que nous voulons ? Les délégués ouvriers ne veulent pas l'entendre. Mais ils veulent beaucoup, et de nouvelles délégations arrivent fières et applaudies. « Ça va être Budapest 56 », murmure d'une voix blanche un militant de « Jeune Pologne », groupe nationaliste catholique et libéral.

Une porte de sortie pour le pouvoir ?

Petit, frêle, les yeux bouffis de fatigue, Bogdan Borusewicz, historien et animateur du KOR à Gdansk, attaque de front : « Demander des élections pluralistes c'est du mensonge. Si le parti déçoit, Moscou interviendrait. Il ne faut pas de revendications qui soit accueilli le pouvoir à la violence, soit entraînent sa décomposition. C'est la liquidation de la culture qui s'entraîne l'intervention à Prague. Il faut laisser les portes de sortie ». Commentaire totalement ingénu d'un délégué : « On leur laisse une porte de sortie puisqu'ils nous laissent gouverner ». Borusewicz enchaîne : « Il faut plus de revendications économiques et des revendications politiques négociables, par exemple la libération des prisonniers politiques en donnant leurs noms ».

L'argumentation porte, mais n'empêche pas la conviction. Ce n'est là que le début d'une bataille serrée pour l'opposition, qui sait qu'il y a là une occasion unique d'arracher des concessions politiques irréversibles — la liberté syndicale surtout — et ne veut pas passer à côté. Mais qui sait aussi que ce mouvement peut mener la Pologne au pire et chacun ne fait pas les pas nécessaires à un compromis national. La coordination décide de se retrouver après discussion dans les différentes usines à midi le même jour — nous sommes dimanche matin.

A 9 heures, sur un auliel en plein air, le curé de la paroisse dont dépend le chantier Lénine célèbre la messe devant une foule énorme, où se côtoient, avec les familles, ceux qui occupent toujours et ceux qui ne le font plus. Une gigantesque croix de bois est appuyée sur la grille du portail d'entrée. Le prêtre prie avec force de la croix dressée il y a un an en plein cœur de Varsovie, pendant le voyage du pape, de celle qu'on va bientôt ici ficher en terre, et de la puissance du catholicisme polonais. Pour le reste, le sermon se perd en allusions sibyllines et alambiquées. « Dégueulasse ! »,

commente une habitante du quartier, qui a pourtant suivi l'office avec une foi respectueuse. Une femme vêtue de sombre (une veste de 1970 ?) angloise, seule. Tout le monde est grave, sauf les enfants endimanchés et ravés du spectacle.

Pendant la deuxième réunion inter-entreprises, Bogdan Borusewicz marque des points : les prisonniers politiques ont pris la place des élections libres; la durée des congés maternels et l'âge de la retraite font leur apparition; il n'est plus de question de négociation unique entre la coordination et le pouvoir, et des usines pourront les reprendre après consultation avec les autres entreprises en grève. Le soir, troisième réunion, le cahier des doléances sera encore modéré. Mais le texte reste très dur et, surtout, le mouvement n'est organisé, structuré, c'est instable dans la grève. Sur le fond, c'est toujours l'épreuve de force qui se prépare, avec désormais un préalable à toute négociation : la levée du blocus des transmissions qui, depuis vendredi, coupe Gdansk du reste du pays, les entreprises en grève entre elles.

Visite au chantier naval de Gdynia. De dos, des centaines de femmes, cabas au bras, venues apporter les vivres aux hommes. Elles s'avancent, l'une après l'autre, vers le premier piquet et donnent leur nom. Les maris sont appelés par haut-parleur et sortent un par un prendre livraison. Derrière le premier piquet, la grille, cadenassée. Puis une corde, puis un rouet; une centaine d'ouvriers, épaulés contre épaulés, fixes comme à la garde, fiers, et qu'on croirait posant pour une toile réaliste socialiste. Et puis encore des bancs, alignés sur 20 mètres, sièges des assemblées générales, mais autant de chevaux de frise aussi.

L'entretien des machines est assuré

Les volontaires des équipes de nettoyage s'efforcent. Le kiosque vend « des bombes et ses cigarettes comme d'habitude. Les grévistes se sont approprié le radio du chantier et l'imprimerie, qui tourne non-stop. Les machines sont sous surveillance : « Faites savoir, demandez un ouvrier, que nous ne sommes pas des hooligans : tout est entretenu. » Il y a vingt-trois ans, l'âge moyen du comité de grève dont il est membre, une autorité sûre et une connaissance impressionnante de la politique internationale : « J'écoute les émissions polonaises de la B.B.C. » Lui et ses camarades du comité ont une vision parfaitement claire de leur but. Comme l'opposition — plusieurs d'entre eux en sont membres — ils n'espèrent pas gagner sur toutes les revendications politiques, mais veulent qu'elles soient avancées nombreuses pour susciter une prise de conscience dans la population. L'important est pour eux que l'organisation autonome des ouvriers survive aux grèves.

Le rétablissement de l'ordre par la force ? On ne peut pas réprimer une vague de grèves, et « ils » n'osent pas prendre les usines d'assaut. Une intervention soviétique ? Ils ont assez à faire avec l'Afghanistan, et nous ne devons pas — « écrire » — un mot contre l'U.R.S.S. Pourquoi si peu de revendications économiques ? « Parce que, avec la dette extérieure du pays, on ne peut vraiment pas nous accorder grand-chose, mais nous pouvons, nous, obtenir des changements du régime. » La suppression de la censure est-elle vraiment si importante pour le gréviste moyen ?

« Vous savez ce que c'est que de vivre dans un pays où l'on ne sait rien ? Allez parler avec les gens,

vous verrez s'ils sont prêts à se vendre, même pour 3000 zlotys. »

Six grévistes assis au soleil, bientôt un atropement. Quand l'un répond, tous approuvent.

« Pourquoi faites-vous grève ?

— Quand ça va si mal, il le faut.

Le viande, les queues, les syndicats qui ne nous défendent jamais, le gouvernement qui ment toujours et nous trompe, ça suffit ! On ne peut pas discuter, on n'a pas d'informations, et on prend toujours des coups si on est actifs politiquement.

— Qu'est-ce que vous espérez ?

— Des améliorations concrètes.

— Qu'est-ce qui serait le plus important ?

— D'abord les libertés syndicales, puis l'appropriation et les salaires. Il faut avoir des syndicats qui nous défendent.

— Si le gouvernement refuse les revendications politiques et satisfait les revendications financières, que ferez-vous ?

— Un silence, et un vieil ouvrier : « Et vous, le Français, qu'est-ce que vous pensez de tout ça ? »

— La situation pourrait devenir dangereuse. Silence étonné du groupe. Le vieil ouvrier reprend : « Mais non, soyez tranquille. »

BERNARD GUETTA.

Libres opinions

Solidarité

par GÉRARD DELFAU (*)

UN responsable socialiste peut — et me semble-t-il, doit — tirer trois réflexions et une conclusion, pratiques des événements de Pologne. La première réflexion concerne la nature des pays de l'Est. Ces pays ont réalisé une appropriation étatique de la plupart des moyens de production et d'échange. Mais l'Etat, lui, est approprié par une caste bureaucratique parasitaire. Aussi n'y a-t-il pas moins une lutte des classes et une protestation ouvrière, réelle et vive. En Pologne, cette dernière s'organise, admirable, autour des mots d'ordre d'amélioration économique et de restauration des libertés syndicales. Elle ne remet pas du tout en cause le caractère public de la propriété, mais s'attaque au caractère totalitaire et oligarchique de l'Etat. Ainsi, le contenu final de ses revendications est-il un changement de la forme de l'Etat, dans le sens de la liberté et de la participation des masses : en vérité, une révolution autogestionnaire, c'est-à-dire la voie même que nous, socialistes français, entendons ouvrir pour notre pays.

La seconde réflexion concerne l'intensité du phénomène national comme moyen collectif de résistance à l'oppression. Un des traits marquants des événements actuels est en effet la solidarité dont bénéficient de toutes parts, dans leur pays, les ouvriers polonais, depuis les mouvements catholiques, si importants dans ce pays dont la religion se confond avec l'identité, jusqu'aux intellectuels contestataires regroupés autour de Jacek Kuron. C'est que, d'évidence, la classe ouvrière est la traction la plus combative d'un mouvement qui l'englobe et la dépasse : celui de la nation polonaise pour ce qui, malgré qu'il en ait, le gouvernement actuel de Varsovie ne doit la vie qu'à la proximité de l'U.R.S.S., et le premier ministre Babuch ne disait au fond pas autre chose vendredi soir. N'accusons pourtant pas légèrement cet homme et ses amis.

Voulant éviter à tout prix à leur pays le malheur d'une occupation soviétique directe, ils tentent l'impossible. A leur manière, ce sont aussi des patriotes. Pourtant, c'est ce même patriotisme polonais qui pourrait, le cas échéant, faire reculer les Soviétiques, tant il est vrai qu'un peuple uni ne sera jamais vaincu. Malgré tant de traverses, celui-là, indomptable, ne l'a jamais été tout à fait.

La troisième réflexion est d'ordre international. Il est assez clair que l'empire soviétique — ou plutôt, en vérité, l'empire russe — est une fois de plus empêtré dans le problème de ses nationalités périphériques. Or, pour tous les régimes confrontés à cette sorte de problème, grande est la tentation d'une fuite en avant belliqueuse. A la faveur de l'état de guerre, certaines dispositions peuvent être prises pour éliminer les opposants, créer une solidarité de fait et en tirer un sentiment d'unité.

Bien entendu, il ne s'agit là pour le moment que de virtualités. On ne peut douter du sincère attachement à la paix de ceux des dirigeants soviétiques qui ont connu l'atroce guerre de 1941-1945. Mais après eux ? Certaines déclarations sont rien moins qu'apaisantes. Beaucoup dépendra de la force morale des interlocuteurs de l'U.R.S.S. et, d'abord, de ses interlocuteurs européens.

Ces trois réflexions conduisent à une conclusion pratique : solidarité. La lutte des ouvriers polonais concerne directement les socialistes français. Leur projet, c'est fondamentalement le nôtre, leur combat, le nôtre aussi. Or, en l'occurrence, nous sommes seuls. Rien à attendre, en effet, d'un Glavard et d'un Poniatowski, visiblement acquiescés avec l'établissement soviéto-polonaise ; rien non plus à attendre du parti communiste français en tant que tel — certains de ses militants ayant à titre individuel une attitude correcte, — sinon des calamités et des injures. Après avoir trahi la cause du peuple de gauche en septembre 1977, les dirigeants du P.C. trahissent maintenant la solidarité internationale en Afghanistan et la solidarité ouvrière en Pologne. De ce fait, beaucoup dépend de nous, car l'opinion internationale est d'un poids non négligeable dans cette affaire. Ceci est donc un appel.

(*) Secrétaire national du parti socialiste.

CARNET DE ROUTE EN AFGHANISTAN

AFRIQUE

**LE PREMIER MINISTRE DÉNONCE
LES « MENÉES SUBVERSIVES »
ÉTRANGÈRES CONTRE SON
PAYS.**

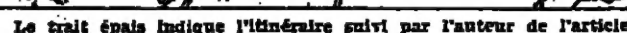
Selon les statistiques publiées à Tunis, le nombre de travailleurs tunisiens à l'étranger s'élève à 356 387 : plus de 200 000 se trouvent en France, 81 000 en Libye, plus de 25 000 en Algérie, 19 000 en Allemagne fédérale, et 13 500 en Belgique.

Attendant le convoi qui doit me ramener à Jalalabad, j'engage la conversation avec un jeune pilote de char. Convaincu, il m'a dit : « *Bien sûr, nous aurons bientôt les ennemis ; tous seront égatz, et il n'y aura plus de pauvres comme dans les pays impérialistes.* » Est-il khalqi ou parchemani ? *C'est la même chose.* C'est la propagande qui dit ou n'a

Au meilleur hôtel de Jalahat, l'hôtel Spinghar, on me fouille ; c'est ici que le gendarme a épié mon départ. Ce gendarme, un homme, me revolver au côté, m'empêche plus gagner les bâtiments officiels qu'un voiture blindée. Il a donc improvisé un bureau dans une chambre, où un secrétaire s'occupe de mes papiers. C'est ainsi qu'il dirige l'une des principales provinces du pays, dans cette région pachoute où l'âge et la position sociale sont si importants. Le kendermalan me dit qu'il a vu récemment de leur tourlele, des tracta dénonçant les résistants, sans s'aventurer à descendre de leurs empires. Seuls les enfants viennent les chercher. « Des lettres de chair »,

(2) M. Sarvari vient d'être limogé et a été nommé comme ambassadeur

Ils sont bien peu nombreux, ces partisans du régime pro-soviétique. Quelques milliers dans chaque grande ville et davantage à Kaboul. Je n'ai guère rencontré de pachamis en province, car ils se regroupent dans la capitale elle-même. Ce sont des intellectuels, moins impatients que les khalqis, très conscients du temps nécessaire pour réaliser la révolution. L'union nationale, les réformes qu'ils proposent maintenant sont



le seul groupe de résistance armée anticomuniste se réclamant du prince Sihanouk, est mort, samedi 16 août, dans son camp de Nong-Chan, au bordure de la frontière thaïlandaise. Selon les premières informations, l'ancien officier de marine, âgé de quarante-cinq ans, aurait succombé à un accès de malaria cérébrale, forme virulente du paludisme, particulièrement répandue dans les régions frontalières.

TELS QU'ON LES VOIT...

odge

De notre correspondant en Asie du Sud-Est

Réputé pour sa franchise, ses capacités d'organisation, son refus des compromissions et son intégrité, le général a été la plupart du temps autrui. Il a été l'ennemi des militaires préoccupés par la contrebatterie et le pillage des aides internationales.

M. Kong Sileah n'a jamais cessé, depuis 1979, de s'opposer aux groupes rivaux de la résistance bénéficiant du soutien des militaires de Bangkok. Avec plusieurs centaines de combattants, le chef du Mouvement contre le camp de Nong Chai, dans le sud-est du pays, a été arrêté, par la police, au départ de l'aéroport humanitaire à destination de l'Ouest cambodgien.

Plusieurs tentatives auraient été faites pour lui reprendre le contrôle de cette tête de pont d'une importance stratégique et économique considérable. D'autre part, étant donné leur obédience sino-khmer, le Moufina et son chef étonné, tout particulièrement, visés par les militaires thaïlandais, ont hostilités à l'endroit souverain et attachés à la défense de ce camp rivaux, et notamment le Front national pour la libération du peuple khmer (F.N.L.P.K.) dirigé par un ancien

La mort de son dirigeant survient donc à point nommé pour permettre aux Thaïlandais et au FALP.K. de passer, sous une même direction politique et militaire, et en collaboration avec les Khmers rouges, la mise en coupe réglée de tout le dispositif frontalier de la zone cambodienne.

Elle ouvre tout grande la prise en charge de la zone et la mise au contrôle des distributions de l'aide humanitaire par la même coalition d'intérêts. M. Kong Sitheak, qui avait résidé en France de 1976 à 1978, laisse à Paris une veuve et trois enfants.

P. B. RADINAC

VOLVO 244 DIESEL: 70.136 F
Exceptionnel jusqu'au 31 août.
 Cette offre limitée porte aussi sur les autres modèles de la gamme 80°
 Venez aussi essayer le fameux
 break 6 cylindres diesel
 Volvo : 74.336 F



VOLVO
 La passion de la qualité.

CARDINET 112-114, rue Cardinet 75017 Paris Tél. 786-50-33	VOLVO PARIS	NEUILLY 16, rue d'Orléans 92200 Neuilly Tél. 747-50-05
---	--------------------	--

هكذا من الأصل

Inde

Les tensions ethniques et sociales s'aggravent

(Suite de la première page.)

Bilan de trois jours d'agitation. Dans l'État de Bihar, la situation est tendue. À Patna, la capitale, les tensions ethniques et sociales s'aggravent. Les tensions ethniques et sociales s'aggravent.

Du côté des autorités, on répond en imposant le couvre-feu, en faisant donner l'armée, en promulguant des lois d'exception et en ordonnant des enquêtes. Pour sa part, le ministre de l'Intérieur assure qu'il y a eu la circulation d'une sorte de conspiration pour provoquer des troubles. Le ministre de l'Information évoque l'action d'« forces internationales ».

En Uttar-Pradesh, l'État le plus peuplé de l'Inde, les tensions ethniques et sociales s'aggravent. Les tensions ethniques et sociales s'aggravent.

Plus observateur qu'acteur dans le jeu politique indien, le président de la République, M. Sarvepalli Radhakrishnan, a porté un regard fort critique sur cette situation.

« Certes, a-t-il reconnu, l'Inde, après plusieurs années d'indépendance, bénéficie maintenant d'un gouvernement stable, dispose d'une majorité parlementaire substantielle, mais la stabilité d'un gouvernement ne dépend pas seulement de son assise numérique, mais aussi de sa capacité à résoudre les problèmes les plus importants. »

Ainsi, c'est un tableau très sombre que le président a dressé : hausse des prix, inégalités croissantes, qui font des riches plus riches et des pauvres plus pauvres, et des tensions ethniques et sociales s'aggravent.

cent quarante mille maisons détruites ou endommagées. Dans l'État de Bihar, la situation est tendue. À Patna, la capitale, les tensions ethniques et sociales s'aggravent.

Quant au blocus pétrolier (l'Assam fournit près de la moitié de la production nationale), imposé par les responsables du mouvement, depuis janvier, il aura coûté au pays 500 millions de dollars. Cela suffirait à exploiter le désir de Mme Gandhi d'en finir avec un abécédairisme qui a contaminé les États voisins, notamment le Tadjikistan et le Népal.

Comment faire face à une telle situation, illustre par exemple d'une ville, d'un État, d'une région — s'étonnent que les dirigeants aient, dans les messages qu'ils ont adressés à la nation, le 15 août, l'occasion du trentième anniversaire de l'indépendance de l'Inde, exprimé leur inquiétude quant à l'avenir de leur immense pays.

problèmes et les dangers auxquels le pays était confronté, on attendait beaucoup du discours de celle qui, en janvier dernier, s'était vu confier de nouveau les rênes du pouvoir, en promettant notamment un « gouvernement qui gouvernera ».

S'adressant à la nation du haut des remparts du fort Rouge, Mme Gandhi a tout d'abord rassuré ceux qui craignaient que la mort tragique de son fils Sanjay — le dauphin — ne vait par trop affectée. Fidèle à son image, elle a donné l'impression de vouloir relever le défi que lui lance aujourd'hui son pays.

Habile politicienne, elle n'a pas manqué de rendre hommage aux forces armées, à Mme Gandhi a osé une colonne vertébrale — et aux ouvriers — « un fondement d'une nation moderne », — et de déplorer la corruption aux victimes des affrontements de Moradabad, sa solidarité aux familles touchées par l'inflation et sa sympathie aux étudiants de l'Assam, dont elle a affirmé comprendre les motivations, même si ces derniers sont « dévoyés par l'ardeur nationaliste, elle a célébré sa patrie en des termes très gauchistes : « Nous sommes des Indiens, et nous l'Inde nous préoccupe. Notre objectif est de bâtir

Inde

Les tensions ethniques et sociales s'aggravent

Bilan de trois jours d'agitation. Dans l'État de Bihar, la situation est tendue. À Patna, la capitale, les tensions ethniques et sociales s'aggravent.

Du côté des autorités, on répond en imposant le couvre-feu, en faisant donner l'armée, en promulguant des lois d'exception et en ordonnant des enquêtes. Pour sa part, le ministre de l'Intérieur assure qu'il y a eu la circulation d'une sorte de conspiration pour provoquer des troubles. Le ministre de l'Information évoque l'action d'« forces internationales ».

En Uttar-Pradesh, l'État le plus peuplé de l'Inde, les tensions ethniques et sociales s'aggravent. Les tensions ethniques et sociales s'aggravent.

Plus observateur qu'acteur dans le jeu politique indien, le président de la République, M. Sarvepalli Radhakrishnan, a porté un regard fort critique sur cette situation.

« Certes, a-t-il reconnu, l'Inde, après plusieurs années d'indépendance, bénéficie maintenant d'un gouvernement stable, dispose d'une majorité parlementaire substantielle, mais la stabilité d'un gouvernement ne dépend pas seulement de son assise numérique, mais aussi de sa capacité à résoudre les problèmes les plus importants. »

Ainsi, c'est un tableau très sombre que le président a dressé : hausse des prix, inégalités croissantes, qui font des riches plus riches et des pauvres plus pauvres, et des tensions ethniques et sociales s'aggravent.

cent quarante mille maisons détruites ou endommagées. Dans l'État de Bihar, la situation est tendue. À Patna, la capitale, les tensions ethniques et sociales s'aggravent.

Quant au blocus pétrolier (l'Assam fournit près de la moitié de la production nationale), imposé par les responsables du mouvement, depuis janvier, il aura coûté au pays 500 millions de dollars. Cela suffirait à exploiter le désir de Mme Gandhi d'en finir avec un abécédairisme qui a contaminé les États voisins, notamment le Tadjikistan et le Népal.

Comment faire face à une telle situation, illustre par exemple d'une ville, d'un État, d'une région — s'étonnent que les dirigeants aient, dans les messages qu'ils ont adressés à la nation, le 15 août, l'occasion du trentième anniversaire de l'indépendance de l'Inde, exprimé leur inquiétude quant à l'avenir de leur immense pays.

problèmes et les dangers auxquels le pays était confronté, on attendait beaucoup du discours de celle qui, en janvier dernier, s'était vu confier de nouveau les rênes du pouvoir, en promettant notamment un « gouvernement qui gouvernera ».

S'adressant à la nation du haut des remparts du fort Rouge, Mme Gandhi a tout d'abord rassuré ceux qui craignaient que la mort tragique de son fils Sanjay — le dauphin — ne vait par trop affectée. Fidèle à son image, elle a donné l'impression de vouloir relever le défi que lui lance aujourd'hui son pays.

Habile politicienne, elle n'a pas manqué de rendre hommage aux forces armées, à Mme Gandhi a osé une colonne vertébrale — et aux ouvriers — « un fondement d'une nation moderne », — et de déplorer la corruption aux victimes des affrontements de Moradabad, sa solidarité aux familles touchées par l'inflation et sa sympathie aux étudiants de l'Assam, dont elle a affirmé comprendre les motivations, même si ces derniers sont « dévoyés par l'ardeur nationaliste, elle a célébré sa patrie en des termes très gauchistes : « Nous sommes des Indiens, et nous l'Inde nous préoccupe. Notre objectif est de bâtir

Inde

Les tensions ethniques et sociales s'aggravent

Bilan de trois jours d'agitation. Dans l'État de Bihar, la situation est tendue. À Patna, la capitale, les tensions ethniques et sociales s'aggravent.

Du côté des autorités, on répond en imposant le couvre-feu, en faisant donner l'armée, en promulguant des lois d'exception et en ordonnant des enquêtes. Pour sa part, le ministre de l'Intérieur assure qu'il y a eu la circulation d'une sorte de conspiration pour provoquer des troubles. Le ministre de l'Information évoque l'action d'« forces internationales ».

En Uttar-Pradesh, l'État le plus peuplé de l'Inde, les tensions ethniques et sociales s'aggravent. Les tensions ethniques et sociales s'aggravent.

Plus observateur qu'acteur dans le jeu politique indien, le président de la République, M. Sarvepalli Radhakrishnan, a porté un regard fort critique sur cette situation.

« Certes, a-t-il reconnu, l'Inde, après plusieurs années d'indépendance, bénéficie maintenant d'un gouvernement stable, dispose d'une majorité parlementaire substantielle, mais la stabilité d'un gouvernement ne dépend pas seulement de son assise numérique, mais aussi de sa capacité à résoudre les problèmes les plus importants. »

Ainsi, c'est un tableau très sombre que le président a dressé : hausse des prix, inégalités croissantes, qui font des riches plus riches et des pauvres plus pauvres, et des tensions ethniques et sociales s'aggravent.

cent quarante mille maisons détruites ou endommagées. Dans l'État de Bihar, la situation est tendue. À Patna, la capitale, les tensions ethniques et sociales s'aggravent.

Quant au blocus pétrolier (l'Assam fournit près de la moitié de la production nationale), imposé par les responsables du mouvement, depuis janvier, il aura coûté au pays 500 millions de dollars. Cela suffirait à exploiter le désir de Mme Gandhi d'en finir avec un abécédairisme qui a contaminé les États voisins, notamment le Tadjikistan et le Népal.

Comment faire face à une telle situation, illustre par exemple d'une ville, d'un État, d'une région — s'étonnent que les dirigeants aient, dans les messages qu'ils ont adressés à la nation, le 15 août, l'occasion du trentième anniversaire de l'indépendance de l'Inde, exprimé leur inquiétude quant à l'avenir de leur immense pays.

problèmes et les dangers auxquels le pays était confronté, on attendait beaucoup du discours de celle qui, en janvier dernier, s'était vu confier de nouveau les rênes du pouvoir, en promettant notamment un « gouvernement qui gouvernera ».

S'adressant à la nation du haut des remparts du fort Rouge, Mme Gandhi a tout d'abord rassuré ceux qui craignaient que la mort tragique de son fils Sanjay — le dauphin — ne vait par trop affectée. Fidèle à son image, elle a donné l'impression de vouloir relever le défi que lui lance aujourd'hui son pays.

Habile politicienne, elle n'a pas manqué de rendre hommage aux forces armées, à Mme Gandhi a osé une colonne vertébrale — et aux ouvriers — « un fondement d'une nation moderne », — et de déplorer la corruption aux victimes des affrontements de Moradabad, sa solidarité aux familles touchées par l'inflation et sa sympathie aux étudiants de l'Assam, dont elle a affirmé comprendre les motivations, même si ces derniers sont « dévoyés par l'ardeur nationaliste, elle a célébré sa patrie en des termes très gauchistes : « Nous sommes des Indiens, et nous l'Inde nous préoccupe. Notre objectif est de bâtir

Inde

Les tensions ethniques et sociales s'aggravent

Bilan de trois jours d'agitation. Dans l'État de Bihar, la situation est tendue. À Patna, la capitale, les tensions ethniques et sociales s'aggravent.

Du côté des autorités, on répond en imposant le couvre-feu, en faisant donner l'armée, en promulguant des lois d'exception et en ordonnant des enquêtes. Pour sa part, le ministre de l'Intérieur assure qu'il y a eu la circulation d'une sorte de conspiration pour provoquer des troubles. Le ministre de l'Information évoque l'action d'« forces internationales ».

En Uttar-Pradesh, l'État le plus peuplé de l'Inde, les tensions ethniques et sociales s'aggravent. Les tensions ethniques et sociales s'aggravent.

Plus observateur qu'acteur dans le jeu politique indien, le président de la République, M. Sarvepalli Radhakrishnan, a porté un regard fort critique sur cette situation.

« Certes, a-t-il reconnu, l'Inde, après plusieurs années d'indépendance, bénéficie maintenant d'un gouvernement stable, dispose d'une majorité parlementaire substantielle, mais la stabilité d'un gouvernement ne dépend pas seulement de son assise numérique, mais aussi de sa capacité à résoudre les problèmes les plus importants. »

Ainsi, c'est un tableau très sombre que le président a dressé : hausse des prix, inégalités croissantes, qui font des riches plus riches et des pauvres plus pauvres, et des tensions ethniques et sociales s'aggravent.

cent quarante mille maisons détruites ou endommagées. Dans l'État de Bihar, la situation est tendue. À Patna, la capitale, les tensions ethniques et sociales s'aggravent.

Quant au blocus pétrolier (l'Assam fournit près de la moitié de la production nationale), imposé par les responsables du mouvement, depuis janvier, il aura coûté au pays 500 millions de dollars. Cela suffirait à exploiter le désir de Mme Gandhi d'en finir avec un abécédairisme qui a contaminé les États voisins, notamment le Tadjikistan et le Népal.

Comment faire face à une telle situation, illustre par exemple d'une ville, d'un État, d'une région — s'étonnent que les dirigeants aient, dans les messages qu'ils ont adressés à la nation, le 15 août, l'occasion du trentième anniversaire de l'indépendance de l'Inde, exprimé leur inquiétude quant à l'avenir de leur immense pays.

problèmes et les dangers auxquels le pays était confronté, on attendait beaucoup du discours de celle qui, en janvier dernier, s'était vu confier de nouveau les rênes du pouvoir, en promettant notamment un « gouvernement qui gouvernera ».

S'adressant à la nation du haut des remparts du fort Rouge, Mme Gandhi a tout d'abord rassuré ceux qui craignaient que la mort tragique de son fils Sanjay — le dauphin — ne vait par trop affectée. Fidèle à son image, elle a donné l'impression de vouloir relever le défi que lui lance aujourd'hui son pays.

Habile politicienne, elle n'a pas manqué de rendre hommage aux forces armées, à Mme Gandhi a osé une colonne vertébrale — et aux ouvriers — « un fondement d'une nation moderne », — et de déplorer la corruption aux victimes des affrontements de Moradabad, sa solidarité aux familles touchées par l'inflation et sa sympathie aux étudiants de l'Assam, dont elle a affirmé comprendre les motivations, même si ces derniers sont « dévoyés par l'ardeur nationaliste, elle a célébré sa patrie en des termes très gauchistes : « Nous sommes des Indiens, et nous l'Inde nous préoccupe. Notre objectif est de bâtir

Inde

Les tensions ethniques et sociales s'aggravent

Bilan de trois jours d'agitation. Dans l'État de Bihar, la situation est tendue. À Patna, la capitale, les tensions ethniques et sociales s'aggravent.

Du côté des autorités, on répond en imposant le couvre-feu, en faisant donner l'armée, en promulguant des lois d'exception et en ordonnant des enquêtes. Pour sa part, le ministre de l'Intérieur assure qu'il y a eu la circulation d'une sorte de conspiration pour provoquer des troubles. Le ministre de l'Information évoque l'action d'« forces internationales ».

En Uttar-Pradesh, l'État le plus peuplé de l'Inde, les tensions ethniques et sociales s'aggravent. Les tensions ethniques et sociales s'aggravent.

Plus observateur qu'acteur dans le jeu politique indien, le président de la République, M. Sarvepalli Radhakrishnan, a porté un regard fort critique sur cette situation.

« Certes, a-t-il reconnu, l'Inde, après plusieurs années d'indépendance, bénéficie maintenant d'un gouvernement stable, dispose d'une majorité parlementaire substantielle, mais la stabilité d'un gouvernement ne dépend pas seulement de son assise numérique, mais aussi de sa capacité à résoudre les problèmes les plus importants. »

Ainsi, c'est un tableau très sombre que le président a dressé : hausse des prix, inégalités croissantes, qui font des riches plus riches et des pauvres plus pauvres, et des tensions ethniques et sociales s'aggravent.

cent quarante mille maisons détruites ou endommagées. Dans l'État de Bihar, la situation est tendue. À Patna, la capitale, les tensions ethniques et sociales s'aggravent.

Quant au blocus pétrolier (l'Assam fournit près de la moitié de la production nationale), imposé par les responsables du mouvement, depuis janvier, il aura coûté au pays 500 millions de dollars. Cela suffirait à exploiter le désir de Mme Gandhi d'en finir avec un abécédairisme qui a contaminé les États voisins, notamment le Tadjikistan et le Népal.

Comment faire face à une telle situation, illustre par exemple d'une ville, d'un État, d'une région — s'étonnent que les dirigeants aient, dans les messages qu'ils ont adressés à la nation, le 15 août, l'occasion du trentième anniversaire de l'indépendance de l'Inde, exprimé leur inquiétude quant à l'avenir de leur immense pays.

problèmes et les dangers auxquels le pays était confronté, on attendait beaucoup du discours de celle qui, en janvier dernier, s'était vu confier de nouveau les rênes du pouvoir, en promettant notamment un « gouvernement qui gouvernera ».

S'adressant à la nation du haut des remparts du fort Rouge, Mme Gandhi a tout d'abord rassuré ceux qui craignaient que la mort tragique de son fils Sanjay — le dauphin — ne vait par trop affectée. Fidèle à son image, elle a donné l'impression de vouloir relever le défi que lui lance aujourd'hui son pays.

Habile politicienne, elle n'a pas manqué de rendre hommage aux forces armées, à Mme Gandhi a osé une colonne vertébrale — et aux ouvriers — « un fondement d'une nation moderne », — et de déplorer la corruption aux victimes des affrontements de Moradabad, sa solidarité aux familles touchées par l'inflation et sa sympathie aux étudiants de l'Assam, dont elle a affirmé comprendre les motivations, même si ces derniers sont « dévoyés par l'ardeur nationaliste, elle a célébré sa patrie en des termes très gauchistes : « Nous sommes des Indiens, et nous l'Inde nous préoccupe. Notre objectif est de bâtir

Inde

Les tensions ethniques et sociales s'aggravent

Bilan de trois jours d'agitation. Dans l'État de Bihar, la situation est tendue. À Patna, la capitale, les tensions ethniques et sociales s'aggravent.

Du côté des autorités, on répond en imposant le couvre-feu, en faisant donner l'armée, en promulguant des lois d'exception et en ordonnant des enquêtes. Pour sa part, le ministre de l'Intérieur assure qu'il y a eu la circulation d'une sorte de conspiration pour provoquer des troubles. Le ministre de l'Information évoque l'action d'« forces internationales ».

En Uttar-Pradesh, l'État le plus peuplé de l'Inde, les tensions ethniques et sociales s'aggravent. Les tensions ethniques et sociales s'aggravent.

Plus observateur qu'acteur dans le jeu politique indien, le président de la République, M. Sarvepalli Radhakrishnan, a porté un regard fort critique sur cette situation.

« Certes, a-t-il reconnu, l'Inde, après plusieurs années d'indépendance, bénéficie maintenant d'un gouvernement stable, dispose d'une majorité parlementaire substantielle, mais la stabilité d'un gouvernement ne dépend pas seulement de son assise numérique, mais aussi de sa capacité à résoudre les problèmes les plus importants. »

Ainsi, c'est un tableau très sombre que le président a dressé : hausse des prix, inégalités croissantes, qui font des riches plus riches et des pauvres plus pauvres, et des tensions ethniques et sociales s'aggravent.

cent quarante mille maisons détruites ou endommagées. Dans l'État de Bihar, la situation est tendue. À Patna, la capitale, les tensions ethniques et sociales s'aggravent.

Quant au blocus pétrolier (l'Assam fournit près de la moitié de la production nationale), imposé par les responsables du mouvement, depuis janvier, il aura coûté au pays 500 millions de dollars. Cela suffirait à exploiter le désir de Mme Gandhi d'en finir avec un abécédairisme qui a contaminé les États voisins, notamment le Tadjikistan et le Népal.

Comment faire face à une telle situation, illustre par exemple d'une ville, d'un État, d'une région — s'étonnent que les dirigeants aient, dans les messages qu'ils ont adressés à la nation, le 15 août, l'occasion du trentième anniversaire de l'indépendance de l'Inde, exprimé leur inquiétude quant à l'avenir de leur immense pays.

problèmes et les dangers auxquels le pays était confronté, on attendait beaucoup du discours de celle qui, en janvier dernier, s'était vu confier de nouveau les rênes du pouvoir, en promettant notamment un « gouvernement qui gouvernera ».

S'adressant à la nation du haut des remparts du fort Rouge, Mme Gandhi a tout d'abord rassuré ceux qui craignaient que la mort tragique de son fils Sanjay — le dauphin — ne vait par trop affectée. Fidèle à son image, elle a donné l'impression de vouloir relever le défi que lui lance aujourd'hui son pays.

Habile politicienne, elle n'a pas manqué de rendre hommage aux forces armées, à Mme Gandhi a osé une colonne vertébrale — et aux ouvriers — « un fondement d'une nation moderne », — et de déplorer la corruption aux victimes des affrontements de Moradabad, sa solidarité aux familles touchées par l'inflation et sa sympathie aux étudiants de l'Assam, dont elle a affirmé comprendre les motivations, même si ces derniers sont « dévoyés par l'ardeur nationaliste, elle a célébré sa patrie en des termes très gauchistes : « Nous sommes des Indiens, et nous l'Inde nous préoccupe. Notre objectif est de bâtir

Corée du Sud

Le général Chon sera officiellement porté à la présidence dès la semaine prochaine

A Séoul, où il se confirme que le général Chon Too-hwan sera le seul candidat à la présidence de la République — il sera désigné la semaine prochaine par un collège de grands électeurs, — le procès de M. Kim Dae-jung, le chef de l'opposition, a repris lundi 18 août. L'accusé, qui est passible de la peine de mort, a été expliqué sur son refus de répondre aux questions de l'accusation. La censure n'a pas autorisé la presse à rendre compte des raisons données par M. Kim.

De notre envoyé spécial

Séoul. — L'atmosphère est morose à Séoul après l'annonce de la démission du président Choi qui ouvre la voie à la prise officielle du pouvoir par le général Chon Too-hwan. Désormais les choses vont aller très vite. Il s'agit en effet, disent les autorités, d'« éviter la confusion ». Mercredi ou jeudi, le nouvel homme fort de la Corée va renouer à ses côtés. Vendredi sera convoqué le Congrès national pour l'unification, collège de grands électeurs chargé, aux termes de la Constitution, de désigner le chef de l'État. Cinq jours plus tard, le général Chon, seul candidat, sera élu. Dix mois, jour pour jour, après l'assassinat du président Park, un autre général sera au pouvoir.

Un sentiment de résignation est perceptible à Séoul devant la tournure des événements. Un certain fatalisme face au pouvoir est inhérent à cette société imprégnée d'un des confucianismes les plus rigides qu'il ait connus l'Asie. Mais pour les plus jeunes, l'apathie est surtout liée à un profond sentiment d'impuissance.

Depuis des semaines, les Coréens étaient conscients qu'ils s'acheminaient vers un régime aussi autoritaire, sinon plus arbitraire, que celui de Park. Aujourd'hui, ils savent que leurs craintes ambiantes tiennent à plusieurs facteurs. Il est clair tout d'abord que depuis la déclaration largement diffusée dans la presse, quoique tronquée, du général Wickham, commandant des forces américaines en Corée, Washington, quels que soient les atermoiements du Département d'État, est prêt à reconnaître le nouveau régime. Cette reconnaissance du fait accompli a été le signal amenant le président Choi à donner sa démission. Diplomate de carrière, ayant bénéficié de la présidence à la suite de l'assassinat de Park, dont il était le premier ministre, il était, par excellence, un homme de transition : il n'avait en effet aucune base sur laquelle s'appuyer pour rester à la tête d'un État où l'armée est la principale force politique.

Le spectre de la répression

Impopulaire, ne pouvant compter sur le soutien d'une administration opportuniste par nature et paralysée par la crainte des purges, M. Choi est resté en fonction aussi longtemps que les généraux ont jugé utile de couvrir leur régime d'un habillement civil. Du jour où ils ont établi un rapport de force suffisant avec les États-Unis pour obliger Washington à reconnaître leur pouvoir, M. Choi est tombé comme une feuille morte. Personne parmi les Coréens ne s'en étonne : « C'est le dernier des épures », dit tranquillement un homme d'affaires.

PHILIPPE PONS.

« Reconstruire la nation »

« Lançant une véritable déclaration de guerre à ces « forces démonsiaques », Mme Gandhi a osé une colonne vertébrale — et aux ouvriers — « un fondement d'une nation moderne », — et de déplorer la corruption aux victimes des affrontements de Moradabad, sa solidarité aux familles touchées par l'inflation et sa sympathie aux étudiants de l'Assam, dont elle a affirmé comprendre les motivations, même si ces derniers sont « dévoyés par l'ardeur nationaliste, elle a célébré sa patrie en des termes très gauchistes : « Nous sommes des Indiens, et nous l'Inde nous préoccupe. Notre objectif est de bâtir

ne foule que la passion avait désertée, faisait face à vieux Delhi. Symbolique et sans consubstantiel : son appel n'y aura guère été entendu. L'après-midi, la violence ravageait cette partie de la capitale.

« Peut-être, notait le lendemain « The Tribune », le pays aurait-il aimé en savoir plus sur son avenir. Ce qu'il aurait aimé à voir, c'est de combien de temps le gouvernement de Mme Gandhi a-t-il encore besoin pour regagner le terrain perdu au cours des trois dernières années. Personne n'attendait de solution miracle, concluaient les journaux hindous, mais chacun souhaitait qu'il soit enfin mis un terme à l'actuel laisser-aller, et à la dérive, qui caractérisait la politique du gouvernement ».

PATRICK FRANCES.

1) Le B.S.S. est la branche sociale et para-militaire du mouvement de libération nationale de la région de Sangh, formation de la droite nationaliste hindoue qui s'est fondue en 1977 et qui a, depuis lors, repris son autonomie d'appellation de Bharatiya Janata Party.

2) Dans le sous-continent, ce mot désigne l'ensemble des communautés religieuses, se manifestant la plus répandue étant l'hindouisme, les musulmans.

3) DEUX PERSONNES ONT ÉTÉ TUÉES et plus de cent blessées, samedi 16 août, à Calcutta, lors d'affrontements entre deux équipes rivales de football. Les victimes ont été écrasées contre les murs en béton du stade pendant la bousculade. — (Reuter).

A TRAVERS LE MONDE

Bangladesh

QUINZE PERSONNES SONT MORTES BLESSÉES au cours d'une bousculade à mardi 16 août, dans la capitale, Dhaka, a annoncé la presse bangladaise. Cet incident s'est produit alors que plusieurs milliers de personnes se rassemblaient devant la demeure d'un riche homme d'affaires qui distribuait des vêtements à l'occasion de la fête de la fin du ramadan. D'autre part, la situation s'aggrave dans le nord du pays où les troupes du Gange et de ses affluents menacent plus de quarante mille personnes. — (A.F.P., Reuter.)

Birmanie

MILLE QUATRE CENT TRENTES ET UN INSURGÉS ont profité de l'anniversaire de quatre-vingt-six ans, proclamée le 28 mai, pour se rendre, a annoncé, samedi 16 août, le gouvernement birman. Parmi les derniers à bénéficier de cette mesure figurent soixante-trois membres du Parti communiste du peuple, qui ont fait leur soumission dans le sud du pays, et onze membres du parti communiste d'Anakan, au sud-est du pays. Trois des principaux dirigeants du P.P.F. ont partie des ralliés : l'ancien premier ministre U Nu, les anciens généraux Saw Nya Doe et Yan Nang. — (U.P.I., Reuter.)

Chine

UN CHINOIS, ACCUSÉ D'ESPIONNAGE au profit de l'Union soviétique, a été exé-

cuté, samedi 16 août, à Mudanjiang, dans le nord-est du pays, rapporte la Chine nouvelle. Le supplicié, Wang Jiansheng, qui avait tué un policier au moment de son arrestation en juillet 1979, avait été condamné à mort le 30 juillet dernier. — (A.F.P.)

Colombie

PLUSIEURS MÉDECINS COLOMBIENS, accusés d'être liés à des organisations terroristes, ont été emprisonnés et torturés, a annoncé, samedi 16 août à Bogotá, l'agence de presse CINEP, citant une enquête effectuée par des médecins français, les docteurs J.-L. Leguay, N. Betourne et Pierre Rivière, qui se sont rendus en Colombie en mai dernier, et ont enquêté sur le sort de trois médecins colombiens, MM. Carlos Mora et German Bolanos, et Mme Olga Lopez. Selon les médecins français, celle-ci a été torturée pendant quatre jours et quatre nuits à l'école de cavalerie de Bogotá, et ses tortionnaires l'ont menacée de violer sa fille, âgée de cinq ans, si elle refusait de parler. — (A.F.P.)

Grande-Bretagne

TRENTES-SEPT PERSONNES sont mortes et treize ont été blessées dans l'incendie qui a détruit, le samedi 16 août, à l'ouest, deux discothèques londoniennes (Le Monde daté 17 et 18 août). Scotland Yard a ouvert une enquête criminelle. Le ministre pourrait en effet être à la tête d'une bombe incendiaire. — (A.F.P.)

Italie

LA MAGISTRATURE LE BOLOGNE a lancé un mandat d'arrêt contre le jeune militant néo-fasciste appréhendé le 14 août dans le cadre de l'enquête sur l'attentat de Bologna. Le mandat porte sur deux accusations : compléxité dans l'organisation d'association subversive et vol à main armée, mais ne fait aucune allusion au « délit de massacre ». — (A.F.P.)

Japon

UN PATROUILLEUR SOVIÉTIQUE a arraisonné, dimanche 17 août, un navire de pêche japonais ayant neuf hommes d'équipage à bord et l'aurait convoyé vers le port de Vladivostok. Selon Tokyo, le chalutier se trouvait en dehors des eaux territoriales de l'U.R.S.S. limitée à 12 miles. — (A.F.P.)

Philippines

LE MINISTRE PHILIPPIN DE LA DÉFENSE, M. Juan M. Enrile, a annoncé, samedi 16 août, que la province de Kalanga-Apaya, dans le nord, était déclarée zone interdite aux étrangers. Cette décision a été prise en raison d'une intensification des activités des tribus montagnardes rebelles dans cette région. D'autre part, dans le centre, sept personnes ont été arrêtées au cours d'une manifestation. — (A.F.P., U.P.I.)

République

Sud-Africaine

LE GOUVERNEMENT SUD-AFRICAIN ne peut moralement défendre une discrimination fondée uniquement sur le couleur de la peau, a déclaré M. P.W. Botha, ministre sud-africain des affaires étrangères, dans une interview diffusée le dimanche 17 août par la télévision britannique. Le ministre a ajouté : « Nous voulons supprimer l'humiliation raciale de nos habitants et de nos lois. Nous sommes prêts à des changements majeurs dans les relations sociales, le sport et le domaine socio-économique. »

Suriname

M. HENK CHIN SEN, premier ministre, a prêté serment en tant que nouveau chef de l'exécutif, samedi 16 août, l'agence de presse du Suriname. M. Chin Sen, qui cumulera les fonctions de chef de gouvernement et de l'État, succède au président Forrier, qui a donné sa démission sous la pression

AMÉRIQUES

El Salvador

APRÈS LE DEMI-ÉCHEC DE LA GRÈVE GÉNÉRALE

La junte se proposerait d'engager un dialogue avec certains groupes d'opposition

Le mouvement de grève générale lancé par le Front démocratique révolutionnaire la semaine dernière n'a pas eu l'ampleur escomptée par les dirigeants de gauche, et il a surtout mis en évidence la lassitude d'une population soumise à la violence des deux camps en présence. Seize personnes ont été tuées le samedi 16 août par les guérilleros au nord de la capitale. Le bilan des victimes pendant les trois jours de grève, militaires et civils, serait de trois cents environ. La junte de gouvernement se proposerait d'engager un dialogue avec certains groupes d'opposition.

San Salvador. — Après les trois jours de grève générale des 14, 15 et 16 août, la situation est redevenue normale à San Salvador. La grève est finie. Les problèmes demeurent. Chaque camp s'efforce maintenant de déterminer comment le demi-échec ou le demi-succès de la semaine dernière est susceptible de modifier les stratégies élaborées jusqu'à présent.

Pour le gouvernement et les forces qui le soutiennent, la grève est un échec retentissant. « La population a montré qu'elle rejette la violence », déclare M. Morales Erlich, membre de la junte, et les extrémistes ne sont pas parvenus, malgré certains actes désespérés, à paralyser le pays. Selon les autorités, commerces, usines et administrations publiques ont fonctionné pratiquement à 100 % et les quelques autobus brûlés ou actions de guérilla signalées dans la périphérie ne constituent que de minuscules incidents dans un pays qui traverse une crise aussi grave.

Certaines d'avoir gagné le soutien populaire et en tout cas celui des classes moyennes, la junte se propose maintenant, selon M. Erlich, d'institutionnaliser la démocratie de façon accélérée et d'ouvrir le dialogue avec certaines forces d'opposition, en particulier avec la social-démocratie, qui ont eu le tort de s'allier à l'extrême gauche semi-déplacée. Toutes les forces proches du gouvernement sont

De notre envoyé spécial

aujourd'hui d'accord pour déclarer que la solution passe par le retour à l'ordre et la mise en œuvre de transformations sociales et politiques.

« Il faut résoudre les problèmes sociaux », a déclaré M. Maldonado, président de l'organisation patronale, si nous ne voulons pas de réformes désordonnées et arbitraires comme celles qui ont été promulguées jusqu'à présent. Dans les conditions mises à notre collaboration, précise-t-il, nous demandons à participer à la préparation des futures lois.

« Notre rapprochement avec le secteur privé ne s'est pas fait sur la base d'un accord », répond M. Morales Erlich. C'est aux patrons d'accepter notre schéma. L'essentiel étant grâce aux réformes de gagner la légitimité pour prendre ensuite les mesures indispensables au retour à l'ordre.

Le colonel García, ministre de la défense, homme fort du régime, se félicite que le secteur privé se soit enfin rendu compte que le nouveau gouvernement « garantissait son avenir » et a déclaré : « Les forces armées doivent s'efforcer d'attacher autour d'elles les vrais subversifs ».

La question se pose donc de savoir si les transformations en cours ont pour but de bouleverser véritablement les structures et les mentalités ou simplement de ramener l'ordre. La réforme agraire imposée par l'institut américain du syndicalisme libre, s'est, selon les autorités, largement inspirée des modèles appliqués à Taïwan, au Vietnam du Sud et en Corée du Sud. « Certaines forces ne voient dans les réformes qu'une simple tactique », a-t-il écrit, « mais notre motivation », nous a cependant déclaré le colonel Majano, membre de la junte et porte-parole du secteur modéré des forces armées, est le rapprochement du secteur privé et du gouvernement ainsi que les liens privilégiés entre la démocratie chrétienne et les militaires conservateurs, semblent avoir isolé le colonel Majano.

Pour le Front démocratique révolutionnaire (F.D.R.), la grève est un pas en avant de l'offen-

sive populaire. Dans un communiqué rendu public samedi, le F.D.R. souligne « le recours des autorités à des menaces, aux crimes, au chantage exercés pour forcer les chauffeurs de bus, les commerçants et les employés à se rendre à leur travail ». « Le régime a montré ses méthodes et son potentiel répressif, alors que le peuple n'a pas utilisé toute sa capacité combattive ». Selon le communiqué, la grève a été efficace à 70 % dans l'industrie, et malgré l'ouverture de 75 % des magasins, « l'absence d'acheteurs était notable ». De plus, l'activité du port d'Amaculua et de certains centres industriels de l'intérieur « a été totalement interrompue ».

Rien n'est réglé

L'aspect le plus positif de la grève est, selon le F.D.R., « l'épreuve à laquelle ont été soumises les organisations de quartier, qui n'ont pu être neutralisées malgré l'importance du dispositif militaire ». Le communiqué déclare que « le peuple salvadorien a pu se convaincre que les formes insurrectionnelles apparaissent chaque jour plus crédibles ». Ces déclarations ne sauraient cependant masquer une certaine déception : « L'échec d'attacher autour d'elles les vrais subversifs », dit un militant.

Les organisations révolutionnaires ne se sont pas encore prononcées sur leur nouvelle stratégie, mais M. Leonardo Blecine, dirigeant des Ligues populaires du 23 février, déclare : « Pour notre organisation, les prochains objectifs sont la formation d'une armée régulière sous direction unique et la mise au point par le F.D.R. d'un plan de gouvernement concret ».

La grève, en fait, n'a rien réglé. Rien d'indique qu'il sera facile d'obtenir des forces de l'ordre qu'elles tiennent avec plus de discernement. « Il s'agit là d'un changement de mentalité qui demande beaucoup de temps. La crise elle-même nous a permis de le reconnaître », reconnaît le colonel Majano.

Les forces de gauche, de leur côté, doivent faire face à une lassitude certaine de la population, plus souvent victime que les combattants des violences des deux camps. Les révolutionnaires estiment que les réformes sont une opération créée par la réforme agraire doit attendre l'opération de la récolte pour se convaincre qu'il a été trompé. Et aucun objectif militaire important n'a encore été enlevé par les forces de gauche.

Le prochain round se jouera sans doute début novembre, lorsque le travail reprendra dans les plantations de café, de canne à sucre et de coton.

FRANCIS PISANI.

Etats-Unis

EN UNE SEMAINE

Six appareils ont été détournés vers Cuba par des exilés déçus

De notre correspondante

New-York. — Trois nouveaux avions de ligne ont été victimes, le samedi 16 août, de tentatives de détournement sur Cuba, portant à six, depuis une semaine, le nombre d'avions américains qui ont été détournés vers l'île. Les tentatives de détournement ont été déjouées, mais les pilotes ont été arrêtés avec des bouteilles remplies d'essence.

La police reste discrète, mais elle a confirmé que plusieurs des pirates étaient des Cubains réfugiés aux Etats-Unis lors de l'exode d'avril et de mai et qui, mécontents de leurs conditions d'existence et de la lenteur des formalités d'immigration, avaient décidé de rentrer chez eux.

Les appareils ont décollé d'aéroports de Floride et de Porto-Rico. Les passagers d'un Boeing 707 faisant la liaison entre Miami et Orlando ont ainsi passé trois heures samedi à l'aéroport de La Havane avant de regagner Miami. Les six Cubains qui avaient détourné l'appareil, armés d'une bouteille d'alcool qu'ils menaçaient d'enflammer, et d'un fusil qu'ils avaient fait passer pour une bombe, ont été arrêtés par les autorités cubaines. Avant de quitter l'avion, ils ont serré la main des passagers, embrassé les passagères, déclaré que « Cuba est le plus beau pays du monde » et assuré qu'ils avaient « hâte d'y rejoindre leurs familles ».

Cette nouvelle vague de détournements a incité les autorités américaines à renforcer les mesures de sécurité dans tous les aéroports, particulièrement ceux de Floride, et à remettre en vigueur le programme qui permet aux officiers de sécurité de pro-

céder à des fouilles personnelles des passagers qui trouvent suspect, voire de leur refuser d'embarquer. Pour la première fois depuis 1973, des gardes armés, avec quarante tentatives, presque toutes réussies, avaient pratiquement cessé depuis l'installation de machines électroniques d'inspection des bagages, et ainsi depuis le traité signé en 1976 avec les autorités de La Havane, aux termes duquel celles-ci s'engageaient à arrêter les pirates à leur atterrissage.

Plusieurs milliers de Cubains, sur les cent dix-huit mille arrivés en mai aux Etats-Unis et dont le sort n'a pas été réglé, posent un problème de plus en plus aigu aux autorités américaines. Il s'agit pour la plupart, d'hommes qui n'avaient pas de parents ou d'amis aux Etats-Unis, ni de métier. Installés dans des camps de tolle ou des baraquements, ils attendent.

Des émeutes ont éclaté dans des camps enclavés d'Arkansas et de Pennsylvanie suscitant la colère des habitants des localités voisines. A Miami, le camp de tolle qui abritait six cents réfugiés a été incendié par des manifestants depuis un mois, un certain nombre de familles cubaines qui avaient accepté d'héberger des parents ou des amis les ayant envoyés parce qu'ils ne trouvaient pas d'emploi. Le gouvernement américain serait en pourparlers avec celui de La Havane pour permettre le retour des réfugiés désireux de rentrer dans leur pays. — N. B.

PROCHE-ORIENT

Iran

Craignant une attaque de son ambassade à Téhéran

La Grande-Bretagne rappelle huit de ses douze diplomates

L'ambassade de Grande-Bretagne à Téhéran a fermé provisoirement ses portes au public en réaction aux manifestations anti-britanniques qui se déroulent depuis une semaine devant ses locaux. Le même jour, huit des douze diplomates encore en poste à Téhéran ont été rappelés à Londres.

Les manifestations, qui se déroulent quotidiennement devant l'ambassade, pour protester contre la détention de seize étudiants britanniques à Londres, n'ont jamais rassemblé plus d'un millier de personnes. Le Foreign Office a cependant décidé de réduire les risques d'éventuelle attaque des locaux diplomatiques ou de mesures de rétorsion. Officiellement, Londres n'aurait aucun lien entre la détention de jeunes Iraniens et celle de trois Britanniques en Iran. On craint toutefois que les Anglais arrêtés dans ce pays ne servent à terme de « monnaie d'échange » pour obtenir la libération des étudiants iraniens.

Le correspondant du Times et du Sunday Times, l'écrivain M. Tony Allaway, a été arrêté en même temps que M. Ralph Joseph, de nationalité pakistanaise. Tous deux étaient à l'intention de faire des journaux et des agences étrangères une revue de la presse iranienne sous forme d'un bulletin ronéotypé. Ils seraient soupçonnés d'« espionnage ».

Autre part, deux déclarations entreprises en faveur des otages américains sont restées sans effet. Dimanche, une délégation des diplomates britanniques de l'Europe des Neuf s'est rendue chez le président du Parlement,

l'ayatollah Rafsanjani pour lui remettre un message de M. Thorn, qui assure actuellement la présidence de la C.E.E. C'est la deuxième fois en quatre jours que les diplomates américains sont remis en liberté au plus tôt. Samedi, l'ayatollah Rafsanjani a, par ailleurs, donné connaissance au Parlement d'un message du département d'Etat dans lequel le gouvernement américain demandait que les otages soient au moins traités de la même manière que les étudiants iraniens aux Etats-Unis, arrêtés et relâchés récemment.

L'ayatollah Rafsanjani a commenté ce message dans les termes suivants : « Les otages sont des espions. Ils ont été arrêtés parce qu'ils espionnaient l'Iran. Ils ont été enlevés, ont été enchaînés et emprisonnés. La colère du peuple iranien est juste ; celle des oppresseurs n'est que ». Peu après, les députés ont refusé une nouvelle fois de débattre de la question.

Le député juif déchu de son mandat

D'autre part, un communiqué diffusé samedi révèle que l'ayatollah Ahmad Madani a été appelé à se présenter avant le 21 août devant le tribunal révolutionnaire des forces armées « pour répondre des accusations portées contre lui ». L'ayatollah Madani a été déchu de son mandat parlementaire par une commission d'enquête qui avait estimé que des documents trouvés à l'ambassade américaine à Téhéran prouvaient ses « relations suspectes » avec les

Etats-Unis ainsi qu'avec M. Chahpour Bakhtiar, l'ancien ministre de la défense avait proposé de comparaître devant un tribunal à condition que le procès soit public. Il a cependant disparu de son domicile depuis plusieurs jours.

Le seul député représentant la communauté iranienne d'Irak, M. Farahmandpour, risque de connaître un sort analogue à celui de l'ayatollah Madani. Il a été lui aussi déchu de son mandat parlementaire après un débat dimanche de deux heures qui a pris la forme d'un procès. La décision a été prise par 70 voix contre 39 et 10 abstentions. Il est accusé de « collaboration avec le régime du chah et avec le sionisme ». M. Farahmandpour avait admis avoir enseigné jusqu'en 1959 à l'école internationale Gort, laquelle entretenait des relations avec Israël, et d'avoir pendant neuf mois donné des cours particuliers au prince Gholam Reza Pahlavi, neveu de l'ex-chah, et sur ordre du ministre de l'éducation nationale et sans aucune rétribution. L'ancien ministre des affaires étrangères, M. Ibrahim Yassini, a prononcé un réquisitoire particulièrement violent contre le député juif. L'ayatollah Khomeini est longuement intervenu pour affirmer que ces attaques « ne visent qu'à déstabiliser le régime iranien », laquelle devrait être invitée à élire rapidement un nouveau représentant au Majlis.

Dans une déclaration publiée dimanche, le recteur de l'université de Téhéran a annoncé qu'avant le vendredi 23 août, cent professeurs accusés d'être franc-maçons seront chassés des facultés. Depuis la révolution, il y a un an et demi, six cent soixante personnes ont été expulsées des universités de la capitale. La plupart pour avoir collaboré avec le SAVAK et d'autres pour leurs opinions de gauche.

Le gouvernement iranien a annoncé lundi la rupture des relations diplomatiques avec le Chili parce que « le gouvernement de ce pays persécutait depuis des années les réfugiés politiques et les victimes d'oppression du peuple chilien ». Un communiqué du ministère des affaires étrangères souligne que « soutenir toutes les masses opprimées du monde est un des principes fondamentaux de l'Islam ». — (A.F.P., Reuters, A.P.)

LA MAISON BLANCHE QUALIFIE DE « GROTESQUE » LE « PLAN D'INVASION DE L'IRAN » RÉVÉLÉ PAR UN JOURNALISTE

La Maison Blanche a qualifié, dimanche 17 août, le « plan d'invasion » de « grotesque » et de « grossier », un article du chroniqueur américain très connu Jack Anderson publié ce lundi dans lequel il affirme que le gouvernement des Etats-Unis envisageait, avant l'élection présidentielle, une opération militaire de grande envergure en Iran.

Le Washington Post, qui publie habituellement les mêmes nouvelles que d'autres journaux, les chroniques de M. Anderson, avait annoncé, dimanche, qu'il ne reproduirait pas l'article de ce journaliste, mais qu'il n'en avait pas vérifié la « bien-fondée ». — (A.F.P., A.P.)

LE PROBLÈME DE JÉRUSALEM

Israël accuse l'Égypte de s'écarter des accords de Camp David

Le cabinet israélien, à l'issue de sa réunion du dimanche 17 août, a rejeté la proposition du président Sadate de tenir un sommet tripartite Israël-Égypte-Jordanie à Jérusalem ou au Golan, le problème de Jérusalem. M. Menahem Begin, selon la radio israélienne, estime que « la proposition égyptienne a été émise de façon unilatérale sans que les autres partenaires n'aient été consultés. Les Etats-Unis l'ont déjà rejetée et Israël ne saurait l'accepter ».

Dans un communiqué publié dimanche, le ministre israélien des affaires étrangères, affirme que « la ministre égyptienne des affaires étrangères et le président Sadate se sont écartés des accords de Camp David en s'engageant gravement dans les affaires intérieures de l'Etat d'Israël à propos de Jérusalem ». M. Begin rappelle que le désaccord sur l'avenir de la Ville sainte avait été réglé lors de la réunion de Camp David dans un échange de lettres entre M. Sadate et Begin. Israël et l'Égypte, ajoutait-il, avaient alors décidé de donner la priorité au problème de Jérusalem, et de régler les autres questions après avoir consulté les habitants de la Judée-Samarie (Cisjordanie) et de Gaza.

Le président Sadate, répondant à un message du roi Hassan II qui l'invitait à la « fermeté » dans l'affaire de Jérusalem, s'en est pris samedi à « certains pays musulmans et arabes », les accusant d'être « responsables de l'impasse actuelle ». Le chef de l'Etat égyptien estime que l'annexion de la partie arabe de Jérusalem par Israël est une « négative » des Arabes et des musulmans, qui se sont contentés de se lamenter et de profiter des imprécisions devant des haut-parleurs ». M. Sadate assure le roi du Maroc qu'il accorde, pour sa part, une « priorité absolue au problème de Jérusalem ».

Dans la même missive, le président égyptien cite trois exemples d'« attitude négative » de pays musulmans : la non-condamnation de l'invasion soviétique de l'Afghanistan, les réactions de réactions devant les prises de position « hérétiques » de l'imam Khomeiny et ses « déclarations », enfin les tentatives des « assassins » à la solde de Zuhayr et de l'Irak de faire des Etats musulmans des « foyers aux mains des Soviétiques ».

Le monde arabo-musulman prend actuellement deux attitudes pour riposter aux positions

israéliennes sur Jérusalem : la première consiste à rompre les relations économiques et politiques avec tout pays qui accepterait l'annexion de la partie arabe de Jérusalem ou qui transigerait sur son ambassade de Tel-Aviv à Jérusalem. Une décision dans ce sens a été prise d'ores et déjà par l'Irak, l'Arabie Saoudite, divers autres pays du Golfe ainsi que la Jordanie et l'O.L.P. La seconde consiste, comme l'a fait le prince Fahd, vice-président du conseil de l'Arabie Saoudite, à appeler le monde musulman à la « djihad » (guerre sainte). Plusieurs pays se sont ralliés à cette proposition au cours du week-end, notamment Bahreïn, le Koweït, la République arabe du Yémen et les Emirats arabes unis, ainsi que l'O.L.P.

A Casablanca, le comité Al Qods (Jérusalem) avait annoncé à ce lundi 18 août sa réunion de clôture faite d'un accord sur une formule de riposte du monde islamique à la décision israélienne de la conférence islamique le 18 septembre prochain au Maroc. Cette réunion déciderait de la tenue du sommet islamique prévu pour décembre en Arabie Saoudite à une date qui coïnciderait, à quelques jours près, avec l'ouverture de l'Assemblée générale des Nations unies.

D'autre part, M. Thorn, président en exercice du conseil des ministres de la C.E.E., entamera ce mardi 19 août, la dernière partie de sa tournée en Proche-Orient pour préparer la voie à une initiative de paix des Neuf. Il se rendra successivement au Jordanie, au Liban, en Arabie Saoudite. — (A.F.P., A.P., U.P.I., Reuters.)

● Expulsion de bédoïnes en Israël. — Trois cents gents de police, accompagnés de troupes et de bulldozers, ont rasé, dimanche 17 août, un camp de bédoïnes qui s'étaient installés dans des tentes au sud d'un terrain vague d'un quartier de Holon, cité satellite de Tel-Aviv. Cent vingt bédoïnes se trouvaient dans le campement. Ils ont été pris par surprise et n'ont opposé aucune résistance. Ils ont été embarqués sur des camions et transférés sur des terres dont ils étaient venus, à l'origine, près de Beercheba, dans le Neguev. — (A.F.P.)

25 août 20 sept. Ne manquez pas la dernière préparation au

CAPA

avant modification de l'examen, enseignement supérieur privé

CEPES 27, C. de la Ville, 92 100 Nanterre 772.34.94-772.01.19

هكذا من الأصل

Libres opinions
DÉBILES

par PIERRE MARCILHACY (*)

S'il n'est pas à la recherche d'un emploi, si on possède une voiture pas trop gourmande, si le percepteur ne s'acharne pas sur vous, il est vrai qu'il fait encore bon vivre en France. D'où vient, dès lors, que nous ne sommes pas heureux et qu'une angosse nous étirent ? Il se peut que, n'ayant pas depuis assez longtemps l'expérience de ce petit capitalisme qui chasso la condition prolétaire, les Français de classe pauvre ou modeste craignent de perdre ces biens auxquels ils viennent seulement d'avoir droit.

Il se peut que, plus lucides que d'autres, ces mêmes Français comprennent que les nuages qui s'amoncellent à l'Est véhiculent la tempête et la foudre. Il se peut qu'en face de ces dangers qui menacent nos biens, nos vies et nos enfants, les Français se sentent placés au-dessus de la mêlée pour affronter les chocs inévitables. Il se peut aussi que la France, à qui on a appris la désespérance par le rejet de la loi nationale, ressente la même malaise que celui du prêtre qui renonce à son sacerdoce parce qu'il ne croit plus.

Toutes ces hypothèses sont probablement et partiellement exactes. Il en est sur lesquelles nous n'avons pas de prise. Il en est d'autres, en revanche, où il nous est laissé de pouvoir quelque chose. Nous ne retiendrons que celles-là en reprenant l'expression que nous venons d'employer à propos de tous les responsables de notre exécution (à quelques exceptions près qui confirment la règle), « des mains trop dévotées ».

Il faut être débile pour, à longueur de journées, d'interventions et de discours, cacher au peuple les périls qui nous attendent en tous domaines.

Il faut être débile pour prétendre, au nom du droit des nations, condamner la vassalisation sanglante de l'Afghanistan et envoyer aux Jeux de Moscou nos meilleurs athlètes, qui n'ont pas vocation pour prendre des décisions politiques, mais dont la présence a eu un sens politique.

Il faut être débile pour se rendre en Pologne sans y rien apporter, sans rien pouvoir en ramener en semblant ignorer que Brejnev avait besoin de ce geste de la France pour rassurer l'opinion inquiète et tourmentée de certains des membres du pacte de Varsovie.

Il faut être débile pour céder à Mme Thatcher un droit d'aubaine qui ne lui revient pas, tout en la payant grassement pour ne pas quitter une famille qui cherche son identité dans la paix pour pouvoir conjurer la guerre.

Il faut être débile pour s'efforcer d'oublier que l'identité française peut seule nous mettre à l'abri du pire, mais que cette identité française passe nécessairement par la généralité sociale d'une autre nuit du 4 août, par le culte de la vérité et de la justice avant celui d'un résultat électoral et plus concrètement par un plan de sacrifices qui frappera en priorité les plus favorisés afin que les autres comprennent que ceux qu'on leur demandera ne profiteront ni à une caste ni à un groupe, mais à la nation tout entière.

En écrivant ce qui précède, avons-nous été trop sévère ou injuste ? Peut-être, mais à peine, et chacun peut mesurer, aujourd'hui, qu'il soit exploité ou exploitateur, que rien ne saurait durer toujours de ce qui est et dont on prolonge l'existence par les voies les plus artificielles. A force d'être ainsi gouvernée, c'est la France qui deviendra débile et constituera la proie la plus facile et la plus méprisable pour ceux qui ne pensent à la paix qu'au travers des solutions de force et à leur profit.

« Mais, direz-vous, la force ne peut s'équilibrer que par la force et la menace de la loi du talion. — Ce raisonnement, par lequel, sur notre territoire, M. Peyrefitte voudrait, en nous imposant des textes dévotés et malaisants, compréhender l'esprit et le cœur de notre nation, est sans application dans le domaine de la vie internationale si on ne dispose pas d'éléments de force qui ne relèvent pas de la seule discussion provocatrice.

« Que nous reste-t-il alors ? », pourriez-vous rétorquer. Eh bien, il nous reste à tenir sans relâche le langage du droit et de la raison et à mettre nos actes en accord avec cette prise de position doctrinale sans jamais nous laisser entraîner à participer au jeu des rapports de forces à moins que les intérêts vitaux des pays amis soient mis en cause.

Telle est, à notre sens, la porte étroite par laquelle nous ne pouvons pas ne pas passer. Voilà pourquoi nous qualifions de débile toute politique qui tend à d'autres fins par d'autres moyens.

En y réfléchissant bien, il s'agit là du tracé d'une politique virile qui, seule, peut nous épargner les conséquences dévastatrices d'un nouveau Munich, vers lequel nous entraînent, comme un insecte au destin, une politique qui n'est plus de saison.

Les temps ne sont plus de seulement profiter de la vie. Il nous faut, aujourd'hui, la défendre contre ceux qui n'hésitent pas à utiliser leur puissance militaire pour étendre leur empire.

(*) Sénateur (non inscrit) de la Charente.

DÉFENSE

Mort du général Touzet du Vigier

Le général de corps d'armée (cadre de réserve) Jean Touzet du Vigier, ancien compagnon d'armes du général de Gaulle, spécialiste des chars et ancien adjoint du maréchal de Lattre de Tassigny, à la tête de l'armée française en 1945 et 1947, est décédé, le vendredi 15 août, dans sa quatre-vingt-deuxième année.

Né le 10 octobre 1888 à Chambray (Savoie) et ancien Saint-Cyrien, Jean Touzet du Vigier appartenait, comme capitaine, avec son camarade de l'école spéciale militaire, le chef de bataillon Charles de Gaulle, au cabinet des généraux Weygand et Nessel, en 1920 et 1921, à la mission militaire française en Pologne. Professeur à Saumur, il est l'un des premiers, avec le colonel de Gaulle, à concevoir l'importance de la motorisation et de l'arme blindée.

Dès le début de la seconde guerre mondiale, il forme le 3^e cuirassiers de la 3^e division légère mécanique avec laquelle il participe à la campagne de Belgique. Envoyé par Dunkerque, il reprend le combat sur la Loire, entre Saumur et Tours. Chef du 3^e bureau de l'état-major de l'armée d'armistice, il participe à l'Organisation de résistance de l'armée (O.R.A.) et facilite, notamment, l'évasion d'Allemagne du général Giroud. Le débarquement allié de novembre 1942 le trouve commandant la brigade de cavalerie de Massena (Oran). Ayant reçu du matériel américain, il crée la 1^{re} division blindée, débarquée en Provence le 1^{er} août 1944 et participe à l'opération Rhin et Danube de la 1^{re} armée. Il

libère Mulhouse et est nommé gouverneur militaire de Strasbourg.

Désigné en novembre 1945 comme chef de l'état-major de l'armée, le général de corps d'armée Touzet du Vigier devient, comme adjoint du général de Lattre de Tassigny, alors chef d'état-major général et inspecteur général des armées, président de la commission d'études et de réorganisation de l'armée. Il crée des organismes consacrés aux affaires nucléaires, à la guerre psychologique et à la rééducation. L'enseignement militaire supérieur. Il quitte l'armée en octobre 1947.

En 1961, à la suite d'une lettre ouverte du maréchal, Jean de Gaulle, le général de corps d'armée Touzet du Vigier, qui est alors président de la Saint-Cyrienne, adresse à son tour une lettre au chef de l'Etat pour lui demander « de ne pas aller plus loin sur la pente qui mène par paliers successifs à la République algérienne ».

Titulaire des croix de Guerre 1914-1918 et 1939-1945 et de plusieurs décorations étrangères, le général Touzet du Vigier était grand-croix de la Légion d'honneur.

CORRESPONDANCES

De deux ou trois principes de droit électoral

M. André Demichiel, professeur à l'université de Lyon-III, nous écrit :

Il appartiendra demain au juge de dire l'épilogue, au moins provisoire, de la curieuse élection cantonale de Vincennes-Fontenay. Il appartient d'ores et déjà aux militants politiques d'en tirer, pour ce qui les concerne, les enseignements. Mais il appartient aussi au juriste de rappeler les règles et les principes applicables. Et ce rappel ne paraît malheureusement pas superflu.

Il s'agit, en l'espèce, du problème de la proclamation du résultat d'une élection lorsque les chiffres venus de l'un des bureaux sont contestés. Ce problème est d'ailleurs classique, le décompte des voix donnant lieu périodiquement à des épisodes plus ou moins burlesques où la justice électorale ne trouve guère son compte. La loi et la jurisprudence ont dû élaborer des solutions, elles aussi classiques, et qui sont les suivantes.

En ce qui concerne la détermination de la compétence pour déclarer, le bureau centralisateur est, selon les textes, titulaire principal de cette compétence. Et, bien entendu, il s'agit d'une obligation de proclamation, la loi ne pouvant laisser cet acte essentiel à la discrétion d'une autorité qui peut fort bien n'être pas satisfaite des résultats qu'il lui incombe de rendre officiels.

En cas de contestation du bureau, le tribunal administratif doit se substituer à lui pour cette proclamation. Mais il n'agit alors que comme un organe administratif, avec des pouvoirs qui sont les mêmes que ceux du bureau.

Pour ce qui est des caractères de la compétence de proclamation, il est essentiel de retenir la limitation. Le bureau n'est certes pas une simple instance de totalisation des chiffres, il a notamment pouvoir d'appréciation en ce qui concerne les suffrages non valablement exprimés. Mais en aucun cas il ne peut anticiper sur le rôle du juge en tranchant, un litige.

Et le tribunal administratif, lorsqu'il se substitue au bureau, n'a pas plus de pouvoirs que lui. Et cela pour deux raisons : d'une part, chaque électeur a droit à un vote, et d'autre part, on ne peut admettre qu'un organe doté de pouvoirs juridictionnels agisse en juge en matière de décompte électoral sans être notamment tenu à une procédure contradictoire. Ensuite,

et plus généralement, la règle « Nemo plus juris... » interdit en cas de substitution, que l'organe substitué ait plus de pouvoirs que celui auquel il se substitue.

En application de ces principes, les solutions de l'espèce sont simples. Le tribunal administratif était certainement habilité à déclarer le bureau ayant refusé de le faire. Mais il devait prendre les chiffres qui lui étaient soumis, même s'ils avaient été rectifiés dans des conditions qui lui paraissent douteuses. Car ce doute, il appartenait au juge et au juge seul de le lever.

Il est vrai que, en toute hypothèse, compte tenu de la façon dont s'étaient déroulées ces élections, l'affaire était vouée à se terminer en justice. Mais la proclamation faite par le tribunal administratif n'en perd pas pour autant son importance pratique. Car elle désigne le défendeur. Et nul n'ignore que cette position est particulièrement enviable, sur tout dans le contentieux électoral.

Au-delà du cas d'espèce, l'affaire de Fontenay incite à quelques réflexions d'ordre général. Et d'abord, donnons-en acte à ceux qui, n'étant pas des militants, peuvent se retirer moralement devant le verdict populaire désignant une municipalité communale. Et, depuis lors, les recueils de jurisprudence témoignent de ce que les erreurs et les irrégularités n'ont pas manqué d'être commises. Mais, malgré tout léger et imprudent de considérer ces incidents plus ou moins graves comme autant de « bavures », l'ennemi en effet, est que de tels incidents ne sont plus en régression, bien au contraire. L'ennui aussi est que, le « hasard » ayant à l'évidence fait le « bon choix », les victoires ne sont généralement les mêmes.

On regrette d'avoir à rappeler que la démocratie commence avec le respect du suffrage populaire. Et que, dans la France de 1980, le suffrage populaire n'est respecté que si les partis de gauche ont le droit, constamment, de se présenter à l'élection, et de participer aux élections, mais aussi, éventuellement, de les gagner.

L'écologie et l'élection présidentielle

A la suite de l'article publié par Mme Odette Thibault et M. Haroun Tazieff, et Henri Laborit sur une certaine « écologie politique », dans la rubrique « Libres opinions » du Monde du 14 juillet, M. Roger Desquairieux, membre du secrétariat national du P.S.U., nous écrit notamment :

(...) L'écologie politique pourrait conduire tout droit à la « récupération » politique que la base écologiste cherche tant à conjurer. C'est essentiellement contre les forces de gauche que s'est, jusque-là, exercée cette « vigilance ». Mais, dans les circonstances présentes, c'est plutôt l'appât du droit qu'il faut craindre. En effet, le centrisme politique disparu de la carte électorale depuis l'absorption de ses survivances par le gauchisme. Qui ne voit l'écologie politique en train d'immobiliser, mais sans doute encore plus en vue des reclassements qui devraient suivre l'élection présidentielle, le mouvement d'une force politique centriste ? Certains, bien placés dit-on, y songent et lorgnent dans ce but du côté de l'écologie.

M. Desquairieux estime que les « écologistes » ne peuvent pas « nouveaux » n'ont rien à gagner avec la droite, et rappelle que, dans la pratique, il y a déjà beaucoup de points d'accord entre eux et la droite.

M. Georges Agab, (Rueil-Mademoiselle, pour sa part, s'adresse aux auteurs de cette « Libres opinions » en ces termes :

Vous voulez « écologiser » le P.S., comme M. Ph. Saint-Martin veut « écologiser » Giscard. A l'impossible nul n'est tenu. Le P.S. a eu six ans pour le faire. Ce temps-là, il l'a employé à se rallier à la bombe A 2 et N et à développer son productivisme à base nucléaire « civil » et « autorégéré ». Je vous souhaite bonne chance dans votre héroïque tentative.

En attendant son heureux aboutissement, je ne vois pas pourquoi les écologistes devraient renoncer à dire ce qu'ils ont à dire.

Nul ne peut le faire à leur place, ni le P.S. ni d'autres. Puisque vous avez quelque influence sur le grand parti « démocratique », vous devriez en user pour qu'il permette, par le parallélisme de cinq cents de ses maires, l'expression des minorités (de gauche) (du moins) aux prochains moments où cela est encore toléré : les élections.

S'ILS NE PEUVENT RIEN
POUR VOS CHEVEUX
ILS VOUS LE DIRONT AUSSI

L'EXPERIENCE
Depuis 15 ans, les spécialistes EUROCAP soignent vos cheveux et traitent des milliers de cuir chevelus. Ils savent ce qu'est un cheveu sain et un cheveu menacé.

DES SYMPTOMES
Si vous avez des pellicules, des démangeaisons, un cuir chevelu irrité ou tendu, des cheveux gras, secs, cassants, etc., ce sont là des signes certains d'une chevelure en mauvais état.

DES SOLUTIONS
Pour avoir une belle chevelure, il est important de la soigner. La négligence en ce domaine est une chose qui se paye tôt ou tard. Nos instituts, par des traitements spécifiques, sont en mesure d'agir vite et durablement.

L'AVIS D'UN SPECIALISTE
Rien ne peut expliquer le succès des méthodes de nos instituts.

EUROCAP : 4, rue de Castiglione, 75001 PARIS, tél. 260-38-84

si leur sérieux et leur efficacité.

LES ÉLECTIONS SÉNATORIALES

M. Edgar Faure est investi par les maires de la majorité dans le Doubs

De notre correspondant

Besançon. — Les candidats de la majorité aux élections sénatoriales du Doubs ont été investis, le 17 août, par un congrès des maires modérés, M. Edgar Faure, sénateur R.I. sortant. Cette sorte de convention aura en fait confirmé la liste des candidatures établie en mars dernier par les responsables départementaux des formations de la majorité et quelques conseillers généraux.

M. Edgar Faure, député non inscrit du Doubs, président du conseil régional de Franche-Comté, était à l'époque désigné pour prendre la tête de la liste : le congrès des maires a ratifié sur 746 mandats. En recueillant respectivement 614 et 533 voix, M. Louis Souty, maire d'Évin-court (centriste), chef du personnel des usines de mécanique chez M. Edgar Faure et la réélection de M. Robert Schwint (P.S.), maire de Besançon. Reste le troisième (et nouveau) siège : celui qui, le 17 août, a été investi par les maires de la majorité de la Marne, du Doubs.

Pierre Grandjacquet, conseiller général R.P.R. de Roubaix.

M. Henriot avait fait connaître son intention de ne pas se représenter. Il s'était déjà effacé devant M. Edgar Faure lorsque celui-ci avait montré de l'intérêt pour la mairie de Pontarlier, puis pour le siège de conseiller général du canton de Pontarlier. Intervenant au cours du congrès des maires modérés, M. Edgar Faure a souligné l'importance de l'enjeu politique que constitue la création d'un troisième siège de sénateur dans le Doubs. La majorité du conseil régional de Franche-Comté peut, en effet, passer à l'opposition à la faveur des élections sénatoriales. C'est, a dit M. Edgar Faure, un test décisif : c'est la bataille de la Marne, du Doubs ! On donne en général pour acquies l'élection de M. Edgar Faure et la réélection de M. Robert Schwint (P.S.), maire de Besançon. Reste le troisième (et nouveau) siège : celui qui, le 17 août, a été investi par les maires de la majorité de la Marne, du Doubs.

CLAUDE FABERT.

● M. Roger-Gérard Schwartzberg, vice-président du Mouvement des radicaux de gauche, a demandé, dimanche 17 août, qu'avant la fin du mois le président de la République ou le premier ministre se présente à une conférence de presse ou à un entretien télévisé. M. Schwartzberg estime en effet que le gouvernement apparaît actuellement « comme le gouvernement de l'absence, de la carence ou du silence ». « Dispersés sur les places, ce que leur recommandait pour leur réflexion : « On verra bien à la rentrée. »

PRESSE

FIN DU CONFLIT DE « L'OBSERVER »

Les conducteurs de presse ont dû accepter les conditions de la direction du journal

De notre correspondant

London. — Le conflit de l'Observer a pris fin samedi 15 août. Les vingt-huit conducteurs de presse récalcitrants ont en effet finalement accepté les termes du règlement proposé par la direction, ce que leur recommandait le principal syndicat de la composition (N.G.A.). Ce syndicat avait en vain tenté d'obtenir de la direction qu'elle amende ses dernières propositions (le Monde du 13 août). Apparemment, les dirigeants du syndicat ont estimé que la compagnie pétrolière américaine Atlantic Richfield, propriétaire du journal, était bien décidée, faute d'accord, à fermer l'entreprise le 19 octobre prochain, ce qui aurait entraîné le licenciement d'environ mille huit cents personnes. Aussi bien, dans son appel aux conducteurs de presse, l'exécutif du syndicat, tout en dénonçant « l'entêtement et l'irresponsabilité » d'un directeur « déraisonnable », soulignait qu'il n'avait pas d'autre choix que de recommander l'acceptation de ses conditions patronales.

Enfin, les conducteurs de presse qui, sous la pression des syndicats, avaient déjà réduit leurs revendications salariales initiales, ont cédé, consentant qu'ils ne pouvaient compter sur la solidarité des autres catégories d'ouvriers d'imprimerie craignant de perdre leur emploi. Ces conducteurs de presse sont considérés comme des privilégiés par leurs camarades dans la mesure où ils ont la possibilité de travailler dans plusieurs entreprises de presse. Ils se contenteront donc de 100 livres pour treize heures de travail dans la nuit du samedi au dimanche au lieu des 108 livres qu'ils réclamaient.

Le règlement du conflit de l'Observer provoque de sérieux remous dans les milieux de presse. En effet, c'est la première fois dans l'histoire difficile des relations industrielles de ces dernières années, que le syndicat des ateliers de composition s'oppose aux revendications d'une de ses « chapelles » (section). Ce règlement semble encourager d'autres entreprises de presse à la fermer. Ainsi, le Times, aux prises avec de nouvelles difficultés dans l'application de l'accord intervenu l'an dernier, a averti les syndicats qu'il n'envisageait pas de négocier sur les salaires avant qu'un accord n'intervienne sur les conditions de travail, les procédures de règlement des conflits et la nouvelle technologie. Les journalistes du Times menacent de faire grève dans le courant de cette semaine si la direction tarde à appliquer l'augmentation de salaire de 21 % (ils demandaient 32 %) recommandée par un arbitre indépendant.

D'autre part, le conflit entre la société de télévision Granada et la British Steel Corporation

(B.S.C.) s'est également réglé (le Monde du 15 août). Après avoir obtenu gain de cause (la Chambre des lords, instance judiciaire suprême, avait enjoint à Granada de révéler le nom de l'employé de l'entreprise nationale ayant transmis des informations confidentielles), la B.S.C. a annoncé qu'elle renonçait à toute nouvelle action judiciaire.

En ce qui concerne les documents confidentiels communiqués au Sunday Times par le syndicat des métallurgistes, la B.S.C. renonce également à l'action judiciaire qui lui avait permis la semaine passée d'obtenir, par un jugement de référé, d'empêcher la publication. Elle estime que ces informations « confidentielles » sont déjà connues de document publié par le Sunday Times du 17 août n'apporte pas de véritable révélation, sinon que la B.S.C., pendant la grève de la sidérurgie, a approuvé financièrement les « jaunes » et qu'elle était décidée à donner délibérément de fausses informations à la presse, concernant notamment l'état des stocks. La B.S.C. a seulement mis en garde le syndicat des métallurgistes contre toute divulgation de documents confidentiels de nature à entraver les relations industrielles.

L'affaire Granada est ainsi réglée. Mais la polémique continue sur le problème de principe posé par la décision des journaux, unanimes, condamnant ce jugement qui, en imposant à une entreprise de presse de révéler ses sources, représente, disent-ils, une menace à la liberté de la presse.

H. P.

● Les employés de l'agence Reuters, affiliés au Guild (syndicat de la presse new-yorkaise), ont décidé, le dimanche 17 août, de reprendre le travail après vingt-cinq jours de grève. L'accord intervenu avec la direction prévoit une augmentation des bas salaires légèrement supérieure à celle initialement proposée par la direction, tandis que les salaires les plus élevés augmentent un peu moins que prévu. — (Reuters.)

Vie par ADS, amiable à la requête de la Ville de ST-OZEN (50), la 1^{re} est 1980, en l'étude de M^{re} VIGNERON, tél. 50-00-34, not. à GRANVILLE (50), 4, avenue du Maréchal-Leclerc.

1^{er} lot Commune de JULLOVILLE
TERRAIN à LOTIR : 9.726 m²
M. à P. : 1.450.000 FRANCS

2^e lot Cne de ST-PAIR-MER
TERRAIN 3.110 m² (bordure de mer)
M. à P. : 130.000 FRANCS
Le tout libre à la vente

A L'INSTITUT SYNOPSIS DE LODÈVE

Eolienne, recherche alternative et « utopie radicale »

Lodève (Hérault). — Au milieu des vignes et des bois regorgeant de vert, tourne, tel un phare, une éolienne. En contrebas, s'échappe la voix démultipliée d'un orateur... L'institut Synopsis de recherche alternative a réuni

une petite centaine de chercheurs, universitaires ou autonomes, venus d'Allemagne, de Suisse, de Belgique et de France pour trois journées d'échanges sur le thème : « Utopies, avenir possible ». Beau titre et art de vivre...

Synopsis (1), installé à Lodève depuis trois ans, sait recevoir. Traduction simultanée, documentation, expérimentation, buffets et chants des cigales. Bref, c'est à la fois cool et sérieux. L'institut n'en est plus à son coup d'essai. Deux semaines ont été précédemment consacrées aux énergies renouvelables. Cette fois-ci, on s'interroge sur la manière de sortir de l'impasse industrielle. Et donc sur les théories et pratiques de rupture auxquelles sont attachés les participants depuis plusieurs années. Certains sont des physiciens nucléaires convertis aux énergies douces, d'autres, de l'« agit-prop », ou vivent en communauté, certains même pratiquent l'autarcie.

Tous sont convaincus que « l'on est à la frontière de la raison et de la folie. C'est aux limites de la croissance que surgit l'utopie. Mais quel avenir est possible ? » Et chacun de parler de soi. Sans illusion. Les chemins sont multiples. Ainsi à Louvain-la-Neuve, en Belgique, les scientifiques du centre Galilée se consacrent à l'éducation permanente *new look*, diffusant des brochures sur « les maths et les sciences dans l'école », « les énergies de la crise », ouvrent des « boutiques de sciences » à l'usage des habitants qui veulent s'informer ou construire leurs appareils.

Galilée teste aujourd'hui ce que la micro-informatique changera dans la vie quotidienne de demain. Pour ce faire, les groupes associés au centre se sont équipés de mini-ordinateurs et s'étudient avec attention. D'autres, tel ce chercheur de l'université québécoise de Kassel qui participe à l'élaboration d'un modèle énergétique expérimental du Club de Rome, définissent ce qui pourrait être le serment d'« élipsoparade des scientifiques » : la recherche critique vis-à-vis de la recherche étatique et orientation en faveur des intérêts écologiques. Son projet de charte éveille parfois la méfiance : « et si créer ce règlement engendrait demain une réalité non désirée ? »

Josef Huber, universitaire et fondateur à Berlin d'une banque parallèle et d'un réseau d'échange, définit les termes d'une économie duale. Il tente de vivre sur le plan quotidien « une économie communautaire produisant des biens sociaux et utiles en engendrant des systèmes locaux ».

(1) SYNOPSIS, Institut de recherche alternative, route d'Olmès, 34700 Lodève. Tél. (07) 44-04-10.

De notre envoyée spéciale

L'auto-subsistance, qui coexistait avec l'économie de marché et pourrait la modifier à terme. D'autres se sont lancés dans une « utopie radicale », où la monnaie est supprimée, où l'échange est basé sur le troc. M. Dufi, ex-juriste, la cinquantaine, a fondé, il y a quelques années le centre d'échanges latéraux européens, qui fonctionne, du moins à son niveau : même un coup de téléphone y est troqué contre du temps-travail ou autre chose.

L'équipe franco-allemande de Synopsis se définit différemment. Michael Grupp, trente-trois ans, assistant de physique des solides à Heidelberg, pratiquait la recherche nucléaire à Grenoble avant de fonder, en 1977 avec quelques amis, l'institut de recherche alternative. « Une recherche alternative, explique Michael, ne peut pas exister en grand nombre dans une institution. Elle ne sera faite qu'à petite échelle. L'indépendance nous est essentielle. »

Sur la route de l'été

Dans la maison et les prairies avoisinantes acquises en copropriété, une douzaine d'outils solaires fonctionnent — systèmes simples réalisés à partir de matériaux de récupération. C'est joliment incrusté de mosaïques aux couleurs pastel. Chauffe-eau par capteur solaire, composé d'un vieux radiateur peint en noir, d'un rendement comparable aux capteurs industriels, machine à laver éco-solaire, faite d'une roue de charrette, entraînée par une petite éolienne et qui actionne un barboteur pliant le linge dans une eau chauffée par capteur, mini-centrale branchée sur une grande éolienne... les outils solaires de Synopsis sont l'objet de mesures soigneusement consignées au fil des jours dans un cahier.

L'institut, pour cela, dispose d'un mini-ordinateur. Il ne s'agit pas de mettre au point des prototypes à usage industriel : « Grâce au chômage, de plus en plus de gens ont du temps, mais peu d'argent. Donnons-leur la possibilité de comprendre et de construire des machines peu coûteuses qui les libéreront des services centralisés. » Synopsis a commencé à construire une petite tour pour faire un test de survie post-nucléaire. Mais qui acceptera

ENFANTS A VENDRE

La police judiciaire portugaise vient d'arrêter un ressortissant américain, M. Americo Moreira, âgé de cinquante-cinq ans, accusé d'avoir « acheté » plusieurs dizaines de nouveaux-nés, enfants de prostituées, et de les avoir fait adopter aux États-Unis. Selon le journal « Diário de Notícias », plusieurs prostituées auraient reconnu avoir reçu une somme de 4 000 francs en échange d'une autorisation écrite d'adoption de leur enfant.

Un trafic similaire a été découvert en Brésil : pour 1 000 dollars (400 francs), des couples américains sans enfant peuvent adopter un nouveau-né. C'est ce qui a annoncé le quotidien brésilien « O Globo », en indiquant que, depuis 1978, les responsables de ce trafic, un couple américain, Werner et Joyce Blumer, auraient schématisé une vaste opération de vente d'enfants de familles pauvres, originaires du Nord-est brésilien. Le journal précise que M. et Mme Blumer jugent leur activité légale : un décret promulgué en 1979, autorise, assurant-ils, les étrangers à adopter des enfants brésiliens. L'agence d'adoption « que les Blumers ont recruté ses clients parmi les couples américains, anglais et allemands. » (A.F.P.)

Éducation

La nouvelle carte des formations universitaires

Nous continuons ci-dessous la publication de la liste des universités habilitées à délivrer, à partir de la prochaine année universitaire, des diplômes nationaux.

Malgré l'absence d'informations officielles,

nous publions, au risque de lacunes et d'erreurs, la liste des formations supprimées et celle des formations créées, sauf pour les doctorats de troisième cycle. Les listes précédentes ont été publiées dans nos éditions des 30, 31 juillet, 1^{er}, 2, 5, 6, 7, 8, 9, 12, 13 et 14 août.

Droit et science politique

Troisième cycle

PHILOSOPHIE DU DROIT

● Diplômes d'études approfondies (D.E.A.) préparés à la rentrée 1980 : Aix-Marseille-III, Bordeaux-I, Dijon, Limoges, Lyon-III, Montpellier-I, Nancy-II, Poitiers, Rennes-I, Strasbourg-III, Toulouse-I, Tours, Paris-I, Paris-II, Paris-III, Paris-X.

HISTOIRE DES INSTITUTIONS

● Diplômes d'études approfondies (D.E.A.) préparés à la rentrée 1980 : Aix-Marseille-III, Bordeaux-I, Dijon, Limoges, Lyon-III, Montpellier-I, Nancy-II, Poitiers, Rennes-I, Strasbourg-III, Toulouse-I, Tours, Paris-I, Paris-II, Paris-III, Paris-X.

● Doctorats de 3^e cycle préparés à la rentrée 1980 : Aix-Marseille-III, Bordeaux-I, Dijon, Limoges, Lyon-III, Montpellier-I, Nancy-II, Poitiers, Rennes-I, Strasbourg-III, Toulouse-I, Tours, Paris-I, Paris-II, Paris-III, Paris-X.

DROIT PRIVÉ

● Diplômes d'études approfondies (D.E.A.) préparés à la rentrée 1980 : Aix-Marseille-III, Bordeaux-I, Dijon, Limoges, Lyon-III, Montpellier-I, Nancy-II, Poitiers, Rennes-I, Strasbourg-III, Toulouse-I, Tours, Paris-I, Paris-II, Paris-III, Paris-X.

● Doctorats de 3^e cycle préparés à la rentrée 1980 : Aix-Marseille-III, Bordeaux-I, Dijon, Limoges, Lyon-III, Montpellier-I, Nancy-II, Poitiers, Rennes-I, Strasbourg-III, Toulouse-I, Tours, Paris-I, Paris-II, Paris-III, Paris-X.

DROIT PUBLIC

● Diplômes d'études approfondies (D.E.A.) préparés à la rentrée 1980 : Aix-Marseille-III, Bordeaux-I, Dijon, Limoges, Lyon-III, Montpellier-I, Nancy-II, Poitiers, Rennes-I, Strasbourg-III, Toulouse-I, Tours, Paris-I, Paris-II, Paris-III, Paris-X.

● Doctorats de 3^e cycle préparés à la rentrée 1980 : Aix-Marseille-III, Bordeaux-I, Dijon, Limoges, Lyon-III, Montpellier-I, Nancy-II, Poitiers, Rennes-I, Strasbourg-III, Toulouse-I, Tours, Paris-I, Paris-II, Paris-III, Paris-X.

ÉTUDES POLITIQUES

● Diplômes d'études approfondies (D.E.A.) préparés à la rentrée 1980 : Aix-Marseille-III, Bordeaux-I, Dijon, Limoges, Lyon-III, Montpellier-I, Nancy-II, Poitiers, Rennes-I, Strasbourg-III, Toulouse-I, Tours, Paris-I, Paris-II, Paris-III, Paris-X.

RELATIONS INTERNATIONALES

● Diplômes d'études approfondies (D.E.A.) préparés à la rentrée 1980 : Aix-Marseille-III, Bordeaux-I, Dijon, Limoges, Lyon-III, Montpellier-I, Nancy-II, Poitiers, Rennes-I, Strasbourg-III, Toulouse-I, Tours, Paris-I, Paris-II, Paris-III, Paris-X.

ÉTUDES INTERNATIONALES ET EUROPÉENNES

● Diplômes d'études approfondies (D.E.A.) préparés à la rentrée 1980 : Aix-Marseille-III, Bordeaux-I, Dijon, Limoges, Lyon-III, Montpellier-I, Nancy-II, Poitiers, Rennes-I, Strasbourg-III, Toulouse-I, Tours, Paris-I, Paris-II, Paris-III, Paris-X.

DROIT INTERNATIONAL

● Diplômes d'études approfondies (D.E.A.) préparés à la rentrée 1980 : Aix-Marseille-III, Bordeaux-I, Dijon, Limoges, Lyon-III, Montpellier-I, Nancy-II, Poitiers, Rennes-I, Strasbourg-III, Toulouse-I, Tours, Paris-I, Paris-II, Paris-III, Paris-X.

● Doctorats de 3^e cycle préparés à la rentrée 1980 : Aix-Marseille-III, Bordeaux-I, Dijon, Limoges, Lyon-III, Montpellier-I, Nancy-II, Poitiers, Rennes-I, Strasbourg-III, Toulouse-I, Tours, Paris-I, Paris-II, Paris-III, Paris-X.

● Doctorats de 3^e cycle préparés à la rentrée 1980 : Aix-Marseille-III, Bordeaux-I, Dijon, Limoges, Lyon-III, Montpellier-I, Nancy-II, Poitiers, Rennes-I, Strasbourg-III, Toulouse-I, Tours, Paris-I, Paris-II, Paris-III, Paris-X.

● Doctorats de 3^e cycle préparés à la rentrée 1980 : Aix-Marseille-III, Bordeaux-I, Dijon, Limoges, Lyon-III, Montpellier-I, Nancy-II, Poitiers, Rennes-I, Strasbourg-III, Toulouse-I, Tours, Paris-I, Paris-II, Paris-III, Paris-X.

● Doctorats de 3^e cycle préparés à la rentrée 1980 : Aix-Marseille-III, Bordeaux-I, Dijon, Limoges, Lyon-III, Montpellier-I, Nancy-II, Poitiers, Rennes-I, Strasbourg-III, Toulouse-I, Tours, Paris-I, Paris-II, Paris-III, Paris-X.

● Doctorats de 3^e cycle préparés à la rentrée 1980 : Aix-Marseille-III, Bordeaux-I, Dijon, Limoges, Lyon-III, Montpellier-I, Nancy-II, Poitiers, Rennes-I, Strasbourg-III, Toulouse-I, Tours, Paris-I, Paris-II, Paris-III, Paris-X.

● Doctorats de 3^e cycle préparés à la rentrée 1980 : Aix-Marseille-III, Bordeaux-I, Dijon, Limoges, Lyon-III, Montpellier-I, Nancy-II, Poitiers, Rennes-I, Strasbourg-III, Toulouse-I, Tours, Paris-I, Paris-II, Paris-III, Paris-X.

● Doctorats de 3^e cycle préparés à la rentrée 1980 : Aix-Marseille-III, Bordeaux-I, Dijon, Limoges, Lyon-III, Montpellier-I, Nancy-II, Poitiers, Rennes-I, Strasbourg-III, Toulouse-I, Tours, Paris-I, Paris-II, Paris-III, Paris-X.

● Doctorats de 3^e cycle préparés à la rentrée 1980 : Aix-Marseille-III, Bordeaux-I, Dijon, Limoges, Lyon-III, Montpellier-I, Nancy-II, Poitiers, Rennes-I, Strasbourg-III, Toulouse-I, Tours, Paris-I, Paris-II, Paris-III, Paris-X.

● Doctorats de 3^e cycle préparés à la rentrée 1980 : Aix-Marseille-III, Bordeaux-I, Dijon, Limoges, Lyon-III, Montpellier-I, Nancy-II, Poitiers, Rennes-I, Strasbourg-III, Toulouse-I, Tours, Paris-I, Paris-II, Paris-III, Paris-X.

● Doctorats de 3^e cycle préparés à la rentrée 1980 : Aix-Marseille-III, Bordeaux-I, Dijon, Limoges, Lyon-III, Montpellier-I, Nancy-II, Poitiers, Rennes-I, Strasbourg-III, Toulouse-I, Tours, Paris-I, Paris-II, Paris-III, Paris-X.

● Doctorats de 3^e cycle préparés à la rentrée 1980 : Aix-Marseille-III, Bordeaux-I, Dijon, Limoges, Lyon-III, Montpellier-I, Nancy-II, Poitiers, Rennes-I, Strasbourg-III, Toulouse-I, Tours, Paris-I, Paris-II, Paris-III, Paris-X.

● Doctorats de 3^e cycle préparés à la rentrée 1980 : Aix-Marseille-III, Bordeaux-I, Dijon, Limoges, Lyon-III, Montpellier-I, Nancy-II, Poitiers, Rennes-I, Strasbourg-III, Toulouse-I, Tours, Paris-I, Paris-II, Paris-III, Paris-X.

● Doctorats de 3^e cycle préparés à la rentrée 1980 : Aix-Marseille-III, Bordeaux-I, Dijon, Limoges, Lyon-III, Montpellier-I, Nancy-II, Poitiers, Rennes-I, Strasbourg-III, Toulouse-I, Tours, Paris-I, Paris-II, Paris-III, Paris-X.

● Doctorats de 3^e cycle préparés à la rentrée 1980 : Aix-Marseille-III, Bordeaux-I, Dijon, Limoges, Lyon-III, Montpellier-I, Nancy-II, Poitiers, Rennes-I, Strasbourg-III, Toulouse-I, Tours, Paris-I, Paris-II, Paris-III, Paris-X.

● Doctorats de 3^e cycle préparés à la rentrée 1980 : Aix-Marseille-III, Bordeaux-I, Dijon, Limoges, Lyon-III, Montpellier-I, Nancy-II, Poitiers, Rennes-I, Strasbourg-III, Toulouse-I, Tours, Paris-I, Paris-II, Paris-III, Paris-X.

DROIT CANONIQUE

● Diplômes d'études approfondies (D.E.A.) et doctorats de 3^e cycle préparés à la rentrée 1980 : Strasbourg-II, Paris-XI.

DROIT COMMUNAUTAIRE

● Diplômes d'études approfondies (D.E.A.) préparés à la rentrée 1980 : Grenoble-II, Nancy-II, Rennes-I, Strasbourg-III, Paris-I, Paris-II.

DÉFENSE

● Diplômes d'études approfondies (D.E.A.) préparés à la rentrée 1980 : Grenoble-II, Lille-II, Montpellier-I, Nancy-II, Rennes-I, Strasbourg-III, Paris-I, Paris-II.

DROIT PROCESSUEL

● Diplômes d'études approfondies (D.E.A.) et doctorats de troisième cycle préparés à la rentrée 1980 : Paris-II.

DROIT DES AFFAIRES

● Diplômes d'études approfondies (D.E.A.) préparés à la rentrée 1980 : Aix-Marseille-III, Besançon, Clermont-Ferrand-I, Dijon, Grenoble-II, Lille-II, Montpellier-I, Nancy-II, Poitiers, Rennes-I, Strasbourg-III, Toulouse-I, Tours, Paris-I, Paris-II, Paris-III, Paris-X.

DROIT SOCIAL

● Diplômes d'études approfondies (D.E.A.) et doctorats de troisième cycle préparés à la rentrée 1980 : Bordeaux-I, Lyon-III, Montpellier-I, Nancy-II, Poitiers, Rennes-I, Strasbourg-III, Toulouse-I, Tours, Paris-I, Paris-II, Paris-III, Paris-X.

FINANCES PUBLIQUES

● Diplômes d'études approfondies (D.E.A.) et doctorats de troisième cycle préparés à la rentrée 1980 : Paris-I, Paris-II.

COLLECTIVITÉS LOCALES

● Diplômes d'études approfondies (D.E.A.) et doctorats de troisième cycle préparés à la rentrée 1980 : Aix-Marseille-III, Bordeaux-I.

DROIT DE LA SANTÉ

● Diplômes d'études approfondies (D.E.A.) préparés à la rentrée 1980 : Aix-Marseille-III, Bordeaux-I.

DROIT DE L'AMÉNAGEMENT

● Diplômes d'études approfondies (D.E.A.) préparés à la rentrée 1980 : Aix-Marseille-III, Bordeaux-I.

DROIT DE L'ENVIRONNEMENT

● Diplômes d'études approfondies (D.E.A.) préparés à la rentrée 1980 : Bordeaux-I, Lyon-III.

DROIT IMMOBILIER

● Diplômes d'études approfondies (D.E.A.) et doctorats de troisième cycle préparés à la rentrée 1980 : Paris-II.

DROIT DE LA PROPRIÉTÉ ARTISTIQUE

● Diplômes d'études approfondies (D.E.A.) et doctorats de troisième cycle préparés à la rentrée 1980 : Paris-II.

OU INDUSTRIELLE

● Diplômes d'études approfondies (D.E.A.) préparés à la rentrée 1980 : Paris-II.

DROIT DES TRANSPORTS

● Diplômes d'études approfondies (D.E.A.) préparés à la rentrée 1980 : Aix-Marseille-III.

DROIT COMPARÉ

● Diplômes d'études approfondies (D.E.A.) préparés à la rentrée 1980 : Paris-I.

DU DÉVELOPPEMENT

● Diplômes d'études approfondies (D.E.A.) préparés à la rentrée 1980 : Paris-V.

SOCIOLOGIE DU DROIT

● Diplômes d'études approfondies (D.E.A.) préparés à la rentrée 1980 : Lille-II, Paris-I, Paris-II.

DROIT PÉNAL

● Diplômes d'études approfondies (D.E.A.) préparés à la rentrée 1980 : Aix-Marseille-III, Bordeaux-I, Lyon-III, Nancy-II, Poitiers, Toulouse-I, Paris-II.

SOCIOLOGIE POLITIQUE

● Diplômes d'études approfondies (D.E.A.) et doctorats de troisième cycle préparés à la rentrée 1980 : Paris-I.

ÉTUDES AFRICAINES

● Diplômes d'études approfondies (D.E.A.) et doctorats de troisième cycle préparés à la rentrée 1980 : Bordeaux-I.

INFORMATIONS JURIDIQUES

● Diplôme d'études approfondies (D.E.A.) et doctorat de troisième cycle préparés à la rentrée 1980 : Montpellier-I.

CORRESPONDANCE

« De quoi se plaint-on ? » A la suite des réactions suscitées par la nouvelle carte universitaire, M. Georges Duflos, professeur agrégé, nous a adressé un article dans lequel il expose les principaux points de vue.

On semble dans les milieux universitaires et politiques régionaux penser que les réformes d'habilitation de ces jours derniers vont tuer les efforts de régionalisation universitaire et d'intégration des universités à la région. C'est effectivement possible, mais s'est-on demandé combien de professeurs de lettres ou de droit résident à Rouen, Amiens, Reims, Orléans ou Tours ? Et les présidents d'université voudraient-ils vraiment intégrer leurs établissements à la région, ils auraient dû maintenir, comme les textes le préconisent, l'obligation de résidence. Il est vrai que la grande préoccupation des « bons maîtres » pour ne pas résider est l'absence de moyens de travail et de documentation. Ce qui est vrai pour le maître l'est sûrement davantage pour le disciple.

Puis-je aussi rappeler que j'ai souvent vu en novembre 1977 Laurent Schwartz (qui ne passe pas pour être l'homme de la majorité) réclamer un nombre limité de centres de troisième cycle ? Autant qu'il me souviennent, il proposait cent collèges universitaires, une vingtaine de facultés de second cycle et moins d'une dizaine de facultés comportant des troisième cycles. Pour une fois qu'une proposition de réforme est présentée, réalisons par le gouvernement, de quoi se plaint-on ?

SES PARENTS ACCUSENT L'ADMINISTRATION DE « NÉGLIGENCE »

Mort suspecte d'un jeune homme en prison

Claude Bottgen, vingt-deux ans, est mort vendredi à 8 h 30 d'une ostéite médullaire, après avoir été transféré de la maison d'arrêt de Gradi-gnan (Charente) à l'hôpital Saint-Anne de Paris. Inculpé de « complicité d'usage et de trafic de stupéfiants » pour avoir transporté dans sa voiture deux amis en possession de 80 g de haschisch et d'un quart de gramme de morphine, Claude Bottgen était en détention provisoire depuis la fin du mois de mai. Il devait être jugé à la rentrée. Issu d'une famille

ouvrière de sept enfants, Claude Bottgen avait une formation de maçon, mais n'avait jamais eu d'emplois stables. Il avait une santé fragile et souffrait d'ostéite chronique. Les autorités pénitentiaires et le magistrat instructeur devaient en avoir connaissance, puisque Claude Bottgen avait été réformé « pour raison de santé ». Alors pourquoi était-il mort ? Sa famille, son avocat, ses amis se déclarent très inquiets par une série de négligences, qui, selon eux, pourraient avoir causé son décès.

visite que rarement, n'apprendra la maladie de son client que le 5 août. Selon la chancellerie, la thèse de la négligence n'est pas soutenable : « Les soins ont été apportés avec le plus grand diligence par le médecin-chef de la prison et une spécialiste O.R.L., ainsi l'organisme du malade résistait au traitement antibiotique et d'anti-inflammatoires administrés par le médecin de la prison. Son état s'est aggravé du jour au lendemain, il a donc été transféré à Fresnes avant de l'être à l'hôpital Saint-Anne, car les autorités sanitaires ont estimé qu'il serait le mieux soigné », affirme-t-on officiellement. De plus, le juge avait donné son accord à une préalable demande d'hospitalisation, avant de partir en vacances. Mais le cas de Claude Bottgen n'était pas considéré comme urgent.

Néanmoins, une autopsie a été ordonnée. Ses résultats montreront si Claude Bottgen est mort des suites d'une ostéite mal soignée qui a dégénéré en méningo-encéphalite, comme le pensent ses parents, ou d'une infection qui aurait été mortelle quelle qu'en soit la qualité des soins prodigués. Une plainte contre X... pour homicide involontaire a été déposée par la famille, consciente que, en 1980, une part infime des adultes atteints d'ostéite souffrent des complications aussi graves que la méningite, et un pourcentage encore plus minime en meurt. Selon le procureur de la République de Bordeaux, une information sera probablement ouverte.

RUTH ELKRIEF.

Pourquoi Claude Bottgen n'a-t-il été transféré à l'hôpital que le 5 août, alors que dès le 20 juillet, dans une lettre à sa mère il écrit qu'il « souffre énormément » puis dans un second message, adressé à son amie, daté du 25 juillet, il annonce que son état a empiré et qu'il s'inquiète du manque d'empressement du médecin chef de la prison à le soigner. Comment se fait-il que Claude Bottgen n'ait pas été considéré comme gravement atteint alors que, selon un des détenus de la maison d'arrêt de Gradi-gnan, depuis le début de sa maladie, il n'était plus à l'aise lors de la promenade quotidienne car il n'avait pas la force de sortir de sa cellule ?

Est-ce normal que Claude Bottgen, dont les oreilles saignaient, qui avait des pertes de mémoire et des troubles de la vue n'ait pas été placé sous surveillance médicale permanente à l'infirmerie mais soit demeuré dans sa cellule où il devait recevoir les visites sporadiques du médecin de la prison.

Enfin, pourquoi lorsque le 8 août, Mlle Simone Davaert, juge d'instruction,

PERMUTATION

Agrégé sciences physiques disposant réactor Bordeaux voudrait permuter avec Académie Montpellier. Ecrire Larès, Ségollette 48110 Sainte-Croix-Val-de-François

Le Monde

jours d'été

SAÏD ET MOI

« Tout ceci est vrai
puisque je l'ai entièrement
imaginé »

BORIS VIAN.

Lundi 18 août.
« Laissez tout ! ». L'ordre est tombé des haut-parleurs de pont, avec un rien d'accent arabe. La dernière amorce a vrillé dans l'air, en éclaboussant comme un chiot qui sort du bain. Déjà, le quel de la Joliette recule, à la vitesse engourdie des rêves. La cheminée du car-ferry gronde et s'empêche. La coque blanche déchire l'eau plombée des docks. Notre-Dame-de-Bonne-Garde glisse entre les hangars. Le couchant allume sur les rocalles alentour une brasse de vieux rose. Encore un môle, et le sillage s'élargit en esplanade de bave. Demain, à l'heure où le soleil sombre derrière Santa-Cruz, l'El Djazair mouillera sous la corniche d'Oran couleur de vieux muscat.

Accoudé au bastingage, un passager solitaire regarde les moutettes chercher une issue improbable au labyrinthe des vagues. Il est vêtu d'un pantalon chiffonné, d'un blouson kaki des « surplus », et il serre entre ses jambes un sac en peau de chèvre. Mais ses rides reposées sont calées d'un cow-boy pour réclamer de bière, d'un travailleur de force. Contre la rambarde crissante de sel, sa main gauche fait tinter une chevalière de bon poids.

Alain Rieux a cinquante ans. Il est médecin, comme son père. A la clientèle privée que ce dernier lui destinait, il a préféré la recherche hospitalière, sur les maladies du sang. Le « plein temps » lui laisse le loisir de lire et de griffonner des réflexions humanistes, en fidélité à sa première vocation, qui tourmentait autour des lettres. Il aimerait ressembler en tous points à son maître Jean Bernard. Sa femme Caroline tient un commerce d'artisanat exotique et de gadgets inutile près de chez eux, à Passy. Ils ont deux enfants : Isabelle, dix-huit ans, bachelière depuis juin, et Christophe, seize ans. Toute la famille, qui va à la messe et vote au centre, est réunie au-dessus de Cassis, dans une villa louée pour le mois d'août. N'était la présence de sa belle-mère alias « Mamie », plus veuve de colonel que nature, et d'une amie de sa femme, Anne-Sophie, qui met un snobisme lassant à connaître et à faire rire toute la plage, le docteur Rieux avait tout, comme on dit, pour être heureux. Pourquoi diable s'embarque-t-il brusquement à bord d'un ferry Marseille-Oran, déguisé en vagabond ?

Le drame a écarté la veille, comme un coup de tonnerre. Isabelle n'était pas rentrée pour dîner et avait omis de prévenir. A minuit, téléphone. Rieux s'attendait que sa fille devance ses reproches avec une arrogance jouée qui, d'ordinaire, le désarmait. Or le ton est resté neutre, comme aploie. « Ne m'attendez pas ce soir, ni demain, annonce une voix de droguée. Je pars avec Omar. Je l'aime et il m'aime. » On a coupé aussitôt.

Omar ? Rieux a cru mal entendre. A sa connaissance, c'était un certain Jean-Marco qui s'intéressait à Isabelle, et passait l'enlever, chaque soir, à Mobyette. Il trouvait d'ailleurs sympathique cet étudiant en droit aux yeux ardents, et il s'agacait que Mamie lui reproche sa « vulgarité du Sud de la Loire ». Le père et le frère d'Isabelle ont alors révisé à son père ce qu'ils avaient jugé plus confortable de taire jusqu'à : « Jean-Marco » était le prénom d'emprunt d'un Algérien nommé Omar Kheddad, las de se faire rembarquer par filles et parents de Cassis, à l'énoncé de ses origines.

« Qu'est-ce que j'ai fait au Bon Dieu ? », a sangloté Mamie, en s'aspergeant par mégarde avec sa bombe à moustiques.

Puis, reprenant un peu plus tard en chemise de nuit, une sacoche en peau de chèvre à la main : « Alain, mon ami, vous devez empêcher ça ! C'est votre beau-père, de là-haut, c'est l'adjoint de Lyauté, qui vous l'ordonne ! »

Elle a tendu à son gendre la sacoche, qui ne la quittait pas depuis son mariage, il y a vingt ans. Son mari avait rapporté l'objet de la guerre du Rif. « Elle contient tout ce qu'il faut pour survivre chez ces gens-là : de la quinine, un couteau, et du permanganate, pour purifier l'eau, je crois ! Allez trouver les parents de cet Omar, ou qu'ils soient. Faites comme eux : soyez prêts à tuer pour l'honneur de votre sang ! »

Mamie enfin couchée, Rieux s'est étonné que sa femme ne l'ait pas détrompé plus tôt sur l'identité de « Jean-Merc ». Elle qui appelait la gendarmerie au moindre retard de son fils, comment avait-elle pu garder pour elle un secret aussi « menaçant », concernant leur fille ? Le libéral et le chrétien qu'il croyait être s'en voulait de telles réactions, mais l'instinct paternel était le plus fort. La nuit entière, il a tourné en rond sur la terrasse de la villa, en bougonnant : « Tout mais pas ça ! » A l'aube, il sautait dans sa 604 et fonçait vers la banlieue de Marseille, au lieu-dit le Chemin-du-roi-d'Espagne, où son

Roman-reportage
de Poirot-Delpech

I. — Tout
mais pas ça !

Il avait cru comprendre qu'habitait « Jean-Marco ».

A la vue de ce riche lotissement, Rieux a nourri l'espoir que la famille Kheddad n'appartenait pas à l'émigration, mais à la bourgeoisie dirigeante produite par l'Etat algérien. Qui sait si Omar, plus tard, ne discuterait pas du prix du pétrole avec des ministres français ?

Hélas ! aucun Kheddad n'habitait au Roi-d'Espagne.

« Avec un nom pareil, a suggéré le gardien, voyez plutôt à La Caillote ! »

Les vols Marignane-Algérie affichaient complet, il a bondi au port de Marseille. L'El Djazair appareillait le soir même pour Oran, d'où partait la route de Manourah.

Le cale des voitures était pleine, mais non le salon de seconde. Rieux a garé sa 604 dans une rue proche de la Joliette, plié son blazer dans le coffre, acheté de vieilles frises à un colporteur, téléphoné sa décision à Cassis, et grimpé dans le ferry.

A présent, la nuit répand une poisse tiède. Le sillage et la Voie lactée se rejoignent dans les profondeurs de la houle, ample comme une respiration de dormeur. Rieux laisse l'envahir des souvenirs dont il ne soupçonnait plus

vées par les reliefs de la fin du ramadan, cinq jours plus tôt. Sur un tas d'ordures, achevait de pourrir, vrombissant de mouches, une tête de mouton éborgné. Rieux a failli vomir. Il s'est promis d'exprimer son écœurement à Gaston Defferre, avec qui naviguait un de ses externes, et dont Anne-Sophie avait connu l'épouse, naguère, au magazine Vogue.

Au passage de l'intrus, les femmes mordaient le pan de leur haik jusqu'à ne laisser filtrer qu'un œil, et se cachaient derrière des rideaux bariolés. L'une d'elles a pourtant consenti à le renseigner. Elle se disait cousine des Kheddad. Rieux avait tant besoin de se rassurer que, à la seule annonce de cette parenté, il a trouvé à la femme une « majesté secrète », sur laquelle sa belle-mère « gagnerait à prendre exemple ». Omar était l'aîné de douze enfants. Les onze autres étaient restés près de Lens, avec leur mère. Peut-être camperaient-ils quelques jours à Berck-Plage, avec des cousins. Le père, mineur de fond, était « riche ». Pensez : il était parti en avion « surveiller » les travaux de sa « résidence secondaire », au sud de Tlemcen, sur la route d'Aïn-Sefra, exactement à Mansourah. Tout en notant le nom de la ville, et tandis que passait furtivement une jeune fille ceinturée d'or, Rieux a demandé à tout hasard : « Pourquoi Omar ne fréquente-t-il pas ses... coreligionnaires ? Je veux dire : des Algériennes comme lui ? »

Le front de la femme, que timbrant un tatouage turquois, s'est durci : « Ici, Monsieur, on se respecte ! »

Dehors, un vent africain levait des colonnes de poussière corse. Des nuées d'enfants se disputaient une bouteille de plastique, en guise de ballon. Après trois semaines d'insouciance, l'adversité subite faisait à Rieux l'effet d'un alcool. La volonté de retrouver trace d'Isabelle ou des Kheddad s'imposait à lui, comme venue d'ailleurs.

Les vols Marignane-Algérie affichaient complet, il a bondi au port de Marseille. L'El Djazair appareillait le soir même pour Oran, d'où partait la route de Manourah. Le cale des voitures était pleine, mais non le salon de seconde. Rieux a garé sa 604 dans une rue proche de la Joliette, plié son blazer dans le coffre, acheté de vieilles frises à un colporteur, téléphoné sa décision à Cassis, et grimpé dans le ferry.

A présent, la nuit répand une poisse tiède. Le sillage et la Voie lactée se rejoignent dans les profondeurs de la houle, ample comme une respiration de dormeur. Rieux laisse l'envahir des souvenirs dont il ne soupçonnait plus

l'existence : une excursion mouvementée, l'été de Munich, sur les « vedettes vertes » de Saint-Malo ; un roman de Fitzgerald, il ne sait plus lequel ; le départ de Flaubert pour l'Orient, expliqué dans les caves du lycée Louis-le-Grand, pendant une alerte aérienne de 1944 ; Gide soupirant : « Biskra, barque à fond plat ». Dieu sait pourquoi, pour l'assonance songeuse, probablement : le printemps 1956, enfin, quand le Ville-d'Alger emporte le médecin auxiliaire Rieux, jeune fiancé, vers l'hôpital Molière, où il servira deux mois. Des centaines de « musulmans », comme on les appelait alors, dormaient à même les cales rouillées. Il revêt leurs corps en chien de fusil, leurs innombrables talons nus, biffards.

Vingt-quatre ans après, les va-nu-pieds ont hissé leur drapeau à la poupe d'une unité fière comme un paquebot suédois, et sont passés au salon. Par la baie des secondes, Rieux mesure un changement qu'il avait négligé d'imaginer, depuis un quart de siècle. On dirait une colonie de vacances qui réveille ! Tous les passagers sont algériens, et les trois quarts ont moins de quinze ans. Ignorant Charles Boyer qui, sur les écrans de télévision, sable le champagne en frac, ils sillonnent les tables en tee-shirts multicolores. Rieux songe à son impasse ombreuse de Passy, où les cris des écoliers proches baissent d'intensité, chaque automne. Les riverains font mine de s'en réjouir, mais cachent mal leur effroi de la mort historique qu'annonce ce manque de toi dans la vie. « L'énergie, plus la netteté », murmure Rieux, la nez à la vitre : à terme, c'est fait, le tiers-monde a gagné et l'Europe a perdu !

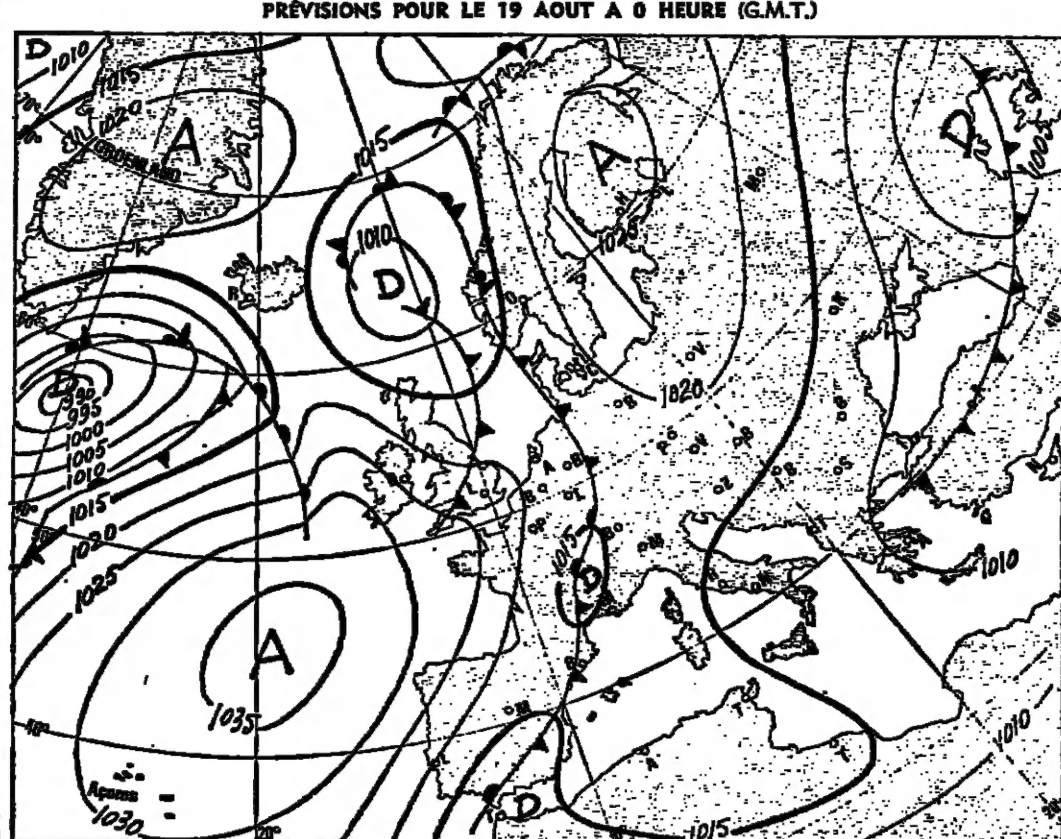
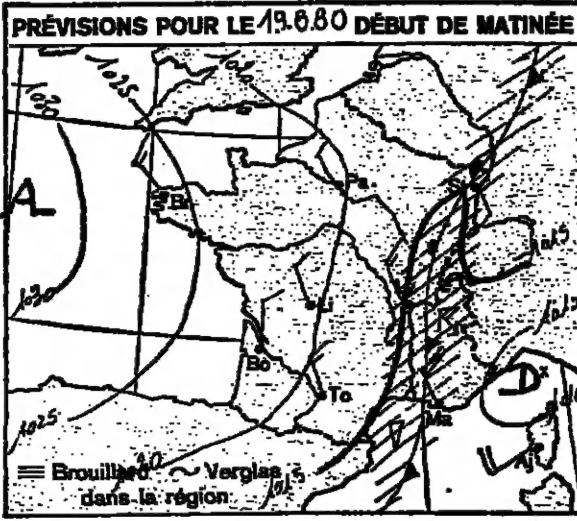
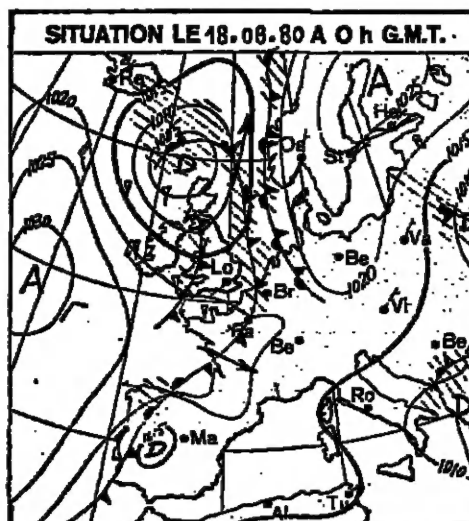
L'ainé d'une tablée de neuf enfants est venu taper au carreau. Il fait signe à Rieux de les rejoindre. Le père montre qu'il leur reste du pain. La mère, aussi blonde qu'Isabelle, l'attire à tour de bras. Rieux sourit et pousse la porte à glissière. Sur son lecteur de cassettes, l'ainé écoute un sketch de Fernand Reynaud. Sa sœur essaie de lire Nana. Un des petits agrippe Rieux aux épaules en imitant le cri de Tarzan. Un autre lui saute au cou. Il marque de tomber. Tout le monde rit. Son cœur chavire. Il ne saurait dire si c'est le roulis, ou bien le vide que creusait, parfois, les douceurs instantanées.

« Pète ou trompe ? », demande la mère. Quand y en a pour onze, y en a pour douze !

Demain :

TOUT, C'EST DIFFÉRENT

MÉTÉOROLOGIE



LENTILLES DE CONTACT
Le 1^{er} fabricant mondial des nouvelles lentilles souples. Un progrès technique : encore plus minces et plus perméables à l'oxygène.
Rapportez avec vos lentilles le jour même.
Pour tous les sports
596
Adaptation par spécialistes : 200 F.
Rapport de vos anciennes lentilles : 100 F.
Bon pour un essai totalement gratuit de lentilles souples à votre vue, pendant une semaine. Coût : 400 F.
Offre valable jusqu'au 31.07.80.
Laboratoire OSMIS
20 rue Franklin Paris 13 - (01) 53.35.39

PARIS EN VISITES

MARDI 19 AOÛT
« Saint-Germain-en-Laye », 15 h.
« Cimetière Montparnasse », 15 h.
« Musée de la Ville », 15 h.
« Saint-Germain-des-Près », 15 h.
« Faculté de Médecine », 15 h.
« École de La Sorbonne », 15 h. 17, qual

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel des 16 et 17 août 1980 :

DES DÉCRETS
● Relatifs à la liquidation des créances et des dettes de l'Etat aux Nouvelles-Hébrides ;
● Modifiant le statut particulier des techniciens de la météorologie.

UN ARRÊTÉ

● Relatif à la composition des commissions départementales des impôts directs et des taxes sur le chiffre d'affaires.

d'Anjou, Mme Vermorel (Caisse nationale des monuments historiques).
« Village de Passy », 15 h. métro Passy (Connnaissance d'ici et d'ailleurs).
« Le Marais », 15 h. St. rue Saint-Antoine (Mme Fleuriot).
« Le Marais », 15 h. métro Saint-Paul (Résurrection du passé).
« Salons de l'Hôtel de Ville », 15 h. devant la poste (Tourisme culturel).
« Le Marais », 15 h. 2, rue de Sévigné (Le Vieux Paris).

LISEZ
Le Monde des PHILATÉLISTES
L'OFFICIEL DE LA PHILATÉLIE

Evolution probable du temps en France entre le lundi 18 août à 6 heures et le mardi 19 août à 24 heures :
A l'arrière d'un front froid qui évoluera lentement sur nos régions de l'Est, un flux d'air frais de secteur nord-ouest concernera la plus grande partie de la France.
Mardi 19 août, les régions s'étendant des Ardennes à l'Alsace et aux Alpes auront un temps couvert, brumeux et souvent pluvieux. Sur les massifs, les pluies seront parfois accompagnées d'orages. Sur les régions voisines de l'Atlantique, ainsi que sur le littoral méditerranéen, les périodes ensoleillées seront assez belles, mais des nuages passagers donneront quelques ondées orageuses au Sud-Est et la Corse, tandis que le mistral s'établira de nouveau près du golfe du Lion. Alléguant, le ciel sera variable. Des éclaircies apparaîtront temporairement, mais des averses auront lieu localement.

En général, les températures demeureront relativement basses pour cette époque de l'année.
Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 17 août ; le second, le minimum de la nuit du 17 au 18) : Ajaccio : 26 et 16 degrés ; Biarritz : 25 et 15 ; Bordeaux : 25 et 16 ; Bourges : 25 et 15 ; Brest : 20 et 12 ; Caen : 22 et 14 ; Cherbourg : 19 et 14 ; Clermont-Ferrand : 24 et 15 ; Dijon : 22 et 14 ; Grenoble : 24 et 15 ; Lille : 25 et 15 ; Lyon : 22 et 13 ; Marseille : 20 et 15 ; Nancy : 20 et 14 ; Nantes : 22 et 15 ; Nice : 27 et 23 ; Paris-Le Bourget : 26 et 19 ; Pau : 23 et 13 ; Perpignan : 26 et 19 ; Rennes : 23 et 14 ; Strasbourg : 23 et 15 ;

Tours : 23 et 17 ; Toulouse : 26 et 13 ; Poitiers-Pitre : 21 et 13.
Températures relevées à l'étranger : Alger : 26 et 15 degrés ; Amsterdam : 24 et 17 ; Athènes : 24 (min.) ; Berlin : 25 et 15 ; Bonn : 22 et 13 ; Bruxelles : 24 et 17 ; Le Caire : 30 et 23 ; Casablanca : 26 et 21 ; Copenhague : 21 et 15 ; Genève : 22 et 14 ; Lisbonne : 22 et 19 ; Londres : 22 et 14 ; Madrid : 34 et 18 ; Moscou : 15 et 11 ; Nairobi : 11 (min.) ; New-York : 28 et 18 ; Palma-de-Majorque : 30 et 14 ; Rome : 30 et 19 ; Stockholm : 21 et 9 ; Téhéran : 35 et 25.
Pression atmosphérique réduite au niveau de la mer, à Paris, le 18 août, à 8 heures : 1 018,6 millibars, soit 764,3 millimètres de mercure.

TÉLEX PARTAGE
ÉTRAVÉ SERVICE TÉLEX, PARIS ☎ 345.21.62

INFORMATIONS « SERVICES »

TROISIÈME AGE

Un été studieux pour les Parisiens

L'amphithéâtre de la faculté de médecine est comble. Les étudiants ont même envahi les escaliers et les bas-côtés. Etudiants ? La moyenne d'âge avoisine soixante-cinq ou soixante-dix ans. Par-ci, par-là, une « jeunesse ».

L'université d'été, « notamment ouverte aux personnes du troisième âge », indique le dépliant, fait le plein de son auditoire (1). Le succès n'est pas toujours aussi flagrant, mais la fréquentation afflue une moyenne de quatre cent cinquante participants à chaque conférence. « Je viens surtout lorsqu'il y a des informations médicales ou psychologiques », assure une vieille dame.

Depuis le début du mois de juillet, et jusqu'au 12 septembre, les « cours » se succèdent à un rythme quotidien. Aujourd'hui, le thème est ardu et sujet à controverse : « Génétique et intelligence ». On parle de gènes, pour évoquer les linceux, le quotient intellectuel, et finir par la notion de race, concept uniquement culturel.

Le public est attentif, studieux. Presque tout le monde prend des notes. Deux dames, surprises en défaut d'attention par leur voisin, se font gronder : « Qu'est-ce qui va vous en rester dans six mois si vous n'écrivez pas ? » Elles promettent de faire mieux la prochaine fois.

C'est un public d'habitues. Ils sont déjà venus l'année dernière pour le lancement de l'expérience. On regrette l'ancien amphithéâtre, où l'on entendait mieux, bien qu'il en soit plus à l'aise. Certains ont des jumelles pour suivre la projection de diapositives. Il fait chaud dans ces locaux, et malgré la rudesse des bancs de bois, quelques assoupissements permettent de « récupérer ».

« Est-ce clair », lance l'intervenant. « Oui », répond la salle avec un entrain peu courant chez les étudiants habitués.

On réserve les questions pour la fin de l'exposé. La plupart traitent de culture et d'une connaissance sérieuse du sujet. On pressent l'ancien prof, qui parle de ses élèves. Ce médecin retraité interpelle l'enseignant : le « savant » de sa remarque fait le silence dans la salle. Les messieurs s'expriment d'abord. Ensuite les dames. Vieilles habituées.

A la sortie, la jeune conférencière, décoiffée, est prise d'assaut. « Pourquoi mon dernier petit-fils est-il plus intelligent que ses deux frères ? » Les personnes âgées ne discutent guère entre elles. Celui qui compte, c'est l'enseignement. Elles vont essayer de le coller, accumuler

Contre l'isolement et l'ennui

Le conférencier est souriant. Il s'est porté volontaire lorsque son service a été sollicité pour une conférence. Il est enseignant et chercheur en neuro-psychologie à Paris-V. « L'été dépense des millions pour nos recherches », dit-il, « il est indispensable de donner au public de non-spécialistes le compte rendu de nos travaux et de nos résultats. La réflexion de Candide est très importante pour nous. C'est intéressant pour le chercheur d'exposer ses idées sans voir s'écrouler ses auditeurs. J'ai complètement rompu ce que la dis d'habitude, pour adapter à ce public, très curieux et qui lit beaucoup plus de revues scientifiques spécialisées que la moyenne des étudiants ».

A la mairie de Paris, instigatrice de cette opération pour la deuxième année consécutive, on est satisfait. Dans l'esprit de ses promoteurs, cette université d'été doit aider à lutter contre l'isolement et l'ennui. Les amis parlent en vacances, la télévision animée, les théâtres et les cinémas, en relâche ou trop chers. « Il n'y a pas, à proprement parler, de volonté pédagogique, mais seulement le souci de distraire en offrant une prestation de haut niveau, sur des sujets d'actualité » (2).

Ces sujets sont variés : art, histoire, médecine, littérature, économie, etc. Cinq universités (Paris-I, Paris-II, Paris-IV, Paris-V et Paris-VI) coordonnent leur concours sous la houlette de Paris-V.

Début septembre, l'université va aborder des thèmes moins anodins, comme « Le Parlement ou la République », à l'initiative de la République. Mais, à l'Institut de la Ville, il ne se trouve personne pour estimer qu'il s'agit là de sujets « politiques ».

CHRISTIANE GROLIER.

(1) Amphithéâtre de la faculté de médecine, 45, rue de Saint-Pierre, 75005 Paris, de 10 heures à 17 heures, tous les jours sauf le samedi. Renseignements : 01. 274.35.33, poste 22.

(2) Les fonds qui servent au financement de cette opération proviennent du budget du bureau d'aide sociale, sans dotation supplémentaire. On compte environ 100 francs à l'heure pour l'usage de cette salle, il y en aura soixante-à-cinq.

JEUX

Le langage des ruelles...

Solution du problème n° 21

1) La perruque [dite aussi : la trompeuse apparence]. — 2. Le cerveau. — 3. Les laquais porteurs de chaise. — 4. Les chevaux. — 5. La chaise percée. — 6. Un compliment. — 7. Le chandelier. — 8. Le ciel. — 9. Les dents. — 10. Être enjôné. — 11. Un éventail. — 12. Avoir le sang sec. — 13. L'écho. — 14. Les fauteuils. — 15. Le guéridon. — 16. Le heurt. — 17. Les joues. — 18. Le lit [dit aussi : l'empire de Morphée]. — 19. Les soupis. — 20. Le poivre.

Parmi les métaphores et périphrases des précieux, mentionnons encore quelques expressions du langage « choisi » : la mémoire de l'avenir (l'almamanach), les pères de la fortune et des inclinations (les astres), le supplément du soleil (la chandelle), un bouge portatif (un coffre), l'affrontement des temps (le chapeau), la campagne perpétuelle des morts et des vivants (la chemise), les bras de Vulcain (la chemise), le mélange des vices et des vertus (la comédie), le siège (ou : l'empire) de Vulcain (la chemise), l'astre

son visage [se farder], la longue plume [la rame, sur une galère], la porte du jour [la fenêtre], l'opérette rustique [la forêt], le dresse des courtisanes [la fortune], la fille du chaos (ou : la mère du désordre) [la guerre], un nécessaire, un fidèle (mais dit aussi : un faufile) [un laquais], la flamme du silence, de la nuit [la lune], les maîtres muets [les livres], le paradis des oreilles [la musique], la porte du cerveau (ou : les délices du cerveau) [les nerfs], les sujets de Neptune [les naufrageurs], les portes de l'entendement [les oreilles], le troisième élément tombe [il pleut], l'immobile qui marche toujours [le cadran horaire], les miroirs de l'âme [les yeux].

JEAN-PIERRE COLIGNON.

[Une inversion de lignes est intervenue dans l'exposé du jeu n° 21 (Le Monde daté samedi 16 août 1980) ; il fallait lire : « 13. Avoir des espérances : 1) Avoir des soucis ; 2) Avoir des inquiétudes ; 3) Porter des diamants » — J.-P.C.]

TRANSPORTS

LE TRAIN A MOITIÉ PRIX OU A QUART DE PRIX

La S.N.C.F. rappelle que depuis le 1^{er} septembre 1979 elle accorde à certaines catégories de voyageurs (conjoint, famille, abonnés « carte verte »), les jours où les trains sont le moins chargés, le bénéfice d'une réduction de 50 % ; d'autre part le billet de séjour est assorti d'une réduction de 25 % pour un trajet aller-retour de 1 000 kilomètres lorsque le séjour à destination est d'au moins cinq jours. La S.N.C.F. a édité un calendrier indiquant les périodes bleues (correspondant aux jours les moins chargés), blanches (pointes hebdomadaires) et rouges (jours les plus chargés). Pour ne pas se tromper en situation normale, les voyageurs doivent se conformer strictement aux conditions d'utilisation de ces billets : les périodes d'une carte « couple », d'une carte « verte », d'un billet de séjour, doivent commencer leur voyage en période bleue (deux cent cinquante jours par an), les titulaires de la carte « famille » peuvent commencer leur voyage en période bleue ou en période blanche (trois cent quarante-six jours par an).

Toutefois, lorsqu'un voyage commencé pendant une période d'interdiction se poursuit pendant une période d'application du tarif réduit, le voyageur peut bénéficier de la réduction pour la partie du trajet effectuée pendant cette dernière période.

COMMENT PASSER LA MANCHE

Les deux tiers des passages dans le sens continent-Grande-Bretagne étaient assurés le dimanche 17 août selon le ministère des transports. D'autre part, les ports français de Saint-Malo et de Roscoff fonctionnent normalement et les passages vers l'Angleterre peuvent s'y présenter.

Les liaisons par aéroglisseurs au départ de Boulogne et de Calais sont normalement assurées. En revanche, en raison des difficultés dans les ports français de la Manche, le ministère des transports a demandé des instructions à la S.N.C.F. pour que son trafic soit dirigé vers les ports belges d'Ostende et de Zeebrugge (dont la capacité journalière est de 45 000 passagers). Les informations utiles peuvent être demandées à la gare du Nord et au centre de renseignements. Tél. : 261-58-58 et 261-53-43.

L'accueil des passagers avec ou sans voiture sera assuré, y compris leur hébergement éventuel, indique le ministère des transports, et les voyageurs seront dirigés vers les liaisons assurées.

Dans le sens Grande-Bretagne-France, le port de Douvres, qui assure la majeure partie du trafic, a détourné ses liaisons vers les ports belges. Les moyens ferroviaires supplémentaires nécessaires sont mis en place pour assurer les correspondances vers la France.

TRICYCLES INTERDITS DANS LES PYRÉNÉES-ORIENTALES

Perpignan. — La circulation des tricycles et quadricycles, où peuvent prendre place jusqu'à cinq personnes, est désormais interdite dans les Pyrénées-Orientales, à l'extérieur des agglomérations de jour et de nuit. Ainsi, a-t-il décidé le préfet après l'accident survenu dans la nuit du 3 au 4 août au Barcarès, au cours duquel un quadricycle a été renversé par une voiture, provoquant la mort de trois personnes. Ces dispositions, qui ne concernent pas les tricycles et quadricycles aménagés pour les handicapés physiques, sont applicables jusqu'au 30 septembre. (Corresp.)

ASSURANCES

ACCIDENTS CAUSÉS PAR DES ENFANTS

Contrairement à une idée fort répandue, l'auteur d'un accident n'est pas obligatoirement le responsable. Par exemple, s'il s'agit d'un enfant.

A cet égard, un arrêt de la Cour de cassation (23 novembre 1979) a été relevé par le Centre de documentation et d'information de l'assurance. Un petit garçon jouait dans le jardin d'une maison familiale lorsqu'il fut blessé à l'œil ; son compagne de jeu avait maladroitement lancé dans sa direction une flèche dépourvue d'embout. Les parents de la jeune victime s'adressèrent à la justice pour obtenir réparation. Mais les magistrats estimèrent que, seule, la mère du blessé était responsable : bien que n'ayant pas assisté à l'accident, elle avait conservé le commandement intellectuel du jeu et sa surveillance, puis qu'elle avait elle-même interdit aux deux garçons d'utiliser des flèches sans embout.

Dans ce cas précis, les parents ne peuvent évidemment pas exercer de recours. Outre les prestations de la sécurité sociale, ils ne perçoivent que les indemnités prévues par les contrats d'assurance qu'ils ont éventuellement souscrits.

LE MONDE
est chaque jour à la disposition de ses lecteurs des rubriques d'annonces
Vous y trouverez
LES BUREAUX
que vous recherchez

Une semaine dans «le Monde»

On trouvera ici, à l'usage de nos lecteurs en vacances, un bref rappel des événements les plus marquants survenus au cours de la semaine écoulée, et commentés dans les numéros du Monde datés du 12 au 17-18 août. Les chiffres entre parenthèses indiquent la date de publication des principaux articles consacrés à ces événements.

LUNDI 11 AOÛT

FRANCE. — Paul Robert, l'auteur du célèbre « Dictionnaire alphabétique et analogique de la langue française », meurt à Moulins, à l'âge de soixante-dix ans.

IRAN. — M. Mohammad Ali Radjavi, proche du parti républicain islamique, est désigné comme premier ministre par le Parlement de Téhéran.

LIBAN. — Sollicité par le président de la République pour former un cabinet de réconciliation, M. Tabbakhine et M. Sola renoucent, « les conditions objectives et réelles nécessaires à une telle entreprise n'ayant pu être entièrement réunies ».

D. Ponchia. — « Un puzzle de plus en plus écaillé » (12).

MARDI 12 AOÛT

FRANCE. — M. Paul-Louis Durand, ancien inspecteur des renseignements généraux, est, en raison de ses activités d'extrême droite, suspendu de ses fonctions par le ministre de l'Intérieur. Les policiers s'efforcent, d'autre part, de reconstituer l'emploi du temps de M. Marco Azzarolo le jour de l'attentat de Bologne.

ÉTATS-UNIS. — Le sénateur Kennedy, au soir de la première journée de la convention démocrate à New-York, reconnaît la victoire de M. Carter.

P. Fabre. — « Les États-Unis, l'Europe et l'Albanie » (13).

MERCREDI 13 AOÛT

FRANCE. — La commission des lois de l'Assemblée préconise l'augmentation rapide du nombre des magistrats, mais aucune création de poste n'est prévue pour 1981.

— Le conseil d'administration de Manufacture renvoie sa décision définitive au 21 août. Il demande que l'aide promise par l'État — 150 millions de francs — prenne la forme de subventions et refuse des licenciements supplémentaires. Il décide, en outre, de confier une mission d'information à M. Lucien Pfeiffer.

SALVADOR. — Les organisations de gauche lancent une grève générale à caractère insurrectionnel.

JEUDI 14 AOÛT

FRANCE. — Les principaux ports de pêche de la Manche sont bloqués par les marins.

— Nouvelle rebondissement du conflit Manufrance : la MACIF, la mutuelle qui détient 30 % du capital de la société nouvelle Manufrance, s'interroge sur la suite à donner à son intervention.

— L'« Humanité » publie un communiqué de la section des journalistes C.G.T. de l'A.F.P., à la suite de la potlucherie ouverte par le journal au sujet de la manière dont l'agence comptait des événements de l'Afghanistan.

ÉTATS-UNIS. — M. Carter est désigné par la convention démocrate de New-York comme

candidate du parti à l'élection présidentielle de novembre.

VENREDI 15 AOÛT

FRANCE. — Les marins-pêcheurs continuent à bloquer la plupart des ports normands. Le trafic étant interrompu à Dieppe, la S.N.C.F. ne peut assurer ses liaisons habituelles avec la Grande-Bretagne. Des milliers de plaisanciers sont immobilisés.

P. Grosrichard. — « Le Havre, troisième port d'Europe, est menacé » (16).

— Mme Rosette Curiel, veuve d'Henri Curiel, militant révolutionnaire assassiné le 4 mai 1978 à Paris, est victime d'un attentat : une bouteille d'essence enflammée est lancée, alors qu'elle se trouvait chez elle, contre la porte de son domicile.

G. Gruber. — « Pausa syndicale » (16).

POLOGNE. — Le mouvement de revendication des ouvriers polonais prend un caractère politique : les dix-sept mille travailleurs des chantiers navals de Gdansk, qui se sont mis en grève pour protester notamment contre le licenciement d'une responsable syndicale non officielle, réclament la dissolution du conseil central des syndicats officiels. Les chauffeurs d'autobus et les conducteurs de tramway cessent le travail en signe de solidarité avec les ouvriers des chantiers navals.

SURINAME. — Le président, M. Johan Ferrier, donne sa démission à la demande de l'armée. Il est remplacé par M. Henk Chin Sen, qui avait été choisi comme premier ministre le 15 mars par le conseil national militaire formé au lendemain du coup d'État du 25 février.

DIMANCHE 17 AOÛT

LUNDI 18 AOÛT

FRANCE. — Le blocus des ports normands continue. Seul, l'accès à Fécamp, où le barrage a été levé, est possible. Cherbourg, le seul port qui n'était pas barré, a été bloqué samedi 16 août, dans la matinée, à la suite d'une décision du comité local des pêcheurs.

Au Havre, les pêcheurs ont encore renforcé leurs barrages, ce que M. Le Theule, ministre des transports, a jugé « insupportable ». Le ministre a cependant ajouté que l'intervention de la Marine nationale était exclue.

CORÉE DU SUD. — L'Assemblée des forces armées a été mise en état d'alerte samedi 16 août, après l'annonce de la démission du président Choi Kyu-hah, qui a été remplacé à titre provisoire par le premier ministre, M. Park Chong-hoon. L'effacement de M. Choi semble assurer l'accession au pouvoir du général Chun Doo-hwan, véritable maître du pays depuis les troubles de mai dernier.

Ph. Pons. — « La voie libre pour le général Chun » (17-18).

POLOGNE. — Les communications de Gdansk avec l'extérieur sont coupées. Une trentaine de milliers d'ouvriers d'autres entreprises du port se sont joints aux grévistes du chantier naval Lenin. M. Babuch, premier ministre, s'est adressé à la population à la télévision, et, sans faire de concessions aux grévistes, s'est engagé à maintenir les prix actuels de la viande. M. Moscon et les autres capitales du camp socialiste ne commentent les événements.

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 2737

Sort de l'eau. — 3. Prendrons un petit repas. — 4. Les grands jeux. — 5. Qui ont donc trouvé leur place ? Phase, autrefois. — 6. Ordre de départ. — 7. Plus soulagé. — 8. Démonstratif. — 9. Mises en place. — 10. Un éternuement. — 11. Fait donc plaisir. — 12. Terme de jeu. — 13. N'est pas fait pour les cabots. — Article.

Solution du problème n° 2736

Horizontalement

I. Appareil ; exposé. — II. Raisons ; Aniane. — III. Mûr ; Vus ; Ut ; Raps. — IV. Tépéscapan ; Té. — V. Si ; Allègement. — VI. Tête ; Tros. — VII. Ironie ; Ta ; China. — VIII. Ces ; Léna ; Ente. — IX. Escapades ; Est. — X. Allée ; Preuve. — XI. Annuaire. — XII. Ra ; XII. Vu ; Séminaire. — XIII. Ein ; Is ; Ost ; Era. — XIV. Ut ; Etendus ; Créa. — XV. Trémère ; Ocas.

Verticalement

1. Armistice ; Avez. — 2. Paupières ; Nuit. — 3. Pire ; Toccari. — 4. As ; Cœm ; Ali ; Er. — 5. Rival ; Implicite. — 6. Enuclée ; Alt ; Sem. — 7. Issue ; Idées ; NL. — 8. Agitées ; Dé. — 9. Aune ; Ans ; Amour. — 10. Entame ; Pissé. — 11. Xi ; Erine. — 12. Paraténies ; Co. — 13. On ; Teinture. — 14. Sept ; Ost ; Verres. — 15. Sencé ; Esat.

GUY BROUTY.

VERTICALEMENT
1. Qui ont donc de gros paquets.
2. Nous tient les pieds chauds.

هكذا من الأصل

Le Monde

ECONOMIE

UNE ÉTUDE DE LA BANQUE DE FRANCE

44 % des crédits sont distribués à des taux préférentiels

Tout a été dit sur le caractère désuet et anti-économique de l'encadrement du crédit, l'instrument principal de la politique monétaire en France. Ses inconvénients sont ceux qui sont attachés à toute forme de contingentement : perpétuation des situations acquises, concurrence éliminée, prime donnée aux circuits « désencadrés ».

Un des arguments avancés pour justifier malgré tout le maintien de ce mode de contrôle monétaire est qu'il serait impossible en France de compter à titre principal sur la modulation du taux de l'intérêt pour régler l'émission de monnaie, car une part très importante des crédits à l'économie est accordée à des taux de faveur échappant par défi-

nition au jeu des mécanismes de marché. Tel était l'objet de l'étude que vient de publier la Banque de France dans son dernier bulletin trimestriel (1) : déterminer l'importance des crédits à taux privilégiés et en analyser la répartition du triple point de vue des secteurs bénéficiaires, de l'objet économique et des organismes distributeurs.

LES résultats de l'enquête de la Banque de France sont édifiants. Ils confirment, et au-delà, le soupçon qu'on pouvait avoir de l'étendue du compartimentage du marché du crédit ainsi que de la variété et du nombre des taux privilégiés en vigueur. En somme, l'étude en donne une liste imposante, comprenant une cinquantaine de rubriques. De son côté, le comité Financement du VIII^e Plan avait dénombré pas moins de soixante-cinq régimes principaux de prêts accordés à des conditions hors marché.

Quatre constatations se dégagent de l'article sans fioriture paru sous la signature collective de la direction générale des études et de la direction des analyses et statistiques monétaires de la Banque.

● La première est précisément l'importance considérable, telle qu'elle ressort du tableau I ci-dessous des crédits à taux privilégiés. Les données chiffrées fournies par l'étude sont d'autant plus significatives que les auteurs se sont fait une règle de s'en tenir à une conception très restrictive du privilège. Cela les a amenés à exclure de leur classification des prêts à taux plus ou moins réduits, tels, par exemple, les prêts que les sociétés de développement régional (S.D.R.), le Crédit hôtelier, etc., sont en mesure de consentir à des entreprises petites ou moyennes, parce que ces organismes bénéficient eux-mêmes d'une bonification qui diminue d'autant le coût de leurs ressources externes.

D'une certaine façon, cette procédure ramène aux imperfections du marché en ce sens

que, grâce à elle, les P.M.E. peuvent avoir accès aux mêmes conditions que les très grandes entreprises. Dans d'autres cas, l'exclusion opérée par les auteurs ne s'explique que par leur parti pris de rigueur (et leur souci de compenser d'éventuelles erreurs provenant de la difficulté éprouvée parfois à faire le départ entre crédits soumis et non soumis aux « conditions normales du marché ») dans la mesure où un marché auquel la moitié des opérations sont soustraites est encore un marché « normal ».

C'est que les crédits à taux privilégiés représentaient en 1979 43,8 % de l'ensemble des concours accordés par le système bancaire à l'économie. Au cours des dix dernières années, ce pourcentage a oscillé entre un maximum de 46,6 % en 1969 et un minimum de 38,3 % en 1974. On constate que depuis cette année-là il ne cesse de remonter. À cela deux raisons : a) Les privilégiés en matière de taux s'accroissent le plus souvent d'une réglementation moins stricte de l'encadrement pour les catégories de crédits concernées ;

b) De nouvelles procédures privilégiées ont été mises en place à partir de 1974 pour favoriser l'exportation ou l'investissement. Il sera intéressant de voir si les mesures prises par le gouvernement en 1979 pour réduire la part des crédits désencadrés se traduiront en 1980 et les années suivantes par une diminution en valeur relative des crédits à taux privilégiés.

Par qui sont distribués les crédits à taux privilégiés ? Le tableau I montre qu'ils émanent de cinq sources principales : le Crédit agricole, les banques, la Caisse des dépôts et les caisses d'épargne, la Caisse des prêts aux H.L.M., le Crédit foncier. Dans tous ces organismes, la distribution des crédits à taux privilégiés représente une part très importante de l'activité totale. La proportion par rapport à l'ensemble des crédits que chacun d'eux consent est au minimum de la moitié — c'est le cas du Crédit agricole (49,8 %) — et au maximum de 100 % — et ce est le cas de la Caisse des prêts aux H.L.M. (39,8 %).

L'exportation, activité prioritaire

● La deuxième constatation est que certains secteurs économiques au sens large sont financés dans une proportion qui dépasse largement la moitié par des crédits privilégiés. Au premier rang se détache à cet égard l'équipement collectif — grâce aux prêts consentis à des conditions favorables par la Caisse des dépôts aux collectivités locales. Suivent le logement et l'exportation, laquelle a été largement favorisée depuis quelques années. En ce qui concerne les entreprises, 34,4 % des crédits d'équipement qui leur sont

alloués le sont à des taux privilégiés. Mais ce pourcentage global est trompeur dans la mesure où la nomenclature regroupe sous la même rubrique l'ensemble des entreprises, quel que soit leur objet (industriel, commercial ou agricole). Comme l'indique le tableau II, les crédits d'équipement accordés à l'agriculture et à des taux de faveur sont à eux seuls plus importants que l'ensemble des financements privilégiés dont bénéficient les investissements des autres entreprises.

● La troisième constatation est que l'avantage consenti en matière de taux d'intérêt a une tendance à s'accroître depuis quelques années. Cela tient au fait que le niveau des taux du marché a beaucoup monté et qu'une petite partie seulement

des taux privilégiés varient parallèlement à ces taux (tel est le cas, notamment, des prêts bonifiés « économie d'énergie » qui sont inférieurs de 1 point — pour le moyen terme — et de 2 points — pour le long terme — au taux normal). De loin la technique la plus utilisée consiste non pas à accorder une réduction, mais à fixer un taux faible prédéterminé. Il arrive que les barèmes soient modifiés de temps à autre, mais ils ne sont pas revus systématiquement lors des variations des taux du marché.

Depuis 1977, par exemple, les crédits à l'exportation à moyen terme ont accédé d'un taux de 3 % qu'on peut, à titre de comparaison, rapprocher du taux minimal du crédit bancaire « équipement » de même durée (plus de cinq ans). Ce taux minimal est passé de la fourchette 10,3 % à 11,2 % en 1977 à la fourchette de 12,5 % à 13,2 % en 1979, d'où un écart fortement accru en faveur des exportateurs. Autre exemple : depuis février 1978, les prêts fonciers aux agriculteurs (pour une durée maximale de dix ans) sont fixés à 6 %, niveau très faible par rapport aux conditions actuelles du marché.

● La quatrième constatation, peut-être la plus surprenante — et la moins admissible — est le manque de transparence. On pourrait croire qu'au moins les conditions d'obtention d'un financement privilégié sont toujours clairement énoncées et qu'il suffit de poser la question pour savoir quel est le montant de l'avantage. A en croire les enquêtes de la Banque de France, tel n'est pas nécessairement le cas. « Les conditions d'accès à certains crédits ne sont pas publiées », écrit-on. Et encore : « S'agissant des prêts du F.D.E.S., il est difficile de se faire une idée suffisamment générale de taux mal connus ».

PAUL FABRA.

(Lire la suite page 12.)

TABLEAU I :
Les deux plus importantes sources de financements privilégiés sont les banques et la Caisse des dépôts

ORGANISME DISTRIBUTEUR	1979		
	montant (mda)	en % du total	en % des concours de l'organisme
Crédit agricole	121,39	15,1	49,8
Système bancaire hors Crédit agricole	201,57	25,9	21,8
Caisse des dépôts et caisses d'épargne	136,46	17,2	71,5
Caisse des prêts aux H.L.M.	136,30	17,2	39,8
Crédit foncier	88,60	11,0	80,5
Crédit national	21,96	2,7	41,7
Crédit hôtelier	4,34	0,5	22,1
Société de développement régional	2,30	0,3	15,9
Caisse de crédit coopératif	1,16	0,1	23,1
Prêts directs de l'Etat	42,49	5,3	nd
Divers	6,5	0,8	nd
Total	388,7	100,0	

TABLEAU II :
Les principaux bénéficiaires : équipement collectif, logement, exportation

ENTREPRISES :	Crédits à taux privilégiés en cours au 31 déc. 1979 (en milliards de F)		Pourcentage par rapport au total des crédits reçus
	Exportations (1)	Investissements	
Exportations (1)	55,47	78	34
Investissements	(64,94)	(17,7)	
— Dont investissement de l'agriculture	(61,15)	(16,7)	
— Dont investissements hors agriculture	138,26	55,3	
Logement (2)	256,49	59,2	
MÉNAGES :			
Logements (3)	156,67	76,9	
Équipements collectifs	83,82	55,4	
NON-RESIDENTS (1)	388,67	63,8	

(1) Les crédits « exportations » aux entreprises sont les crédits dits de « préfinancement » (parce qu'ils sont accordés pour la période précédant la livraison effective de l'équipement au client étranger) ; ils sont relayés par des « crédits-acheteurs » à leur tour sous la rubrique crédits aux « non-résidents ». Les entreprises françaises profitent également de ces crédits-acheteurs grâce auxquels elles peuvent être payées par l'acheteur étranger dès le moment de la livraison.

(2) Les entreprises qui reçoivent des crédits au logement à taux privilégiés sont dans ce tableau tous les organismes qui empruntent pour construire (promoteurs, sociétés d'H.L.M., lorsque les logements sont destinés à la location, etc.). Les prêts aux ménages comprennent les prêts individuels d'équipement-logement, mais pour des raisons statistiques (difficulté de les isoler des bilans), les prêts complémentaires d'équipement-logement — dont les taux sont simplement « survalorisés » — ont été inclus.

LES CHOMEURS NON SECOURUS CES INCONNUS

ILS sont plusieurs centaines de milliers, et pourtant on les connaît mal, très mal. Qui sont ces chômeurs non indemnisés, dont le sort commence à préoccuper les pouvoirs publics à l'approche de la campagne présidentielle ? Et, d'abord, combien sont-ils exactement ?

Les statistiques comparées de l'UNEDIC (qui regroupe les ASSEDIC, caisses d'assurance-chômage) et de l'Agence nationale pour l'emploi (A.N.P.E.) font apparaître que, sur 1 286 213 demandeurs d'emploi à la fin juin 1980 (données observées), 731 311 seulement étaient secourus (1). Une simple soustraction indique donc que 554 902 personnes inscrites à l'Agence ne recevaient pas d'indemnité.

Toutefois, ce chiffre très précis ne recouvre pas la réalité. En effet, on considère, à l'UNEDIC, qu'il est survenu d'environ 20 % de non indemnisés, notamment, de la pile de dossiers en instance. On devrait donc retenir, faute de renseignements plus détaillés, le chiffre de 450 000 demandeurs d'emploi non secourus.

Quand il s'agit de cerner cette population, on se heurte à un flou qui n'a rien d'artistique. Ni le ministère du travail et de la participation, ni l'A.N.P.E., ni les syndicats ne sont en mesure de fournir une approche satisfaisante. C'est la raison pour laquelle l'UNEDIC a décidé d'interroger systématiquement, durant l'automne, les quelque 10 000 chômeurs qui ont été radiés de ses listes tout au long du mois de juillet.

Les quelques études qui ont été réalisées jusqu'à maintenant portent sur un échantillon trop faible pour être fiables. Le courrier des lecteurs et les enquêtes de presse ne mettent en lumière que des cas individuels, comme cette jeune Martiniquaise, secrétaire médicale, qui ne totalise pas les trois mois de travail nécessaires à l'ouverture des droits à l'indemnisation, ou encore ce comptable deuxième échelon, âgé de cinquante-deux ans, qui est arrivé à expiration de ses droits après trois ans d'indemnisation.

Ces 450 000 chômeurs non secourus, on ne peut que les ventiler, grossièrement, en trois grandes catégories : les jeunes à la recherche de leur premier emploi, que l'on évalue à quelque 300 000 ; les personnes qui ont « hors du champ » de l'indemnisation (moins de trois mois de travail, certains démissionnaires, travailleurs indépendants, etc.) ; celles enfin qui cessent d'être secourus après trois ans (pour les salariés âgés de moins de cinquante ans à la rupture du contrat de travail) ou après cinq ans (pour les plus de cinquante ans). Depuis le début de l'année, quelque 75 000 bénéficiaires des ASSEDIC auraient ainsi été radiés.

En instaurant cette situation, avec la suppression de l'aide publique, la réforme récente de l'indemnisation du chômage apparaît, à l'expérience, moins juste que les partenaires ne l'avaient cru en l'adoptant ; même s'il est vrai que les chômeurs qui restent indemnisés le sont plus équitablement (2). Les syndicats C.G.T., C.F.D.T. et F.O. ont d'ailleurs adressé au C.N.P.F. une demande de « renégociation » à laquelle le patronat n'a pas encore répondu. Et l'on commence à s'agiter, de tous côtés, pour essayer de trouver une solution à la multiplication de cas dramatiques et à la recrudescence du « travail noir ».

Le gouvernement examine les mesures à prendre à la rentrée. De son côté, au nom du groupe communiste, M. Frelaut, député des Hauts-de-Seine, a déposé une proposition de loi visant au versement d'une allocation sociale complémentaire à l'actuelle allocation forfaitaire (23,50 F par jour). Le temps d'une campagne, les pouvoirs publics matront certainement sous le boisseau leurs critiques contre une telle notion d'assistance.

MICHEL CASTAING.

(1) Par ailleurs, 195 584 personnes ne figurant pas dans les statistiques de l'A.N.P.E. étaient indemnisées au titre de la garantie de ressources du Fonds national pour l'emploi ou de la formation.

(2) Au cours du premier semestre, l'UNEDIC a versé 15,3 milliards de francs d'indemnités de chômage, soit, compte tenu de l'inflation, une augmentation d'environ 15 % par rapport au premier semestre 1979. En outre, son Fonds social, alimenté par 1,6 des prestations versées, aide, par des versements variables et uniques, les plus défavorisés.

L'AVENIR DE L'INFORMATIQUE FRANÇAISE

Grands débats autour d'un grand ordinateur

Saint-Gobain-Pont-à-Mousson envisagerait de faire le grand ordinateur de la France. Mais ce projet est-il réalisable ?

Publiée récemment dans une lettre spécialisée, cette information a sorti de sa torpeur estivale le petit monde de l'informatique. Un démenti — officieux — n'a pas tardé, mais il n'a pas totalement convaincu ceux pour qui une connexion franco-japonaise dans la grande informatique reste toujours du domaine du possible, en raison du problème posé par l'évolution des technologies et la situation de C.I.L.-Honeywell-Bull.

EFFET pervers de la fusion de la C.I.L. et d'Honeywell-Bull en 1974, l'industrie française de l'informatique est, en effet aujourd'hui, dégarinée sur le haut de gamme. Certes, C.I.L.-Honeywell-Bull monte les grands ordinateurs « 66 » de son partenaire Honeywell, mais elle n'en a pas la maîtrise technologique. Quant à l'ordinateur D.P.S.-7, que C.I.L.-H.B. a développé, ses performances ne lui permettent pas d'occuper le créneau des grandes et très grandes machines. Bref, en cinq ans, la France a décroché d'une génération d'appareils.

De cela on semble maintenant convaincu, tant dans l'administration que chez Saint-Gobain-Pont-à-Mousson, le nouveau titulaire industriel français de C.I.L.-H.B., qui a remplacé la Compagnie générale d'électricité (Honeywell conserve 47 % du capital). Aussi un débat s'est-il engagé ces derniers mois autour de deux grandes questions : la France doit-elle maintenir une

présence autonome dans le haut de gamme ? Peut-on laisser les choses en l'état et s'en remettre à Honeywell pour ce type de matériel ?

Le problème se complique du fait que la stratégie du groupe américain Honeywell a choisi de développer des matériels incompatibles avec ceux d'I.B.M. Cette politique a permis au groupe de maintenir, mais elle lui interdit d'attaquer de front le numéro un mondial et d'ampourner sérieusement sa part (plus de 50 %) du marché mondial.

Les grands utilisateurs français (administrations, militaires, scientifiques) sont confrontés à de délicats et coûteux problèmes de conversion de programme s'ils veulent passer sur des machines Honeywell. Ils aimeraient donc avoir l'assurance de pouvoir trouver, à l'horizon 1985, une grande machine française compatible avec I.B.M. et offrant peu ou prou les mêmes performances que les plus puissantes en service à cette époque.

L'idée fait donc son chemin à Paris que le développement d'un grand ordinateur passe par la compatibilité avec I.B.M. Choix qui avait été déjà, soit dit en passant, celui de la jeune C.I.L. avant sa fusion avec Honeywell-Bull. A supposer la décision politique définitivement arrêtée, ce qui n'est pas encore le cas, il resterait à déterminer les voies et moyens pour atteindre l'objectif.

toucher une clientèle plus large, certains utilisateurs de nos matériels souhaitent qu'on leur offre un système complet ».

M. de Benedetti aurait-il déjà convaincu son nouveau partenaire Saint-Gobain-Pont-à-Mousson ? Pour celui-ci, Hitachi n'est pas un inconnu. S.C.P.-P.M. coopère avec le fabricant américain de composants, National Semiconductor (N.S.C.), pour la construction d'une usine de circuits intégrés dans le midi de la France. Or Hitachi et N.S.C. ont déjà d'excellentes relations dans le secteur des « compatibles ». De là à imaginer un vaste accord où se mêleraient circuits intégrés et grands ordinateurs, il y a un grand pas à franchir.

Même si certains y ont laissé des plumes, le succès récent des fabricants américains et japonais de « compatibles » a fait réfléchir à Paris et en Europe.

Ainsi Olivetti a-t-il conclu un accord avec le japonais Hitachi. Accord marginal, au demeurant, puisque la firme italienne ne compte distribuer qu'une quinzaine de grandes machines nippones par an. Mais pour M. de Benedetti, patron d'Olivetti, et partisan convaincu de la compatibilité, cet accord « permettrait de

fabriquer des ordinateurs (en langage informatique des unités centrales) entièrement compatibles avec ceux d'I.B.M. et utilisables ainsi, sans aucune adaptation particulière, les programmes, les périphériques, les systèmes d'I.B.M. N'ayant pas à développer de coûteux logiciels, les fabricants de « compatibles » ont pu offrir à la clientèle d'I.B.M. des machines similaires, mais moins chères.

Le numéro un mondial a dans ses cartons une nouvelle ligne de produits. Comme sous le nom de « série H », elle marquerait une nouvelle étape dans l'évolution de l'informatique en offrant aux utilisateurs une nouvelle architecture de système. On en attendait la présentation pour fin 1979-début 1980. Les dirigeants ont, semble-t-il, préféré en différer l'annonce plutôt que de risquer de « taper » leurs précédents produits. On parle maintenant du printemps 1981, mais il n'est pas impossible qu'une première machine soit présentée un peu plus tôt, à titre de test. Ainsi se demandent-on à Paris s'il ne vaut pas mieux attendre cette date, étudier les caractéristiques des nouveaux monstres proposés et les réactions du marché avant d'armer une stratégie.

JEAN-MICHEL QUATREPOINT.

DES QUOTAS POUR LES EMPLOIS FÉMININS

Discrimination ou pas en avant ?

La répartition du travail selon le sexe est une réalité dont les femmes sont les premières victimes. Au-delà des grands principes d'égalité, une idée fait son chemin. Encore très controversée, parce qu'elle touche à la fois à la responsabilité, à l'efficacité, à l'utilisation de quotas serait, selon certains, un moyen efficace pour combler, à court terme, le handicap de la non-mixité des emplois.

Appliqué déjà dans certains pays et même en France, à l'intérieur de quelques partis politiques et organisations syndicales, la quota semble y faire ses preuves : la représentativité des femmes est assurée aux différents niveaux de responsabilité, sans qu'il y ait pour autant favoritisme. Juste la reconnaissance d'un droit.

DES femmes-abbés, il en existe. On les trouve du doigt pour faire valoir qu'à compétence égale les préjugés sexistes n'ont plus cours. Si leur mérite ne peut être contesté, elles demeurent, néanmoins, l'exception, qui confirme la règle. Car, d'une manière générale, les femmes ont la possibilité de choisir entre une trentaine de métiers, alors que les hommes peuvent se diriger vers quelque trois cents professions. De surcroît, elles se trouvent confinées dans les postes les moins qualifiés : manœuvres et O.R. dans l'industrie ou employées dans les fonctions banalisées du tertiaire.

Déjà à l'école elles représentent la quasi-totalité des effectifs d'apprentis dans les métiers se rapportant à l'habillement (97 %), tandis que leur participation reste dérisoire — entre 0,5 % et 3 % — dans les cours de mécanique, électricité et électronique (1).

Du côté de la formation permanente, on ne remonte pas plus vite le courant. On y comptait,

en 1979, 28 % de femmes, contre 22 % en 1972, pourcentage d'autant plus faible qu'elles sont plus nombreuses à ne pas avoir de qualification. Etant donné que ces stages touchent davantage les cadres et techniciens qu'elles, les autres catégories de travailleurs, celles justement où le poids de la main-d'œuvre féminine est considérable — les femmes, écartées de la formation, peuvent difficilement bénéficier d'une promotion.

Même dans la fonction publique, l'égalité des traitements et des qualifications ne saurait dissimuler les possibilités réduites qui sont offertes aux femmes en vue d'accéder à des postes de responsabilité, hauts placés dans l'échelle hiérarchique. Le cloisonnement du monde enseignant est révélateur à ce sujet : les femmes constituent 90 % du personnel dans les maternelles, près de 70 % dans le primaire, mais à peine 25 % dans l'enseignement supérieur et 5,7 % des titulaires de chaire.

« Imposer sa présence »

La féminisation massive de certaines activités entraîne un phénomène de déperdition, fortement ressenti par tous. Une fois posée l'étiquette « travail de femme » — et tout ce que cela sous-entend : salaires inférieurs, rôles subalternes, précarité, — il est difficile de s'en débarrasser. Rien d'étonnant donc que, en dépit de la crise, des métiers ne soient pas en train d'acquiescer un attrait nouveau de la part des hommes.

N'en déplaise à certains, le principe du quota apparaît comme un moyen de déboucher cette situation et de provoquer, à court terme, une plus grande mixité. La décision d'adopter un quota de femmes à tous les échelons du parti socialiste date de 1972, et semble avoir porté ses fruits. « A l'époque, affirme Véronique Nélertz, secrétaire nationale, les réticences étaient grandes, y compris parmi les femmes, car ce n'était pas de gaieté de cœur qu'on proposait une mesure qui pouvait apparaître comme protectionniste. Il faut imposer sa présence tant que ce sera nécessaire. » Aujourd'hui fixé à 20 %, en fonction du nombre d'adhérents, ce quota stimule la participation des militantes. « Dans toutes les fédérations, poursuit Mme Nélertz, il y a un pourcen-

tage de femmes à tous les niveaux de responsabilité, qui varie entre 15 % et 25 % ».

Les statuts du Centre national des jeunes agriculteurs prévoient également la nomination de femmes au sein des conseils, dont une vice-présidente, afin de les intégrer à l'évolution du monde agricole. N'étant pas reconnues comme co-exploitant, il leur serait impossible, autrement, d'être prises en considération.

A l'évidence, l'application d'un taux minimal de femmes au niveau des entreprises soulève d'autres problèmes, en particulier celui de la liberté de l'embauche. Cependant, pour Mme Nicole Pasquier, secrétaire d'Etat chargé de l'emploi féminin, « on ne saurait encourager systématiquement l'utilisation de quotas, lorsqu'ils sont conçus comme moyens provisoires de remédiation à des inégalités manifestes. Si un quota moyen pour un pays entier n'est pas souhaitable, un quota progressif, déterminé selon les branches d'activité, peut faciliter les efforts réalisés pour une meilleure insertion des femmes dans une profession. Il faut reconnaître qu'on doit évoluer par palier : dans les métiers totalement fermés aux femmes, ce pourcentage serait très faible au départ ».

Dans l'ensemble, les partenaires sociaux y montrent hostilité. Seules la C.F.D.T. et la FEN considèrent, suivant l'exemple des dispositions prises aux Etats-Unis, que cette politique peut être valable pour lutter contre les discriminations fondées sur le sexe. La C.F.D.T. juge qu'il est temps de « planifier une évolution allant vers une réelle mixité de tous les emplois ». Dans cet esprit, elle est favorable, non à un quota unique, mais à un chiffre qui prenne en compte les disparités régionales et la représentation de la main-d'œuvre féminine par secteur et à tous les niveaux de la hiérarchie. La FEN, quant à elle, souligne que « le principe des quotas n'est pas satisfaisant au plan idéologique » (2), mais se révèle nécessaire pour rétablir l'équilibre du recrutement.

La réalisation de ce projet n'est pas aisée, car il faudrait beaucoup de souplesse pour en négocier les modalités d'application. Les socialistes, qui ont demandé la mise en place d'un « taux de féminisation ou de masculinisation minimal par technique ou métier enseignés, dans le cadre des centres de formation professionnelle » (3), n'ont pas osé franchir le pas pour étendre le principe à l'embauche. C'est dire le chemin qui reste à franchir en matière d'emploi.

LENA LAVINAS.

(1) Note d'information du SENS (Service des études statistiques et statistiques) du ministère de l'Éducation, pour l'année 1979.

(2) « Avis sur la question des quotas », Comité du travail féminin, avril 1980.

(3) Proposition de loi présentée à l'Assemblée nationale en juin 1979.

PAUL FABKA.

Les Soviétiques lancent une offensive sur le marché canadien de l'automobile

Montréal. — Après les petites « japonaises » qui ont réussi une percée spectaculaire sur le marché de l'automobile au Canada durant ces dernières années (13 % des voitures vendues en 1980, en progression de plus de 100 % par rapport à 1979), c'est au tour de la Lada soviétique de faire des prouesses sur le plan commercial et d'inquiéter les fabricants américains. L'engouement des Canadiens pour la version soviétique de la « Fiat 124 » s'explique essentiellement par son prix : à 4 300 dollars (moins de 17 000 francs), la Lada coûte 1 500 francs de moins que les petites voitures fabriquées en Amérique du Nord et elle se compare très avantageusement à ces dernières sur le plan de la robustesse et de l'habitabilité.

De notre correspondant

ARRIVEE sur le marché canadien au cours de l'été 1979, la Lada s'est vendue lentement au début (mille quatre cent vingt-huit voitures au cours du deuxième semestre de 1979). L'année suivante, les concessionnaires s'écroulaient près de six mille véhicules et il s'en est vendu autant depuis janvier 1980. Enfin, pour le seul mois de juillet, un millier de Canadiens ont acheté une Lada et l'importateur espère en vendre quinze mille cette année. Il est même question d'installer une usine qui monterait sur place un autre modèle soviétique, la « Niva » (quatre roues motrices), au rythme de quatre mille unités par an. Une partie de la production pourrait être réexportée vers les Etats-Unis et l'Amérique latine.

Les représentants de Lada-Canada sont actuellement à la recherche d'un partenaire qui pourrait mettre à leur disposition des installations existantes. Au Québec, la société Bombardier, spécialisée dans le matériel de transport, a fait connaître son intérêt. On parle également de construire en ruine des anciennes chaînes de montage que Renault avait installées à la fin des

Renault dépassé par Lada

Avec quinze mille voitures par an, Lada n'occupe cependant qu'une infime partie du marché canadien (un million de véhicules vendus chaque année), ce qui fait dire au Syndicat de l'automobile qu'il faut s'attendre d'abord aux constructeurs japonais. Leurs ventes au Canada progressent sans cesse, tandis que les plans américains persistent sur terrain (par rapport aux mois correspondants de 1979, les ventes de voitures nord-américaines ont baissé de 31 % en mai, 128 % en juin et de 16 % en juillet). Trois firmes japonaises (Toyota, Honda et Nissan) occupent les trois premières places pour le nombre de voitures étrangères vendues cette année. Elles sont suivies de Volkswagen qui occupait la deuxième place en 1979, de Mazda, Volvo, Lada et Renault. Le constructeur français, qui espère vendre 10 000 voitures cette année, a donc été largement dépassé par Lada, tandis que Peugeot suit loin derrière.

Le gouvernement fédéral, qui tente actuellement de favoriser une restructuration de l'industrie automobile canadienne, s'évertue à toucher (30 000 licenciements) par la crise survenue chez les constructeurs américains, ne

● **Prix des monnaies européennes 1980.** — Il est offert 9 500 FF à l'étudiant qui aura écrit le meilleur essai de 20 pages au maximum sur le sujet : « Vers la stabilité monétaire en Europe ». Le prix sera décerné par M. Friedrich Hayek, prix Nobel, à l'occasion d'une conférence monétaire qui aura lieu à l'hôtel Hilton à Bruxelles (Belgique), le 2 décembre 1980.

Les renseignements peuvent être obtenus auprès de l'organisateur de concours : l'INSTITUT EUROPEUM, a.s.b.l., 319, avenue, Louvain à B-1050 Bruxelles (Belgique).

APRÈS LES GASPILLAGES DE « L'ANNÉE DE L'O.U.A. »

Les dirigeants gabonais ont opéré un important redressement financier

De notre envoyé spécial

Libreville. — Sans verser dans l'euphorie béate, les dirigeants de Libreville n'en manifestent pas moins leur contentement du succès que le Fonds monétaire international leur a publiquement adressé en juin à l'issue d'une réunion de son conseil d'administration. Réputé averse de compliments, cet organisme financier, dont certains responsables ne ménagent point leurs critiques à l'égard d'un gouvernement qui céda, il y a trois années, à la tentation des dépenses excessives, entend rendre aujourd'hui hommage à l'important effort de redressement financier opéré par le président Omar Bongo et par l'équipe gouvernementale aux destinées de laquelle il préside. Ces derniers sont d'autant plus sensibles aux éloges du moment qu'ils furent soumis à un feu nourri d'attaques au cours des dernières années, dont les articles de la presse internationale sur les gaspillages, comme la préparation du sommet de l'Organisation de l'unité africaine (O.U.A.), à Libreville, en 1977, marquèrent le début.

La publication d'un plan de réajustement des dépenses de l'Etat gabonais, élaboré avec la concours d'experts français et de représentants de divers organismes internationaux, est imminente. Couvrant la période 1980-1982, ce plan prévoit, pour cette période de trois années, un budget total de 350 milliards de francs C.F.A. (1 F.C.F.A. = 0,02 FF) d'investissements. Ce chiffre est considérable puisqu'il représente plus de dix fois le montant de la totalité du budget de la République centrafricaine par exemple. Il permet d'autant plus d'apprécier la prospérité du Gabon que plus des deux tiers de cette somme seront dérogés à partir des ressources nationales.

Avant même que le plan en question ne soit rendu public, le président Bongo s'est mis à l'œuvre, faisant preuve d'une fermeté sans faille, comme en témoignent quelques chiffres significatifs. Après être tombé à 600 milliards de francs C.F.A. par an, le produit intérieur brut (P.I.B.) gabonais est ramené à 720 milliards, l'an dernier, retrouvant ainsi son niveau de la période antérieure à ce que l'on appelle à Libreville, avec un mélange de déception et de regret, « l'année de l'O.U.A. ». Déficitaire de 40 milliards de francs C.F.A. en 1977, la balance des paiements est aujourd'hui excédentaire de 10 milliards. L'augmentation des revenus tirés de l'exportation du pétrole explique ces chiffres, mais la réduction brutale de certaines importations n'est pas étrangère à cette évolution.

De 575 milliards de francs C.F.A. à la fin de 1977 — époque à laquelle la capitale gabonaise était littéralement couverte de chantiers, — la dette publique est tombée à 440 milliards à la fin de 1979 et ne devrait être que de 365 milliards à la fin de 1980. L'interdiction de certains travaux importants, parmi lesquels la construction d'un hôtel de cinq cents chambres et celle d'une coiffeuse et inutile Maison de la radio, ont contribué à réduire sérieusement les dépenses, pour le plus grand mécontentement des

affairistes de tous bords qui considéraient Libreville comme une véritable « chasse gardée ».

Cet assainissement budgétaire a été réalisé notamment grâce à la hausse constante des revenus que la République gabonaise tire de ses exportations. En vendant 8,5 millions de tonnes de pétrole à l'étranger en 1979, les Gabonais ont encaissé 278 milliards de francs C.F.A. Au cours de la même année, leurs ventes de bois (1 250 000 mètres cubes) leur ont rapporté 33 milliards de francs C.F.A., celles de mangrove (2 300 000 tonnes) plus de 28 milliards de francs C.F.A. et celles d'uranium (1 100 tonnes d'uranium-méta) 27 milliards de francs C.F.A.

Grâce à ces recettes importantes, le budget du Gabon est, compte tenu de la faiblesse de la population (moins d'un million d'habitants), le plus important de tous ceux des Etats africains francophones. Initialement établi à 313 milliards de francs C.F.A. pour l'année en cours, il vient d'être réajusté, par ordonnance rectificative, à 360 milliards. Heureux pays saoudien, où le gouvernement peut compter sur des excédents budgétaires, alors qu'à peu près partout ailleurs les responsables nationaux courent après d'hypothétiques subventions d'équilibre. Heureux pays aussi où le budget de développement — phénomène trop rare ailleurs en Afrique — est égal au budget de fonctionnement (120 milliards de francs C.F.A.).

Toutefois cette prospérité n'est pas sans créer quelques problèmes. C'est ainsi que l'aide internationale est chichement mesurée à un pays dont on reconnaît qu'il honore ses engagements financiers, mais dont on souligne, pour la plus grande indignation de ses dirigeants, qu'il est trop riche. Et il faut toute l'énergie du président Bongo pour persuader ses partenaires internationaux que, en dépit de son fort revenu annuel théorique par tête d'habitant (3 000 dollars), le pays est, lui aussi, en voie de développement. Le chef de l'Etat gabonais a d'ailleurs beau jeu d'expliquer à ses interlocuteurs que c'est en partie parce qu'on lui avait mesuré des concours financiers classiques qu'il a dû, en 1977, recourir à des aides hétérodoxes et coûteuses.

Enfin, entourés de pays démunis et dont certains sont au seuil de la banqueroute, les dirigeants gabonais sont sollicités en permanence par leurs voisins pauvres. Pour la République centrafricaine, saignée à blanc par les dépenses extravagantes de l'ancien empereur Bokassa, pour le Tchad, ruiné par une guerre civile sans issue, pour la Guinée-Equatoriale et Sao-Tomé. Principe, dont les budgets sont réduits à leur plus simple expression, le « grand frère » gabonais est un peu « l'oracle d'Amérique ». Or le président Bongo est de moins en moins résolu à tenir ce rôle pour mettre en application un slogan qu'il a lancé dès son accession au pouvoir : « Gabon d'abord ».

PHILIPPE DECRAENE.

La distribution du crédit

(Suite de la page 11.)

Dans leur conclusion, les auteurs de l'étude font remarquer que, au cours de la période récente, une « certaine réorientation s'est produite en faveur du crédit à l'exportation, principalement au détriment des concours aux investissements non agricoles ». Cette façon de présenter les choses ne donne peut-être pas une image tout à fait exacte de la réalité. Etant donnée l'unité fondamentale de la trésorerie d'une entreprise, bénéficier de crédits à taux privilégiés pour l'exportation constitue un avantage financier qui permettrait d'engager des dépenses d'équipement qu'on n'aurait pas faites autrement. Ce qui ressort de l'étude est que l'exportation est devenue l'un des critères principaux, sinon décisifs, le critère principal pour obtenir un financement privilégié. Selon le cas, on pourra parler de « réorientation de l'appareil de production » ou de « distorsion » introduite dans l'affectation des ressources disponibles.

En revanche, on ne pourra qu'être pleinement d'accord avec les auteurs de l'étude lorsqu'ils estiment que les complexités du système de distribution du crédit « ne peuvent que rendre plus ardue la mise en œuvre d'une politique monétaire globale ».

PAUL FABKA.

L'économie des Etats-Unis entre deux eaux

Les Etats-Unis ne sont pas encore sortis d'une récession arrivée alors qu'elle n'était plus guère attendue. Ainsi le chômage des jeunes vient d'atteindre son niveau le plus élevé depuis cinq ans : au début des vacances d'été, 3,9 millions de personnes âgées de 16 à 20 ans se trouvaient sans travail, ce qui représentait 16,4 % de la population active de cette classe d'âge contre 13,4 % au plus tôt. Ces statistiques ne tiennent pas compte des jeunes qui poursuivent leurs études et cherchent un emploi pendant les congés.

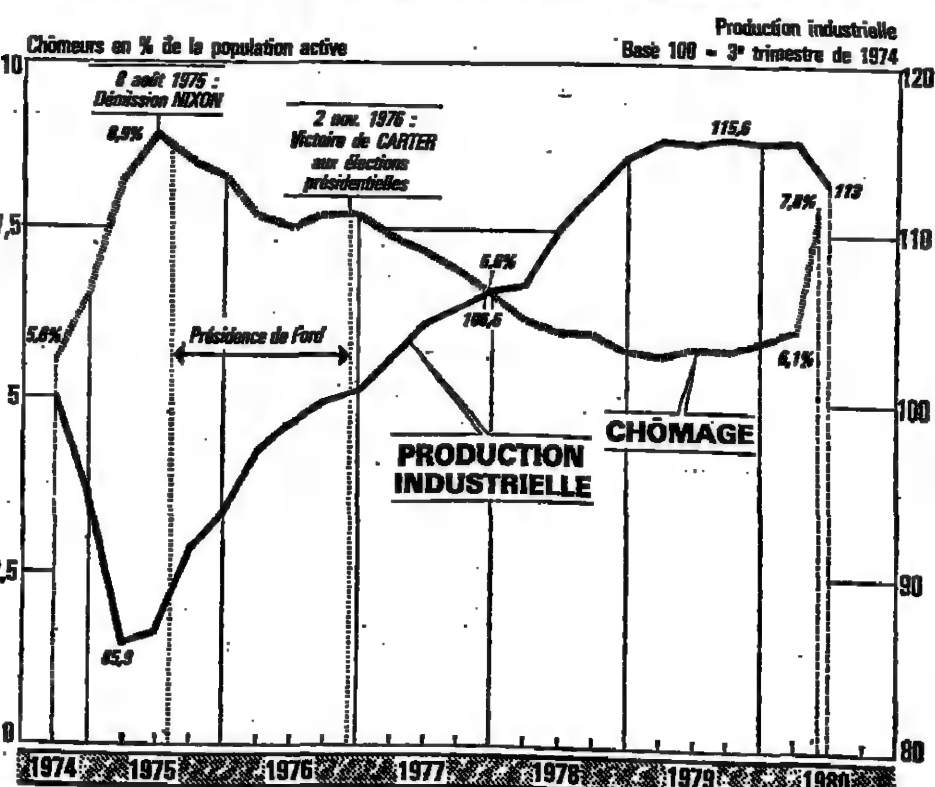
C'est étant à l'évidence lié à cela, la production industrielle a subi en juin sa baisse la plus forte depuis janvier 1978. Les ventes d'automobiles restent à un niveau très faible, ayant enregistré, début août, un recul de 31 % par rapport à la même période de 1979. Pendant les dix premiers jours de août, les constructeurs de Detroit ont vendu 117 000 voitures de tourisme ; mais il est possible que ces ventes aient été freinées par la pluie venant la soirée des modèles 1981.

La conjoncture reste faible. L'entrepreneur de l'économie, le bâtiment, traverse encore une phase de marasme : le nombre des logements achetés et livrés en juin, représentant une cadence de 1,5 million par an, était en baisse de 19 % par rapport à juin 1979. Enfin, pour ce même mois, les stocks des entreprises ont augmenté de 0,3 % (+ 0,2 % en mai) pour se situer à 47,5 milliards de dollars, ce qui risque de retarder l'amorce de la reprise de l'activité.

Quelques signes se manifestent. Les ventes au détail ont augmenté de 2 % en juillet (+ 1,4 % en juin) pour atteindre 71,1 milliards de dol-

lars. En un an, la hausse a été de 5,5 % ; dans les grands magasins, elle a atteint 6 %. Les ventes de biens non durables ne se sont accrues que de 0,3 % en juillet (+ 10,6 % en un an), mais celles de biens durables ont progressé de 4,3 % (- 4,2 %). Enfin les consommateurs représentent confiance : l'indice calculé par le Conference Board, institut privé de recherche, a progressé en juin et en juillet, tout en restant inférieur à son niveau de 1979. Ce redressement est, selon les

spécialistes, comparable à celui constaté peu avant la fin de la récession de 1974-1975. Même si l'indice économique ne se répète pas, une sortie de la crise n'est toujours pas à attendre pour les élections présidentielles.



Le Monde

culture

MUSIQUE

Un « Te Deum » pour Fontevault

(Suite de la première page.)
En l'absence de Claudio Abbado, momentanément ophone et qui devait chanter des airs d'opéra, ce sont deux jeunes violonistes de l'orchestre, Mathias Lingensfeldt et Christophe Guio, qui ont dû affronter, dans un concerto de Bach, la lourde tâche de faire oublier une vedette pour laquelle, vraisemblablement, bien des mémoires s'étaient déplacées. Comme Bach n'est pas précisément parmi les compositeurs dont le style convient à Abbado et qu'il s'agit sans doute d'une improvisation de dernière heure, on ne sait s'il faut louer le talent et le courage des solistes ou excuser l'impression assez mitigée qui se dégageait d'une exécution plus qu'honorable mais dont il n'y a guère à dire et très peu à penser.

La « Deuxième Symphonie » de Brahms, avec laquelle s'achevait le concert, reflétait parfaitement, en revanche, la conception très personnelle du chef italien : tourmentée, dramatique sinon théâtrale, elle tournait le dos à la vision pastorale et enjouée qu'en proposent d'autres interprétations. Comme il est difficile de souscrire à la fois à l'une et à l'autre, l'auditoire était sans doute partagé à moins que, privé d'élément de comparaison — comme pouvait le laisser supposer un tonnerre d'applaudissements à la fin du premier mouvement — il n'ait pas d'opinion précise. C'est souvent ce qui arrive dans les concerts officiels lorsque les invités sont nombreux. Il y avait naturellement beaucoup de places payantes mais, au grand étonnement de ceux qui n'avaient pas demandé de précisions à ce sujet, la plupart étaient vides et pratiquement sourdes. Pour 50 francs, malgré la présence d'écrans de télévision et de haut-parleurs, c'est un peu cher, mieux valait rester dehors à moitié prix et regarder le concert assis dans l'herbe. A vrai dire, et en dépit des tapis épais qui recouvraient les dalles, seules les places des vingt ou trente premières rangées de la nef étaient satisfaisantes acoustiquement et il est peu probable que beaucoup d'entre elles aient été mises en vente... Alors pour quel et pour quel donne-t-on des concerts ?

Abbado dans son élément

A cette question mille fois posée, il n'existe qu'une réponse : pour la musique ! Et comme il n'y avait, dans le programme, qu'une seule œuvre véritablement adaptée au lieu, le « Te Deum », de Verdi, on pourrait imaginer, en rêvant un peu, qu'il aurait pu être donné quatre ou cinq fois dans la soirée, un groupe succédant à l'autre, cela aurait permis à tous ceux qui étaient venus d'entendre un chef-d'œuvre dans d'excellentes conditions et dans une interprétation parfaite. En effet, au mérite de l'orchestre, il convient d'associer ceux du Chœur de la Jeunesse de France préparé par Elionore Laval et, cette fois, nul ne pouvait le contester, Claudio Abbado était tout à fait dans son élément.

Composé en 1896, à l'extrême fin de la carrière du compositeur, le « Te Deum », de Verdi, exactement comme celui de Berlioz et pour les mêmes raisons, souffre de la popularité du « Requiem » et c'est passablement injuste car il s'agit d'un ouvrage tout à fait original. Son architecture découle, en effet, d'une analyse préalable d'une œuvre singulière : le « Te Deum », ainsi que le soulignait Verdi, n'est pas seulement, et en dépit de l'usage, un chant d'actions de grâce pour célébrer des victoires, il s'achève par une supplication pleine d'humilité et presque désespérée. Aussi, pour éviter une fin découlante après un début trop éclatant, le compositeur a-t-il mis l'accent dans toute son œuvre sur le caractère intime de la prière, trouvant seulement de quelques éclats fortissimo dont la brièveté même ajoute à l'impression de fragilité : la certitude est éphémère.

Commencé sur le modèle du chant grégorien puis de la polyphonie palestinienne, ce « Te Deum » s'achève avec l'imploration d'une voix féminine perdue dans le lointain tandis qu'une seule note de trompette pianissimo suffit à évoquer peut-être le jugement dernier. Longue tenue suraiguë des violons à l'unisson, auxquels les contrebasses répondent par une vibration grave, silencieuse.

GERARD CONDE

* Ce concert, organisé en collaboration avec le Centre culturel de Fontevault, sera diffusé ultérieurement sur France-Musique.

DE VIVALDI A L'IRCAM

LA CHIGIANA, OU LA TRADITION MÉDICÉENNE A SIENNE

Du 21 au 31 août se tiendra à Sienne la trentième semaine musicale organisée par l'Accademia Musicale Chigiana. C'est le couronnement de cours de perfectionnement qui, pendant les mois d'été, drainent, dans la ville de sainte Catherine, la fine fleur des jeunes musiciens du monde entier. Cette année, l'academia a reçu sept cent cinquante demandes d'inscription provenant de quarante-quatre pays et n'a retenu que deux cents élus. Nous sommes loin des vingt-deux inscrits de 1932.

L'histoire de la Chigiana, comme on l'appelle familièrement à Sienne, est une aventure qui mérite d'être contée. Le visiteur du palais Chigi ne sait à la limite de la fascination que s'empare de lui provient des salons magnifiques ornés de tableaux de Sassetti, Pinturicchio, Botticelli, Beccafumi, de sculptures de Donatello, Verrocchio, Berni, de tapisseries, de vases émaillés, ou des échos mystérieux qui s'entrechoquent et se prolongent dans les salles lambrissées. Les répétitions des élèves, les leçons des maîtres confèrent une vie étrange à ce temple de la musique voué par un homme seul : le comte Guido Chigi Saracini. Avec lui, sans doute, s'est éteint en 1965 le dernier mécène italien.

Il a mené à bien un projet inouï, consacré-on dirait, au cœur même de sa famille : un de ses lointains ancêtres, Claudio Saracini, n'avait-il pas été déjà élève de Monteverdi ? Le comte Guido, dont on fête cette année le centenaire de la naissance (une série nade fut offerte à sa mémoire par maîtres et disciples dans la cour du palais), fréquenta le conservatoire de Florence, s'adonna quelque temps à la composition puis consacra toute son énergie à la promotion musicale. Ce fut d'abord la création d'un quintette en 1908 puis, en 1913, une manifestation mémorable : l'organisation, avec les concours

dénis : les violoncellistes français André Navarra et Alan Meunier, les violonistes Salvatore Accardo et Leonid Kogan, l'altiste Bruno Giuranna, le claviériste Gustav Leonhardt, le flûtiste Severino Grazioplene, le guitariste Oscar Ghiglia, les pianistes Guido Agosti et Bruno Canino, les compositeurs Franco Donatoni, Pierre Boulez et Luciano Berio.

Des compositeurs découverts au « revisités »

La plupart des célébrités musicales ont marqué de leur passage l'enseignement de la Chigiana : Alfred Cortot, Pablo Casals, Sgorio, Hermann Scherchen, Luigi Dallapiccola, Nathan Milstein, György Ligeti, Maurizio Pollini, Sylvano Bussotti et Iannis Xenakis. Temple, certes, l'academia est aussi un laboratoire qui accueille et fait de nouveaux talents. Accardo et Giuranna sont devenus professeurs après avoir été élèves. Musi, Guittini, Zubin Mehta, Abbado, Diaz, etc., sont passés par l'academia qui leur a servi de tremplin.

En outre, la Chigiana poursuit un travail de recherches et d'expérimentation particulièrement prometteur. C'est ainsi que l'IRCAM plante ses tentes à Sienne dans la lignée d'un constant intérêt pour la musique contemporaine manifesté dès 1932 par la SIMC (Société internationale pour la musique contemporaine) qui avait donné, pour la première fois, des œuvres de Prokofiev, de Folia, Walton, Casella, Ravel, Webern, Hindemith. Tous les ans d'ailleurs, une soirée est consacrée à des pièces spécialement écrites pour le conservatoire de la Chigiana.

Un tel creuset, qui brasse élèves d'élèves et professeurs de demain, est particulièrement propice à des coups d'éclat : le plus connu est la découverte de Vivaldi, à qui fut consacrée la première semaine musicale de l'été, de 1939. D'autres compositeurs furent ainsi retrouvés, du moins remis à leur juste place : « revisités », comme on dit ici, tels, entre autres, Scarlatti, Galuppi, Caldara, Rossini... Souvent

M. HERNU (P.S.) : le patrimoine est mis à l'encan.

M. Charles Hernu, député socialiste du Rhône, maire de Villeurbanne, a répondu aux déclarations de M. Giscard d'Estaing sur la défense du patrimoine (Le Monde des 17 et 18 août) en faisant remarquer que « la réalité est bien différente » de celle décrite par le président de la République. Il ajoute :

« A la fin de l'année 1980, 100 000 hectares de terres à vocation agricole auront été achetées par des étrangers. En Provence, des vignobles, des sites touristiques, des campings sont achetés par des banques et des sociétés étrangères. Les Britanniques ont tenté de s'emparer de la région de la Dordogne et les Allemands dans l'Est. Tout cela grâce à la réglementation et aux fautes des changes. Pendant ce temps, le patrimoine industriel national passe sous contrôle des multinationales. Année du patrimoine national ? Non, ce patrimoine national, ce sont les problèmes graves se posant aux maîtres, aux élus, aux populations et à laisser faire, les réactions des Français seront brutales ; faudra-t-il s'en étonner ? »

Un enseignement prestigieux

Une des originalités de l'academia, c'est son apparente gratuité : s'il y a un examen d'admission, il n'y a pas de sanction finale mais un simple certificat d'assiduité ; et pourtant, on s'y précipite en foule, fasciné par le prestige incontesté de son enseignement. Il suffit de citer les noms de quelques-uns des professeurs qui, pour des cours fondamentaux ou des séminaires, fréquentent cette année l'academia.

ÉLYSÉE LINCOLN - IMPÉRIAL PATHÉ - FORUM CINÉMA - SAINT-GERMAIN VILLAGE - 7 PARNASSIENS - GAUMONT CONVENTION 3 NATION

un film de

BUNUEL

LE JOURNAL D'UNE FEMME DE CHAMBRE

JEANNE MOREAU MICHEL PICCOLI

ON SE DÉLECTE DANS LA PERVERSITÉ. Nouvel Observateur

CINÉMA

LE RIRE A L'ANGLAISE ET A L'ITALIENNE

Deux comédies de Clive Donner et Dino Risi

Vittorio Gassman est le seul film bien improbable entre deux films, sans autres rapports que l'épousé du film comique. Clive Donner, metteur en scène de *Le Plus Secret des agents secrets*, vient de Grande-Bretagne. Il a appris son métier au lendemain de la guerre, à l'époque de la comédie anglaise, ces œuvres où le cocasse devenait un produit d'exportation comme le whisky et les Rolls Royces. Il lui en reste le goût du bizarre, du dérangeant (il porta à l'écran Harold Pinter aussi bien que Woody Allen). Son dernier film, tourné à Hollywood, s'essaye à retourner comme un gant le mythe James Bond et la Guerre des étoiles.

Les personnages sont devenus des numéros. N° 88 mène l'enquête, entouré de beautés intraitables avec lesquelles aucune faiblesse n'est autorisée. Le président en personne le charge d'éliminer un méchant assez particulier qui a mis au point une bombe qui déshabille son monde, la bombe d'audience, c'est le titre anglais du film (*The Nude Bomb*). Clive Donner et son équipe ont accentué le côté bande dessinée, inversé le dialogue minimal, fait feu de tout bois, et d'abord du studio Universal lui-même, connu à Hollywood pour avoir survécu un temps grâce aux visites organisées de touristes : la fusillade éclate pour de vrai, dans un décor de western, à la surprise des spectateurs, à qui l'on démontre que le cinéma, ce n'est pas du bidon. La fin ne manque pas de piquant avec le dédoublement automatique des méchants, selon la recette bien connue du cloning.

Vittorio Gassman est le roi des

méchants, parle anglais avec une nonchalance désarmante, et Don Adams, le n° 88, l'antithèse, résume l'anonymat petit-bourgeois.

Dans le film de Dino Risi, Vittorio Gassman ne fait que passer, cette fois, dans un studio romain, tel qu'en lui-même la comédie italienne l'a transformé. Un des meilleurs gags de *Je suis photogénique* est encore emprunté à la petite histoire du cinéma italien, celle du doublage, inséparable de toute une époque : Renato Pozzetto, l'acteur chargé d'incarner le jeune cinquième de cinéma venu tenter sa chance à Rome, débute sur un plateau de Cinecittà, il demande un texte, le metteur en scène lui explique qu'il n'a rien à réclamer que des chiffres.

Dino Risi, le metteur en scène du *Furber* et des *Montes*, reprend un de ses thèmes favoris, le minuscule qui pousse à aller toujours plus vite, à simplifier, condenser au maximum, ne prend pas le temps d'approfondir une histoire qui mériterait mieux. La province, à peine entrevue, est l'Italie du bout du monde, sur les rives d'un lac Majeur triste à pleurer, nous émeut presque : monde sans espoir, sans horizon, où le cinéma, américain, jette seul quelques feux. Retour encore plus sombre, à la fin du film, du héros désenchanté, père adoptif d'un jeune homme dans sa petite ville natale. Dino Risi a vu trop énorme, nous angloises au lieu de nous faire rire. Seul Renato Pozzetto, avec son facile imperturbable, réussit parfois à nous toucher, un peu dans la lignée d'Alberto Sordi.

* Voir les films nouveaux.

UNE EXPÉRIENCE A AVIGNON

L'utopie agissante

Le groupe de quatre mini-salles, géré à Avignon par Anne-Marie Faucon et ses amis, porte un nom prémoniteur : Utopia. L'aventure commence en 1976 quand un noyau d'acteurs du septième art venus d'Aix-en-Provence, où l'accueil se révélait plutôt tiède et les conditions d'implantation pas encore vraiment favorables, met le cap sur la cité des Papes. Le premier Utopia naît dans une ancienne chapelle, au rez-de-chaussée de l'Institut américain d'Avignon, dont le directeur aide à la transformation en salle de cinéma. Trois autres salles Utopia suivront, en 1979, tout près sur des lieux autrefois occupés par un artisan. Aujourd'hui cet ensemble modeste de quatre salles, avec au total trois cent cinquante fauteuils, fonctionne à l'année au rythme de sept séances par semaine, au moment du Festival par jour et par salle, entre midi et minuit, à des prix d'entrée défiant toute concurrence : 8 et 10 francs.

« Au départ, explique Anne-Marie Faucon, nous avions toutes les peines du monde à obtenir des films. Jacques Robert et les Grands Films classiques ont été les premiers à nous faire confiance, alors que C.J.G. (le consortium américain qui groupe Paramount, Universal et M.G.M.) nous demandait de payer à l'avance la location des films. Aujourd'hui nous sommes reconnus par les professionnels français, nous pouvons louer tous les films de notre convenance non retenus par les grands circuits, nous ne faisons jamais sur les pourcentages garantis exigés des distributeurs. Nous voulons un film, nous l'obtenons. Mais l'expérience va bien au-delà du traditionnel art et essai : avec Anne-Marie Faucon et ses amis, le cinéma fait un permanence partie de la vie de la cité, et pas seulement à la façon un peu artificielle du Festival, greffé à l'extérieur.

Aujourd'hui, les responsables d'Utopia sont mêmes consultés par des organismes culturels de la ville. Utopia et ses animateurs s'inscrivent sans rougir dans la postérité de 1968. Les plus anciens, comme Anne-Marie et Michel, ont abandonné leur métier ou leurs études pour tenter une expérience de communication sur le tas, ils se définissent volontiers comme des « communicateurs ».

Aux moments difficiles, on peut toujours faire appel aux amis, aux spectateurs d'Utopia. En un mois et demi, on a ainsi vendu deux mille cinq cents cartes de fidélité à 80 francs,

pour mieux affronter les échéances lourdes de juin dernier. Quant au projet d'agrandir les trois nouvelles salles Utopia, il y a deux ans, les banques demandaient des garanties pour avancer l'argent nécessaire. Plusieurs amis ont aussitôt offert leur caution : des immeubles ont été hypothéqués, de simples particuliers aux revenus modestes ont également contribué. Et l'utopie s'est matérialisée, Utopia réalise quelques-uns des plus hauts pourcentages de fréquentation de la région. Aujourd'hui les distributeurs se pressent aux portes d'Utopia pour proposer leurs films.

Dernier sera encore plus beau : on ne rasera pas gratis, mais on va essayer de former un noyau à travers tout le midi de la France et, avec des amis, de créer un circuit de type Utopia — il serait possible d'implanter une cinquantaine de salles : « On pourrait aider à produire les films de ceux qui font le cinéma aujourd'hui, des films à petit budget que nous amérisonnons sans trop de difficulté. » Une association a été créée, l'ACRIS (Association des cinéastes de recherche indépendante du sud). Montpellier, Aix, Marseille sont déjà dans le coup, ainsi que des salles municipales comme à Martignes et Gardanne, une dizaine de points au total. Surtout pas de dirigisme, que tout le monde garde son identité. Ici, à Utopia, chacun des six permanents est payé à une sorte de minimum journalier, 2 500 F, on se réunit dans les diverses fonctions, tour à tour balayeur, caissier, projectionniste. Des bénévoles apportent leur collaboration occasionnelle.

Et les programmes en cours sont là pour témoigner de la vitalité de l'expérience : non seulement tout le cinéma à la mode, Fassbinder, Wajda, comme l'œuvre de Maniakovitz et de Scorsese à l'occasion de la programmation de Jacques Robert au Festival sont montrés, mais encore des œuvres de Pologne, de Turquie, de Cuba, des films militants ou expérimentaux. A tour de rôle chacun des six permanents monte une semaine à Paris chercher de nouveaux films, chacun décide souverainement et doit ensuite défendre son choix. Erre ce, selon le son choix. « On a entendu un coin dans le système, conclut Michel, bras droit d'Anne-Marie Faucon. Le cinéma devient un instrument pour changer sa vie, créer des rapports différents avec les gens ».

LOUIS MARCORRELLES.

CEPES

Centres
Quartier Latin ou Neuilly

LE PREMIER ETABLISSEMENT DE PRÉPARATION A SCIENCES-PO

Groupement libre de professeurs
57, r. Charles-Lafitte 92 Neuilly
722.94.94 ou 745.09.19

SPECTACLES

théâtres

Les théâtres de Paris

Comédie-Française (33-45-25), 21 h. : *Le Cid* de Molière.
Odéon (79-44-10), 21 h. : *Le Cid* de Molière.
Théâtre de la Ville (79-44-10), 21 h. : *Le Cid* de Molière.
Théâtre de la Madeleine (79-44-10), 21 h. : *Le Cid* de Molière.
Théâtre de la Renaissance (79-44-10), 21 h. : *Le Cid* de Molière.
Théâtre de la Sorbonne (79-44-10), 21 h. : *Le Cid* de Molière.
Théâtre de la Trinité (79-44-10), 21 h. : *Le Cid* de Molière.
Théâtre de la Vierge (79-44-10), 21 h. : *Le Cid* de Molière.

Les chansonniers

Caveau de la République (79-44-40), 21 h. : *Le Cid* de Molière.
Caveau de la Trinité (79-44-40), 21 h. : *Le Cid* de Molière.
Caveau de la Vierge (79-44-40), 21 h. : *Le Cid* de Molière.

Jazz, pop et folk

Caveau de la République (79-44-40), 21 h. : *Le Cid* de Molière.
Caveau de la Trinité (79-44-40), 21 h. : *Le Cid* de Molière.
Caveau de la Vierge (79-44-40), 21 h. : *Le Cid* de Molière.

Le music-hall

Caveau de la République (79-44-40), 21 h. : *Le Cid* de Molière.
Caveau de la Trinité (79-44-40), 21 h. : *Le Cid* de Molière.
Caveau de la Vierge (79-44-40), 21 h. : *Le Cid* de Molière.

Les concerts

Caveau de la République (79-44-40), 21 h. : *Le Cid* de Molière.
Caveau de la Trinité (79-44-40), 21 h. : *Le Cid* de Molière.
Caveau de la Vierge (79-44-40), 21 h. : *Le Cid* de Molière.

cinémas

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de dix-huit ans.
Les films marqués ()** sont interdits aux moins de dix-huit ans.

AMERICAN GIGOLO (A. v.o.) : Paramount-City, 21 h. : *Le Cid* de Molière.
APOLYPTIC NOW (A. v.o.) : Paramount-City, 21 h. : *Le Cid* de Molière.
AU-DELA DE LA GLOIRE (A. v.o.) : Paramount-City, 21 h. : *Le Cid* de Molière.

Les exclusivités

ALLEN (A. v.o.) : Broadway, 14 h. : *Le Cid* de Molière.
ALLEN (A. v.o.) : Broadway, 14 h. : *Le Cid* de Molière.

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles
- LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES -
 704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34
 (de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Lundi 18 août

LES REMYTES (Régis, v.o.) : U.C.C. Opéra, 21 h. : *Le Cid* de Molière.
JE VAIS CRAQUER (Fr.) : Biarritz, 21 h. : *Le Cid* de Molière.
KRAMER CONTRE KRAMER (A.) : U.C.C. Opéra, 21 h. : *Le Cid* de Molière.

LES REMYTES (Régis, v.o.) : U.C.C. Opéra, 21 h. : *Le Cid* de Molière.
JE VAIS CRAQUER (Fr.) : Biarritz, 21 h. : *Le Cid* de Molière.
KRAMER CONTRE KRAMER (A.) : U.C.C. Opéra, 21 h. : *Le Cid* de Molière.

LES REMYTES (Régis, v.o.) : U.C.C. Opéra, 21 h. : *Le Cid* de Molière.
JE VAIS CRAQUER (Fr.) : Biarritz, 21 h. : *Le Cid* de Molière.
KRAMER CONTRE KRAMER (A.) : U.C.C. Opéra, 21 h. : *Le Cid* de Molière.

LES REMYTES (Régis, v.o.) : U.C.C. Opéra, 21 h. : *Le Cid* de Molière.
JE VAIS CRAQUER (Fr.) : Biarritz, 21 h. : *Le Cid* de Molière.
KRAMER CONTRE KRAMER (A.) : U.C.C. Opéra, 21 h. : *Le Cid* de Molière.

LES REMYTES (Régis, v.o.) : U.C.C. Opéra, 21 h. : *Le Cid* de Molière.
JE VAIS CRAQUER (Fr.) : Biarritz, 21 h. : *Le Cid* de Molière.
KRAMER CONTRE KRAMER (A.) : U.C.C. Opéra, 21 h. : *Le Cid* de Molière.

LES REMYTES (Régis, v.o.) : U.C.C. Opéra, 21 h. : *Le Cid* de Molière.
JE VAIS CRAQUER (Fr.) : Biarritz, 21 h. : *Le Cid* de Molière.
KRAMER CONTRE KRAMER (A.) : U.C.C. Opéra, 21 h. : *Le Cid* de Molière.

LES REMYTES (Régis, v.o.) : U.C.C. Opéra, 21 h. : *Le Cid* de Molière.
JE VAIS CRAQUER (Fr.) : Biarritz, 21 h. : *Le Cid* de Molière.
KRAMER CONTRE KRAMER (A.) : U.C.C. Opéra, 21 h. : *Le Cid* de Molière.

LES REMYTES (Régis, v.o.) : U.C.C. Opéra, 21 h. : *Le Cid* de Molière.
JE VAIS CRAQUER (Fr.) : Biarritz, 21 h. : *Le Cid* de Molière.
KRAMER CONTRE KRAMER (A.) : U.C.C. Opéra, 21 h. : *Le Cid* de Molière.

LES REMYTES (Régis, v.o.) : U.C.C. Opéra, 21 h. : *Le Cid* de Molière.
JE VAIS CRAQUER (Fr.) : Biarritz, 21 h. : *Le Cid* de Molière.
KRAMER CONTRE KRAMER (A.) : U.C.C. Opéra, 21 h. : *Le Cid* de Molière.

LES REMYTES (Régis, v.o.) : U.C.C. Opéra, 21 h. : *Le Cid* de Molière.
JE VAIS CRAQUER (Fr.) : Biarritz, 21 h. : *Le Cid* de Molière.
KRAMER CONTRE KRAMER (A.) : U.C.C. Opéra, 21 h. : *Le Cid* de Molière.

LES REMYTES (Régis, v.o.) : U.C.C. Opéra, 21 h. : *Le Cid* de Molière.
JE VAIS CRAQUER (Fr.) : Biarritz, 21 h. : *Le Cid* de Molière.
KRAMER CONTRE KRAMER (A.) : U.C.C. Opéra, 21 h. : *Le Cid* de Molière.

LES REMYTES (Régis, v.o.) : U.C.C. Opéra, 21 h. : *Le Cid* de Molière.
JE VAIS CRAQUER (Fr.) : Biarritz, 21 h. : *Le Cid* de Molière.
KRAMER CONTRE KRAMER (A.) : U.C.C. Opéra, 21 h. : *Le Cid* de Molière.

Les exclusivités

ALLEN (A. v.o.) : Broadway, 14 h. : *Le Cid* de Molière.
ALLEN (A. v.o.) : Broadway, 14 h. : *Le Cid* de Molière.

Les exclusivités

ALLEN (A. v.o.) : Broadway, 14 h. : *Le Cid* de Molière.
ALLEN (A. v.o.) : Broadway, 14 h. : *Le Cid* de Molière.

Les exclusivités

ALLEN (A. v.o.) : Broadway, 14 h. : *Le Cid* de Molière.
ALLEN (A. v.o.) : Broadway, 14 h. : *Le Cid* de Molière.

Les exclusivités

ALLEN (A. v.o.) : Broadway, 14 h. : *Le Cid* de Molière.
ALLEN (A. v.o.) : Broadway, 14 h. : *Le Cid* de Molière.

Les exclusivités

ALLEN (A. v.o.) : Broadway, 14 h. : *Le Cid* de Molière.
ALLEN (A. v.o.) : Broadway, 14 h. : *Le Cid* de Molière.

Les exclusivités

ALLEN (A. v.o.) : Broadway, 14 h. : *Le Cid* de Molière.
ALLEN (A. v.o.) : Broadway, 14 h. : *Le Cid* de Molière.

Les exclusivités

ALLEN (A. v.o.) : Broadway, 14 h. : *Le Cid* de Molière.
ALLEN (A. v.o.) : Broadway, 14 h. : *Le Cid* de Molière.

Les exclusivités

ALLEN (A. v.o.) : Broadway, 14 h. : *Le Cid* de Molière.
ALLEN (A. v.o.) : Broadway, 14 h. : *Le Cid* de Molière.

Les exclusivités

ALLEN (A. v.o.) : Broadway, 14 h. : *Le Cid* de Molière.
ALLEN (A. v.o.) : Broadway, 14 h. : *Le Cid* de Molière.

LES FILMS NOUVEAUX

FILE OU FACE (film français de Robert Enrico, v.o.) : U.C.C. Opéra, 21 h. : *Le Cid* de Molière.
FILE OU FACE (film français de Robert Enrico, v.o.) : U.C.C. Opéra, 21 h. : *Le Cid* de Molière.

FILE OU FACE (film français de Robert Enrico, v.o.) : U.C.C. Opéra, 21 h. : *Le Cid* de Molière.
FILE OU FACE (film français de Robert Enrico, v.o.) : U.C.C. Opéra, 21 h. : *Le Cid* de Molière.

FILE OU FACE (film français de Robert Enrico, v.o.) : U.C.C. Opéra, 21 h. : *Le Cid* de Molière.
FILE OU FACE (film français de Robert Enrico, v.o.) : U.C.C. Opéra, 21 h. : *Le Cid* de Molière.

FILE OU FACE (film français de Robert Enrico, v.o.) : U.C.C. Opéra, 21 h. : *Le Cid* de Molière.
FILE OU FACE (film français de Robert Enrico, v.o.) : U.C.C. Opéra, 21 h. : *Le Cid* de Molière.

FILE OU FACE (film français de Robert Enrico, v.o.) : U.C.C. Opéra, 21 h. : *Le Cid* de Molière.
FILE OU FACE (film français de Robert Enrico, v.o.) : U.C.C. Opéra, 21 h. : *Le Cid* de Molière.

FILE OU FACE (film français de Robert Enrico, v.o.) : U.C.C. Opéra, 21 h. : *Le Cid* de Molière.
FILE OU FACE (film français de Robert Enrico, v.o.) : U.C.C. Opéra, 21 h. : *Le Cid* de Molière.

LES FILMS NOUVEAUX

FILE OU FACE (film français de Robert Enrico, v.o.) : U.C.C. Opéra, 21 h. : *Le Cid* de Molière.
FILE OU FACE (film français de Robert Enrico, v.o.) : U.C.C. Opéra, 21 h. : *Le Cid* de Molière.

FILE OU FACE (film français de Robert Enrico, v.o.) : U.C.C. Opéra, 21 h. : *Le Cid* de Molière.
FILE OU FACE (film français de Robert Enrico, v.o.) : U.C.C. Opéra, 21 h. : *Le Cid* de Molière.

FILE OU FACE (film français de Robert Enrico, v.o.) : U.C.C. Opéra, 21 h. : *Le Cid* de Molière.
FILE OU FACE (film français de Robert Enrico, v.o.) : U.C.C. Opéra, 21 h. : *Le Cid* de Molière.

FILE OU FACE (film français de Robert Enrico, v.o.) : U.C.C. Opéra, 21 h. : *Le Cid* de Molière.
FILE OU FACE (film français de Robert Enrico, v.o.) : U.C.C. Opéra, 21 h. : *Le Cid* de Molière.

FILE OU FACE (film français de Robert Enrico, v.o.) : U.C.C. Opéra, 21 h. : *Le Cid* de Molière.
FILE OU FACE (film français de Robert Enrico, v.o.) : U.C.C. Opéra, 21 h. : *Le Cid* de Molière.

FILE OU FACE (film français de Robert Enrico, v.o.) : U.C.C. Opéra, 21 h. : *Le Cid* de Molière.
FILE OU FACE (film français de Robert Enrico, v.o.) : U.C.C. Opéra, 21 h. : *Le Cid* de Molière.

FILE OU FACE (film français de Robert Enrico, v.o.) : U.C.C. Opéra, 21 h. : *Le Cid* de Molière.
FILE OU FACE (film français de Robert Enrico, v.o.) : U.C.C. Opéra, 21 h. : *Le Cid* de Molière.

FILE OU FACE (film français de Robert Enrico, v.o.) : U.C.C. Opéra, 21 h. : *Le Cid* de Molière.
FILE OU FACE (film français de Robert Enrico, v.o.) : U.C.C. Opéra, 21 h. : *Le Cid* de Molière.

FILE OU FACE (film français de Robert Enrico, v.o.) : U.C.C. Opéra, 21 h. : *Le Cid* de Molière.
FILE OU FACE (film français de Robert Enrico, v.o.) : U.C.C. Opéra, 21 h. : *Le Cid* de Molière.

FILE OU FACE (film français de Robert Enrico, v.o.) : U.C.C. Opéra, 21 h. : *Le Cid* de Molière.
FILE OU FACE (film français de Robert Enrico, v.o.) : U.C.C. Opéra, 21 h. : *Le Cid* de Molière.

FILE OU FACE (film français de Robert Enrico, v.o.) : U.C.C. Opéra, 21 h. : *Le Cid* de Molière.
FILE OU FACE (film français de Robert Enrico, v.o.) : U.C.C. Opéra, 21 h. : *Le Cid* de Molière.

FILE OU FACE (film français de Robert Enrico, v.o.) : U.C.C. Opéra, 21 h. : *Le Cid* de Molière.
FILE OU FACE (film français de Robert Enrico, v.o.) : U.C.C. Opéra, 21 h. : *Le Cid* de Molière.

LES FILMS NOUVEAUX

FILE OU FACE (film français de Robert Enrico, v.o.) : U.C.C. Opéra, 21 h. : *Le Cid* de Molière.
FILE OU FACE (film français de Robert Enrico, v.o.) : U.C.C. Opéra, 21 h. : *Le Cid* de Molière.

FILE OU FACE (film français de Robert Enrico, v.o.) : U.C.C. Opéra, 21 h. : *Le Cid* de Molière.
FILE OU FACE (film français de Robert Enrico, v.o.) : U.C.C. Opéra, 21 h. : *Le Cid* de Molière.

FILE OU FACE (film français de Robert Enrico, v.o.) : U.C.C. Opéra, 21 h. : *Le Cid* de Molière.
FILE OU FACE (film français de Robert Enrico, v.o.) : U.C.C. Opéra, 21 h. : *Le Cid* de Molière.

LES FILMS NOUVEAUX

FILE OU FACE (film français de Robert Enrico, v.o.) : U.C.C. Opéra, 21 h. : *Le Cid* de Molière.
FILE OU FACE (film français de Robert Enrico, v.o.) : U.C.C. Opéra, 21 h. : *Le Cid* de Molière.

FILE OU FACE (film français de Robert Enrico, v.o.) : U.C.C. Opéra, 21 h. : *Le Cid* de Molière.
FILE OU FACE (film français de Robert Enrico, v.o.) : U.C.C. Opéra, 21 h. : *Le Cid* de Molière.

FILE OU FACE (film français de Robert Enrico, v.o.) : U.C.C. Opéra, 21 h. : *Le Cid* de Molière.
FILE OU FACE (film français de Robert Enrico, v.o.) : U.C.C. Opéra, 21 h. : *Le Cid* de Molière.

PARIS SE DÉCOULE

MONDE

Mercredi

UGC MARITZ - UGC GAMBETTA - UGC OPERA
 UGC ORLÉANS - UGC MONTMARTRE - UGC PARNASSE
 3 MURAT - 14 JUILLET BASTILLE
 14 JUILLET BEAUGRENELLE

SELECTION OFFICIELLE

VENISE 1980

PHILIPPE LEOTARD
 LAURA ALEXIS

la petite Sirene

ROGER ANDRIEU

EVELYNE DRESS

MARIE DUBOIS

FONDATION PHILIP MORRIS

SYNDICAT VERSAILLES - ARTEL ROBERT

ARTEL CRETEL - FRANCAIS ENRIEN

le troupeau

YILMAZ GÜNEY

Plus rien ne compte

devant cette simplicité

cette vérité, cette beauté

(Télérama)

A voir absolument

(Le Point)

le troupeau

YILMAZ GÜNEY

Plus rien ne compte

devant cette simplicité

cette vérité, cette beauté

(Télérama)

A voir absolument

(Le Point)

le troupeau

YILMAZ GÜNEY

Plus rien ne compte

devant cette simplicité

cette vérité, cette beauté

(Télérama)

A voir absolument

(Le Point)

le troupeau

YILMAZ GÜNEY

Plus rien ne compte

devant cette simplicité

cette vérité, cette beauté

(Télérama)

A voir absolument

(Le Point)

le troupeau

YILMAZ GÜNEY

Plus rien ne compte

devant cette simplicité

cette vérité, cette beauté

(Télérama)

A voir absolument

(Le Point)

le troupeau

RADIO-TÉLÉVISION

LETTRES

VU

PARIS SE PERD

Se promener à Paris dans les rues tranquilles du mois d'août, c'est se laisser prendre aux mailles de la nostalgie. Parce qu'on a le temps de regarder, on cherche à reconnaître, on cherche en vain. La ville change incroyablement. La mémoire, peut-être, embellit le passé...

C'est une bonne idée d'avoir programmé ce dimanche, dans la série "Rue des Archives", l'émission de nos collaborateurs André Farnigier et Frédéric Edelmann. Paris perdu. Jeu de mots ? Les auteurs juxtaposent des documents tournés entre les années 80 et aujourd'hui. Vingt ans de projets, de réalisations, de transformations, d'autocritiques, de glissements, qui ont pour mobile la nécessité évidente de moderniser la capitale, pour prêter de la place à ses habitants, pour motiver la spéculation.

Régulièrement on fait entendre un cri d'alarme : « Paris se vide ». C'est de voir, par le simple jeu des documents, à la suite de quelques saboteurs il est évident. Désespérant de se reconstruire, des multiples plans et contre-plans, des sommes colossales volatiles. Cadeaux de réentendre les délires utopiques, d'une part, les craintes et les avertissements inquiets, d'autre part. Regard de ravine le babil perdu des pavillons balnéaires, où d'été spontanément concentrés une vie artistique décolorée qui aurait pu devenir riche. « On a perdu le regard culturel de l'architecture », dit-il. Paris, perd, l'été est pavé de bonnes intentions, il n'est pas pour autant égrégable à vivre, telle est l'âme morose de l'émission.

Déraillement-désastre

Le programme du week-end dans son ensemble était d'ailleurs marqué par une sorte de déraillement-désastre, en tout cas dans ce qu'on appelle les variétés. Sans même parler des sinistres « comiques associés » du samedi, dont le bécotage couvrait l'inspiration des Marx Brothers, le « Numéro 1 » de Jean-Pierre Darras sur TF1 et l'« Antenne 2 » de Annie Cordy sur Antenne 2 n'ont pas été des réussites.

Jean-Pierre Darras a inséré d'ailleurs comment des chanteurs dans une trame simplissime : le feuilleton « milliardaire », devant produire, impose une

ex-majorité idiote à un metteur en scène étranger — qui porte la casquette d'Andréas Voutsinas — et à un imprésario à accent américain — il y a là un désastre. Petit air chauvin, — et monte l'enthousiasme comédien. On n'en voit qu'un court sketch pénible. Les auteurs n'ont eu ni l'audace, ni le temps, ni les moyens d'aller jusqu'au bout. Le seul moment drôle est celui de l'interview par José Artur, qui est à l'aise dans n'importe quelle situation.

Chez Jean-Pierre Darras, Annie Cordy, déguisée en Wonder Woman, chante Super Annie. Dans son émission, elle manifeste d'autres ambitions : elle joue Lucienne et le boucher, Madame Sans-Gêne, la Carista. Elle est une comédienne qui se rêve actrice. En somme, elle passe une audition pour les producteurs ou metteurs en scène qui auraient l'idée de rester sur Antenne 2. Elle a envie d'échapper à ses chaînes défilantes stupides, de faire du théâtre. Elle a du tempérament, de la gouaille, ce n'est pas une surprise. Elle a le goût du métier. Elle a besoin d'être fermement dirigée, car sa Lucienne tourne à la caricature grossière. Elle est capable de douceur laesse, mais la Carista ne se laisse pas découper en tranches. Et puis, là encore, la réalisation est trop bécote. Mais c'est quand même moins triste que le clou de « Numéro 1 », Jean-Pierre Darras chantant le Truc en plumes sur la voix de Zizi. Ça c'est Paris.

COLETTE GODARD.

SUR FRANCE-CULTURE, CONTES FANTASTIQUES...

● A partir de ce lundi, la première partie des soirées de France-Culture est consacrée, durant la semaine, à l'étude et à la mise en ondes de contes et de nouvelles fantastiques. C'est Maurice Sarfaty qui ouvrira cette étude, avec cinq dramatiques réalisées à partir d'œuvres assez peu connues, notamment les « Contes fantastiques » anglo-saxons du milieu du dix-neuvième siècle : les Chénier, les Blanchard, d'après James Hogg : *Poing de fer*, ou le démon de la vieille tour, d'après Walter Scott : *Le Château d'Otterlo*, d'après Horace Walpole : *Wolfenstein* et *Megalema*, ou la vengeance du Rosicrucien, d'après Percy Bysshe Shelley. Et pour commencer, ce lundi 18 août, Carole Rosta le soirier, d'après Nicolas Gogol. A partir du 25 août, Pierre Dupriez et Serge Martel prendront la suite en proposant d'établir une définition du « fantastique », en particulier en France, dans une série d'émissions intitulées « A contre-courant du fantastique français ».

★ France-Culture, 21 heures.

...ET SYMBOLIQUE DES NOMBRES

● Sous le titre « La symphonie des nombres », France-Culture propose une série d'émissions, réalisées en 1979 pour les « Chemins de la connaissance », qui constitue une excellente initiation à la science, à l'arithmétique. On sera ainsi successivement éclairés sur Pythagore et les néo-pythagoriciens : les cycles précolombiens dans le monde Maya ; les nombres dans le monde Maya ; les nombres et la Kabbale ; les nombres et la Kabbale ; les nombres dans la théosophie de Jacob Boehme ; les nombres chez Louis-Claude de Saint-Augustin ; les nombres vivants : les nombres et l'architecture ; les nombres et la physique moderne ; les nombres et l'inconscient. — B. A.

★ France-Culture, 22 h. 30.

La mort de Diego Fabbri

Le dramaturge italien Diego Fabbri est mort subitement le 14 août à Riccione, dans la province de Forlì. Il était âgé de soixante-neuf ans. Sa pièce « Procès à Jésus », adaptée par Thierry Maulnier, avait été représentée à Paris en 1958 avec un très vif succès. Mais « Procès à Jésus », en 1953 et 1957, « Procès de famille », en 1955, « Le Séducteur », en 1957, autres œuvres traduites par Michel Arnaud, lui avaient valu à Paris une réputation certaine, qui ne fut pas relancée en 1968 avec « Bienheureux les violents », et « Le Procès Karamazov », en 1970, adaptation d'un épisode du roman de Dostoïevski.

Les questions du catholicisme italien de l'après-guerre

C'est l'Unità qui estime que la mort de Diego Fabbri crée « un vide pesant dans la culture catholique de l'Italie contemporaine ». Jugement qui serait banal s'il n'amenait à se demander ce qui maintenant subsiste d'une telle culture, ou du moins qui peut en prétendre. La dernière pièce de Diego Fabbri, qui devait être montée en octobre par Sandro Bolchi, en était bien la définition. Elle consistait dans le dialogue de deux camarades de séminaire devenus vides, l'un a quitté la soutane mais garde la foi, l'autre, devenu cardinal, a perdu la foi mais gagné le pouvoir.

Pour dater qu'elle soit, une pareille intrigue reprend la dialectique entre la mystique et l'institution qui a tramé la longue œuvre de Fabbri. Secrétaire général du Centre catholique de culture, il prit de front en 1941 le conformisme ambiant et trouva immédiatement le succès avec Marala, où il posait le drame d'un homme qui n'était pas à l'aise dans une catastrophe où il sera impliqué en dénonçant ses propres responsabilités.

Pendant vingt ans, Diego Fabbri poursuivra une production théâtrale abondante, bien agencée, trop souvent comparée à celles de Pirandello, de Bertolucci ou de Claudel, alors qu'il y montrait beaucoup plus de maîtrise que de poésie ou de lyrisme.

Simultanément, Diego Fabbri travaillait pour le cinéma (il fut le scénariste d'Europe 51 de Roberto Rossellini), pour la télévision (il adapta Thérèse Desqueyroux, le Vice abonde, sur Cesare Pascucci), il dirigea l'hebdomadaire Fiera letteraria, et le Théâtre de la Comète.

La mesure même du succès qu'il recueillait inciterait sans doute à retrouver dans son œuvre le témoignage des questions que se posait le catholicisme italien dans l'après-guerre. Mais ce salueur proprement dramatique assurément — elle se surré : Retrouverait-on un jour Fabbri comme Claudel ? Il a eu tous les mérites du très bon artiste plus que ceux du dramaturge de génie. — J. N.

CARNET

Mariages

Patrick DHONT et Dominique GIRAULT ont été mariés le 15 août 1980, à Braye (Seine-et-Marne), le 5 août 1980. 34, avenue Beau-Corot, 95014 Paris. Mme Michèle Dhont, 32, rue Albert-Joly, 95000 Versaille. M. et Mme Jacques Girauly, Avenue Lopes de Azevedo 998, Cidade Jardim, 05603 São Paulo (Brésil).

Décès

— Le docteur Maurice Collard, François, Elisabeth, Marie-Eve et Jean-Mathieu Collard, sa famille et ses amis, ont l'immense chagrin de faire part du décès de Mme MAURICE COLLARD née Jacqueline Mouton, survenue le 12 août 1980, à l'âge de quarante ans. L'enterrement aura lieu dans l'intimité.

— M. Lucien Guérard, inspecteur général honoraire des affaires sociales, ainsi que toute la famille, ont le deuil de faire part du décès de M. Roger WILLI, leur oncle bien-aimé, survenu le vendredi 15 août, dans sa quatre-vingt-onzième année. L'enterrement aura lieu le lundi 18 août, à 16 heures, au cimetière du Montparnasse. Ni fleurs ni couronnes.

Anniversaires

— En ce premier anniversaire de la disparition de son fils, M. Odile MATHIEU-PARLANGE ses enfants et petits-enfants demandent une pensée à ceux qui l'ont connue.

— Le 18 août, quarantième anniversaire de la mort de Louis KENOUD, une pensée est demandée à ceux qui l'ont connu.

Sur terre, sur mer ou dans les airs, je bois SCHWEPES SCHWEPES « Indian Tonik » ou SCHWEPES Lemon.

Lundi 18 août

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

18 h Série documentaire : Des paysans. Par J.-C. Bringer et H. Knapp. (Rediff.) Après une série d'enquêtes à travers le monde, des géographes, des sociologues s'interrogent sur les paysans et leur vie. Première partie : Les rochers.

19 h Caméra au poing : l'île des Lémuriens.

19 h 20 Emissions régionales.

19 h 45 Série : « Frédéric ».

20 h Journal.

20 h 35 Cinéma (hommage à Bourvil) : « Le Chemin des écoliers ». Film français de M. Roussin (1959), avec P. Amoult, A. Delon, Bourvil, J.-C. Braly, L. Ventura, P. Mondy, P. Dubost, M. Labeau, S. Lilla, J. Brochant. (R.)

D'après un roman de Marcel Aymé, une comédie de boulevard sur le temps de l'Occupation. Rien n'est expliqué ni analysé et la réalisation est académique.

21 h 50 Série : « Grande-Mère ». Émission de J. Prappat. Jeanne et Hélène, Jeanne à quatre-vingt-trois ans et Hélène quatre-vingt-quatre. Elles vivent à La Grand-Combe, près d'Albi, dans les Cévennes. A chaque fois elles transmettent à la télé. Elles racontent.

22 h 35 Les musiciens du soir : les baladins.

23 h 5 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

18 h Récit A 2. Le fantôme de l'espace : Séamus et Diabolo ; Le neveu d'Amérique.

PAUL LOUP SULITZER
MONEY
le premier western financier
roman/dénoël

18 h 30 C'est la vie.

18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.

19 h 20 Emissions régionales.

19 h 45 Variétés : Trente-Six bouts de chandelles.

20 h Journal.

20 h 35 Magazine : Question de temps. Au sommaire : un reportage sur le duel Carter-Rogers ; une interview, en direct, de Georges Seguy, secrétaire général de la C.G.T. et en entretien avec le Père Pedro Arrupe, supérieur général des jésuites.

21 h 40 Document : Les religions au Brésil. Football.

22 h 25 Sport : Catch.

23 h 5 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

19 h 10 Journal.

19 h 20 Emissions régionales.

19 h 40 Pour les jeunes.

20 h 45 Variétés : Héro-Jennas.

20 h Les Jem.

Mardi 19 août

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

12 h 15 Jeune pratique. Le nid à cheval.

12 h 25 Jeu : Avis de recherche.

13 h Journal.

14 h 45 Série : « Shift » (Défilé de l'été).

17 h Scoubidou : carnaval.

17 h 15 Croque vacances. Dessin animé : l'histoire de l'été. Infos nature : Variétés : Old Gang Jaki ; Les comètes : à travers Madagascar.

18 h Série documentaire : Des paysans. N° 2 : le pain.

19 h Caméra au poing (l'île des Lémuriens).

19 h 20 Emissions régionales.

19 h 45 Série : « Frédéric ».

20 h Journal.

20 h 30 Série : « Mathias Sandorf ». D'après J. Verne. Adapt. : O. Desailly. Réal. : J.-P. Decourt.

21 h 20 Documentaire : les Français du bout du monde. Un Français à Singapour. Émission de P. Dhôtel et J. Bquer. Charles Despoint dans un Orient si important rétrospectivement en catastrophe.

22 h 15 Médicale : les cloques, le psychisme et l'antidote.

Émission d'E. Lalou et L. Barrière. Avec les docteurs Sobé, psychologue pour enfants, et David, psychologue, et la participation d'un père de famille et d'un clown professionnel.

23 h 15 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

12 h 30 A.N.T.O.P.E.

12 h 45 Journal.

14 h 35 Série : « Kiki et Cie ». Les pierres de guise.

14 h Aujourd'hui, madame. Devenir éternelle.

16 h 55 Faut-il ? L'aventure est au fait de la route.

Une série de trouvailles.

18 h 55 Récit sur le chant des tous. Histoire d'été.

18 h 35 Cinéma : « Meyerling ». Film français d'A. Litvak (1955), avec D. Darrin, O. Roy, J. Dax, M. Haguen, O. Dondès, J. Dubouché, X. Lacroix, A. Pin, A. Dubouché. (N. Rediffusion.)

D'après le roman historique de Claude Anet, un film sentimentel et romantique mis en scène avec soin et de Charles Boyer et Danielle Darrieux forment un couple troublant.

18 h Récit A 2. Casper et ses amis : Séamus et Diabolo ; Le neveu d'Amérique.

18 h 30 C'est la vie.

18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.

19 h 20 Emissions régionales.

19 h 45 Variétés : Trente-Six bouts de chandelles.

20 h Journal.

20 h 35 Les dossiers de l'écran : « Betzi ». Téléfilm britannique de W. Douglas-Roma. Réal. : O. Winham. Avec : G. Gutteridge, P. Finlay, B. Cookson, B. Murray. L'histoire de l'empereur prisonnier.

21 h 35 Dédé : Napoléon à Sainte-Hélène. Avec M. J. Tulard, professeur d'histoire à la Sorbonne, A. Castelnau, historien, W. Smith, professeur à l'université de Londres, P. Beaucourt, historien, le docteur J.-P. Lemaire.

23 h 5 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

19 h 10 Journal.

19 h 20 Emissions régionales.

19 h 40 Pour les jeunes.

20 h 45 Variétés : Les couleurs du temps de l'été.

20 h Les Jem.

20 h 30 Cinéma pour tous : « L'adorable Voltine ». Film américain de R. Quinn (1958), avec J. Stewart, E. Novak, J. Lammont, E. Brown, H. Gimpel, E. Landreth, J. Rula. (Rediffusion.)

Une comédie américaine qui fait penser, par son humour et son recours au fantastique, à Ma femme est une sorcière, de René Clair. Kim Novak est réellement adorable.

22 h 10 Journal.

20 h 30 Cinéma public : « Voyage au-delà des vivants ». Film américain de G. Reinhardt (1954), avec C. Gable, L. Turner, V. Maura, L. Callahan, O.E. Howe, W. Hyde-White. (Rediffusion.)

Les histoires merveilleuses de la littérature médiévale et la chronique de résistance. Le film est correctement réalisé mais peu convaincant.

22 h 15 Journal.

FRANCE-CULTURE

18 h L'épopée des matières premières : L'or. 19 h 25, Sons : Bestiaire d'outils. 19 h 30, Alpes, piéces et sacs : L'île de Bréhat (première partie). 20 h La comédie musicale : Broadway. 21 h 30, L'opéra des matières premières : L'or. Adapt. : M. Sarfaty. 22 h 30, Des pas sous les premières étoiles, par D. Ceuz. 23 h 30, Les chemins de la connaissance : La symbolique des nombres (Rediff.). 23 h 30, Trois hommes à la recherche d'une comète. Feuilleton de L. Kobrynaki. (Rediff.). 23 h 30, New-nuits.

FRANCE - MUSIQUE

18 h 30, Prologue : autour de la Cinquième symphonie de Beethoven. 19 h 30, Festival de Salzbourg 1980 : « Symphonie n° 3 de Mahler » et « Symphonie n° 5 en ut mineur », de Beethoven, par l'Orchestre philharmonique de Vienne, dir. R. Biehn. 22 h 30, Les nuits d'été : La musique au livre : 23 h, Rome : de l'Apollon au Costanza (Verdi, Focchini, Massagni).

FRANCE-CULTURE

14 h, Le concert, avec P. Sacher : « Symphonie n° 35 » (Haydn) : « Consensus pour violoncelle et orchestre » (Vivaldi). 14 h 30, Les vampires de l'Alfama, de P. Kast. Adapt. : M. Boudet. (Rediff.). 17 h 30, L'opéra des matières premières : Son époque, ses familles. 18 h, L'épopée des matières premières : L'or. 19 h 25, Sons : Bestiaire d'outils. 19 h 30, Alpes, piéces et sacs : L'île de Bréhat (deuxième partie). 20 h La comédie musicale : Broadway. (deuxième partie). 21 h 30, L'opéra des matières premières : L'or. Adapt. : M. Sarfaty. 22 h 30, Des pas sous les premières étoiles, par D. Ceuz. 23 h 30, Les chemins de la connaissance : La symbolique des nombres (cycles précolombiens dans le monde Maya). 23 h 30, Trois hommes à la recherche d'une comète. Feuilleton de L. Kobrynaki. (Rediff.). 23 h 30, New-nuits.

FRANCE - MUSIQUE

14 h, Collection particulière : « Itzak Perlman, musicien de chambre et virtuose », œuvre de Elzard, Beethoven, Paganini, Bartol et Kreisler ; 15 h, Œuvres de Beethoven, Bartok et Paganini ; 16 h 30, Œuvres de Mendelssohn, Sarasate, Brahms et Chausson. 17 h 30, Concert : Radio-France, le 27 janvier 1979, à l'Auditorium 105 de Radio-France, avec l'Orchestre philharmonique, dir. B. Brown ; 18 h 5, Kléopâtre-Sol ; 20 h, Prologue au concert. 20 h 30, Concert : Festival d'été de Paris (en direct de l'église Saint-Eucaire-du-Mont), œuvres de John Dowland, par The London Early Music Group, dir. James Tyler (concert sous le patronage du British Council). 21 h 45, Concert donné au Théâtre de l'Est parisien : Œuvres de Debussy, Stravinsky et Bartok, par l'ensemble 25 25, dir. A. Banquart. 22 h, Les nuits d'été : Rome, l'opéra aujourd'hui (Verdi, Mascandante, Rossini, Stravinski) ; 0 h, Concert dans la ville (Bartok, Elgar) ; Œuvres : Opéra de Plo X sur la musique religieuse (Allegri, Vivaldi, Wagner).

MOQUETTE
100% pure laine
50% de sa valeur
A partir de 60F.

Grand choix de coloris
Petite et grande largeur
Devis gratuit
Pose par spécialistes

La Moquetterie
334 rue de Valenciennes - Paris 19e
Métro Convention
Tél. 942.42.62 ou 250.41.55

OPÉRATION SPÉCIALE
3 costumes
(2 pièces)
1200F
1 costume à partir de 500F
pau-laine, laine et polyester, valeurs color, etc.
3 pantalons 350F
pau-laine, laine et polyester, valeurs color, etc.
3 chemises 140F
polyester et coton
CLUB DX 131
TOUT LE PRÉT A PORTER
MASCULIN
ouvert tous les jours de 10h à 18h30
CLUB DX 131
131, rue de Fg S' Honoré
75008
M° S' Philippe du Roule

upeau

SPORTS

AUTOMOBILISME

Sur le circuit d'altitude de Zellweg

Jabouille devance Jones, dans le Grand Prix d'Autriche

Situé à 850 mètres d'altitude dans la province de Styrie, le circuit de Zellweg, où a eu lieu dimanche 17 août le Grand Prix d'Autriche, favorisait les deux Renault turbocompressées de Jean-Pierre Jabouille et de René Arnoux. En altitude, tous les moteurs atmosphériques perdent de leur puissance alors qu'au contraire les moteurs turbocompressés, dont la pression d'admission est réglable, conservent leur potentiel. Comme seules les voitures de Jabouille et d'Arnoux étaient équipées en formule 1 de moteur turbocompressé, l'avantage qu'avait au départ l'équipe Renault était très net.

Aux essais, les pilotes de la Régie avaient surclassé leurs adversaires d'une manière inhabituelle en formule 1 d'environ 3 secondes sur un tour de circuit. Renault avait déjà mis à profit cette allée qu'est l'altitude, notamment au mois de mars dernier en Afrique du Sud, à Kyalami (près de 2 000 mètres), où René Arnoux avait gagné sans être trop inquiété.

Compte tenu des débâcles qui ont pénalisé l'équipe de course de la Régie depuis plusieurs mois, il ne s'agissait cependant à Zellweg que d'un avantage mécanique fragile. Chez Renault, on était en effet plus ou moins dans l'inconnu pour ce qui concerne les pneus et les ressorts de suspension, peu fiables dans les précédents Grands Prix, et plus particulièrement une semaine plus tôt en République fédérale d'Allemagne, où Jabouille et Arnoux avaient été contraints à l'abandon, ressorts de suspension cassés. Depuis les deux victoires de René Arnoux au Brésil et en Afrique du Sud, la situation ne souffrait aucune équivoque dans l'équipe française. Seul René Arnoux pouvait encore devenir champion du monde, et c'était donc lui qui devait essayer de gagner, si du moins le déroulement de l'épreuve le permettait. Jabouille, qui restait sur quinze abandons consécutifs depuis sa victoire au Grand Prix de France à Dijon, en juillet 1979, l'avait fort bien admis. La consigne était de rester dans les roues de René Arnoux. Pour mettre toutes les chances de son côté d'Arnoux, il avait même été décidé à Zellweg de monter des pneus à gomme dure — théoriquement plus résistants — sur sa voiture, alors que Jabouille portait ceux à gomme tendre. La diversification est sans doute une sécurité, mais elle n'a pas joué dans le sens espéré.

Les Ligier surclassées aux essais

En début de course, tout s'est passé comme prévu et souhaité. Dès le quatrième tour — la course en comptait cinquante-quatre, soit 250 kilomètres à parcourir — René Arnoux et Jean-Pierre Jabouille avaient dépassé Alan Jones (Williams), le plus rapide à l'époque. Les deux pilotes de la Régie avaient la course bien en main. Jabouille respectait la consigne à la lettre, en réserve pour le cas où. Les Ligier de Jacques Laffite et de Didier Pironi, surclassées aux essais et apparemment pénalisées par un choix de pneumatiques peu heureux, étaient distancées. De toute façon, au vingtième tour que René Arnoux, dont l'avance sur Jones, pointé troisième, était d'une dizaine de secondes, allait perdre toutes les chances et de remporter le Grand Prix d'Autriche, et de conquérir en 1980 le titre de champion du monde. Il devait observer un arrêt à son stand pour changer de pneu et l'on sait qu'en formule 1 un arrêt est dans la plupart des cas sans appel.

Restait Jean-Pierre Jabouille pour prendre le relais, et qui, en coup, avait retrouvé toute sa liberté et les plus grandes ambitions. Son avance sur Jones montait jusqu'à onze secondes, mais, dès le quarante-cinquième tour, la Williams se rapprochait régulièrement. Au cinquantième tour, à quatre tours de l'arrivée, l'écart entre les deux pilotes était plus que de trois secondes. De toute évidence, Jabouille connaissait lui aussi les problèmes de pneumatiques, et le tout est de savoir si la dégradation de la tenue de route de sa voiture, consécutive à l'usage des pneus, allait lui permettre de tenir Jones à distance jusqu'au cinquante-quatrième tour. Les 82/100 de seconde séparant les deux pilotes à l'arrivée montraient à quel point Jabouille a été menacé par le diable de Jones, classé deuxième à Zellweg comme il l'avait été la semaine passée à Hockenheim au Grand Prix de la République fédérale d'Allemagne, derrière Laffite.

Premier ou deuxième, Alan Jones sort de toute façon grand vainqueur du Grand Prix d'Autriche. Les six points supplémentaires que Jones a marqués à Zellweg, et le fait qu'il a précédé tous les postulants au titre mondial, consolident encore sa position. Désormais, Jones est d'autant plus le grand favori du championnat du monde que les quatre Grands Prix qui restent à disputer — Pays-Bas, Italie, Canada, États-Unis, côte ouest — sont, par leurs caractéristiques, à son avantage. Les victoires de Williams, comme il se doit d'ailleurs, favorables aux Ligier.

Sur les traces des circuits de Zandvoort, Imola, Montreuil et Watkins-Glen (1), les Renault ne retrouveront pas les mêmes avantages qu'à Zellweg, encore qu'à la Régie on considère que les

FAITS DIVERS

LES ACCIDENTS DE MONTAGNE ONT ÉTÉ EN DIMINUTION CET ÉTÉ

Cinquante personnes ont trouvé la mort en montagne, entre le 15 juin et le 15 août, dans les Alpes françaises, contre soixante-huit l'année dernière. En 1979, le trop grand fréquentation de certains massifs avait provoqué de nombreuses imprudences, faisant de l'escalade et de la randonnée les sports les plus dangereux. Cette année, les mauvaises conditions climatiques semblent être la cause principale de la diminution des accidents. Les conditions sont multiples avec le retour du beau temps, depuis le 9 août. Toutefois, depuis deux semaines, les guides du peloton de montagne estiment que le climat est à pris un caractère « plus estival » et que les courses de rocher peuvent se faire dans de bonnes conditions. D'autre part, un touriste italien, M. Giovanni-Marie Astegiano, quarante ans, a fait, vendredi 15 août, une chute mortelle de 300 mètres dans le massif des Merveilles (Alpes Maritimes) alors qu'il était en randonnée à 2 500 mètres d'altitude avec des amis.

DEUX MORTS DANS LES BAIS

L'intervention musclée de bandes de jeunes dans les Bais a entraîné deux nouvelles morts. A Gendrey (Jura), un ouvrier âgé de vingt-deux ans, M. Dominique Petit, a été tué, et trois personnes blessées, samedi 16 août, par un agresseur armé d'une carabine 22 long rifle. Trois jeunes gens étaient venus de Besançon perturber le bal de Gendrey, ont été appréhendés. Ces jeunes gens auraient voulu venger de leur récente défaite, dans une commune voisine, face à des jeunes de la région de Besançon.

CASCADES MEURTRIÈRES

Blarritz. — Un adolescent de quatorze ans a été tué et cinq autres personnes blessées, dont deux grièvement, à Anglet (Pyrénées-Atlantiques), au cours d'un accident qui s'est produit lors d'un spectacle de cascade automobile donné samedi 16 août par l'équipe de Michel Charroux. Les victimes se trouvaient devant les barrières de sécurité, à proximité des câbles de protection destinés à empêcher les voitures de sortir de la piste. L'une d'entre elles, en fin de course, a heurté le filin, ce qui a entraîné la chute de la cascade. Celui-ci est tombé sur les spectateurs. — (Corresp.)

TENNIS

BORG ABANDONNE À TORONTO

Le Players International de Toronto, championnats du Canada disputés au York University Tennis Centre et dotés de 250 000 \$ de prix, attire les grandes raquettes depuis l'an dernier, non seulement à cause de la générosité de John Players et son, mais aussi parce que son Central a été reconstruit en « decoturf », surface sur laquelle va se dérouler l'Open des États-Unis à Flushing Meadows. Il s'agit plus d'un dernier entraînement que d'une répétition. Il ne faut guère plus attendre d'importance aux résultats en trois sets que pour le Queen's de Londres à la veille de Wimbledon. Après les éliminations ou les réminiscences préliminaires de McEnroe et Gerniatz, Borg avait laissé entendre qu'il souffrait d'un genou. Ce qui ne l'avait pas empêché de rallier la finale en battant facilement Sadri (6-1, 6-4) et Sandy Mayer (6-0, 6-3). Cependant, opposé en finale dimanche 17 août au jeune et coriace chécoslovaque Ivan Lendl, qu'il considère comme le champion de demain, Borg s'est vu, dès le début du match, lancé dans une dispute épuisante sur tous les points. Il a été mené dans le deuxième par 4-5 lorsqu'il abandonne, préférant ne pas tomber boîtier et garder ses chances intactes pour Flushing Meadows.

La France battue en coupe Davis. — La coupe Valerio, réservée aux équipes nationales juniors et disputée à Lescar (Haute-Garonne), a vu les Espagnols battre les Français en finale (4-1). Jérôme Potier seul a battu Toms (6-3, 7-6), performance enviable.

ATHLÉTISME

LE FRANÇAIS FERREIRA PASSE 5,70 MÈTRES À NICE

La « perche d'or », sommet de la réunion internationale dite « Nikala » au Parc de l'Onest à Nice, n'a pas tenu toutes ses promesses, la vedette n° 1, le Polonais Vladislav Kozakiewicz, médaillé d'or à Moscou, s'étant malencontreusement blessé en s'échauffant. Ce concours aura du moins apporté une grande satisfaction au camp français : Vigneron et Bellet éliminés, Houvion dépassé à 5,60 m, ce fut Serge Ferreira, vingt et un ans, le fils du gardien du Stade de Colombes, qui termina en vainqueur avec un saut de 5,70 m au deuxième essai, devant Houvion, le Polonais Klimovsk, le Russe Volkov, l'Américain Olson.

L'ensemble de la réunion, malgré les seize mille spectateurs qui garnissaient les gradins du superbe stade, fut assez languissante. Le record mondial de Jazy sur le mille (3 min. 53 sec. 6) ne fut pas battu. L'Américain Steve Scott l'emportant sans grand panache et José Marajo ne terminant que quatrième.

A Barletta, son pays natal, le sprinter italien Pietro Mennea, médaillé d'or à Moscou, a réalisé 19 sec. 96 sur 200 m, meilleur chrono jamais enregistré au niveau de la mer (record du monde : 19 sec. 72 par Mennea à Mexico).

Football

CHAMPIONNAT DE FRANCE DE DEUXIÈME DIVISION CLASSEMENTS

Groupe A : 1. Montluçon ; 2. Montpeller, Angoulême ; 4. Ajaccio ; 5. Béziers. Groupe B : 1. Tignes ; 2. Rouen ; 3. Blois ; 4. Reims ; 5. Le Mans ; 6. Châteauroux.

SPORTS ÉQUESTRES

L'Autrichien Hugo Simon brillant vainqueur du Grand Prix de Rotterdam

De notre envoyé spécial

ROTTERDAM. — Le concours hippique international officiel de Rotterdam a pris fin dimanche 17 août avec le Grand Prix disputé sous un soleil resplendissant devant des tribunes archicomblées. L'autrichien champion de France Gilles de Balanda, notre plus solide atout, a dû se contenter d'une huitième place, malgré un début plus que prometteur. La deuxième phase de la compétition, en effet, devait consacrer la défaite complète de ce cavalier en selle sur le cheval Galoubet, somptueux dans un premier temps, puisqu'il s'était classé au titre du premier tour, et accumulant au second les bécotes au point de l'écart du barrage auquel son talent le destinait.

Après l'étonnant Prix du Port de Rotterdam couru la veille samedi avait donné lieu à un débat passionnant de bout en bout. Douze obstacles phénoménaux parsemaient le gazon fleuri de la piste, douze obstacles qui leur reconnaissance à pied terminée, avaient incité bon nombre de concurrents à retirer leurs noms. Les plus nombreux affaiblissant leur confiance à vingt-quatre heures du Grand Prix. C'est ce que fit Hervé Godignon et Frédéric Cottier, confortablement sur ordres de Marcel Rosier, chef d'équipe pour la France, qui ne jouèrent d'ailleurs, aucun rôle, Eusebe (Frédéric Cottier) chargeant tous les obstacles et passant au-dessus de la main.

L'épreuve comportait un triple particulièrement trappu que dix cavaliers seulement franchirent sans rien accrocher sur les cinquante-six partants. La plupart relâchèrent à qui mieux mieux les barres attaquées au faux train. Ce fut le cas d'Hervé Godignon, victime d'une chute sévère au deuxième élément. Ce fut lui encore — pour ne citer que les

échecs les plus navrants — de l'Allemand de l'Est Paul Schockemöhle à qui son cheval El Paso, ce seigneur de toutes les pistes fit « main » d'une violente secousse de tête.

On eût tout de même es barrières et c'est le jeune Hollandais Henk Nooren, un élève du crack allemand Hans Günther Winkler, qui l'emporta dans un style ouragan.

L'Autrichien Hugo Simon, toujours à la pointe du combat, prouva péremptoirement sa classe dimanche en radugeant sur le bel Glasstone le Grand Prix. Seule l'impétuosité de ce cavalier lui jeta des tords pendables. Elle est si manifeste que les rires fusent dans le public à voir tout son personnage inventer mille diableries pour gagner. A Rotterdam, il a mis dans sa poche ses plus intimes rivaux, dont le jeune et très coriace Anglais John Whitaker et l'Américain Melanie Smith. Performance d'autant plus méritoire qu'il montait un cheval un peu lourd dans la coupe rigoureusement horizontale.

Le Grand Prix n'était certes pas une amulette, la cote des quatorze obstacles oscillant entre 1,50 m et 1,60 m, sans parler des larges, démesurément larges. On pourra évaluer les difficultés accumulées quand on saura que le Suisse Thomas Fuchs, premier appelé en piste, et qui n'était pourtant pas un débutant sur le théâtre international, fut renvoyé au paddock sur le score de 40 points et demi.

Les Français étaient représentés, outre Gilles de Balanda, par Frédéric Cottier (Piaf), Jean-Marc Nicolas (Seymour), et Jean-Marc Nicolas (Seymour). Tous deux chutèrent, simple simple coincidence ? au troisième élément du triple. A noter que les quarante-huit chevaux inscrits au programme, et représentant dix-huit nations, neuf d'entre eux échouèrent au même obstacle.

Surprise américaine

Les Américains furent surpris à Rotterdam quand ils croyaient surprendre. Ils ont remporté tout récemment le Prix des nations à Dublin, et ils avaient talonné les Français dans la même épreuve. Ils ont été les plus décevants. De bons classements sans doute des accessits stériles, des victoires, nenni. Melanie Smith est loin de balayer dans l'aura qui faisait sa devise, la ravissante Kathy Kusner, la championne égale pour ne pas dire plus, de la Française Janou Tissot-Lefebvre. Les cinq autres cavaliers américains ne sauront faire oublier le très classique Neal Shapiro dont il serait vain de chicaner le talent en encore moins Frank Chapot et encore moins William Seickman, médaillé d'or à Monaco.

Un dernier mot sur le crack français Val de Loire, passé dans le plus de la formation américaine (et qu'il nous est arrivé de monter des sa prime jeunesse). Ce superbe aïeul, âgé aujourd'hui de dix-sept ans, n'a rien perdu de sa fraîcheur ni de son extrême plaisir à avaler les obstacles sans effort apparent de déglutition. Sa carrière le mène de France en Espagne, où il fut longtemps le plus célèbre monture du champion olympique l'Allemande Cervera, jusqu'au jour où un médecin américain, sur un coup de foudre, le paya 400 000 francs lourds et lui fit traverser la mare aux haras.

VOILE

« FRANCE - III » ET « LIONHEART » À ÉGALITÉ DANS LA COUPE DE L'AMERICA

Le jury de la Coupe de l'America a donné droit à la réclamation qu'avait déposée le baron Bieh au nom du voilier français « France - III », lequel avait été heurté par le deux mâts britannique « Lionheart » avant la ligne de départ.

Les régates prévues pour samedi 19 août n'ont pu avoir lieu, des vents de SE accablant tout le monde. Les régates de la mer.

Ski nautique

Championnat d'Europe de figures à Bédin (Grande-Bretagne) : Fabrice Martin (Fr.) ; 2. Tanguy Bonet (Fr.).

Le projet de récupération des « trésors » du Titanic

L'utopie d'un milliardaire texan

Solente-huit ans après son naufrage, le Titanic restait parler de lui. Une expédition américaine, financée par un riche pétrolier texan, M. Jack Grimm, se propose d'aller récupérer dans l'épave, les « trésors » (diamants, or, notamment) qui ne peuvent manquer d'y avoir coulé en Atlantique-Nord avec ce paquebot de luxe de 80 000 tonnes. Quinze cents personnes, au moins, ont disparu dans ce naufrage.

Par son, une épave a été repérée dans la région du naufrage, par 800 mètres de fond. Des essais d'identification par caméra sous-marine, descendant à partir d'un bateau de surface, ont dû être abandonnés, dimanche 17 août, en raison de l'état de la mer. Ce contretemps n'aurait pas abattu le moral de l'expédition qui envisageait, selon divers agences de presse, d'utiliser l'année prochaine le sous-marin Albatros pour aller reconnaître l'épave. Vendredi ensuite le décapage du Titanic qui permettrait d'avoir accès aux chambres fortes.

Un tel projet semble, en l'état actuel des techniques sous-marines, relever de la pure utopie. Certes, l'Albatros peut descendre à 4 500 mètres et il a été utilisé, en 1966, à la récupération de la bombe H américaine perdue, au large de Palomares, par 750 mètres de fond, et en 1969 à celle du petit sous-marin de recherche Alvin coulé l'année précédente dans l'Atlantique par 1 540 mètres de fond.

Dans les Bouches-du-Rhône

60 HECTARES DE PINÈDES INCENDIÉES

Quatre jeunes gens qui avaient tenté de mettre le feu à la forêt de Desaignes (Ardèche) dans la nuit du 10 au 11 août ont été entendus par les gendarmes de La Mastre, le vendredi 15 août. Ils seront présentés prochainement au parquet. L'incendie qu'ils avaient déclenché en jetant de l'essence sur un feu d'allumettes était presque immédiatement.

Dans le même département, trois équipes de vigiles du feu ont été postées sur des hauteurs et surveillent la forêt aux jumelles. Dans les Bouches-du-Rhône, 60 hectares de pinède ont été détruits dans la nuit du samedi 16 au dimanche 17 août, à Châteauneuf-les-Marigues et près d'Aubagne. Ces deux incendies ont été déclenchés dimanche en fin de matinée, et leurs causes ne sont pas connues. M. Edmond Garcin, maire d'Aubagne et député communiste des Bouches-du-Rhône, a demandé un premier ministre une enquête sérieuse, formelle, et le remboursement rapide des régions sinistrées.

En Islande

ERUPTION DU VOLCAN HEKLA

(De notre correspondant.)

Reykjavik. — Le volcan Hekla s'est réveillé en Islande. C'est la sédition la plus récente que des hommes habitent sur cette île, que l'Hekla, se met en colère. L'éruption de 1947, qui avait duré plus d'un an, fut une des plus grandes du siècle, et la dernière date de 1970.

D'une faille de 8 kilomètres de long sortent, cette fois-ci, trois fleuves de lave qui serpentent à l'ouest, à l'est, et au sud, différentes au milieu des neiges, et un nuage de cendres qui, trois heures après le début de l'éruption, atteignait déjà plus de 16 kilomètres d'altitude. Ce projeté dans le ciel. Le panache est visible de la capitale à plus de 100 kilomètres de distance, et des retombées de cendres ont été repérées dans le nord du pays à 200 ou 300 kilomètres du volcan.

De nombreuses panaches de cendres ont affecté Reykjavik dimanche 17 août : le lac d'un barrage proche du volcan est recouvert d'une pluie de cendres qui flottent sur l'eau et en perturbent le fonctionnement. L'Islande est régulièrement le théâtre d'éruptions volcaniques. L'éruption de l'Heimay aux îles Vestmann, en 1973, avait enseveli sous les cendres une partie de la ville de Vestmannaeyar, et la population avait été évacuée. L'eau chaude, qui sort du sol à plusieurs centaines de degrés de la capitale, Reykjavik, bénéficie de cette source d'énergie propre et peu coûteuse. Le cratère de l'énergie a rendu maintenant rentable l'équipement de la majeure partie de l'île.

GÉRARD LEMARQUIS

Le Monde des PHILATÉLISTES

Le bulletin de la philatélie

Au sommaire du numéro de juillet-août (60 pages)

LA MAXIMAPHILIE

LA « RÉVOLUTION » DE LA ROTATIVE (Timbres et types)

L'illustration des timbres français de 1980... et les nouveautés du monde entier

Nu mérité dans les kiosques depuis le 3 juillet : 7 francs. Numéro spécimen sur demande : 11 bis, bd Haussmann, 75008 Paris. Téléphone : (1) 265-72-25, poste 2304.

مكتبة من الأصل

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.E.
DEMANDES D'EMPLOI	57,00	67,03
IMMOBILIER	14,00	16,46
AUTOMOBILES	39,00	45,86
AGENDA	38,00	45,86
PROP. COMM. CAPITAUX	105,00	128,48

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENGAGEES	La ligne	T.E.
OFFRES D'EMPLOI	53,00	58,80
DEMANDES D'EMPLOI	9,00	9,40
IMMOBILIER	26,00	29,40
AUTOMOBILES	28,00	29,40
AGENDA	25,00	29,40

REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

IMPORTANTE BANQUE RÉGIONALE DE L'EST

recherche

DIRECTEUR D'AGENCE

(CLASSE V - VI)

La fonction conviendrait à un cadre bancaire confirmé pouvant justifier de plusieurs années d'expérience, de préférence dans un service d'exploitation.

Nous voudrions rencontrer un homme d'action, conscient de l'aspect commercial du poste, capable d'assumer la gestion de l'ensemble des activités d'une agence d'une dizaine de personnes et étant à même de prendre directement en charge la partie crédits aux entreprises.

Nous offrons une rémunération motivante, une voiture de fonction, des perspectives d'avenir intéressantes.

Les dossiers de candidature (avec C.V. manuscrit + photo + prétentions) adressés sous référence 8.785 à « Le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09, seront examinés avec la discrétion la plus absolue.

SUPERMARCHÉS ALIMENTAIRES



BOURGOGNE - FRANCHE-COMTE
SUD ALSACE - CHAMPAGNE

recherches

DIRECTEURS

• Commerciaux dynamiques justifiant d'une expérience dans ce poste.

• Seront responsables dans le cadre de la politique de la Société, d'une unité de vente, des résultats et de la réalisation des budgets.

• Position Cadre assemblé + tous avantages sociaux (12e mois, primes, participation...).

Env. curr. vitas détaillé + photo à :

Service
Recrutement
Magne

cedis

8 Bis DIDEROT 25000 BESANCON
TEL (16-91) 82.80.50

GRANDE BANQUE PRIVEE

recherche pour sa succursale de LYON un

CADRE COMMERCIAL

Cientèle d'entreprises

C'est un homme de terrain qui a le goût des contacts. Pour occuper ce poste, il faut avoir :

- une formation supérieure
- une expérience bancaire de 2 à 4 ans
- une bonne pratique en matière de prospection et de gestion d'un portefeuille de clientèle d'entreprises
- un bon sens du risque.

Il est en outre indispensable de bien connaître la région et le marché lyonnais.

Les candidats sélectionnés sur dossier, seront convoqués pour un entretien à Lyon.

Adresser lettre manuscrite, C.V. photo et prétentions sous réf. 6197 à PLAIN CHAMPS 5, rue du Heider 75009 Paris qui transmettra.

Robt Cloutier



emplois internationaux

(et départements d'Outre Mer)

LE PARLEMENT EUROPÉEN LUXEMBOURG

souhaite engager en qualité d'Agents temporaires pour ses services à Luxembourg

4 assistants adjoints de langue grecque

chargés d'effectuer, sous contrôle des travaux courants concernant l'application des règles de gestion administrative.

Ces emplois sont à pourvoir :

- à la Division de la composition de l'Assemblée, des questions écrites et orales ; □ au Service du Central sténodactylographique ; □ à la Division de la Traduction ; □ au Service Action Sociale et Accueil.

Les candidats à ces postes sont priés d'écrire : □ soit au Bureau d'Information de la Commission des Communautés européennes, 2 Vass. Sofias - ATHENES 134 - Case Postale 1602

□ soit directement au Service du Recrutement du Parlement européen, B.P. 1601, LUXEMBOURG (Grand-Duché de Luxembourg), pour demander un exemplaire du Journal Officiel (réf. postes B 5-4 grecs) contenant le formulaire obligatoire de candidature et tout autre renseignement relatif à la nature des fonctions.

Les candidatures rédigées sur les formulaires contenus dans le Journal Officiel doivent être adressées au Service du Recrutement du Parlement européen, B.P. 1601, LUXEMBOURG (Grand-Duché de Luxembourg), avant le 4 septembre 1980.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

L'AGENCE D'URBANISME DE L'AGGLOMERATION MESSINE

recherche

pour ETUDES GENERALES

Promotion et développement des transports collectifs, circulation, stationnement...

1 INGÉNIEUR TRANSPORTS

Formation Grandes Ecoles et première expérience professionnelle en transport appréciées.

Adresser lettre manuscrite + C.V. et prétentions à l'AGURAM, 2, Place d'Armes, 57000 METZ

Importante Agence Maritime à Marseille, recherche le RESPONSABLE de son service International (P.O. 1124). Le poste conviendrait à un candidat de formation DUT, ayant 3 à 4 ans d'expérience, anglais indisp. Adr. lettre manuscrite, C.V. et prétentions au n° 8.781, « Le Monde » Publicité, 5, r. des Italiens, 75427 Paris-P. L'Association de « Pré Animation du Centre Social Béguin » 33, rue Jules-Ferry, 92400 Villefranche (Lois 1991) rech. Un (e) animateur (trice) Adresser candidature et C.V. à n° 8.770, « Le Monde » Publicité, 5, r. des Italiens, 75427 Paris-P.

URGENT Ville de MONT-DORE 63040 recherche ADJOINT TECHNIQUE pour direction services Techniques municipaux. C.V. et prét. à n° 8.784, « Le Monde » Publicité, 5, r. des Italiens, 75427 Paris-P. Ecole privée Toulouse cherche PROFESSEUR HISTOIRE-GEO 4 ans d'expérience minimum. C.V. détaillé + photo. Ecrire n° 8.787, HAVAS, 31000 Toulouse Cedex

offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi

DESSINATEUR-CONCEPTEUR en architecture intérieure et en création de produits, expérience souhaitée pour réaliser des perspectives couleurs et des plans techniques, travail varié, dispon. imméd. Adresser C.V., photo, à PIERREJEAN, 20 av. de la Grande-Armée, 75017 Paris.

Recherche INGENIEUR DEBUTANT en thèse en mécatronique des fluides. C.V. à M. MARTIN, 80, bd Saint-Michel, 75006 Paris.

STE REASSURANCES recrute

UN CADRE

35 ans minimum Pour son service Comptabilité - DECS Imprimerie - Expérience réassurances souhaitée - Capable d'assumer rapidement les responsabilités qui lui seront confiées.

Env. C.V., photo et prétentions, re 295, Publications Réunies, 112, bd Voltaire, 75011 Paris

La Ville de Corbeil-Essonnes recrute pour sa Bibliothèque municipale UN ou UNE SOUS-BIBLIOTHECAIRE Titul. du C.A.P.B., option lecture publique. Les candidatures seront à adresser à la Mairie de Corbeil-Essonnes (77100), au Serv. du Personnel.

Une importante société de services en informatique (appartenant au secteur public) souhaite renforcer ses effectifs à la rentrée, afin de compléter son recrutement interne, au sein de ses différentes unités :

applications de l'informatique à l'audiovisuel
applications de gestion financière, comptable et de personnel
(elle est équipée d'IBM/168-3 sous OS/MVS avec 70 terminaux gérant 30 minis de marques différentes).

Les postes à pourvoir, basés à Paris, s'adressent à des :

analystes et programmeurs

architecture de systèmes et ingénierie de minis
industrialisation et méthodes de production de centre informatique

ingénieurs, cadres informaticiens

Ils reçoivent un intérêt particulier de par la spécificité même de la société, de ses domaines d'activités et de recherche.

Les candidats intéressés sont invités à prendre contact dès maintenant en envoyant lettre, C.V., photo et rémunération souhaitée, sous la réf. 79707M, à HAVAS CONTACT - 156, bd Haussmann - 75008 PARIS, qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'ELECTRONIQUE

Proche Banlieue Sud

recherche

ingénieurs informaticiens

• Pour participer à la réalisation de systèmes informatiques en temps réel embarqués, à haute fiabilité.

Les candidats connaîtront plus particulièrement :

- assembleurs (mini ou micro)
- analyse numérique
- système de base
- gestion de périphéries.

Ref. A. 02

• Pour Etudes et Conception de matériels entrant dans les systèmes mini-informatiques

Ref. D. 50

• Pour développement de logiciels de base pour des terminaux intelligents. Connaissance Assembleur MITRA 15.

Ref. D. 51

ingénieur

En mécanique des milieux continus ou en hydrodynamique. Il aura une fonction de Conseil d'un bureau d'Etudes pour les problèmes de propagation acoustique en milieu sous-marin. Connaissance de l'anglais ou de l'allemand souhaitée.

Adresser CV détaillé et rémunération souhaitée sous No 67.701, Contesse Publicité 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

Pour Société banquière Paris-Ouest

JEUNES INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS

Même débutants pour laboratoire d'études

Salaire de début élevé

Adresser curriculum vitae à CERME, B.P. 29

92370 CHAVILLE

CRÉDITS COMMERCIAUX

Sté leader mondial dans sa branche

recherche

JEUNES DIPLOMÉS

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Dynamiques, pragmatiques, aimant les contacts et responsabilités.

CREDITMEN

Etude de la solvabilité des entreprises. Appréciation des risques de crédits commerciaux. Métropoles régionales ou Paris quartier Stalle. Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, prêt, et photo récente n° 88.240 CONTESSSE Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris 1^{er}, qui transmettra.

SCAC

Société de transports internationaux recherche pour

AFRIQUE NOIRE ANGLOPHONE

UN CHEF COMPTABLE

30 ans min. DECS ou équivalent. Expérience Afrique Anglaise fortement recommandée. La pratique de l'anglais sera un facteur de plus-value. Ce poste bénéficie des avantages sociaux et matériels liés au statut d'expatrié : salaire, retraite, prévoyance, logement etc...

Adresser C.V. et photo à : J. SABATIER - SCAC 30 quai National 92806 PUTEAUX

Lycée français LOS ANGELES rech. INSTITUTRICES et PROFESSEUR espagnol. C.V. + let. à n° 8.782, « Le Monde » Publicité, 5, r. des Italiens, 75427 Paris-P.

Impte Société internationale recherche

INGÉNIEURS HYDRAULIQUES

• Pour plusieurs pays méditerranéens : périmètres irrigués et hydrologie urbaine ;

• Pour agences France Sud et Est : études d'aménagement de bassins.

Ecrire sous réf. 1.434 à MEDIA P.A., 6, bd des Italiens, 75009 Paris, qui transmettra.

L'ECOLE POLYTECHNIQUE FÉDÉRALE DE LAUSANNE recherche

PROFESSEUR de construction et de méthodes de fabrication en microtechnique

Entrée en fonctions : Printemps 1981 ou à convenir. Les personnes intéressées voudront bien demander le dossier relatif à ce poste à la

Direction administrative de l'EPFL Polytechnique Fédérale de Lausanne 23, avenue de Cour, 1007 Lausanne (Suisse)

POUR BAGDAD (IRAK) DIRECTEUR TRAVX électriques, expérience chantier important, bilingue anglais - 297-49-95.

emplois internationaux

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emploi.

	La ligne	La ligne T.E.
OFFRES D'EMPLOI	87,00	87,03
DEMANDES D'EMPLOI	14,00	16,46
IMMOBILIER	39,00	45,88
AUTOMOBILES	39,00	45,86
AGENDA	39,00	45,86
PROP. COMM. CAPITAUX	105,00	123,48

ANNONCES CLASSEES

	Le m/m col.	T.E.
ANNONCES ENCADREES	33,00	38,90
OFFRES D'EMPLOI	8,00	9,40
DEMANDES D'EMPLOI	25,00	29,40
IMMOBILIER	25,00	29,40
AUTOMOBILES	25,00	29,40
AGENDA	25,00	29,40

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi

GROUPE Sema
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE SERVICE ET DE GESTION

dans le cadre du développement de son activité : Réseaux - recherche

-Ingénieurs-Informaticiens débutants
voulant se spécialiser dans ce domaine.
Ref. : ACR1

-Programmeurs/Analystes-Programmeurs.
Expérience assembleurs minis et micros dans un environnement temps réel, téléinformatique.
Ref. : ACR2

-Informaticiens expérimentés
ayant une bonne connaissance des produits télétraitement et réseau IBM.
Ref. : ACR3

Écrire avec C.V. et prétentions, sous réf. correspondante, à 962, 12-14, avenue Van-Whitcomb - 75016 PARIS.

Importante Industrie d'Abatage de Volailles recherche

DIRIGEANT

Pour l'animation de l'un de ses établissements. Gestion des moyens humains et techniques avec responsabilité commerciale, financière et administrative.

Écrire à REGIE-PRESSE, n° 7 031.704 M 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS

McKinsey & Company, Inc.
Cabinet International de Conseil de Direction

McKinsey apporte aux Directeurs Généraux d'entreprises l'aide extérieure dont ils ont besoin pour résoudre les problèmes complexes à leurs problèmes industriels, financiers et commerciaux.

Pour adjoindre nos équipes de conseillers dans leurs missions de conseil et de gestion des informations économiques et financières, notre Service Etudes recherche :

Chargé(e) d'études

Nous recherchons la personne à la candidature provenant d'un service études/analyses d'une banque, entreprise, organisation internationale ou d'un service professionnel et ayant fait preuve de dynamisme et de sensibilité intellectuelle. Une très bonne connaissance de l'anglais est indispensable.

THOMSON-CSF
DESSINATEURS
POUR BUREAU D'ÉTUDES
- Formation MÉCANIQUE
- Niveau PROJETEUR

Écrire avec curriculum vitae et photo au SERVICE DU PERSONNEL, 63, avenue Pasteur-Croix-Rouge à 92240 MALAKOFF.

secrétaires

SECRÉTAIRE

Parfaitement bilingue anglais-français
Expérience vocabulaire biologique et médical préférée

Très bonne DACTYLO pour Société de recherche
21, Courbevoie-Les Ulis
Cantine - Horaires 9 h. - 17 h.

Adresser lettre manuscrite à C.V. sous n° 48.171 à HAVAS CONTACT, 156, bd Haussmann, 75008 Paris.

représent. offre

VINS D'ALSACE
LES CAVES VINICOLES
de BISMUTH

V.P. MC
visitant gros et petits
surfaces pour départements
disponibles.

Écrire avec référence à adresser à :

information divers

Pour connaître les emplois offerts par l'entreprise (Canada, Australie, Afrique, Amérique, Asie), demandez la revue spécialisée : **IMMIGRATIONS (L.A.)**
3, rue de Montyon, Paris 7

demandes d'emploi

Mr. 34 ans, licencié Sc. Econ., D.E.A. mathématiques, économiste, connaissances informatiques, maîtrise de l'anglais, langues : néerlandais, français, anglais, cherche emploi Afrique, Asie, études d'entreprises, enseignement ou planification, déplacement immédiat.

VAN FRAUSUM, Yves
38, W. Hervey-Strat
B. 280 MECHELEN (Belgique)

H. 31 ans, DES Eco Internat. et développ., com. anglaise, égal. problèmes africains, ch. empl. études des projets. Tél. 279-47-81

occasions

Piano droit et à grand spectre et claviers

VENTE EXCEPTIONNELLE AOUT 1980

Avant brève liquidation partielle de stocks. Occasions, exposition de location. Ventes exceptionnelles et à prix sacrifiés. Garantie et services assurés.

PIANOS MAGASIN

Tél. pour renseignements : 523-39-90

animaux

Vente TECKELS à poil long (sans race), âgés de 21 jours. 1980 - Tél. 466-24-61

L'immobilier

appartem. vente

13^e arrdt.
3 PIES TOUR ATLAS, 18, villa d'Esté, 70 m², 2^e ét. Tél. Park. 445.000 F. T. 323-03-20, 384-09-34, ou s/plice 17 à 21 h.

14^e arrdt.
Porte d'Orléans, sur Montrouge 14, rue Radigue - 92130-57 3^e ét. 45 m² (2 P.), 225.000 F. 6^e ét. occupé, 3 pces, 175.000 F. 6^e ét. entier 120 m² (4 appart.) + terrasse (130 m²), 545.000 F. Voir 17 à 19 h, mardi, mercredi.

17^e arrdt.
52, rue Guy-Mouquet - 75240-95 Studio 30 m² à rénover, 85.000 F. Occupé 3 p. 2^e ét. 41, 70.000 F. Voir 13-14 h, mardi-mercredi.

18^e arrdt.
Mogearville, 55, r. de l'abbaye Studio 30 m² à rénover, 85.000 F. 35 m², libre (1^{er} ét.), 165.000 F. Propriétaire : 328-13-57 (matin)

19^e arrdt.
Quartier BUTTES-CHAUMONT 28, rue de FOURCO - 75240-42 APPTS lib. à rénover : 2^e ét. 42 m², sur rue, 150.000 F. 3^e ét. 41 m², 50.000 F. Pavillon 5/6 pces, 175.000 F. Voir 15-16 h, lundi et mardi.

EUROVIM PROPRIÉTAIRE
BUTTES-CHAUMONT (200 m) vend beau studio 11 cr. rénove (40 m²), idéal placement. Gros rapport - 355-92-72.

92 Hauts-de-Seine
BON BOULOGNE Immeuble ancien 2^e sans asc. Apt 40 m², 2 P., cuis., poss. sal. de bains, car. Travail. 228.000 F. - 428-27-51.

95 - Val-d'Oise
PONTAISE - Superbe duplex, soléil, vue, 120 m² + terrasse, garage. 440.000 F. - 225-22-98.

Province
A VENDRE EN BRETAGNE
KERJOUANNO (56)
APPTS de 2-3 et 4 pièces avec grandes terrasses sur mer. Livrables de suite.

MAISONS bretonnes, 2 à 3 pces
Livrables 2^e trimestre 1981

PERROS-GUIRET (22)
Vues exceptionnelles sur mer. Livrables de suite.

DINARD (35)
STUDIO et 2 P. CHAMBRES Livrables 1^{er} trimestre 1981

RE GIBOIRE, 1, pl. St-Girard, RENNES - Tél. (09) 38-98-02

locations non meublées

Paris
STUDIO 30 m², salle de bains, cuisine, 2^e ét. 41, 70.000 F. 1.250 F - 261-53-88

locations non meublées

Demande
A MOINS D'UNE HEURE DE PARIS, petit château, terrain et maison de gardien. Possibilité terres.

DOMAINE DE BIMOIREL
LA CROIX ST-EUFROY (Eure) - Tél. (02) 27-76-15

constructions neuves

Royan Saint-Palais
RÉSIDENCE DU PLATIN
LA PLAGE DANS VOTRE JARDIN.
L'exception! Du parc de la résidence, un escalier privé mène directement sur la plage.

26 STUDIOS ET 2 P. CHAMBRES
DE TRES GRANDE CLASSE

BUREAU DE VENTE SUR PLACE
Avis de la Croixette 17420 Saint-Palais

locations meublées

Demande
Paris
SERVICE AMBASSADE pour Cadre multi à Paris rech. du STUDIO au 3 P. CHAMBRES LOYERS GARANTIS par Sés ou Ambassade. Tél. : 285-41-95.

fonds de commerce

COTE D'AZUR
Dans l'arrière-pays vend FOND BAR - P.A.U. - GLACIER - PIZZERIA - SOUVENIRS, ensemble ou par lots. Affaire personnelle et sociale. Activité saisonnière. Très forte rentabilité. Prix 2.500.000 F. Tél. (93) 58-01-70 ou écrire HAVAS 8801 NICE Cedex (Réf. 024)

bureaux

AV. FRANKLIN-ROOSEVELT
Bureaux meublés, sièges de bois avec secrétaires, toilettes, cuisine. ACTE S.A. - 341-85-84.

pavillons

CHEVILLY-LARUE
Sur agréable terrain, pavill. av. hall, superbe séjour, 3 chbres, 2 salles, cuisine, salle de bain, gr. aménagement, gar. 420.000 F. Tél. : 658-22-14

ACO
15, avenue Jean-Moulin, PARIS 16 - 545-91-70

villas

SUD CORSE, pieds dans l'eau, villa dans parc résidentiel gardien, plage sable, vue magnifique, living, 4 chbres, 3 s. de bain, 2 terrasses, sur jardin. Prix : 1.700.000 F.

garden - CALA ROSSA
le 15-9 au 26-14-43

terrains

5 km GRENOBLE
vend proximité station de ski 2.000 m² avec P.C. pour MAS D'ALPINS

Tous les 2
Ecr. HAVAS n° 1.817, B.P. 297 38044 GRENOBLE CEDEX

châteaux

BOURGOGNE Particulier vend Château XVIII^e s. p. princ., nombreuses dépend., maison de gardien, parc, prairie 4 hectares, rivière. (80) 90-86-73.

A MOINS D'UNE HEURE DE PARIS, petit château, terrain et maison de gardien. Possibilité terres.

DOMAINE DE BIMOIREL
LA CROIX ST-EUFROY (Eure) - Tél. (02) 27-76-15

maisons de campagne

COTE D'ARMOR
Particulier vend, en Bretagne, maison rénovée, tout confort : cheminée - poêles - téléphone - jardin d'agrément entièrement clos (600 m²). - Tél. : 816-87-44 ou (95) 25-45-49

MAS PROVENÇAL ANCIEN
à 10 min de la mer, état, environ 300 m² au sol, comprenant habitation 7 pièces + dépendances d'exploitation agricoles (écuries, granges, greniers à foin, celliers, garages, hangar pierre de 150 m²). Accès privé goudronné. Parc à créer environ 5.000 m² à l'arrière, délimité par belles haies de cyprès. Une affaire à saisir rapidement. Prix 400.000 F. CATRY (réf. 020) (93) 89-36-40

ALPES-HAUTE-PROVENCE
envir. Digne, part. vds mais. pierres appar. d'ér. 3.800 m², 1.000 m² alt., 3 chbres, 561 av. chemin, cuis., s. de ba. terr. 181-1 rlv. aménageable, site except. 330.000 F. (93) 97-28-17, h.r.

propriétés

YONNE - Superbe propriété à vendre sur esson, 200-21, entrée, cuis., salle de séjour, chambre, cabinet toil., w.c., 1^{er} étage : 2 chambres, salon, salle de bain, w.c., balcon, chauffage central, meublé. Bâtie sur 1.750 m² terrain. Le tout en impeccable état. Week-end : 16 (85) 66-44-49

Vend en POITOU MAISON de MAITRE 12 pièces principales, 12 confort, avec jard. 3.60 ha + 30 hectares bois attenants en bordure rivière.

DE BAZIN 84200 PERSAC

REGION DE GIEN
Sur 5.000 m² de terrain 2 parties bâties et sur une colline dominant la LOIRE. Très belle maison : 3 chbres, 3 chambres, salle de bain, w.c., 1^{er} étage aménageable, chauffage central, sous-sol. Prix 420.000 F. Crédit possible.

SITE
5, rue Michel-Servet, 13000 BOURGES Tél. 48-54-77-14

Tous les 2
Ecr. HAVAS n° 1.817, B.P. 297 38044 GRENOBLE CEDEX

manoirs

TROIS MANOIRS A RESTAURER EN PERIGORD
• 15 km SARLAT, petit manoir à restaurer. Situation exceptionnelle. Vue, 1.000 m² de terrain. Prix 280.000 F.

• Petit manoir XVIII^e siècle à rén. dans joli village, jardin. Site classé. Prix 150.000 F.

• Propriété bretonne, SARLAT, joli manoir XVIII^e siècle av. dépendances. Importants travaux de restaurations à prévoir. Prix 300.000 F.

MAISONS et DE MEURES
3, rue de Magenta, B.P. 112, 33000 SARLAT. Téléphone : (24) 59-21-32

sema informatique

SEMA-METRA, Groupe européen de conseil, études et ingénierie, recherche dans le cadre du développement de ses activités, de jeunes

ingénieurs informaticiens

Diplômés d'une Grande Ecole, de nationalité française, qui seront, après formation, intégrés dans des équipes intervenant, tant en France qu'à l'étranger, sur

Systèmes techniques ou de gestion pour les DEBUTANTS, les stages de formation commenceront le 1^{er} Septembre et 1^{er} Octobre. Possibilité de carrière rapide, fonction des performances.

Vous pouvez prendre rendez-vous de préférence en téléphonant à Mme BRUGEROLLE au 657. 13. 00 Poste 2574 ou en écrivant s/réf. 10266 à J. HAJAGE, Sema-Informatique : 92128 MONTRouGE - Centre Metra, 16 - 18, rue Barbès.

sema selection Paris - Lille - Lyon - Marseille - Toulouse

responsables de formation

LE CENTRE DE COOPERATION INTERNATIONALE

- Filiale de CIT-ALCATEL
- Spécialisée dans le transfert de connaissances et savoir faire en TELECOMMUNICATIONS et devant faire face à un besoin croissant de la demande nationale et internationale dans ce domaine, recherche

DES INGENIEURS ELECTRONIQUES ET DES TECHNICIENS CONFIRMES
de niveau DUT ou BTS

ayant si possible une expérience en téléphonie. Anglais courant indispensable.

Ces postes peuvent impliquer des déplacements de courte durée en France et à l'étranger.

Envoyer C.V. détaillé et prétentions avec photo sous référence 68192 à CONTEXTE PUBLICITE 20, av. de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01 q.r.

JEUMONT-SCHNEIDER

PUTEAUX (92) recherche Pour ses activités en télécommunication et téléphonie électronique

TECHNICIENS ELECTRONIQUES EXPERIMENTES

TECHNICIENS INFORMATIQUES

DESSINATEURS D'ETUDES

Pour implantation de circuits imprimés et réalisations d'ensembles électroniques.

13ème mois - restaurant d'entreprise Horaires variables

Adresser CV manuscrit et prêt au prédisant le poste choisi à no 68167 Contex Publicité 20 av. Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

INGENIEURS ELECTRONIQUES
II ou III^e P. Télécom. Optique, Télécom. micro-onde, Hyperfréquences, radio-élect. DATA 77, rue de Réaumur, Paris 2^e - 222-82-13

Société recherche pour BOULOGNE-BILLANCOURT

LICENCIÉ EN DROIT
expérience notariat ou problèmes fiscaux

CONTRAT pour un an Préféré et limité à un candidat au-dessus de la cinquantaine.

Adr. C.V. et prétentions à : PROSERGIE (service recrutement) 11, rue Lézard-Boche 92100 BOULOGNE

Importante Société internationale recherche

INGENIEURS HYDRAULICIENS

- Pour plusieurs pays méditerranéens : prévisions, études et hydrologie.

- Pour agences France Sud et Est : études d'implantation de bassins.

Ecrire sous réf. 1.814, à MEDIA P.A., bd des Italiens, 75002 PARIS, qui transmettra.

Centre Gestion Agricole rech. CADRE, profil DEC3, exp. agricole, agriculture, Ecr. CRIF, 24, av. Paris, 75008 Versailles.

Import. Sls d'ingénierie générale bâtiment et infrastructure ayant son siège à Montrouge (92), recherche

JEUNE INGENIEUR
diplômé Ecole Civ. (E.V.P., A.A.), I.N.S.A. ou équivalent) Ayant une exp. de 2 ou 3 ans de coordination d'études et de travaux, bilingue en anglais ou BET. Adr. C.V. et prétentions à : D.P.P., 3, rue de Saxe, 75009 Paris, qui transmettra.

LE MONDE recherche d'éditorial pour ses Annonces Classées tout texte concernant obligations et indications issues ou de nature à induire en erreur ses lecteurs. Si, malgré ce contrôle, une publication abusive est constatée dans nos colonnes, nous prions nos lecteurs de nous le signaler en nous écrivant :

LE MONDE
Direction de la Publicité
5, rue des Filles
75003 PARIS

les annonces classées du

Monde

sont reçues par téléphone

du lundi au vendredi

de 9 heures à 12 h. 30 - de 13 h. 30 à 18 heures

au 296-15-01

Une annonce communiquée avant 15 heures peut paraître dès le lendemain.

مكذون من الأصل

Le Monde

équipement

LE CONFLIT DES MARINS-PÊCHEURS

- Le mouvement gagne les ports de la Méditerranée et de l'Atlantique
- Touristes et plaisanciers manifestent leur mécontentement

Lancé il y a plus d'un mois et dans une relative indifférence à Boulogne-sur-Mer le mouvement des marins-pêcheurs prend une ampleur nationale. Tous les ports de commerce, de pêche et de plaisance de la mer du Nord et de la Manche sont complètement bloqués. Cinq ports de la Manche — Brest, Lorient, Calvi, Ajaccio et Porto-Vecchio — le sont depuis lundi matin. Brest, Royan (Charente-Maritime) l'est également.

Les marins-pêcheurs de La Rochelle et de l'île de Ré ont annoncé leur intention de se joindre au mouvement. Ceux de Sète, principal port de pêche français sur la Méditerranée, de La Turbie (Loire-Atlantique) et de la plupart des ports bretons devaient se prononcer lundi. Leur participation au mouvement ferait basculer le rapport de force en faveur des salariés et des artisans auxquels les armateurs et le

ministère des transports a opposé jusqu'ici le silence ou les fins de non-recevoir. Mais la fermeture des ports provoque en retour la réaction des autres utilisateurs. Ainsi à Boulogne-sur-Mer, les transporteurs et mareyeurs, lésés par la prolongation du conflit, ont bloqué lundi matin avec leurs camions les principales artères de la ville. A Cherbourg, ce sont les capitaines de cars-ferries qui, comme celui du « Free Entreprise » dimanche après-

midi, forcent le blocus et accostent quand même. Ce sont surtout des milliers de touristes britanniques exaspérés, parqués depuis quarante-huit heures dans les bateaux et dans la gare maritime, qui s'en prennent aux marins-pêcheurs. Des affrontements ont eu lieu dimanche faisant déjà quelques blessés légers. Le conflit des pêcheurs s'étend mais, en même temps, il pourrait.

BOULOGNE-SUR-MER : des poissons hollandais et danois mis sur le pavé

De notre envoyé spécial
Boulogne-sur-Mer. — C'est à Boulogne-sur-Mer que le conflit a débuté, il y a maintenant plus d'un mois. Depuis quinze jours, aucun chalutier n'a quitté les quais du premier port de pêche; les artisans étalois du petit port voisin viennent d'entamer leur deuxième semaine de grève. Les armateurs, en voulant imposer une négociation n'aboutissant pas avec les syndicats — une réduction des équipages, ont engagé l'épreuve de force en sous-estimant peut-être la résolution des marins-pêcheurs. Et maintenant, à Boulogne où l'on commence à s'implanter de tous côtés, on en arrive au stade de l'émervement. Les événements de samedi l'ont bien prouvé. Une vingtaine de camions de poissons importés ont été bloqués et, pour la première fois, ont été déchargés sur les quais des tonnes de poissons congelés dont la plus grande partie sera perdue. Le hoverport, base de départ des aéroglisseurs, a été occupé quelques heures samedi après-midi par des marins-pêcheurs qui n'avaient attendu pour cela aucune consigne syndicale. C'est l'intervention de leurs délégués qui permit de libérer la base de départ. Le blocage des ports de la Manche et de la mer du Nord (Boulogne, Calais, Dunkerque) a, en revanche, été organisé méthodiquement. Et la situation est restée stationnaire dimanche (à Calais, le port le plus touché pour les passagers, surtout les touristes de cars-ferries étaient prévus). Mais les conséquences, si elles sont graves pour les ports, ne l'ont pas été autant pour les touristes. Les pêcheurs de Zeebrugge et Ostende, les ports belges tout près. Et depuis plus d'une semaine déjà, on sait que les passagers par la Manche ne sont plus touchés. Les marins-pêcheurs d'autre part, les aéroglisseurs au départ de Calais et de Boulogne ont fait dimanche le plein. Ceci indique tout de même une certaine modération chez les responsables syndicaux qui ne souhaitent pas engager « des épreuves saugées ». On notera même qu'à

DUNKERQUE : la journée des « Exodus »

De notre correspondant
Dunkerque. — Les cars-ferries des lignes de Calais et de Boulogne ont joué les Exodus durant toute la journée de samedi avec leurs passagers refoulés de port en port. Dans l'après-midi, ils avaient trouvé portes ouvertes à Dunkerque-ouest, ce nouveau port à marée basse près de Crayvelles où la base des Transmanches et le terminal à conteneurs ont été transplantés. Durant tout l'après-midi, les bateaux français et anglais des ports voisins ont transféré des milliers d'étrangers, leurs voitures et caravanes. Mais le soir, cinq chalutiers ont continué leur errance. Leur refus vers les ports belges par la route du littoral a pris l'allure d'un véritable exode. Plusieurs cars-ferries anglais et les français Vieux-Saint-Georges vont rallier Ostende et Zeebrugge, tandis que toute la flotte de l'armement naval S.N.C.F. trouvera refuge au port de frot de Dunkerque, libre d'accès. Les pêcheurs dunkerquois n'ont pas bougé. Il est vrai que la plupart des bateaux sont en carénage. Le marché local souffre d'une pénurie de poissons qui attiré récemment un chalutier hollandais, dont la cargaison a été normalement vendue à la criée. **MARC BURNOD.**

DIEPPE : la population au secours de l'Union Jack

De notre envoyé spécial
Dieppe. — Dans le port normand bloqué par les marins-pêcheurs on a pu assister, le dimanche 17 août, à un spectacle vraiment surréaliste : alors que près d'un millier de touristes britanniques, harassés de fatigue, observaient un peu de réconfort et de calme dans l'enceinte de la gare maritime, à quelques mètres de là, les dix chars du deuxième carnaval de Dieppe s'apprêtaient à défilé. Plusieurs fanfares, des dizaines de majorettes, et la fête foraine qui attirait de plus en plus de monde vers 14 heures, le front de mer n'était plus qu'un immense désordre. De toute la région, des milliers d'automobilistes affluèrent pour assister au défilé. De leur côté, les touristes qui espéraient pouvoir enfin regagner l'Angleterre, s'agitaient le long du débarcadère et l'on pouvait compter jusqu'à cent camions et trois cents voitures au bord des jetées. Alors que le port est bloqué depuis vendredi par les marins-pêcheurs qui ont solidement ancré deux grands câbles dans le chenal de l'avant-port empêchant qu'ils aient de sortir leurs chalutiers par la mer nationale, la « population » britannique, près de mille deux cents personnes réconfortées par les services de la ville, a fait état d'un véritable « exode » de touristes. Les plus à l'aise étaient évidemment les propriétaires de caravanes qui n'avaient ni problème de couchage ni de cuisine. Ils s'étaient installés au plus de surveiller leurs enfants que l'ambiance pousse, après de longues heures d'ennement, à tenter quelques « ruses » nationalistes. Anglais contre Français. Roccas contre tous les autres. Ceux qui étaient arrivés en voiture, à moto, ou à pied, les plus nombreux, se sont vite trouvés confrontés au problème du couchage. Tous, enfin, privés de ressource par la fermeture des banques qui ne devaient ouvrir que ce lundi à 10 heures, se voyaient de s'en tenir au pain sec et à l'eau. Alertées par cette situation qui présentait un tour inquiétant, les autorités locales ont entrepris un remarquable travail. Sous la conduite du sous-préfet, du maire, des représentants de la chambre de commerce et de la Croix-Rouge, une bonne cinquantaine de Dieppois en plus de la totalité des forces de police et de gendarmerie, ont mis en place un véritable plan de sauvetage. Des « Anglais » comme on dit ici.

Artisans et salariés dans la même lutte

Toute la pêche française, depuis un mois, est secouée par une même lame de fond : l'augmentation du prix du fuel, dont le coût a été multiplié par trois en cinq ans. Artisans pêcheurs et marins-salariés de la pêche industrielle de Boulogne s'appuient les uns les autres, mêlant ainsi deux conflits. Si les artisans pêcheurs sont seuls face au gouvernement, les marins-salariés sont, eux, d'abord en conflit avec les armateurs. Comme chaque fois que les comptes d'exploitation deviennent dangereusement déficitaire, les armateurs ne voient de solution que dans la réduction des coûts salariaux. Marins et syndicats n'acceptent pas que les équipages soient réduits de vingt-deux à 20 membres ni que les salaires diminuent parce qu'augmente le coût du fuel, ce qu'on peut ou non admettre, les marins bretons, depuis longtemps, le système de « la part » des habitants à ce que leur rémunération varie avec la valeur du leur pêche. Il serait surprenant qu'un arrangement puisse être trouvé au conflit de Boulogne lors de la réunion de la commission régionale de conciliation qui doit se tenir le mardi 19 août au Havre. Certes, M. Le Theule, espère qu'elle permettra « de progresser vers la solution du conflit ». Mais les responsables syndicaux pensent, eux, que « les organisations syndicales et les armateurs exploiteront leurs positions mais on constatera le désaccord ». D'autant que les déclarations du ministre des transports sur les salaires des marins de la pêche industrielle du nord n'ont guère été appréciées par ceux-ci. Effectivement, les chiffres cités par M. Le Theule sont élevés, mais les correspondants aux nombreux chalutiers. En général, ils sont nettement inférieurs. En moyenne, un matelot a touché en 1979 (salaire net plus avantages) 5 560 F par mois, étant donné les conditions de travail et de

DANS LA PRESSE BRITANNIQUE

A boulets rouges sur les autorités françaises
De notre correspondant
Londres. — Les incidents de Cherbourg et du Havre, opposant des touristes britanniques aux pêcheurs français, sont amplement évoqués par la presse et entraînent un sourd ressentiment à l'égard des autorités françaises. Le grand public ne comprend ni la violence des pêcheurs ni les raisons mêmes d'un conflit, dont quinze mille touristes britanniques bloqués sur le continent sont les victimes innocentes. D'ailleurs, ni les agriculteurs ni les pêcheurs bri-

LES DENTS DE LA MER

Bien sûr, les grignotages des chances d'une industrie fragile; bien sûr, les gènes les sortent des maux de ces autres marins d'eau salée que sont les plaisanciers; bien sûr, ils installent la pagaille dans les rapatriements touristiques; bien sûr, ils ont 5000 kilomètres de côtes sont obturés par un blocus catastrophique... Bien sûr. Mais, en se mettant à la cape, les travailleurs de l'une des plus terribles et des plus dures professions que l'homme accepte encore de déshonorer, sont en train, véritablement et pour la première fois, d'essayer de faire comprendre à tous les publics pourquoi il n'est pas aussi simple qu'il y paraît de s'en aller pêcher le harang et la sardine pendant que d'autres prennent leur métré de 5 heures du soir en pensant au menu du dîner. Que veulent-ils, ou plutôt que veulent-ils dire ? Peut-être ceci. Qu'à un degré où l'artifice des techniques modernes se plait à pondre de très savants mémoires sur les vertus redemptrices du travail manuel, ils ont peut-être senti, compris, eux, les rustiques aux gros bras, que

LE MONDE

met chaque jour à la disposition de ses lecteurs des rubriques d'annonces utiles et variées. Vous y trouverez peut-être L'APPARTEMENT que vous recherchez.

immobilier

Conversations privées

296-15-01

du vendredi

13h 30 - 18h

ÉTRANGER

SELON LA BANQUE MONDIALE

La pauvreté risque de faire tache d'huile dans le monde jusqu'en 1990

L'importance du facteur humain pour le décollage du tiers-monde est mise en relief dans le Rapport sur le développement que vient de publier la Banque mondiale. Cette institution insiste notamment sur le rôle décisif de l'éducation et de la formation, qui ont souvent une rentabilité largement supérieure à l'investissement matériel. Ainsi, entre 1960 et 1977, le revenu par habitant a le plus progressé dans les douze pays en développement où les taux d'alphabétisation étaient, au début de la période, les plus élevés. De même, dans les États d'Afrique, d'Amérique du Sud et d'Asie qui ont fait l'objet d'enquêtes, la productivité des paysans qui avaient fréquenté l'école primaire pendant quatre ans était supérieure de 13 % à celle des autres.

Ce rapport rappelle, chiffres à l'appui, un certain nombre de vérités. Le développement humain contribue au relèvement du revenu moyen par le biais, entre autres, du ralentissement de l'accroissement démographique. L'éducation, notamment celle des

pas 1,2 % à 2 % par an durant la décennie qui commence (voir tableau ci-dessous). Alors que, par ailleurs, les pays en développement ont dû faire face à une déflation des huit cent millions de victimes de la pauvreté absolue.

Parallèlement, les perspectives de l'investissement et d'une amélioration de l'efficacité dans l'utilisation des ressources. Pour leur part, les États industrialisés doivent se garder d'une déflation excessive, mais relancer « rapidement » la croissance. Ils doivent aussi accroître leur assistance et

L'AFRIQUE FRAPPÉE : CROISSANCE ZÉRO PENDANT CINQ ANS

CATEGORIES DE PAYS	POPULATION 1980 (millions)	en 1980 (dollars P.N.B. par habitant)	CROISSANCE DU P.N.B. (hypothèse haute)	CROISSANCE DU P.N.B. PAR HABITANT (hypothèse haute)
Importateurs de pétrole à faible revenu	1.133	168	4,1 %	4,6 %
dont Afrique au sud du Sahara	141	136	3,1 %	3,8 %
Importateurs de pétrole à revenu intermédiaire	701	1.275	4,9 %	5,7 %
Exportateurs de pétrole	456	753	6,3 %	5,9 %
Pays industrialisés	671	7.589	3,3 %	4 %

(*) Il s'agit du pourcentage moyen de croissance annuelle au prix de 1977. Les chiffres entre parenthèses traduisent l'hypothèse basse.

En matière d'aide et de flux de capitaux privés en provenance des nations industrialisées « se sont assombrées ». La communauté internationale devrait, souligne le rapport, accorder « une attention particulière » aux difficultés des pays pauvres d'Asie et surtout d'Afrique. Ces derniers se trouvent « à la limite d'une période d'adaptation extrêmement difficile, d'autant plus qu'elle fait suite au marasme économique des années 70. Même dans des conditions relativement optimistes, leur croissance serait négligeable pendant la période 1980-1985 ». Il est à craindre, ajoute la Banque mondiale, que la pauvreté ne fasse tache d'huile jusqu'en 1990.

Face aux menaces, les pays en développement doivent s'efforcer de réduire les déficits des paiements extérieurs, « non pas en comprimant leurs importations, mais en accroissant leurs exportations ». Cette réduction doit s'accompagner d'une expansion

En adhérant à la Banque africaine de développement

La Suisse espère trouver de nouveaux débouchés pour son industrie

De notre correspondant

Berne. — Déjà membre des Banques asiatiques et interaméricaines de développement, la Suisse s'apprête à adhérer à la Banque africaine de développement (B.A.D.). Ayant adressé un projet en ce sens aux Chambres fédérales helvétiques, la Suisse se propose de répondre favorablement à la décision prise en 1979 par les États africains d'ouvrir le capital de la Banque aux pays extérieurs à la zone.

En adhérant à la B.A.D., la Confédération prendra une participation financière de 136 millions de francs suisses à son capital. Sur ce montant, 34 millions devront être versés au cours des cinq prochaines années, le solde étant octroyé sous forme de garanties.

L'année dernière déjà le Parlement avait ouvert un crédit de 300 millions, destiné à financer la participation de la Confédération à l'augmentation du capital des Banques de développement.

Pragmatique, la Suisse, qui ne fait toujours pas partie des Nations unies, estime que la participation aux activités des banques régionales est un moyen efficace de s'associer à la coopération internationale. Son adhésion à la B.A.D. devrait lui permettre d'accroître sa contribution au développement de l'Afrique dans son ensemble, alors que son aide bilatérale se limite à quelques pays.

La Suisse y trouvera également son avantage. D'une part, précise-t-on à Berne, elle pourra participer aux travaux des organes de décision de la Banque. De l'autre, cette adhésion devrait offrir de nouveaux débouchés à l'industrie suisse qui pourra répondre aux appels d'offre de la B.A.D. et établir des contacts sur le marché africain.

Si le tiers-monde absorbe 25 % des exportations de la Suisse et lui fournit seulement 3 % de ses importations, les principaux clients de la Confédération helvétique se trouvent surtout en Asie et en Amérique latine. Le marché africain a jusqu'ici été peu prospecté par les firmes suisses. En 1978, l'Afrique ne représentait que 1,9 % des importations et 3,3 % du total des exportations de la Confédération.

La volonté de la Suisse de resserrer ses liens avec l'Afrique s'était déjà traduite par le voyage de M. Pierre Aubert, chef du département fédéral des affaires étrangères, qui s'était, début 1979, rendu successivement au Nigeria, au Cameroun, en Haute-Volta, en Côte-d'Ivoire et au Sénégal.

JEAN-CLAUDE BUHRER.

TURKISH STATE RAILWAYS

INVITATION TO BID

- The Turkish State Railways (Türkiye Cumhuriyeti Devlet Demiryolları İşletmesi Genel Müdürlüğü - TCDD) invites bids for the supply of,
 - 36 shore cranes.
- TCDD intends to apply the proceeds of a loan in various currencies equivalent to US \$ 75 millions granted by the World Bank for the rehabilitation of 10 major ports in Turkey.
- This bid invitation is only open to suppliers from member countries of the World Bank and Switzerland.
- Tender documents pertaining to the above inquiry may be purchased against the remittance of US \$ 50,— from the following address as from August 18, 1980, until the latest bid delivery date, 15,00 hours November 12, 1980.

TCDD - İşletmesi Genel Müdürlüğü
Makame Dairesi Başkanlığı
Gar - ANKARA (TURKEY)

ÉNERGIE

Les prix du butane et du propane pourraient être prochainement libérés

Actuellement en « liberté surveillée », toutes augmentations des barèmes devant être soumises à l'approbation de la direction générale de la concurrence et de la consommation, les prix du gaz de pétrole liquéfié (G.P.L.), autrement dit du butane et du propane, pourraient être libérés dès le mois de septembre.

Sous-produit « fatal » du raffinage du pétrole brut et du dégaucholage du gaz naturel, le G.P.L. occupe une position charnière parmi les hydrocarbures. Liquéfié, il ne pose pas de problèmes de distribution ou de stockage, alors que son passage à l'état gazeux lui donne toutes les qualités du gaz (souplesse d'utilisation, haut pouvoir calorifique, faible pollution).

Si en France la consommation de G.P.L. représente à peine 1,5 % du bilan énergétique national, les utilisations du butane et du propane sont multiples. Tout le monde connaît les bonnes blagues ou grâces de la ménagère et du concubeur brique-jetable ; mais les secteurs résidentiel et tertiaire, l'agriculture, l'industrie (y compris celles du raffinage et du gaz) se servent aussi du G.P.L. Dans une période de faible croissance de la consommation d'énergie, la demande de butane et de propane s'est d'ailleurs développée assez rapidement (+ 20 % de 1976 à 1979). Et ce phénomène devrait s'accroître.

Depuis la fin de 1978, en effet, le G.P.L. est autorisé comme carburant automobile. Dans une réponse à une question écrite, M. Giraud soulignait récemment que « l'emploi du G.P.L. en circulation urbaine est excellent tant du point de vue des économies d'énergie que de celui de l'environnement ». D'ores et déjà, près de cent cinquante stations distribuent ce carburant à travers la France, et la direction des

hydrocarbures a reçu plus de cinq cents demandes d'agrément.

De plus, les chimistes marquent un intérêt croissant pour le G.P.L., qui peut être substitué au naphtha — produit de base de la pétrochimie — dans les vapo-craqueurs et permet ainsi un retour lorsque les prix du naphtha « flambent ». Plusieurs chimistes ont ainsi obtenu l'autorisation de mettre à la consommation (donc d'importer) du G.P.L. lors du renouvellement des licences d'importation (A3) au début de cette année.

Un marché étroit

Cette évolution risque pourtant d'être remise en cause par les disponibilités. Jusqu'à présent, en effet, le raffinage de quelque 115 millions de tonnes de brut et le dégaucholage du gaz de Lacq laissent — et laisseront encore en 1980 — un léger solde exportable (la consommation dépassant légèrement 3,1 millions de tonnes l'an passé). Mais, dès 1981, il faudra sans doute importer du G.P.L.

Or le marché mondial du butane et du propane est actuellement des plus étroits. Et, déjà, l'essentiel du G.P.L. qui sera produit dans les années 80 grâce aux gisements de gaz de la mer du Nord est destiné aux États-Unis, tandis que près de la moitié des disponibilités du Proche-Orient dans les années à venir ont déjà été accaparées par le Japon. L'Europe, il est vrai, consomme

Dans un premier temps, cette liberté ne serait pas totale : la profession signifierait un engagement de modération. Cette décision traduirait l'évolution d'un marché qui, après avoir longtemps été exportateur, devrait devenir prochainement importateur.

par habitant trois fois moins de G.P.L. que le Japon et quatre fois moins que les États-Unis.

Pour pouvoir s'approvisionner sur le marché international et effectuer sans risque les investissements — notamment de stockage — nécessaires pour importer plusieurs mois une libération totale des prix. Et M. Giraud reconnaissait récemment, à propos du G.P.L., que « le développement de ce mode de carburant nécessite, compte tenu du niveau des prix du marché international, une hausse des barèmes ».

Il semble désormais que les pouvoirs publics soient acquis à la libération des prix, avec engagement de modération de la part de la profession. M. Monory n'avait-il pas affirmé un jour que ce qui est bon pour l'économie française l'est forcément aussi pour les produits pétroliers ?

Il n'empêche que, après la libération des prix du fuel lourd et du naphtha, une partie du « roulement » est maintenant sur la pente glissante du libéralisme en matière de prix des hydrocarbures. Certains ne rêvent-ils pas à nouveau — alors que le second choc pétrolier s'atténue — d'une liberté totale pour les carburants, le gazole et le fuel domestique ? Une décision qui avait été prise en 1980 par le ministre de l'économie.

BRUNO DETHOMAS.

AGRICULTURE

M. JACQUES CHIRAC SOUHAITE « LE MAINTIEN INTÉGRAL DES RÉGLES DE BASE » DE LA POLITIQUE AGRICOLE COMMUNE

« Le dernier compromis de Bruxelles, donnant satisfaction à la Grande-Bretagne, a porté un coup très dur au principe de la solidarité financière de la Communauté économique européenne », estime M. Jacques Chirac dans une interview publiée lundi 18 août par notre confrère la Montagne. Le président du R.P.A. affirme que la politique agricole commune appelle d'urgence une initiative de la France, car « la Commission (de Bruxelles) n'a ni force politique ni la volonté interne lui permettant de jouer le rôle qui a été le sien au lendemain du traité de Rome ».

C'est d'une attitude résolue de la France, que l'Europe de la R.F.A., poursuit M. Chirac, que dépend la remise sur rails d'une

politique cohérente qui ne peut se concevoir sans le respect de trois principes directeurs : le maintien intégral des règles de base de la politique agricole commune, la rigueur budgétaire et l'introduction d'un mécanisme nouveau différenciant les prix payés aux producteurs en fonction de l'importance de leur production.

Le groupe I.T.T. est accusé d'avoir versé des pots de vin au Nigeria. — En 1975, le groupe I.T.T. obtenait un contrat de 160 millions de dollars pour l'installation, au Nigeria, de centrales et d'équipements téléphoniques. Fabriqués par les filiales européennes, notamment belge, d'I.T.T., ces matériels ont été officiellement vendus par sa filiale suisse. Selon le Washington Post, I.T.T. aurait versé à un « homme d'affaires influent » nigérian, M. Abioke, des sommes très importantes. M. Abioke, président de la société I.T.T.-Nigeria, aurait redistribué une partie de cet argent à des personnalités du gouvernement nigérian.

On ne sait quel est le montant exact de ces paiements litigieux, mais le Washington Post précise que l'« escroquerie des commissions » ont majoré d'au moins 100 millions de dollars le montant initial du contrat (160 millions de dollars).

RECITIFICATIF. — Dans l'article intitulé « Industries agro-alimentaires », la C.G.T. dénonce le développement des investissements à l'étranger, paru dans le Monde du vendredi 15 août, nous avons écrit par erreur que les exportations de capitaux français étaient passées de 1978 à 1979 de 64,5 milliards à 325,2 milliards de francs. Il s'agissait bien entendu de millions de francs et non de milliards.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	sur + ou -	sur + ou -	sur + ou -	sur + ou -
\$ U.S. —	4,1425	+ 20	+ 20	+ 20
\$ Can. —	5,5770	+ 20	+ 20	+ 20
Yen (100) —	2,5250	+ 20	+ 20	+ 20
DM —	2,3100	+ 20	+ 20	+ 20
Francs —	1,2100	+ 20	+ 20	+ 20
F.S. (100) —	14,4650	+ 20	+ 20	+ 20
P.S. —	2,5450	+ 20	+ 20	+ 20
L. (1 000) —	4,5500	+ 20	+ 20	+ 20
\$ S. —	8,2170	+ 20	+ 20	+ 20

TAUX DES EURO-MONNAIES

	1/2	3/4	1	1 1/4	1 1/2	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
DM —	7 3/4	8 1/2	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4
\$ U.S. —	8 3/4	9 1/4	9 1/4	9 1/4	9 1/4	9 1/4	9 1/4	9 1/4	9 1/4	9 1/4	9 1/4	9 1/4	9 1/4	9 1/4	9 1/4	9 1/4
Yen —	10	12	12	12	12	12	12	12	12	12	12	12	12	12	12	12
F.S. —	15 5/8	16 3/4	16 3/4	16 3/4	16 3/4	16 3/4	16 3/4	16 3/4	16 3/4	16 3/4	16 3/4	16 3/4	16 3/4	16 3/4	16 3/4	16 3/4
P.S. —	16	17	17	17	17	17	17	17	17	17	17	17	17	17	17	17
Fr. franc. —	11	11 1/2	11	11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2

Mots donnés ci-dessus les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

LA PRODUCTION DE PÉTROLE DE L'OPEP A DIMINUÉ DE 13 % EN JUIN

La production de pétrole brut des treize pays membres de l'OPEP a diminué de 13 % au mois de juin 1980 par rapport à la période correspondante de 1979. Selon la revue spécialisée *Pétroleum Intelligence Weekly*, la production est revenue de 2,2 millions de barils par jour en juin 1979 à 2,13 millions.

C'est le plus bas niveau atteint depuis quatre ans et demi. Cette baisse est due à la diminution de la demande sur les marchés mondiaux, combinée à des réductions de production décidées par les pays exportateurs. Ainsi, les exportations de pétrole brut d'Arabie Saoudite ont enregistré une baisse de 14,1 % au cours du mois de juillet. — (Reuters, A.F.P.)

Livraison de pétrole mexicain au Canada. — Un accord a été signé, samedi 16 août, entre le Mexique et le Canada portant sur la livraison de 2,5 millions de tonnes par an de pétrole mexicain. Les livraisons commenceront en octobre au rythme de 10 000 barils par jour, à atteindre progressivement 50 000 barils/jour en décembre. — (A.F.P.)

Oman : augmentation du prix du pétrole brut. — Le sultanat d'Oman a porté, dimanche 17 août, le prix de son pétrole brut à 35,40 dollars, soit une hausse de 1,20 dollar par baril avec effet rétroactif au 1^{er} août 1980. Le sultanat d'Oman n'est pas membre de l'OPEP. — (A.F.P.)

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

L'ORÉAL

Le chiffre d'affaires consolidé de L'Oréal et de ses filiales françaises et étrangères pour le premier semestre 1980 s'est élevé à 4.337 millions de francs, contre 2.311 millions de francs pour le premier semestre 1979, soit une croissance de 31 %.

À données comparables, c'est-à-dire à taux de change identiques et sans les sociétés nouvellement entrées en consolidation, en particulier le groupe Matabilly/Jouille et la Société d'hygiène dermatologique de Vichy, la progression par rapport au premier semestre 1979 est de 14,31 %.

COFIMEG

Les recettes de la société occupées pendant le premier semestre 1980 ont été élevées à 62.204.000 F contre 52.245.000 F pendant la même période de 1979 (ces chiffres n'incluent pas les sommes dues par l'État au titre de la garantie accordée par conventions pour compenser les effets du blocage partiel des loyers).

Euro-obligations

Londres (Reuter). L'avisophorement accord du volume de la masse monétaire aux Etats-Unis, a révélé vendredi soir par les statistiques officielles de la réserve fédérale, que de court le marche américain des capitaux. New-York s'est déjà fermé à 10 heures, mais le marche de l'Asie, l'Inde, l'Australie, les autres centres encore ouverts, elle a fait l'effet d'une bombe. Les marchés de l'Europe ont abandonné 100 à basis points. Par conséquent, s'agissant d'un tel événement, le marche de New-York sera obligatoire de New-York s'est que son homologues européens ont été obligés de fermer à 10 heures, le matin 18 août. La question est de savoir si cela-ci sera de courte durée, ou si elle sera de longue durée, et si elle sera de longue durée, elle prolongera. La première hypothèse paraît toutefois plus plausible parce qu'elle est basée sur la situation présente en faveur d'un réajustement sans peut-être plus nombreux que ceux qui ont été mis en œuvre, la question étendue du marche.

Le Fed a, pour l'instant apparemment décidé de ne pas modifier sa politique monétaire. A l'issue de la réunion, mardi, le directeur du comité de l'Open Market, il est devenu évident que les autorités américaines avaient choisi de ne pas accélérer la hausse des taux à court terme. C'est ainsi que le taux sur les Federal Funds a été, en moyenne, de 8,55 % la semaine dernière, alors qu'il y a peu encore le taux de l'argent au jour le jour enregistré des fluctuations considérables au l'espace de quarante-huit heures seulement.

En tout cas, un point est certain : le volume des émissions publiques qui seront lancées cette semaine à New-York sera beaucoup moins élevé que celui espéré par le nombre de transactions effectuées au cours du mois de mai, le mois de la déflation causée par la ruée vers l'explosion de la masse monétaire, le montant des emprunts proposés par les banques américaines n'étant plus proche d'un milliard de dollars que des 3 milliards de dollars qui furent empruntés d'écraser la soif de la monnaie pendant la crise des capitaux nouveaux. Aussi, le calendrier n'étant déjà énorme, les prochains reports incessants auxquels sont soumis les emprunts de deux mois, les débiteurs sollicitant New-York, est condamné à

C'est donc dans un environne-
ment - encombré que l'EDF, qui
vient de demander à la S.E.C. l'auto-
risation d'emprunter 100 millions
de dollars à cinq ans sous la garan-
tie de la République française, va
se présenter devant les investisseurs
américains.

LONDRES

LA HAUSSE CONTINUE

Ainsi que les fonds d'Etat poursuivent leur redressement, amorcé vendredi, les valeurs industrielles gagnent un peu de terrain lundi à l'ouverture du Stock Exchange. Effritement des valeurs pétrolières. Sensible repli des mines d'or. En revanche, les mines de platine sont demandées dans l'attente de leurs résultats financiers.

Dr (overvalue) (dollars) 689 75 contre 624 59		
VALEURS	CLOTURE 14/8	COURS 13/8
Beacham	150	#150 ...
Britton Petroleum	352	352 ...
Courtside	85	85
De Beers	9 99	9 9 1/8
Imperial Chemical	386	384
Northern Zinc Co. Inc.	478	478 ...
Shall	418	418
Victory	125	127
Wm Lann 3 1/2 %	31 3/4	31 5/8
*West African	87 1/2	87 ...
Western Holdings	76	76

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

CIÉ FRANÇAISE DES FERRAILLES. — Pour les trois premiers trimestres de l'exercice, à fin septembre 1980, le chiffre d'affaires a atteint 1 112 millions de francs contre 984 millions de francs pendant la même période de l'exercice précédent.

AUXILIAIRE D'ENTREPRISES. — Par une filiale intéressée, la S.O.C.A.E., le groupe vient de prendre une participation de 70 % dans la société Castelles Frères (100 millions de francs de chiffre d'affaires).

S.F.I.M. — Chiffre d'affaires des sept premiers mois : 278 millions de francs (+ 15,4 %). Vu l'importance des commandes, qui ont pour la première fois franchi la barre du demi-milliard de francs, l'objectif de 475 millions de francs de chiffre d'affaires pour l'exercice entier devrait être atteint.

INDICES QUOTIDIENS
(TNS88, base 100 : 29 déc. 1979)

	13 août	14 août
Valeurs françaises ..	108,6	109
Valeurs étrangères ..	112,4	112,4
Cie DES AGENTS DE CHANGE		
(Base 100 : 29 déc. 1961)		
Indice général	108,1	108,2

LES INDICES HERDOMADAIRES

DE LA BOURSE DE PARIS

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE
ET DES ETUDES ECONOMIQUES[illegible]

Val. franc. à rev. fixe ou mixe	338,5	338,5
Val. franc. à rev. variable	916,8	916,1
Valeurs étrangères	1 181,1	1 176,6

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE		
Base 100 : 29 décembre 1967		
Indice général	109,5	109,3
Produits de base	99,5	97,5
Construction	155,8	156,4
Place d'Amsterdam	100,0	100,0

Biens d'équipement	111,9	112
Biens de consom. durables.	82	83
Biens de consom. non durables	85,9	85,7

Biens de consommation	113,7	115,1
Services	162,4	168,2
Sociétés financières	113,7	114,4
Sociétés de la zone franc		
expl. principal à l'étr...	216,5	216,7
Valeurs industrielles	101,1	100,4

BOURSES REGIONALES
Base 100 : 29 décembre 1972

(*) Cours rectifié.

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	15/8	18/8
1 dollar (on year)...	224 65	226 40

Tout le monde manifeste

Effets nets du 12 2	11 1/4 %
---------------------	----------

BOURSE DE PARIS - 14 AOÛT - COMPTANT

BOURSE DE PARIS - 14 AOÛT										COMPTANT									
VALEURS			% du coupon		VALEURS			Cours précéd.		Dernier cours		VALEURS			Cours précéd.		Dernier cours		
	% ann.	% du coupon																	
3 %	38 50	2 618	S.P.E.	277	721	Localité Immo.	342	342	Immeuble.	160	160								
4 %	42 50	2 618	D.A.P.	528	528	Local-Expans.	141	140	Cie Lys. imm.	135	130								
5 %	46 50	2 618	Abnecan. Banque	338	348	Leontinacris.	176	176	U.P.M.I.E.	112	112								
5 % ann. 45-54	71	1 115	Abnecan. Banque	338	348	Leontinacris.	176	176	U.P.M.I.E.	112	112								
4 1/4 % 45-54	55	850	Abnecan. Banque	338	348	Leontinacris.	176	176	U.P.M.I.E.	112	112								
5 % 55-61	85	1 115	Abnecan. Banque	338	348	Leontinacris.	176	176	U.P.M.I.E.	112	112								
Emp. N. 45-55-60	109 50	1 238	Abnecan. Banque	338	348	Leontinacris.	176	176	U.P.M.I.E.	112	112								
Emp. N. 60-67	97 48	1 238	Abnecan. Banque	338	348	Leontinacris.	176	176	U.P.M.I.E.	112	112								
Emp. 5-80 77	89 45	2 805	Abnecan. Banque	338	348	Leontinacris.	176	176	U.P.M.I.E.	112	112								
Emp. 8-80 77	85 05	2 805	Abnecan. Banque	338	348	Leontinacris.	176	176	U.P.M.I.E.	112	112								
Emp. 8-80 77	85 05	2 805	Abnecan. Banque	338	348	Leontinacris.	176	176	U.P.M.I.E.	112	112								
Emp. 8-80 77	85 05	2 805	Abnecan. Banque	338	348	Leontinacris.	176	176	U.P.M.I.E.	112	112								
Emp. 8-80 77	85 05	2 805	Abnecan. Banque	338	348	Leontinacris.	176	176	U.P.M.I.E.	112	112								
Emp. 8-80 77	85 05	2 805	Abnecan. Banque	338	348	Leontinacris.	176	176	U.P.M.I.E.	112	112								
Emp. 8-80 77	85 05	2 805	Abnecan. Banque	338	348	Leontinacris.	176	176	U.P.M.I.E.	112	112								
Emp. 8-80 77	85 05	2 805	Abnecan. Banque	338	348	Leontinacris.	176	176	U.P.M.I.E.	112	112								
Emp. 8-80 77	85 05	2 805	Abnecan. Banque	338	348	Leontinacris.	176	176	U.P.M.I.E.	112	112								
Emp. 8-80 77	85 05	2 805	Abnecan. Banque	338	348	Leontinacris.	176	176	U.P.M.I.E.	112	112								
Emp. 8-80 77	85 05	2 805	Abnecan. Banque	338	348	Leontinacris.	176	176	U.P.M.I.E.	112	112								
Emp. 8-80 77	85 05	2 805	Abnecan. Banque	338	348	Leontinacris.	176	176	U.P.M.I.E.	112	112								
Emp. 8-80 77	85 05	2 805	Abnecan. Banque	338	348	Leontinacris.	176	176	U.P.M.I.E.	112	112								
Emp. 8-80 77	85 05	2 805	Abnecan. Banque	338	348	Leontinacris.	176	176	U.P.M.I.E.	112	112								
Emp. 8-80 77	85 05	2 805	Abnecan. Banque	338	348	Leontinacris.	176	176	U.P.M.I.E.	112	112								
Emp. 8-80 77	85 05	2 805	Abnecan. Banque	338	348	Leontinacris.	176	176	U.P.M.I.E.	112	112								
Emp. 8-80 77	85 05	2 805	Abnecan. Banque	338	348	Leontinacris.	176	176	U.P.M.I.E.	112	112								
Emp. 8-80 77	85 05	2 805	Abnecan. Banque	338	348	Leontinacris.	176	176	U.P.M.I.E.	112	112								
Emp. 8-80 77	85 05	2 805	Abnecan. Banque	338	348	Leontinacris.	176	176	U.P.M.I.E.	112	112								
Emp. 8-80 77	85 05	2 805	Abnecan. Banque	338	348	Leontinacris.	176	176	U.P.M.I.E.	112	112								
Emp. 8-80 77	85 05	2 805	Abnecan. Banque	338	348	Leontinacris.	176	176	U.P.M.I.E.	112	112								
Emp. 8-80 77	85 05	2 805	Abnecan. Banque	338	348	Leontinacris.	176	176	U.P.M.I.E.	112	112								
Emp. 8-80 77	85 05	2 805	Abnecan. Banque	338	348	Leontinacris.	176	176	U.P.M.I.E.	112	112								
Emp. 8-80 77	85 05	2 805	Abnecan. Banque	338	348	Leontinacris.	176	176	U.P.M.I.E.	112	112								
Emp. 8-80 77	85 05	2 805	Abnecan. Banque	338	348	Leontinacris.	176	176	U.P.M.I.E.	112	112								
Emp. 8-80 77	85 05	2 805	Abnecan. Banque	338	348	Leontinacris.	176	176	U.P.M.I.E.	112	112								
Emp. 8-80 77	85 05	2 805	Abnecan. Banque	338	348	Leontinacris.	176	176	U.P.M.I.E.	112	112								
Emp. 8-80 77	85 05	2 805	Abnecan. Banque	338	348	Leontinacris.	176	176	U.P.M.I.E.	112	112								
Emp. 8-80 77	85 05	2 805	Abnecan. Banque	338	348	Leontinacris.	176	176	U.P.M.I.E.	112	112								
Emp. 8-80 77	85 05	2 805	Abnecan. Banque	338	348	Leontinacris.	176	176	U.P.M.I.E.	112	112								
Emp. 8-80 77	85 05	2 805	Abnecan. Banque	338	348	Leontinacris.	176	176	U.P.M.I.E.	112	112								
Emp. 8-80 77	85 05	2 805	Abnecan. Banque	338	348	Leontinacris.	176	176	U.P.M.I.E.	112	112								
Emp. 8-80 77	85 05	2 805	Abnecan. Banque	338	348	Leontinacris.	176	176	U.P.M.I.E.	112	112								
Emp. 8-80 77	85 05	2 805	Abnecan. Banque	338	348	Leontinacris.	176	176	U.P.M.I.E.	112	112								
Emp. 8-80 77	85 05	2 805	Abnecan. Banque	338	348	Leontinacris.	176	176	U.P.M.I.E.	112	112								
Emp. 8-80 77	85 05	2 805	Abnecan. Banque	338	348	Leontinacris.	176	176	U.P.M.I.E.	112	112								
Emp. 8-80 77	85 05	2 805	Abnecan. Banque	338	348	Leontinacris.	176	176	U.P.M.I.E.	112	112								
Emp. 8-80 77	85 05	2 805	Abnecan. Banque	338	348	Leontinacris.	176	176	U.P.M.I.E.	112	112								
Emp. 8-80 77	85 05	2 805	Abnecan. Banque	338	348	Leontinacris.	176	176	U.P.M.I.E.	112	112								
Emp. 8-80 77	85 05	2 805	Abnecan. Banque	338	348	Leontinacris.	176	176	U.P.M.I.E.	112	112								
Emp. 8-80 77	85 05	2 805	Abnecan. Banque	338	348	Leontinacris.	176	176	U.P.M.I.E.	112	112								
Emp. 8-80 77	85 05	2 805	Abnecan. Banque	338	348	Leontinacris.	176	176	U.P.M.I.E.	112	112								
Emp. 8-80 77	85 05	2 805	Abnecan. Banque	338	348	Leontinacris.	176	176	U.P.M.I.E.	112	112								
Emp. 8-80 77	85 05	2 805	Abnecan. Banque	338	348	Leontinacris.	176	176	U.P.M.I.E.	112	112								
Emp. 8-80 77	85 05	2 805	Abnecan. Banque	338	348	Leontinacris.	176	176	U.P.M.I.E.	112	112								
Emp. 8-80 77	85 05	2 805	Abnecan. Banque	338	348	Leontinacris.	176	176	U.P.M.I.E.	112	112								
Emp. 8-80 77	85 05	2 805	Abnecan. Banque	338	348	Leontinacris.	176	176	U.P.M.I.E.	112	112								
Emp. 8-80 77	85 05	2 805	Abnecan. Banque	338	348	Leontinacris.	176	176	U.P.M.I.E.	112	112								
Emp. 8-80 77	85 05	2 805	Abnecan. Banque	338	348	Leontinacris.	176	176	U.P.M.I.E.	112	112								
Emp. 8-80 77	85 05	2 805	Abnecan. Banque	338	348	Leontinacris.	176	176	U.P.M.I.E.	112	112								
Emp. 8-80 77	85 05	2 805	Abnecan. Banque	338	348	Leontinacris.	176	176	U.P.M.I.E.	112	112								
Emp. 8-80 77	85 05	2 805	Abnecan. Banque	338	348	Leontinacris.	176	176	U.P.M.I.E.	112	112								
Emp. 8-80 77	85 05	2 805	Abnecan. Banque	338	348	Leontinacris.	176	176	U.P.M.I.E.	112	112								
Emp. 8-80 77	85 05	2 805	Abnecan. Banque	338	348	Leontinacris.	176	176	U.P.M.I.E.	112	112								
Emp. 8-80 77	85 05	2 805	Abnecan. Banque	338	348	Leontinacris.	176	176	U.P.M.I.E.	112	112								
Emp. 8-80 77	85 05	2 805	Abnecan. Banque	338	348	Leontinacris.	176	176	U.P.M.I.E.	112	112								
Emp. 8-80 77	85 05	2 805	Abnecan. Banque	338	348	Leontinacris.	176	176	U.P.M.I.E.	112	112								
Emp. 8-80 77	85 05	2 805	Abnecan. Banque	338	348	Leontinacris.	176	176	U.P.M.I.E.	112	112								
Emp. 8-80 77	85 05	2 805	Abnecan. Banque	338	348	Leontinacris.	176	176	U.P.M.I.E.	112	112								
Emp. 8-80 77	85 05	2 805	Abnecan. Banque	338	348	Leontinacris.	176	176	U.P.M.I.E.	112	112								
Emp. 8-80 77	85 05	2 805	Abnecan. Banque	338	348	Leontinacris.	176	176	U.P.M.I.E.	112	112								
Emp. 8-80 77	85 05	2 805	Abnecan. Banque	338	348	Leontinacris.	176	176	U.P.M.I.E.	112	112								
Emp. 8-80 77	85 05	2 805	Abnecan. Banque	338	348	Leontinacris.	176	176	U.P.M.I.E.	112	112								
Emp. 8-80 77	85 05	2 805	Abnecan. Banque	338	348	Leontinacris.	176	176	U.P.M.I.E.	112	112								
Emp. 8-80 77	85 05	2 805	Abnecan. Banque	338	348	Leontinacris.	176	176	U.P.M.I.E.	112	112								
Emp. 8-80 77	85 05	2 805	Abnecan. Banque	338	348	Leontinacris.	176	176	U.P.M.I.E.	112	112								
Emp. 8-80 77	85 05	2 805	Abnecan. Banque	338	348	Leontinacris.	176	176	U.P.M.I.E.	112	112								
Emp. 8-80 77	85 05	2 805	Abnecan. Banque	338	348	Leontinacris.	176	176	U.P.M.I.E.	112	112								
Emp. 8-80 77	85 05	2 805	Abnecan. Banque	338	348	Leontinacris.	176	176	U.P.M.I.E.	112	112								
Emp. 8-80 77	85 05	2 805	Abnecan. Banque	338	348	Leontinacris.	176	176	U.P.M.I.E.	112	112								
Emp. 8-80 77	85 05	2 805	Abnecan. Banque	338	348	Leontinacris.	176	176	U.P.M.I.E.	112	112								
Emp. 8-80 77	85 05	2 805	Abnecan. Banque	338	348	Leontinacris.	176	176	U.P.M.I.E.	112	112								
Emp. 8-80 77	85 05	2 805	Abnecan. Banque	338	348	Leontinacris.	176	176	U.P.M.I.E.	112	112								
Emp. 8-80 77	85 05	2 805	Abnecan. Banque	338	348	Leontinacris.	176	176	U.P.M.I.E.	112	112								
Emp. 8-80 77	85 05	2 805	Abnecan. Banque	338	348	Leontinacris.	176	176	U.P.M.I.E.	112	112								
Emp.																			

MARCHÉ A TERME

Compensation						Compensation						Compensation						Compensation						Compensation						
VALEURS						VALEURS						VALEURS						VALEURS						VALEURS						
Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Comp. premier cours	Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Comp. premier cours	Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Comp. premier cours	Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Comp. premier cours	Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Comp. premier cours	
3255	A.E. 1.972	2440	2407	2460	2446	1278	EN-Anglais	1208	1210	1210	1215	170	Navig. Mixte	172	150	158	172	150	958	Tel. Electr.	955	956	955	948	83	Deezer	79	98	75	75
3745	C.A.E. 3.3	3737	3782	3730	3720	128	(Serf.)	228	225	228	226	148	Nobel-Rosca	44	40	44	40	40	128	(ah.)	132	130	133	131	220	Soc. Electr.	223	220	220	220
3746	Airfrance C.A.	4.9	485	477	472	129	E. Lottin	228	225	228	226	148	Nobel-Rosca	44	40	44	40	40	128	(ah.)	132	130	133	131	220	Soc. Electr.	223	220	220	220
95	Ala. Part. Ind.	97	97	97	97	92	E. Lottin	228	225	228	226	148	Nobel-Rosca	44	40	44	40	40	128	(ah.)	132	130	133	131	220	Soc. Electr.	223	220	220	220
95	Ala. Part. Ind.	97	97	97	97	92	E. Lottin	228	225	228	226	148	Nobel-Rosca	44	40	44	40	40	128	(ah.)	132	130	133	131	220	Soc. Electr.	223	220	220	220
95	Ala. Part. Ind.	97	97	97	97	92	E. Lottin	228	225	228	226	148	Nobel-Rosca	44	40	44	40	40	128	(ah.)	132	130	133	131	220	Soc. Electr.	223	220	220	220
95	Ala. Part. Ind.	97	97	97	97	92	E. Lottin	228	225	228	226	148	Nobel-Rosca	44	40	44	40	40	128	(ah.)	132	130	133	131	220	Soc. Electr.	223	220	220	220
95	Ala. Part. Ind.	97	97	97	97	92	E. Lottin	228	225	228	226	148	Nobel-Rosca	44	40	44	40	40	128	(ah.)	132	130	133	131	220	Soc. Electr.	223	220	220	220
95	Ala. Part. Ind.	97	97	97	97	92	E. Lottin	228	225	228	226	148	Nobel-Rosca	44	40	44	40	40	128	(ah.)	132	130	133	131	220	Soc. Electr.	223	220	220	220
95	Ala. Part. Ind.	97	97	97	97	92	E. Lottin	228	225	228	226	148	Nobel-Rosca	44	40	44	40	40	128	(ah.)	132	130	133	131	220	Soc. Electr.	223	220	220	220
95	Ala. Part. Ind.	97	97	97	97	92	E. Lottin	228	225	228	226	148	Nobel-Rosca	44	40	44	40	40	128	(ah.)	132	130	133	131	220	Soc. Electr.	223	220	220	220
95	Ala. Part. Ind.	97	97	97	97	92	E. Lottin	228	225	228	226	148	Nobel-Rosca	44	40	44	40	40	128	(ah.)	132	130	133	131	220	Soc. Electr.	223	220	220	220
95	Ala. Part. Ind.	97	97	97	97	92	E. Lottin	228	225	228	226	148	Nobel-Rosca	44	40	44	40	40	128	(ah.)	132	130	133	131	220	Soc. Electr.	223	220	220	220
95	Ala. Part. Ind.	97	97	97	97	92	E. Lottin	228	225	228	226	148	Nobel-Rosca	44	40	44	40	40	128	(ah.)	132	130	133	131	220	Soc. Electr.	223	220	220	220
95	Ala. Part. Ind.	97	97	97	97	92	E. Lottin	228	225	228	226	148	Nobel-Rosca	44	40	44	40	40	128	(ah.)	132	130	133	131	220	Soc. Electr.	223	220	220	220
95	Ala. Part. Ind.	97	97	97	97	92	E. Lottin	228	225	228	226	148	Nobel-Rosca	44	40	44	40	40	128	(ah.)	132	130	133	131	220	Soc. Electr.	223	220	220	220
95	Ala. Part. Ind.	97	97	97	97	92	E. Lottin	228	225	228	226	148	Nobel-Rosca	44	40	44	40	40	128	(ah.)	132	130	133	131	220	Soc. Electr.	223	220	220	220
95	Ala. Part. Ind.	97	97	97	97	92	E. Lottin	228	225	228	226	148	Nobel-Rosca	44	40	44	40	40	128	(ah.)	132	130	133	131	220	Soc. Electr.	223	220	220	220
95	Ala. Part. Ind.	97	97	97	97	92	E. Lottin	228	225	228	226	148	Nobel-Rosca	44	40	44	40	40	128	(ah.)	132	130	133	131	220	Soc. Electr.	223	220	220	220
95	Ala. Part. Ind.	97	97	97	97	92	E. Lottin	228	225	228	226	148	Nobel-Rosca	44	40	44	40	40	128	(ah.)	132	130	133	131	220	Soc. Electr.	223	220	220	220
95	Ala. Part. Ind.	97	97	97	97	92	E. Lottin	228	225	228	226	148	Nobel-Rosca	44	40	44	40	40	128	(ah.)	132	130	133	131	220	Soc. Electr.	223	220	220	220
95	Ala. Part. Ind.	97	97	97	97	92	E. Lottin	228	225	228	226	148	Nobel-Rosca	44	40	44	40	40	128	(ah.)	132	130	133	131	220	Soc. Electr.	223	220	220	220
95	Ala. Part. Ind.	97	97	97	97	92	E. Lottin	228	225	228	226	148	Nobel-Rosca	44	40	44	40	40	128	(ah.)	132	130	133	131	220	Soc. Electr.	223	220	220	220
95	Ala. Part. Ind.	97	97	97	97	92	E. Lottin	228	225	228	226	148	Nobel-Rosca	44	40	44	40	40	128	(ah.)	132	130	133	131	220	Soc. Electr.	223	220	220	220
95	Ala. Part. Ind.	97	97	97	97	92	E. Lottin	228	225	228	226	148	Nobel-Rosca	44	40	44	40	40	128	(ah.)	132	130	133	131	220	Soc. Electr.	223	220	220	220
95	Ala. Part. Ind.	97	97	97	97	92	E. Lottin	228	225	228	226	148	Nobel-Rosca	44	40	44	40	40	128	(ah.)	132	130	133	131	220	Soc. Electr.	223	220	220	220
95	Ala. Part. Ind.	97	97	97	97	92	E. Lottin	228	225	228	226	148	Nobel-Rosca	44	40	44	40	40	128	(ah.)	132	130	133	131	220	Soc. Electr.	223	220	220	220
95	Ala. Part. Ind.	97	97	97	97	92	E. Lottin	228	225	228	226	148	Nobel-Rosca	44	40	44	40	40	128	(ah.)	132	130	133	131	220	Soc. Electr.	223	220	220	220
95	Ala. Part. Ind.	97	97	97	97	92	E. Lottin	228	225	228	226	148	Nobel-Rosca	44	40	44	40	40	128	(ah.)	132	130	133	131	220	Soc. Electr.	223	220	220	220
95	Ala. Part. Ind.	97	97	97	97	92	E. Lottin	228	225	228	226	148	Nobel-Rosca	44	40	44	40	40	128	(ah.)	132	130	133	131	220	Soc. Electr.	223	220	220	220
95	Ala. Part. Ind.	97	97	97	97	92	E. Lottin	228	225	228	226	148	Nobel-Rosca	44	40	44	40	40	128	(ah.)	132	130	133	131	220	Soc. Electr.	223	220	220	220
95	Ala. Part. Ind.	97	97	97	97	92	E. Lottin	228	225	228	226	148	Nobel-Rosca	44	40	44	40	40	128	(ah.)	132	130	133	131	220	Soc. Electr.	223	220	220	220
95	Ala. Part. Ind.	97	97	97	97	92	E. Lottin	228	225	228	226	148	Nobel-Rosca	44	40	44	40	40	128	(ah.)	132	130	133	131	220	Soc. Electr.	223	220	220	220
95	Ala. Part. Ind.	97	97	97	97	92	E. Lottin	228	225	228	226	148	Nobel-Rosca	44	40	44	40	40	128	(ah.)	132	130	133	131	220	Soc. Electr.	223	220	220	220
95	Ala. Part. Ind.	97	97	97	97	92	E. Lottin	228	225	228	226	148	Nobel-Rosca	44	40	44	40	40	128	(ah.)	132	130	133	131	220	Soc. Electr.	223	220	220	220
95	Ala. Part. Ind.	97	97	97	97	92	E. Lottin	228	225	228	226	148	Nobel-Rosca	44	40	44	40	40	128	(ah.)	132	130	133	131	220	Soc. Electr.	223	220	220	220
95	Ala. Part. Ind.	97	97	97	97	92	E. Lottin	228	225	228	226	148	Nobel-Rosca	44	40	44	40	40	128	(ah.)	132	130	133	131	220	Soc. Electr.	223	220	220	220
95	Ala. Part. Ind.	97	97	97	97	92	E. Lottin	228	225	228	226	148	Nobel-Rosca	44	40	44	40	40	128	(ah.)	132	130	133	131	220	Soc. Electr.	223	220	220	220
95	Ala. Part. Ind.	97	97	97	97	92	E. Lottin	228	225	228	226	148	Nobel-Rosca	44	40	44	40	40	128	(ah.)	132	130	133	131	220	Soc. Electr.	223	220	220	220
95	Ala. Part. Ind.	97	97	97	97	92	E. Lottin	228	225	228	226	148	Nobel-Rosca	44	40	44	40	40	128	(ah.)	132	130	133	131	220	Soc. Electr.	223	220	220	220
95	Ala. Part. Ind.	97	97	97	97	92	E. Lottin	228	225	228	226	148	Nobel-Rosca	44	40	44	40	40	128	(ah.)	132	130	133	131	220	Soc. Electr.	223	220	220	220
95	Ala. Part. Ind.	97	97	97	97	92	E. Lottin	228	225	228	226	148	Nobel-Rosca	44	40	44	40	40	128	(ah.)	132	130	133	131	220	Soc. Electr.	223	220	220	220
95	Ala. Part. Ind.	97	97	97	97	92	E. Lottin	228	225	228	226	148	Nobel-Rosca	44	40	44	40	40	128	(ah.)	132	130	133	131	220	Soc. Electr.	223	220	220	220
95	Ala. Part. Ind.	97	97	97	97	92	E. Lottin	228	225	228	226	148	Nobel-Rosca	44	40	44	40	40	128	(ah.)	132	130	133	131	220	Soc. Electr.	223	220	220	220
95	Ala. Part. Ind.	97	97	97	97	92	E. Lottin	228	225	228	226	148	Nobel-Rosca	44	40	44	40	40	128	(ah.)	132	130	133	131	220	Soc. Electr.	223	220	220	220
95	Ala. Part. Ind.	97	97	97	97	92	E. Lottin	228	225	228	226	148	Nobel-Rosca	44	40	44	40	40	128	(ah.)	132	130	133	131	220	Soc. Electr.	223	220	220	220
95	Ala. Part. Ind.	97	97	97	97	92	E. Lottin	228	225	228	226	148	Nobel-Rosca																	

COTE DES CHANGES | JOURS des BILLETS | MARCHÉ LIBRE DE L'OR

COTE DES CHANGES										AUX GUICHETS				MARCHÉ LIBRE DE L'OR																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																						
MARCHE OFFICIEL										COURS préc.		COURS 14/8		Actant		Vente		MONNAIES ET DEVISES		COURS préc.		COURS 14/8																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																														
(116)	(117)	(118)	(119)	(120)	(121)	(122)	(123)	(124)	(125)	(126)	(127)	(128)	(129)	(130)	(131)	(132)	(133)	(134)	(135)	(136)	(137)	(138)	(139)	(140)	(141)	(142)	(143)	(144)	(145)	(146)	(147)	(148)	(149)	(150)	(151)	(152)	(153)	(154)	(155)	(156)	(157)	(158)	(159)	(160)	(161)	(162)	(163)	(164)	(165)	(166)	(167)	(168)	(169)	(170)	(171)	(172)	(173)	(174)	(175)	(176)	(177)	(178)	(179)	(180)	(181)	(182)	(183)	(184)	(185)	(186)	(187)	(188)	(189)	(190)	(191)	(192)	(193)	(194)	(195)	(196)	(197)	(198)	(199)	(200)	(201)	(202)	(203)	(204)	(205)	(206)	(207)	(208)	(209)	(210)	(211)	(212)	(213)	(214)	(215)	(216)	(217)	(218)	(219)	(220)	(221)	(222)	(223)	(224)	(225)	(226)	(227)	(228)	(229)	(230)	(231)	(232)	(233)	(234)	(235)	(236)	(237)	(238)	(239)	(240)	(241)	(242)	(243)	(244)	(245)	(246)	(247)	(248)	(249)	(250)	(251)	(252)	(253)	(254)	(255)	(256)	(257)	(258)	(259)	(260)	(261)	(262)	(263)	(264)	(265)	(266)	(267)	(268)	(269)	(270)	(271)	(272)	(273)	(274)	(275)	(276)	(277)	(278)	(279)	(280)	(281)	(282)	(283)	(284)	(285)	(286)	(287)	(288)	(289)	(290)	(291)	(292)	(293)	(294)	(295)	(296)	(297)	(298)	(299)	(300)	(301)	(302)	(303)	(304)	(305)	(306)	(307)	(308)	(309)	(310)	(311)	(312)	(313)	(314)	(315)	(316)	(317)	(318)	(319)	(320)	(321)	(322)	(323)	(324)	(325)	(326)	(327)	(328)	(329)	(330)	(331)	(332)	(333)	(334)	(335)	(336)	(337)	(338)	(339)	(340)	(341)	(342)	(343)	(344)	(345)	(346)	(347)	(348)	(349)	(350)	(351)	(352)	(353)	(354)	(355)	(356)	(357)	(358)	(359)	(360)	(361)	(362)	(363)	(364)	(365)	(366)	(367)	(368)	(369)	(370)	(371)	(372)	(373)	(374)	(375)	(376)	(377)	(378)	(379)	(380)	(381)	(382)	(383)	(384)	(385)	(386)	(387)	(388)	(389)	(390)	(391)	(392)	(393)	(394)	(395)	(396)	(397)	(398)	(399)	(400)	(401)	(402)	(403)	(404)	(405)	(406)	(407)	(408)	(409)	(410)	(411)	(412)	(413)	(414)	(415)	(416)	(417)	(418)	(419)	(420)	(421)	(422)	(423)	(424)	(425)	(426)	(427)	(428)	(429)	(430)	(431)	(432)	(433)	(434)	(435)	(436)	(437)	(438)	(439)	(440)	(441)	(442)	(443)	(444)	(445)	(446)	(447)	(448)	(449)	(450)	(451)	(452)	(453)	(454)	(455)	(456)	(457)	(458)	(459)	(460)	(461)	(462)	(463)	(464)	(465)	(466)	(467)	(468)	(469)	(470)	(471)	(472)	(473)	(474)	(475)	(476)	(477)	(478)	(479)	(480)	(481)	(482)	(483)	(484)	(485)	(486)	(487)	(488)	(489)	(490)	(491)	(492)	(493)	(494)	(495)	(496)	(497)	(498)	(499)	(500)	(501)	(502)	(503)	(504)	(505)	(506)	(507)	(508)	(509)	(510)	(511)	(512)	(513)	(514)	(515)	(516)	(517)	(518)	(519)	(520)	(521)	(522)	(523)	(524)	(525)	(526)	(527)	(528)	(529)	(530)	(531)	(532)	(533)	(534)	(535)	(536)	(537)	(538)	(539)	(540)	(541)	(542)	(543)	(544)	(545)	(546)	(547)	(548)	(549)	(550)	(551)	(552)	(553)	(554)	(555)	(556)	(557)	(558)	(559)	(560)	(561)	(562)	(563)	(564)	(565)	(566)	(567)	(568)	(569)	(570)	(571)	(572)	(573)	(574)	(575)	(576)	(577)	(578)	(579)	(580)	(581)	(582)	(583)	(584)	(585)	(586)	(587)	(588)	(589)	(590)	(591)	(592)	(593)	(594)	(595)	(596)	(597)	(598)	(599)	(600)	(601)	(602)	(603)	(604)	(605)	(606)	(607)	(608)	(609)	(610)	(611)	(612)	(613)	(614)	(615)	(616)	(617)	(618)	(619)	(620)	(621)	(622)	(623)	(624)	(625)	(626)	(627)	(628)	(629)	(630)	(631)	(632)	(633)	(634)	(635)	(636)	(637)	(638)	(639)	(640)	(641)	(642)	(643)	(644)	(645)	(646)	(647)	(648)	(649)	(650)	(651)	(652)	(653)	(654)	(655)	(656)	(657)	(658)	(659)	(660)	(661)	(662)	(663)	(664)	(665)	(666)	(667)	(668)	(669)	(670)	(671)	(672)	(673)	(674)	(675)	(676)	(677)	(678)	(679)	(680)	(681)	(682)	(683)	(684)	(685)	(686)	(687)	(688)	(689)	(690)	(691)	(692)	(693)	(694)	(695)	(696)	(697)	(698)	(699)	(700)	(701)	(702)	(703)	(704)	(705)	(706)	(707)	(708)	(709)	(710)	(711)	(712)	(713)	(714)	(715)	(716)	(717)	(718)	(719)	(720)	(721)	(722)	(723)	(724)	(725)	(726)	(727)	(728)	(729)	(730)	(731)	(732)	(733)	(734)	(735)	(736)	(737)	(738)	(739)	(740)	(741)	(742)	(743)	(744)	(745)	(746)	(747)	(748)	(749)	(750)	(751)	(752)	(753)	(754)	(755)	(756)	(757)	(758)	(759)	(760)	(761)	(762)	(763)	(764)	(765)	(766)	(767)	(768)	(769)	(770)	(771)	(772)	(773)	(774)	(775)	(776)	(777)	(778)	(779)	(780)	(781)	(782)	(783)	(784)	(785)	(786)	(787)	(788)	(789)	(790)	(791)	(792)	(793)	(794)	(795)	(796)	(797)	(798)	(799)	(800)	(801)	(802)	(803)	(804)	(805)	(806)	(807)	(808)	(809)	(810)	(811)	(812)	(813)	(814)	(815)	(816)	(817)	(818)	(819)	(820)	(821)	(822)	(823)	(824)	(825)	(826)	(827)	(828)	(829)	(830)	(831)	(832)	(833)	(834)	(835)	(836)	(837)	(838)	(839)	(840)	(841)	(842)	(843)	(844)	(845)	(846)	(847)	(848)	(849)	(850)	(851)	(852)	(853)	(854)	(855)	(856)	(857)	(858)	(859)	(860)	(861)	(862)	(863)	(864)	(865)	(866)	(867)	(868)	(869)	(870)	(871)	(872)	(873)	(874)	(875)	(876)	(877)	(878)	(879)	(880)	(881)	(882)	(883)	(884)	(885)	(886)	(887)	(888)	(889)	(890)	(891)	(892)	(893)	(894)	(895)	(896)	(897)	(898)	(899)	(900)	(901)	(902)	(903)	(904)	(905)	(906)	(907)	(908)	(909)	(910)	(911)	(912)	(913)	(914)	(915)	(916)	(917)	(918)	(919)	(920)	(921)	(922)	(923)	(924)	(925)	(926)	(927)	(928)	(929)	(930)	(931)	(932)	(933)	(934)	(935)	(936)	(937)	(938)	(939)	(940)	(941)	(942)	(943)	(944)	(945)	(946)	(947)	(948)	(949)	(950)	(951)	(952)	(953)	(954)	(955)	(956)	(957)	(958)	(959)	(960)	(961)	(962)	(963)	(964)	(965)	(966)	(967)	(968)	(969)	(970)	(971)	(972)	(973)	(974)	(975)	(976)	(977)	(978)	(979)	(980)	(981)	(982)	(983)	(984)	(985)	(986)	(987)	(988)	(989)	(990)	(991)	(992)	(993)	(994)	(995)	(996)	(997)	(998)	(999)	(1000)

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. **PROVINCIALES** : « L'Occident en cinquante-cinq articles », par Marc Ambroise-Rendu ; « Les vaines racines du pouvoir », par Lucien Sfez.

ÉTRANGER

3. **EUROPE** : « Solidarité », livre d'opinion de Gérard Delfino.
4-5. **ASIE** : « CORÉE DU SUD : le général Chun sera officiellement porté à la présidence dès la semaine prochaine ».
6. **PROCHE-ORIENT** : Israël occupe l'Egypte de s'écarter des accords de Camp David.
7. **AMÉRIQUES** : HONDURAS : le général Paz a formé un gouvernement à majorité civile.

POLITIQUE

7. **LIBRE OPINION** : « Défilés », par Pierre Marclay.
— PRESSE : fin du conflit à l'Observatoire.

SOCIÉTÉ

8. A l'Institut Synops de Lodève : « Économie, recherche alternative et utopie radicale ».

ÉDUCATION

— La nouvelle carte des formations universitaires.

FAITS DIVERS

16. **JOURS D'ÉTÉ** : 9-10. « Séd et moi », roman-reportage de Poloir-Delpéch ; « Méthodologie : informations » services ; « Jeune » : une semaine dans le Monde.

LE MONDE DE L'ÉCONOMIE

11. Une étude de la Banque de France : 44 % des crédits sont distribués à des lieux préférentiels.
— L'avenir de l'informatique française : grands débats autour d'un grand ordinateur.
12. Des quotas pour les emplois féminins : discrimination ou pas en avant ?
— Les Sorbiers lancent une offensive sur le marché canadien de l'automobile.
— Après les gupillages de l'Inde de l'O.N.A., les dirigeants gubois ont opéré un important redressement financier.

CULTURE

13. **MUSIQUE** : la Chigine à Sienne.
— **CINÉMA** : deux comédies de Clive Donner et Dino Risi.
15. **VU** : « Paris se perd », par Collette Godard.

SPORTS

16. **AUTOMOBILISME** : Jobouille de France Jones dans le Grand Prix d'Australie.
— **SPORTS ÉQUESTRES** : l'Autrichien Hugo Simon, brillant vainqueur du Grand Prix de Rotterdam.

ÉQUIPEMENT

19. Le conflit des marins-pêcheurs.

ÉCONOMIE

20. **ÉTRANGER** : selon la Banque mondiale, la pauvreté risque de faire tâche d'huile dans le monde jusqu'en 1990.
— **ÉNERGIE** : le prix du pétrole et du propane pourrait être prochainement libéré.

RADIO-TELEVISION (15)

Annouces classées (17-18) : Carnet (19) ; Journal officiel (9) ; Programmes spectacles (14) ; Mots croisés (10) ; Bourse (21).

Le numéro du « Monde » daté 17-18 août 1980 a été tiré à 493 674 exemplaires.

après-vente
Miele
8673360
en région parisienne
Société MDS

A B C D E F G

Au Brésil

Le patronat voudrait modifier ses relations avec le pouvoir politique

De notre correspondant

Rio-de-Janeiro. — La Fédération des Industries de l'Etat de São Paulo, la FIESP, va choisir mercredi 20 août son nouveau président. Cette élection au sein de la plus puissante des associations d'hommes d'affaires brésiliens — fondée en 1931, elle regroupe cent huit syndicats patronaux et représente quelque huit mille entreprises — intéresse directement le gouvernement : elle déterminera dans une grande mesure l'attitude du patronat brésilien face au régime militaire au cours des prochaines années. Deux candidats sont en lice, et les derniers sondages indiquent que leurs chances sont pratiquement égales. Pour la première fois, M. Teófilo de Nigris, président de la FIESP depuis 1988 — l'époque du durcissement de la dictature militaire — ne paraît pas assuré à l'avance d'obtenir un nouveau mandat, qui serait le cinquième. Connu pour son conservatisme social et son obéissance vis-à-vis du gouvernement, il affronte M. Luis Eulálio Bueno Vidigal, qui tente de se présenter comme le candidat de la rénovation. Il serait cependant abusif de voir en M. Vidigal, qui a répété comme un leitmotiv durant sa campagne que « le patron brésilien devait assumer son rôle et ne pas avoir honte du profit et du capitalisme », l'homme d'un changement véritable. Tant sur les problèmes des relations au sein de l'entreprise et des syndicats que sur les conceptions économiques d'ensemble, M. Vidigal apparaît tout aussi conservateur que son adversaire. Tous deux sont d'ailleurs en cela les représentants d'un patronat qui — la grève des métallurgistes d'avril l'a encore montré — est prompt à qualifier de « subversives » des revendications ouvrières que la plupart des

THIERRY MALINIAC.

A Marseille

UN MORT APRÈS L'ATTENTAT CONTRE L'IMPRIMERIE ENCRE NOIRE

Gravement blessé au cours de l'attentat à l'explosif commis contre l'imprimerie Encre noire à Marseille, le 11 août, M. Michel Chanaï, cinquante-huit ans, a succombé lundi matin 18 août dans la machine à l'hôpital de la Timone (Bouches-du-Rhône).

A NOS LECTEURS

Un millier d'exemplaires du « Monde » daté 17-18 août comportaient, à la suite d'une erreur, une page 4 ne correspondant pas à l'édition du jour. Nous prions nos lecteurs de bien vouloir nous en excuser.

économiques à louer

FIAT PANDA - CITROËN LNA - RENAULT 5, etc.
WEEK-END à partir de 194 F t.t.c.

(Portails semaine - Vacances)
11, rue Gastimir-Péris (75) - 335-33-49
80, rue de la Convention, PARIS (15) - 334-22-45

AUTORENT

LE MONDE diplomatique

NUMÉRO D'AOUT

UN PRÉSIDENT NATIONALISTE POUR L'AMÉRIQUE EN CRISE ?

(Thomas Ferguson et Joël Rogers)

LES ÉTATS-UNIS À LA RECHERCHE D'UNE NOUVELLE IDÉOLOGIE

(Pierre Dommergues)

BOLIVIE : L'AFFRONTEMENT

(Yvon Le Bot)

L'AMÉRIQUE CENTRALE : DE L'IMMOBILISME À LA RÉBELLION

(Jean-Claude Bahner)

Le numéro : 7 F

5, rue des Italiens - 75007 PARIS CEDEX 05

EN VENTE PARTOUT

LE POLISARIO

REVENDIQUE L'OCCUPATION D'UN VILLAGE MAROCAIN

Cent vingt-sept militaires auraient été tués

Alger (A.F.P.). — Le village marocain de Sidi-Amara, aux environs d'Alger, dans le sud du Maroc, a été « investi et occupé » le 15 août par le Polisario, a annoncé un communiqué du « ministère sahraoui de l'information » publié le dimanche 17 août. Selon le Polisario, l'opération aurait fait cent vingt-sept morts dans les rangs marocains, dont le lieutenant Ben Lakhal, commandant de la garnison. Le communiqué ajoute que vingt-trois militaires marocains ont été faits prisonniers au cours de ce combat, le premier d'une telle envergure depuis la bataille de l'Ouarzizate, en mars. Le communiqué fait état de la « récupération » et de la « destruction » d'un important matériel de guerre et précise que l'attaque déclenchée à l'aube s'est poursuivie jusqu'à 10 heures le 15 août.

« Les autorités algériennes n'avaient pas encore rendu au Polisario le village investi au fin de matinée. »

BAGDAD

INVITE LES ATOMISTES ARABES À TRAVAILLER EN IRAK

Bagdad (A.F.P.). — Le secrétaire général du Conseil de commandement de la révolution irakienne, M. Tarek Hamd Al-Abdallah, a appelé, le dimanche 17 août, les « spécialistes arabes du nucléaire » à s'installer en Irak en vue de contribuer au développement du secteur nucléaire irakien, rapporte l'Agence irakienne d'information (INA).

Evénement la campagne lancée par Israël contre l'équipement nucléaire de l'Irak, M. Abdallah a rappelé que « l'Etat hébreu avait refusé de signer le traité de non-prolifération des armes nucléaires dont l'Irak est signataire ».

« L'Irak continue de poursuivre ses efforts dans le but d'utiliser les ressources de ses fins pacifiques », a-t-il conclu.

En Syrie

SIX CENT SEPT « FRÈRES MUSULMANS REPENTIS » SE SONT PRÉSENTÉS AUX AUTORITÉS DEPUIS LE 7 JUILLET.

Damas (A.F.P.). — Six cent sept militants auraient abandonné la confrérie des Frères musulmans le 17 août, dix jours avant l'expiration d'un nouveau délai de grâce accordé par les autorités syriennes aux « Frères musulmans repentis », selon les chiffres fournis par les divers organes d'information syriens.

Le 7 juillet dernier, une loi avait été adoptée permettant à tout individu appartenant à la secte. Celle-ci prévoyait également la grâce pour ceux qui se présenteraient aux autorités dans un délai d'un mois, délai prorogé par la suite de vingt jours par décret présidentiel à la demande de chefs religieux musulmans et chrétiens et des gouvernements des diverses provinces syriennes.

Ces nouvelles « redditions » interviennent après la mort du responsable militaire général de la confrérie des Frères musulmans en Syrie, Hisham Joumbas, tué le samedi 16 août au cours d'une opération lancée par les forces de sécurité contre les chefs de l'organisation située dans un jardin de la ville de Homs.

D'autre part, un nouveau groupe de « phalanges armées » du parti Baas (au pouvoir) a commencé dimanche à Tartous (deuxième port syrien) son entraînement militaire pour « liquider les éléments des Frères musulmans et mettre en échec leurs complots », selon l'agence d'information Sana.

« Mgr Marcel Lefebvre, arrivé samedi 16 août à Santiago-du-Chili, a affirmé que la solution du litige qui l'oppose au Vatican pourrait dépendre des résultats d'une enquête menée auprès de tous les évêques du monde, enquête qui s'achèvera le 30 octobre prochain. L'ancien archevêque de Dakar a ajouté que le pape souhaitait parvenir à un arrangement avec les catholiques traditionnalistes, mais que des pressions avaient lieu au Vatican pour empêcher la conclusion d'un accord. Mgr Lefebvre, qui est invité à Orléans par les catholiques traditionnalistes, a indiqué d'autre part qu'un groupe de trente Latino-Américains, parmi lesquels plusieurs Chiliens, fonderont à leur séminaire de Suisse et à celui qui s'ouvrira prochainement à Buenos-Aires. » (A.F.P.)

SELON UNE ÉTUDE DU B.I.T.

Les migrations de travailleurs dans les pays arabes accroissent les disparités entre les États pétroliers et les autres

De notre correspondante

Genève. — Le Bureau international du travail (B.I.T.) vient de rendre publique une étude alarmante sur la situation provoquée par les migrations de travailleurs dans les pays arabes. Celles-ci ont déjà eu, entre autres conséquences, celle d'accroître les disparités entre les riches États pétroliers et les autres pays arabes où l'on constate une pénurie de main-d'œuvre dans le secteur rural notamment. Le développement rapide des pays producteurs de pétrole a été en effet, dans une grande mesure, dû à l'apport de main-d'œuvre provenant des pays pauvres, tandis que les économies de ces derniers connaissent des difficultés qui vont en s'aggravant. Les experts du B.I.T. ont tenu par conséquent à souligner les dangers du déséquilibre croissant qui caractérise la répartition des richesses de la région et qui risque de devenir « un facteur de division dans le monde arabe ».

En 1975, plus de deux millions de travailleurs originaires des pays d'immigration de la région (Arabie Saoudite, Émirats arabes unis, Koweït, Qatar et Libye).

Une dépendance réciproque

Le boom du pétrole ayant provoqué un accroissement spectaculaire de la demande de main-d'œuvre, et celle des pays arabes.

La situation au Vanuatu

UN CONTINGENT MILITAIRE DE PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE PREND LE CONTRÔLE DE L'ÎLE D'ESPIRITU-SANTO.

Le contingent militaire de Papouasie-Nouvelle-Guinée, auquel M. Walter Rini, premier ministre de Vanuatu avait fait appel pour réduire la rébellion sécessionniste d'Espiritu-Santo, a débarqué le 18 août, sur l'île, sans y rencontrer de résistance. Cette formation, composée d'une centaine d'hommes, doit remplacer les deux cents militaires britanniques et français qui doivent quitter le pays avant le 20 août.

Le général Ted Diro, commandant de l'armée de Papouasie-Nouvelle-Guinée, a précisé que la mission de ses troupes était « d'établir la sécurité de l'approvisionnement et de prendre le contrôle de la principale ville de l'île, Luganville pour contenir les éventuels troubles ; elles doivent arrêter les accès à la ville pour empêcher toute action des rebelles ».

Quelques heures avant l'arrivée de ce contingent militaire, la France avait évacué de l'île, à bord de deux DC-8 de l'armée de l'air, cinquante-cinq de ses ressortissants, essentiellement des femmes et des enfants. Ceux-ci ont été dirigés sur Nouméa, en Nouvelle-Calédonie, où ils ont été accueillis à leur arrivée par M. Charbonnel, haut commissaire.

M. Rodrigues, ambassadeur de France au Vanuatu, a déclaré que certains Français avaient quitté l'île d'Espiritu-Santo définitivement, et parmi eux des professeurs dont le contrat était venu à expiration. Il a ajouté que d'autres étaient partis temporairement à cause de la pénurie qui sévit actuellement à Luganville, en raison du blocus économique imposé par le gouvernement de M. Rini. M. Rodrigues s'est montré convaincu que la communauté française, « à très peu d'exception près », adoptait une position de neutralité dans le conflit actuel. — (A.F.P., Reuters.)

JOURNAL CHAMPÈTRE D'EDITH HODDEN

« Le bonheur de vivre avec la nature »

« Le bonheur de vivre avec la nature »

« Le bonheur de vivre avec la nature »

« Le bonheur de vivre avec la nature »

« Le bonheur de vivre avec la nature »

« Le bonheur de vivre avec la nature »

« Le bonheur de vivre avec la nature »

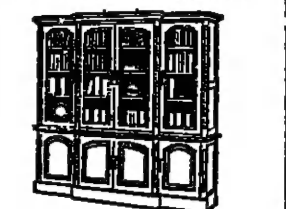
« Le bonheur de vivre avec la nature »

« Le bonheur de vivre avec la nature »

« Le bonheur de vivre avec la nature »

12 mois sur 12
le
COURS
HUBERT LE FÉAL
forme
à la
PAROLE
PUBLIQUE
documentation
sans engagement
770 58 03

Rémy
l'autre manière
de se meubler !



C'est tout ce que vous savez sur le meuble ? Remy, conseillé dans un univers de mille et un trésors, vous imaginez-vous-même votre décoration parmi une diversité que seul un artiste aillant création et tradition peut vous présenter : sculptures, chaises, tables, berrys, salons à manger tous styles, lits de repos, lits jumeaux, salons, tout est réalisé d'après des documents anciens dans des techniques et patines anciennes et en toutes dimensions. Remy réalise toute votre décoration : tentures, voilages, dessus de lit, et peut aussi vous présenter les grandes marques de salons et transformables.

OUVERT EN AOUT
82, 84 et 72, boulevard St Antoine
Paris XII^e - Tél. 343.65.50

RÉOUVERTURE
Brasserie BOFINGER
5, rue de la Bastille - ARC. 87-82
LE 18 AOUT

سكزا من الأصل